

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
INTERNATIONALE

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13891 - 4,50 F

MARDI 26 SEPTEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Après les entretiens américano-soviétiques du Wyoming

Relance générale des négociations sur le désarmement

Percée

« Si nous commençons à réduire nos armes nucléaires, nous sommes en droit d'exiger des garanties que rien d'inattendu ne puisse se produire, aussi bien dans l'espace qu'à propos des défenses antimissiles. » Ainsi M. Gorbatchev justifiait-il en 1986, à l'issue de sa rencontre de Reykjavik avec Ronald Reagan, son hostilité au projet américain de défense spatiale (IDS) : Moscou exigeait alors que ce programme soit arrêté, ou au moins que les Deux Grands s'engagent à respecter pendant dix ans le traité ABM de 1972 interdisant de fait de telles défenses. Il n'était pas question sans cela de signer un accord START limitant de 50 % les armements stratégiques offensifs, comme les Deux Grands en étaient déjà d'accord en principe.

Ce rappel illustre l'ampleur de la concession que M. Chevardnadze vient de faire aux Américains : le lien entre START et AMS n'existe plus, un accord peut être négocié et appliqué sans attendre. La percée est comparable à celle de 1987, lorsque Moscou avait rompu le même lien entre la « guerre des étoiles » et la réduction des missiles intermédiaires, permettant ainsi la conclusion du traité de Washington. Mais elle est plus significative encore.

L'URSS avait en effet de solides arguments : celui des SuperGrands qui se donnerait les moyens d'intercepter ne serait-ce qu'une moitié des ogives ennemies réduirait par là de moitié le potentiel de l'arme, ou doublerait le sien propre, ce qui détruirait la sacro-sainte parité. Cela dit, une autre solution se dessinait déjà à l'époque des plus rudes empoignades sur l'IDS : dans la mesure où la constitution d'un bouclier spatial prendra des décennies, pourquoi ne pas conclure dès maintenant un traité START, tout en se réservant la possibilité de le dénoncer — comme tout traité le prévoit — au cas où les intérêts supérieurs de l'URSS seraient menacés ?

Si M. Gorbatchev s'est rallié à cette solution, ce n'est pas seulement parce que l'IDS ne joue plus, depuis le départ de M. Reagan, des rôles d'attente, ni en raison des seules difficultés économiques soviétiques. En fait, le dirigeant soviétique oblige M. Bush à reprendre sérieusement le dossier des START, alors que le président américain prétendait donner la priorité au désarmement conventionnel en Europe, un sujet qui ne touche pas directement à la sécurité des États-Unis et beaucoup plus à celle de leurs alliés.

Il cherche aussi à amener la nouvelle équipe américaine au même niveau de compréhension et d'entente que celui qui avait été obtenu avec Ronald Reagan à la fin de son mandat, et ce prêt à en payer le prix : ainsi s'expliquent les autres gestes consentis à propos du radar de Krasnoïarsk (surveillance de la boulimie d'armement de l'époque Brejnev, qui vient d'être abandonnée sans condition), des armements chimiques, etc.

M. Bush, qui s'était réfugié jusqu'à présent dans un prudent scepticisme à l'égard de la perestroïka soviétique (il prétendait concentrer son attention sur la Pologne et la Hongrie), va avoir plus de mal à maintenir son attitude, à l'heure où M. Thatcher, fidèle allié des États-Unis, cache moins que jamais son enthousiasme pour M. Gorbatchev.

Les entretiens du Wyoming devraient permettre une relance des négociations sur le désarmement. M. Chevardnadze a confirmé que Moscou ne liait plus la conclusion d'un accord sur les armes stratégiques à l'abandon du projet de guerre des étoiles. M. Bush recevra M. Gorbatchev au printemps. Il devait présenter lundi 25 septembre devant l'ONU des propositions pour l'élimination des armes chimiques.

La fin de la « guerre des étoiles » ?

La « guerre des étoiles » n'est-elle pas déjà finie, avant même d'avoir réellement commencé ? Les Soviétiques ne considèrent plus l'initiative de défense stratégique (IDS) comme un obstacle majeur aux négociations START sur la réduction des armes nucléaires stratégiques.

Est-ce à dire que Moscou ne prend plus l'IDS au sérieux ? Si tel est bien le cas, une pareille opinion ne pourra qu'accroître l'hostilité d'une grande partie du Congrès à ce fameux projet de « bouclier spatial » destiné à repousser les assauts des missiles balistiques.

FRANCIS CORNU

Lire la suite et l'article de notre correspondant à Washington JAN KRAUZE page 3

Le renouvellement du tiers des sénateurs

Le RPR se renforce face aux centristes M. Joxe veut changer le mode de scrutin

Le renouvellement sénatorial du 24 septembre, destiné à pourvoir 102 des 321 sièges de la Haute Assemblée, se traduit par la poursuite de la perte d'influence des centristes au profit du RPR qui gagne onze sièges. Alors qu'Alain Poher a décidé de se représenter à la présidence du Sénat,

M. Pasqua apparaît comme le vainqueur du scrutin. Le PS reste stable, et le PC gagne un siège.

M. Pierre Joxe a fait part de la volonté du gouvernement de réformer le mode d'élection des sénateurs et celui des conseillers généraux.

Le Sénat nouveau ressemble à s'y méprendre à l'ancien. « Pas de surprises et peu de changement », a déclaré M. Pierre Joxe. Voire. Certes le renouvellement n'a pas, comme prévu, remis en cause le rapport de forces droite-gauche dans un hémicycle où l'opposition nationale disposait, avec le renouvellement du 24 septembre, et disposera après d'une écrasante majorité (231 sièges sur 321, au lieu de 229 sur les 319 sièges du Sénat sortant). En revanche, le camp de la droite est affecté d'un net réajustage au profit du RPR. C'est à ce groupe que revient la palme de la progres-

sion la plus spectaculaire. Son président, Charles Pasqua, a coutume de dire que les sénatoriales se gagnent « avec une fourchette à escargot », une façon comme une autre de souligner le nécessaire doigté dans le choix des candidats et des alliances. L'ancien ministre de l'intérieur a su faire profiter ses amis de son expérience en adaptant au cas par cas une stratégie qui a fait du RPR tantôt l'allié des centristes, tantôt celui des autres composantes de l'UDF.

ANNE CHAUSSEBOURG

Lire la suite page 7

Les résultats complets par départements

pages 8 à 14

L'usure de la « présidence Poher »

page 8

L'islam sous Fourvière

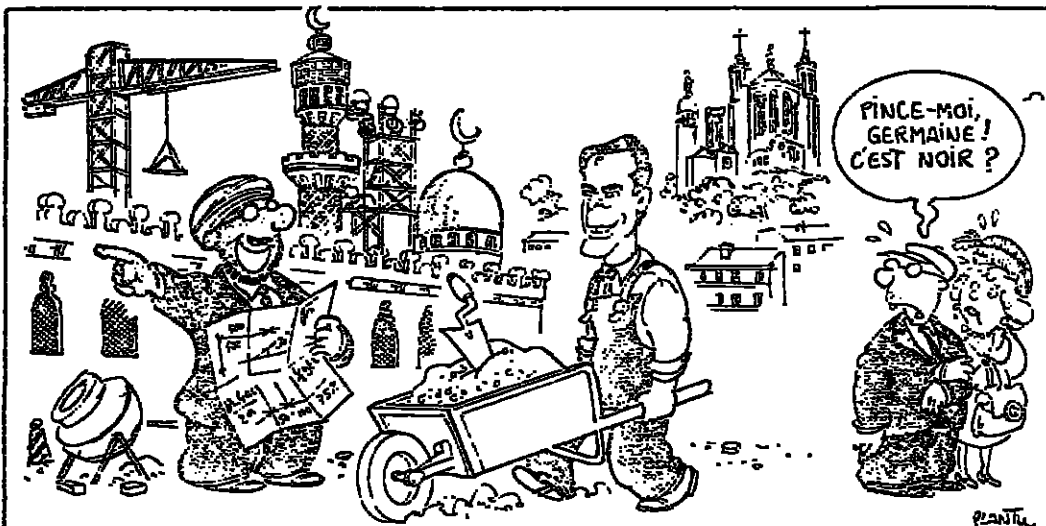
Lyon aura sa grande mosquée, construite dans le huitième arrondissement
Le maire, M. Michel Noir, a résisté à l'hostilité des riverains

Après l'autorisation donnée par M. Michel Noir, maire de Lyon, à la construction d'une mosquée dans le huitième arrondissement de la ville, des associations de riverains engagent une bataille judiciaire. Elles vont déposer deux requêtes en annulation du permis de construire et du bail accordé en 1983 par le conseil municipal à l'ACLIF (association culturelle lyonnaise franco-musulmane). Un rassemblement est prévu, lundi 25 septembre, devant le site de la future mosquée.

LYON

de notre envoyé spécial

La croix et le croissant, le clocher et le minaret... De la hauteur du huitième arrondissement où sera édifiée la grande mosquée de Lyon, on aperçoit les flancs de la cathédrale de Fourvière, massive et orgueilleuse sur sa colline. Depuis dix ans, ce face-à-face fait flamber les imaginations.



En 1979, le cardinal Renard, aujourd'hui décédé, prend position en faveur de la construction d'une mosquée dans la dixième ville de France. Le président Giscard d'Estaing et M. François Mitterrand lui emboîtent le pas. Muni de tels patronages, en 1983, le conseil municipal cède généreusement, à l'unanimité et pour 1 franc symbolique, un terrain de 8 000 mètres carrés, boulevard Pinel, dans le huitième

arrondissement, à une association de Français musulmans. Mais dix ans de pressions, de manifestations, de batailles de procédure et de capitulation des élus n'ont toujours pas permis la pose de la première pierre.

« Non à la mosquée Noir » : « C'est un grand Noir amer » : sur les murs du boulevard Pinel, entre les hôpitaux Desgenettes, Grange Blanche, Vinateur, s'étalent aujourd'hui la dérision et la

colère d'un quartier contre son maire fraîchement élu. Profitant de son état de grâce lyonnais, soignant son image de RPR ouvert et désireux d'en découdre avec le Front national, M. Michel Noir a estimé, en effet, que cette affaire n'avait que trop traîné.

HENRI TINCO

Lire la suite et un entretien avec M. MICHEL NOIR page 19 - section B

RAFAËL PIVIDAL

Le petit Marcel

Heurs et malheurs d'un parasite mondain

ROMAN

GRASSET

Détente au Liban

Premières journées de calme après des mois de cauchemar
page 4 - section A

Le G7 contre la hausse du dollar

Les pays les plus industrialisés fourbissent leurs armes pour empêcher la devise américaine de monter
page 29 - section C

ÉCONOMIE

Les perspectives de l'économie française ● L'industrie textile en Europe ● Le Brésil aspiré par l'hyperinflation ● La chronique de Paul Febra : « Les gros bataillons du Fonds monétaire »
pages 33 à 38 - section C

L'opposition à Pékin

Des dissidents ont fondé la Fédération pour la démocratie en Chine
page 6 - section A

Le conflit Peugeot

Le gouvernement et le patronat redoutent la contagion
pages 27, 29 et 30 - section C

SPORTS

● Le coup de pouce de Mansell à Prost dans le Grand Prix de Formule 1 du Portugal ● La victoire de Laurent Fignon dans le Grand Prix cycliste des Nations
Page 23 - section B

Les vigiles de la « race blanche »

Créé en 1987, le Parti nationaliste français et européen (PNFE), dont le président inculpe d'association de malfaiteurs, vient d'être écarté, apparaît bien, quoi qu'en dise son dirigeant, comme un mouvement néonazi
page 18 - section B

Le sommaire complet se trouve page 48

M 0147 - 0926 0 - 4,50 F



3790147004500 09260

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 180 pes. ; Grèce, 250 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 0,400 DL. ; Luxembourg, 20 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 1,50 Sfr. ; Thaïlande, 1,50 B. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

ÉTRANGER

RDA : malgré le durcissement du pouvoir

Le mouvement de contestation prend de l'ampleur

Les contacts ont repris officiellement entre les deux gouvernements allemands pour tenter de résoudre la crise provoquée par l'exode des Allemands de l'Est. L'avocat allemand Wolfgang Vogel, spécialiste de ce genre de situation, a rencontré vendredi soir 23 septembre à Bonn le ministre à la chancellerie de RFA, H. Seiter. La presse allemande rapporte que M. Vogel était porteur d'un message du numéro un allemand, M. Erich Honecker, et suggère que Berlin-Est souhaiterait mettre fin à cette crise avant les cérémonies du quarantième anniversaire de la RDA, le 8 octobre prochain.

La nombre d'Allemands de l'Est entrés en Autriche depuis l'ouverture de la frontière austro-hongroise était dimanche de vingt mille.

BONN
de notre correspondant

Le refus opposé par le ministre est-allemand de l'intérieur d'enregistrer légalement l'association Nouveau Forum (le Monde du 23 septembre) n'a pas désarmé ses promoteurs. Les porte-parole de ce nouveau mouvement, qui veut constituer un lieu de rassemblement des partisans des réformes en RDA, ont décidé d'utiliser tous les moyens légaux pour s'opposer à cette décision. Selon M. Barbel Bohley, peintre, qui est l'un de ses porte-parole, le SED « a marqué un but contre son camp » en interdisant Nouveau Forum, et estime que la manière dont le pouvoir se conduit avec l'opposition « n'est pas de nature à enrayer la vague d'émigration vers l'Ouest ».

Les attendus de la décision du ministre de l'intérieur qualifiant Nouveau Forum d'organisation « hostile à l'Etat et anticonstitutionnelle » l'assimilent à une organisation criminelle et font peser sur ses membres la menace de peines de prison pouvant aller jusqu'à douze mois.

La brutalité de ce refus a provoqué dans les milieux culturels et artistiques est allemands un mouvement de solidarité qui rappelle celui qui s'était développé en faveur du poète contestataire Wolf Biermann, expulsé vers la RFA en 1976. La section berlinoise de l'Union des écrivains a rendu public samedi 24 septembre le texte d'une résolution qu'elle avait adoptée le 14 septembre dernier, à l'initiative de la romancière Christa Wolf. Votée à l'unanimité moins cinq voix contre et sept abstentions, contre l'avis d'Hermann Kant, président de l'Union des écrivains, elle critique vivement l'attitude du pouvoir vis-à-vis du mouvement d'émigration de ces dernières semaines. « Nous ne pouvons accepter, souligne-t-elle, les déclarations officielles qui affirment que rien, absolument rien, ne justifie des corrections à la ligne (du Parti). Il nous est insupportable de voir comment les responsabilités de la situation sont rejetées ailleurs, alors que les causes réelles doivent être cherchées dans les contradictions non assumées existant dans notre propre pays. Cela ne laisse pas la controverse avec les mass médias occidentaux ».

Cet exode n'est que le symptôme de l'accumulation de problèmes fondamentaux dans tous les domaines de la société, poursuit la résolution. « Ce ne sont pas les analyses et les idées qui manquent, mais les possibilités d'en débattre ouvertement, et de les mettre en œuvre. Animés du souci de favoriser le développement vers le socialisme, nous exigeons que s'engage immédiatement le dialogue démocratique à tous les niveaux ».

Sonnet de l'opposition à Leipzig

Le ton comminatoire de ce texte, qui n'émane pas d'un groupe d'opposants traditionnels, mais d'une institution ayant pignon sur la rue socialiste, est un signe du malaise profond qui s'est emparé ces dernières semaines d'une intelligentsia qui ne se satisfait plus de la relative liberté que le régime lui avait concédée ces dernières années. Les écrivains ne sont pas les seuls à défier le pouvoir. L'Association des artistes de variétés, réunie le 18 septembre au théâtre Gorki de Berlin-Est, avait

salué la création de Nouveau Forum. « Nous retrouvons (dans l'appel de Nouveau Forum) beaucoup de choses que nous pensons nous-mêmes, et plus encore qui valent la peine d'être discutées et débattues », est-il indiqué dans sa résolution finale, qui conclut en ces termes : « La RDA devrait enfin apprendre à se comporter avec la minorité de ceux qui pensent autrement, car peut-être ces gens-là ne sont plus une minorité ».

Les divers groupes d'opposition qui se sont créés récemment - Nouveau Forum, Action démocratique, Démocratie maintenant - se sont réunis dimanche 24 septembre à Leipzig. Les quatre-vingt-dix participants à cette rencontre-surprise se sont mis d'accord pour que Nouveau Forum rassemble sous son aile les divers groupes autonomes qui agissent pour « un autre socialisme que celui qui est incarné par le SED ». Il était prévu à l'origine que cette réunion se tienne le week-end prochain. Mais ses organisateurs ont préféré prendre de vitesse la Sécurité d'Etat.

LUC ROSENZWEIG

GRANDE-BRETAGNE :

réunis en congrès

Les Verts

ne veulent pas devenir
un parti
comme les autres...

LONDRES

de notre correspondant

Les Verts britanniques refusent résolument de devenir un parti comme les autres. Leur congrès annuel, qui s'est achevé dimanche 24 septembre à Wolverhampton, au cœur de la vieille Angleterre industrielle, près de Birmingham, aurait pu marquer leur entrée dans la vie politique classique, avec l'élection d'un leader, et l'annonce d'une stratégie électorale. Il n'en a rien été, et les Verts ont paru surtout soucieux de ne pas perdre leur âme.

Surpris et comme gênés de l'attention des médias, les Verts britanniques ont décidé, bien décidés à garder leur mode de fonctionnement fondé sur l'improvisation et la démocratie directe. Leurs travaux se déroulent pour la première fois un large écho dans tout le pays. On voulait savoir qui étaient et ce que voulaient ces nouveaux venus qui avaient obtenu 15 % des voix lors des élections européennes de juin dernier. On connaît désormais un peu mieux leur programme, mais il n'est pas sûr qu'ils soient devenus pour autant plus populaires. Ils n'ont pas non plus indiqué comment ils parviendraient à l'appliquer.

Ils n'ont pas expliqué, en particulier, comment ils réduiraient de quinze à vingt millions de personnes, comme ils l'estiment souhaitable, la population de la Grande-Bretagne (actuellement estimée à cinquante-six millions d'habitants). Toute idée de contrôle autoritaire des naissances leur paraît en effet inacceptable. Leur but est de rendre le pays auto-suffisant dans tous les domaines, à commencer par l'agriculture. La consommation d'énergie et de matières premières serait radicalement réduite. Toutes les centrales nucléaires seraient immédiatement arrêtées. La Grande-Bretagne reconstruirait unilatéralement aux armes nucléaires et sortirait de l'OTAN. « Nous sommes conditionnés, depuis le berceau jusqu'à la tombe, à accepter le règne de la science, de la technologie, de la croissance », affirme M. David Bell, un journaliste sportif de la BBC, devenu un des principaux porte-parole des Verts. Ceux-ci proposent une remise en cause fondamentale des valeurs de la société industrielle.

Les usages de la politique traditionnelle ne les intéressent pas. M. John A. Smith a déclaré à la tribune qu'il ne serait jamais le leader du parti des Verts car ce ne serait plus alors le même parti.

M. Sara Parkin, autre figure dominante de ce congrès, a réjeté ce poste avec tout autant d'énergie, et même les larmes aux yeux. Les Verts gardent donc une direction collective, aux contours assez flous. Ils ont également décidé de ne pas élire de députés pour leur prochain congrès. Chaque adhérent pourra, comme cette année, y assister, malgré le chaos qui en a parfois résulté.

DOMINIQUE DHOMBRES

POLOGNE

Un membre de Solidarité devient président de la télévision

M. Andrzej Drawicz, écrivain, journaliste et membre de Solidarité, a été nommé, samedi 23 septembre, président de la radio-télévision polonaise par le premier ministre, M. Mazowiecki. Agé de cinquante-sept ans, il remplace ainsi M. Jerzy Urban, nommé à ce poste en avril dernier, mais qui était surtout connu pour avoir été, depuis 1981, un porte-parole du gouvernement particulièrement virulent contre Solidarité.

Proche du premier ministre, M. Drawicz avait été, lui aussi, interné à la suite de la proclamation de la loi martiale en décembre 1981. Collaborateur de la presse de Solidarité et de la presse catholique, il a publié un ouvrage de référence sur la perestroïka soviétique. Il connaît très bien l'URSS, où il a fréquemment voyagé, et dont il est un spécialiste de la culture.

C'est la première fois en Europe de l'Est que le contrôle de l'information, élément essentiel de la propagande communiste, échappe à

un parti communiste. Il est vrai que le parti communiste polonais, en croisant son propre secrétaire général, a des jours comptés. M. Rakowski a déclaré, vendredi soir à Cracovie, qu'un « certain modèle de socialisme » avait désormais pris fin en Pologne, et a estimé que le parti communiste, tel qu'il existe actuellement, allait très vite disparaître. « Je pense que le prochain congrès du POUF - qui pourrait avoir lieu vers la mi-février 1990 - sera le dernier », a-t-il dit au cours d'une réunion du parti.

« Une nouvelle organisation politique va naître au cours de ce 11^e congrès et elle prendra un autre nom », a ajouté M. Rakowski. Quel nom ? Nous avons déjà reçu une vingtaine de propositions et l'expression « social-démocrate » revient le plus souvent. « Le parti qui existe actuellement, avec sa structure et sa façon de penser, ne pourra pas réussir. Les changements sont inéluctables », a-t-il souligné. (AFP, UPI.)

BIBLIOGRAPHIE

« Les Nouveaux Enjeux de la communication occidentale vers l'Est »

L'occident et le nouveau paysage audiovisuel socialiste

Ni les stratégies de la communication occidentale en direction des pays de l'Est ni l'impact dans l'Europe socialiste des radios qui y sont reçues depuis une quarantaine d'années, ou des télévisions plus récemment, n'ont fait l'objet jusqu'à présent, en France du moins, d'études approfondies. Il devenait urgent de combler le vide, à un moment où les ouvertures politiques dans les pays socialistes comme la diversification des moyens audiovisuels offrent de nouveaux champs de coopération que la France, notamment, a l'ambition d'exploiter. C'est ce qu'entreprend le dossier réalisé par Jacques Sémelin et Anne-Chantal Lepeuple : Les Nouveaux Enjeux de la communication occidentale vers l'Est.

Le paysage audiovisuel socialiste est d'ores et déjà bouleversé. Finis les temps héroïques de la guerre froide et du brouillage que ne parvenaient à franchir que les voix les plus puissantes de la propagande américaine, celles que les régimes socialistes appelaient « les radios de la CIA ». Le terme de glasnost n'était pas encore apparu que, depuis des années déjà, de nombreuses radios occidentales s'étaient d'ailleurs donné des objectifs d'information plus que de propagande. Jacques Sémelin montre très bien le rôle qu'elles ont joué dans l'accompagnement de certaines évolutions historiques.

Dès 1948, l'URSS entreprit de brouiller la émission de Voice of America et de la BBC, puis celles de Radio free Europe et Radio liberty. Au début des années 80, on estimait à deux mille le nombre de stations de brouillage installées en URSS et en Europe centrale, les Soviétiques consacrant à cette activité entre 100 et 130 millions de dollars par an. La réplique des stations occidentales consistait à la

fois à augmenter la puissance des émetteurs et à émettre sur plusieurs fréquences. Les régimes de l'Est n'eurent en fait jamais raison de l'assaut des médias occidentaux. Certains baisseraient les bras très tôt : la Hongrie et la Roumanie ont renoncé au brouillage dès les années 60 ; la RDA s'est résignée au début des années 70 à laisser pénétrer dans ses foyers les télévisions ouest-allemandes.

Mais si, dès 1980, le monde entier put suivre presque en direct, grâce à la complicité de la télévision polonaise, la grande saga des grèves de Gdansk, il fallut attendre l'heure de la perestroïka pour que des pays socialistes acceptent vraiment de lever certaines des barrières qu'ils opposaient à la communication et à l'information Est-Ouest. A partir de 1987, Moscou a progressivement abandonné le brouillage des radios occidentales qui, du coup, ont à envisager une redéfinition de leur fonction.

Parallèlement, de nouveaux moyens de communication font leur apparition en Europe centrale. Il y aurait aujourd'hui deux millions de magnéscopes dans ces pays, dont la moitié en Pologne. Même si les moyens de réception des télévisions par satellites sont encore quasi inexistantes (bien que mille cinq cents antennes paraboliques soient déjà installées en Pologne), on ne peut manquer de s'interroger sur la façon dont les pays de l'Est seront à l'avenir affectés par leur développement.

Certains pays socialistes se refusent certes encore à toute ouverture. Chez d'autres, elle prend des formes plus ou moins contrôlées : cela va, en matière de télévision, de la coopération ponctuelle (les coproductions) jusqu'à la réception de l'intégralité de la programmation d'une chaîne occidentale

comme le prévoient des accords conclus entre la Pologne et la première chaîne de télévision italienne RAI 1 ainsi que la chaîne francophone TV 5.

De plus en plus en tout cas, on encourage des formes de coopération à la fois dans la technologie de l'audiovisuel et dans la production et la diffusion des programmes.

C. T.
► Les Nouveaux Enjeux de la communication occidentale vers l'Est, Anne-Chantal Lepeuple et Jacques Sémelin, Fondation pour les études de défense nationale ; 72 p., 60 F.

YUGOSLAVIE

La dépouille de l'ancien roi du Monténégro va être rapatriée

BELGRADE

de notre correspondant

Après soixante-trois ans d'exil, un monarque authentique - mais défunct - va rentrer dans son pays, soumis pourtant depuis près d'un demi-siècle à un régime communiste.

La dépouille mortelle de Nicolas I^{er} Petrovitch, roi du Monténégro, doit arriver d'Italie le 1^{er} octobre prochain à Cetinje, son ancienne capitale, où le parti, le gouvernement, les organisations sociales et l'Eglise orthodoxe préparent un accueil qui, tout l'indiquant, prendra le caractère d'une importante manifestation nationale.

Seront présents également les descendants de plusieurs familles impériales et royales auxquelles la dynastie Petrovitch était apparentée. Car, bien que souverain d'un royaume minuscule coincé, à l'épo-

que, entre les empires ottoman et austro-hongrois, et perdu dans les montagnes arides dominant l'Adriatique méditerranéenne, Nicolas I^{er} avait de puissantes alliances, ayant marié ses filles à Pierre I^{er} de Serbie, au grand duc russe Pierre Nikolaïevitch, à Victor Emmanuel III d'Italie, à Georges de Liechtenberg et à François de Battenberg.

Les descendants de ces têtes couronnées ont déjà annoncé leur arrivée, et le gouvernement de Belgrade n'y opposera aucune entrave.

Nicolas I^{er} a accédé au trône du Monténégro en 1906. En 1916, sous la poussée des troupes austro-allemandes, il quitta son pays et se réfugia en France. Il s'installa à Antibes, où il mourut en 1921 ; ses cendres devaient être transférées quelques années plus tard à l'Eglise orthodoxe russe de San-Rémò. L'Assemblée nationale du Monténégro ayant proclamé en 1918 l'union du Monténégro à la Serbie et au royaume de la Yougoslavie, sa dépouille mortelle était restée dans la crypte de l'Eglise.

Une équipe d'hommes jeunes

Le retour du roi Nicolas au Monténégro a été décidé par la nouvelle direction de cette république fédérée, arrivée au pouvoir après la manifestation du début de l'année (le Monde du 13 janvier). Cette équipe est composée de majorités d'hommes de trente à quarante ans, c'est-à-dire de jeunes que le régime communiste n'est visiblement pas parvenu à convaincre que la véritable histoire du Monténégro et de la Serbie a commencé par la révolution de 1941 et que leurs souverains ne furent que de dangereux « monarcho-fascistes ».

PAUL YANKOVITCH

PAYS-BAS

Croisade contre la drogue à Arnhem

AMSTERDAM

de notre correspondant

Dimanche 24 septembre, entre 18 heures et minuit, plusieurs dizaines d'habitants - quatre cents selon la police - du quartier Klerendal, un des hauts lieux du trafic de la drogue à Arnhem, dans l'est du pays, ont été attaqués par plusieurs inconnus venant de points de rencontre aux dealers, à leurs clients et aux prostituées hollandomanes.

Les circonstances de ce que les forces de l'ordre appellent « un soulèvement populaire » restent confuses. La police, apparemment prévenue d'un « défilé » d'habitants en colère contre la passivité des autorités municipales, aurait été accueillie par des jets de pierres. Ces habitants n'auraient pas fait de blessés, mais trois appartements voués au commerce de la drogue auraient été détruits. Les riverains de Klerendal parlent, de leur côté, de « croisade » contre le fléau des stupéfiants.

Ville de cent trente mille habitants, Arnhem, capitale de la province rurale de la Gueldre, a une réputation qui, dans le domaine de la drogue, n'a rien à envier à celle d'Amsterdam. Elle était pré-

sentée en 1988 par la police municipale comme le centre de distribution, en Europe occidentale, de l'héroïne d'origine turque.

Arnhem est un haut lieu pour les toxicomanes ouest-allemands : la frontière n'est qu'à une cinquantaine de kilomètres. Les douaniers de RFA ont récemment signalé une recrudescence du trafic en provenance des Pays-Bas. Deux mille cinq cent soixante et onze personnes ont été arrêtées à la frontière entre le 1^{er} janvier et le 30 juin de cette année.

Le soulèvement de dimanche constitue l'apogée provisoire du « ras-le-bling » d'une population qui, comme ceux du quartier des Wallen, dans le centre d'Amsterdam, n'admettent plus l'impuissance de la police et de la justice. Les habitants des quartiers d'Arnhem les plus fréquentés par les toxicomanes venus d'outre-Rhin avaient pris l'habitude ces derniers temps de relever les numéros d'immatriculation des véhicules et de les transmettre « à qui de droit ». « Une action complémentaire de la nôtre », selon le porte-parole de la police : « Nous n'avons pas assez d'hommes pour courir derrière chaque dealer ».

CHRISTIAN CHARTIER



Ecrits de logique philosophique

Bertrand Russell

Avant-propos et traduction

J.-M. Roy

De 1903 à 1918, Bertrand Russell accompli la fondation moderne de la logique formelle. D'abord en établissant le logicisme : toute la mathématique pure se déduit de quelques principes logiques. Ensuite en élaborant, pour surmonter des paradoxes mortels, les théories de la dénotation et des types. Voici la première traduction d'une œuvre classique.

Collection "Eponèmes"
dirigée par Jean-Luc Marion.
320 pages - 200 F.

PUF

Mme BERTRAND RUSSELL
LE MONDE

DIPLOMATIE

La relance du dialogue américano-soviétique

Le nouveau dialogue américano-soviétique amorcé dans le Wyoming, vendredi et samedi derniers, par le secrétaire d'Etat, M. Baker, et par le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, devait se poursuivre cette semaine dans les couloirs du bâtiment des Nations unies, à New-York, où M. Bush devait prononcer, lundi 25 septembre, le premier des grands discours qui marquent traditionnellement les travaux de l'Assemblée générale. De source américaine, on affirmait, dimanche, que le président américain allait notamment présenter de nouvelles propositions visant à faciliter la mise au point du traité sur l'interdiction de l'usage et de la production des armes chimiques, en négociation à Genève.

Avant de se rendre à New-York, M. Chevardnadze avait confirmé, au cours d'un conférence de presse, que son pays ne lie plus la conclusion d'un accord sur la réduction de 50 % des armes stratégiques à l'abandon par les Etats-Unis de l'initiative de défense stratégique (IDS), la « guerre des étoiles » si chère au cœur de M. Reagan. Toujours dans le Wyoming, MM. Chevardnadze et Baker ont signé plusieurs textes dont la majorité concernent le contrôle des armements. En voici la liste :

- un mémorandum sur les armes chimiques prévoyant des visites réciproques d'installations à partir du 30 juin ;

- un accord prévoyant déjà des mesures spécifiques de vérification dans le cadre de l'accord sur la réduction des armes stratégiques qui reste à conclure ;

- un accord sur la notification des exercices militaires impliquant des bombardiers stratégiques ou toute autre arme de la même catégorie ; un autre texte limite à dix par site le nombre de lanceurs mobiles de missiles intercontinentaux.

Les autres documents signés concernent la Cour internationale de justice de La Haye, que Washington et Moscou voudraient aujourd'hui voir plus souvent saisie de litiges, et les mouvements, de part et d'autre du

détroit de Béring, des Esquimaux d'Alaska et de Sibérie.

La bonne ambiance des entretiens américano-soviétiques n'a pas suffi, cependant, à vaincre les réticences du président Bush à l'égard d'un prochain sommet avec M. Gorbatchev. La rencontre, a-t-il été décidé, n'aura lieu qu'à la fin du printemps ou au début de l'été. A Moscou, cependant, M. Gorbatchev, qui va devoir faire face à une année particulièrement difficile, peut dorénavant se prévaloir du soutien inconditionnel de M. Thatcher (lire page 4) : revenant de Tokyo, le premier ministre britannique s'est en effet déclaré persuadé, samedi, à l'issue d'un entretien au Kremlin avec le président soviétique, du succès de la « perestroïka ».

Le sommet Bush-Gorbatchev n'aura pas lieu avant la fin du printemps

WASHINGTON
de notre correspondant

En plus de la signature de quelques accords relativement mineurs et de quelques réjouissances conviviales et surtout médiatiques, la dernière journée des entretiens américano-soviétiques du Wyoming, samedi 23 septembre, a essentiellement apporté une confirmation : les Soviétiques ont bien décidé de lever l'obstacle principal qu'ils avaient placé à la conclusion d'un accord sur la limitation des armements stratégiques (START).

M. Edouard Chevardnadze a confirmé publiquement devant la presse ce qu'il avait annoncé la veille à son interlocuteur James Baker : l'URSS est désormais disposée à signer un accord START, même si le désaccord subsiste sur un point qu'elle tenait jusque-là comme fondamental - la légitimité de l'initiative de défense stratégique lancée par le président Reagan et que M. Bush entend poursuivre, quitte à le faire à une échelle sensiblement plus réduite.

Certes, le ministre soviétique a assorti cette considérable concession d'une mise en garde. Au cas où, après l'entrée en vigueur d'un accord START, les Etats-Unis déploieraient un système de défense spatial incompatible avec l'interprétation - soviétique - du traité ABM sur la limitation des missiles antibalistiques, Moscou se réserverait le droit de dénoncer le traité START.

Le démantèlement du radar de Krasnoïarsk

Et comme pour souligner un peu plus le caractère contraignant de l'accord ABM, les Soviétiques ont annoncé samedi qu'ils allaient totalement démanteler leur radar géant de Krasnoïarsk, considéré par les Américains comme une violation flagrante de cet accord.

En laissant peser cette hypothèse sur l'avenir, M. Chevardnadze reprend-il ainsi d'une main ce qu'il vient de donner de l'autre, et l'URSS tient-elle désormais l'IDS en cage, une IDS que le Congrès refuserait très certainement de financer si cela devait aboutir à une relance à la course aux armements stratégiques ?

Certains responsables démocrates le pensent, et reprochent déjà à l'administration de s'être fait rouler dans la farine, et d'être désormais privée de la monnaie d'échange que représentait la « guerre des étoiles ». Le secrétaire d'Etat rétorque que la concession faite par M. Chevardnadze est « inconditionnelle », et les responsables de l'administration ont beau jeu de faire valoir qu'en tout état de cause l'URSS aura toujours le droit, si elle le souhaite, de dénoncer un éventuel traité START.

Que la « menace » formulée par le ministre soviétique procède d'une simple volonté de sauver la face, ou qu'au contraire elle soit une savante manière d'influer sur le jeu politique interne des Etats-Unis, une chose est certaine : le différend sur la défense spatiale, laissé en suspens lors du sommet Reagan-Gorbatchev de décembre 1987, a maintenant été botté très loin en touche, et même au-delà des limites du stade où s'affrontent les négociateurs des START. Nul ne sait quand, ni par qui, ce ballon, peut-être passablement dégonflé d'ici là, referra son apparition.

La journée de samedi a apporté une autre confirmation. Un sommet Bush-Gorbatchev aura bien lieu (aux Etats-Unis), mais à une date passablement éloignée, « à la fin du printemps ou au début de l'été ». On ne pouvait guère aller au-delà sans admettre que les deux dirigeants ne se verraient pas d'ici un an... Le président américain, qui avait laissé apparaître son peu d'empressement, a donc accepté qu'une date approximative soit fixée, mais aussi tard que possible. Même si elle est respectée, force sera de constater que le rythme des sommets américano-soviétiques, devenu annuel dans les dernières années de la présidence Reagan, aura été brisé, et que M. Bush aura attendu près de dix-huit mois après son entrée en fonctions pour rencontrer un homme dont il soutient désormais publiquement l'entreprise de réformes.

T-shirts prématurés

Les T-shirts mis en vente à Jackson et ornés de la mention « pré-sommet », (en plus des obligatoires *drubbo-friendship*) auront donc été un peu prématurés : MM. Baker et Chevardnadze se rencontreront certainement à nouveau, et sans doute plusieurs fois, avant que leurs patrons ne prennent le relais.

Mais les deux ministres se reverront sans doute sans plaisir. Un résultat non négligeable des entretiens de Jackson aura été un net réchauffement des relations personnelles entre les deux hommes. M. Chevardnadze avait établi avec le précédent secrétaire d'Etat, M. George Shultz, des rapports chaleureux qui paraissent friser l'amitié (au point que certains actuels hauts responsables de l'administration avaient à l'époque frôlé les sourcils).

Un progrès très sensible

Sans qu'on en soit encore là - M. Baker est un homme très froid et hautement maître de ses émotions, s'il en a -, il y a un progrès très sensible, et les deux hommes se sont l'un et l'autre félicités de la qualité et de l'intérêt de leurs longues conversations. Les circonstances, il faut le dire, étaient particulièrement favorables - un long voyage commun en avion, et puis ce ciel pur, cet air léger, ce lac paisible au pied de hautes montagnes. Restait à organiser quelques signes extérieurs de cette bonne entente, et les Américains ont fait le nécessaire. Barbouche avec chapeaux de cow-boy, partie de pêche à la mouche, au cours de laquelle M. Baker, pourtant grand chasseur et pêcheur devant l'Eternel, a remis à l'eau les trois truites qu'il avait pêchées, tandis que son compagnon soviétique priait pour ne rien prendre, car il déteste ça...

Tout aurait baigné dans le miel si deux petits événements n'étaient venus rappeler qu'après tout chacun devait vivre sa vie : la conférence de presse finale, que les Américains avaient annoncée commune, ne fut pas, et, alors que les deux ministres devaient s'envoler ensemble pour New-York et la session annuelle des Nations unies, M. Chevardnadze préféra en fin de compte faire avion à part.

Cela, pas plus que l'absence totale de progrès sur les questions régionales, n'empêche cette rencontre du Wyoming d'avoir été un réel succès - M. Chevardnadze a même dit à M. Baker que leurs entretiens avaient été plus productifs qu'aucune autre rencontre ministérielle soviéto-américaine à laquelle il ait participé.

JAN KRAUZE

La fin de la « guerre des étoiles » ?

Suite de la première page

Ans Pentagone, les responsables de l'IDS disent que c'est dans cinq ans, environ, qu'il faudra prendre une décision définitive sur la mise en application des recherches actuellement en cours. Mais il est fort probable que, d'ici là, l'IDS aura été rangée au rayon des utopies. C'était, depuis des mois, le sentiment de nombre d'experts et de parlementaires américains, et il a été récemment renforcé par des propos tenus par le vice-président Dan Quayle lui-même. Bien que chargé d'être « Monsieur IDS » à la Maison Blanche, donc de mener l'opération, M. Quayle a implicitement reconnu que celle-ci n'était plus guère réaliste et que sa conception avait dû être révisée. Dans un entretien publié le 7 septembre par le *Los Angeles Times*, il a, en effet, déclaré : « Nous

lorsque M. Reagan occupait la Maison Blanche. En dépit de ses promesses de continuité, M. Bush a déjà laissé croire que l'IDS, conçue, à l'origine, pour être l'une des « grandes œuvres » reaganiennes - n'était plus tellement une « priorité des priorités ».

Les hommes et les temps ont changé. La formidable politique de réarmement des Etats-Unis, appliquée par M. Reagan, a produit en partie ses effets, et sa poursuite n'est plus de mise. L'attitude de M. Gorbatchev a instauré un indéniable climat de détente, même si l'administration Bush demeure relativement circonspecte à ce sujet, et les impératifs économiques du moment imposent de toute façon d'assez sévères coupes budgétaires. Avec l'aval de M. Bush, le nouveau secrétaire d'Etat à la défense, M. Richard Cheney, avait

Le START

Le projet de traité START (traité de réduction des armements stratégiques) porte sur l'ensemble des systèmes offensifs stratégiques d'une portée supérieure à 5 000 km, c'est-à-dire les bombardiers stratégiques, les missiles balistiques intercontinentaux, les missiles lancés à partir de sous-marins et leurs ogives.

L'accord prévoit une réduction de 50 % de ces arsenaux, soit un plafond autorisé de 6 000 ogives et de 1 600 vecteurs, avec des sous-plafonds de 4 900 ogives de missiles balistiques et de 1 540 têtes nucléaires réparties sur 154 missiles balistiques lourds. Le principe de la parité dans la capacité d'export des missiles des deux pays, un domaine où

l'URSS jouit d'une nette supériorité, est également retenu.

La négociation dite NST (Nuclear and Space Talks) a commencé à Genève le 12 mars 1985. Elle a débouché, à la fin de 1987, sur un premier accord, éliminant les missiles de portée intermédiaire (FMI : 500 à 5 500 km). Depuis, elle est menée par deux groupes de travail, l'un sur les armes stratégiques (START), l'autre sur les armes défensives et spatiales (DS), qui en sont à leur 11^e round.

Les chefs des deux délégations, MM. Richard Burr, pour les Etats-Unis, et Youli Nazzarkine, pour l'URSS, doivent se retrouver jeudi 28 septembre à Genève. La reprise des travaux en séance plénière est annoncée pour le lundi 2 octobre.

avons redéfini la guerre des étoiles et l'avons spécifiée [...] de façon très différente de ce que nous avions fait au début des années 80. » Le lendemain, le département d'Etat avait jugé préférable d'apporter une sorte de démenti en affirmant que les objectifs de l'IDS demeuraient « inchangés ». Vendredi, le « haut fonctionnaire » qui a annoncé le changement d'attitude des Soviétiques a aussi ajouté : « Nous avons fait savoir [à ces derniers] que le président [Bush] maintenait son engagement à l'égard de l'IDS. » Mais ces déclarations ne suffiront pas à vaincre le doute qui s'est installé.

Dès l'origine, l'idée de ce défi colossal avait provoqué beaucoup de scepticisme, tant aux Etats-Unis que chez les alliés. Tout l'enthousiasme du président Reagan, alors à l'apogée de son règne, avait été nécessaire pour lancer un pareil programme. Le raisonnement de M. Reagan et des promoteurs du projet était fondé sur la quasi-imperméabilité de ce système défensif déployé dans l'espace, sorte d'immense parapluie composé de milliers d'engins de divers types placés en orbite autour de la Terre. Selon M. Reagan, la dissuasion offensive allait devenir bientôt obsolescente ; ce devait être une véritable révolution dans la conception de la stratégie des grandes puissances ; il ne pourrait plus y avoir de vraie dissuasion que défensive. Mais, pour cela, il aurait fallu que le « bouclier » prévu par les inventeurs de l'IDS puisse être sans faille ou presque.

« Science-fiction »

Depuis que M. Bush a pris ses fonctions, en janvier dernier, la détermination du gouvernement américain n'est plus ce qu'elle était

lui-même pris la décision d'enlever un milliard de dollars au budget destiné à l'IDS pour 1990, sans attendre que le Congrès ne le contraigne à des révisions supplémentaires.

Avant l'examen soixante-dix des parlementaires, M. Cheney avait fixé le montant des crédits à 4,6 milliards de dollars au lieu des 5,6 milliards prévus par son prédécesseur dans l'administration Reagan. M. Cheney est le premier à savoir qu'il est préférable de faire preuve de mesure au moment où est en cause l'avenir de programmes plus immédiats et relevant moins de la « science-fiction » - comme disent certains membres du Congrès - il s'agit notamment du bombardier « furif » B-2, des missiles stratégiques MX ou Midgeman, voire de l'avion-hélicoptère Osprey ou d'une nouvelle version du chasseur F-14.

Dans ces conditions, il est particulièrement significatif qu'après s'être vu attribuer 17 milliards de dollars, en six ans, les responsables de l'IDS fassent de plus en plus état de leur souci d'économie. Ils ne cessent de souligner désormais que, plus les recherches progressent, plus les coûts estimés diminuent (sur certains travaux, « très sensiblement ») grâce à de remarquables « percées technologiques ». Un tel langage, aux yeux des observateurs avertis du Congrès, traduit manifestement un manque de confiance qui paraît directement proportionnel à la menace pesant sur l'ensemble du projet.

Plus révélateur encore de l'incertitude dans laquelle vivent les concepteurs de l'IDS est le fait que ces derniers ont considérablement réduit leurs ambitions. Il n'est plus du tout question d'envoyer comme on le fit à l'origine - un

système de défense absolument impénétrable. A présent, on ne parle plus que de « limiter » l'assaut des missiles adverses, suffisamment pour préserver intactes une partie des missiles américains. Selon l'hebdomadaire *Time*, le système, tel qu'il est prévu actuellement, ne serait susceptible d'arrêter qu'environ 40 % des neuf mille charges nucléaires que l'URSS pourrait envoyer en direction des Etats-Unis. M. Dan Quayle se contente à présent de définir le dispositif comme un moyen de « renforcer la dissuasion ».

L'IDS n'est donc plus qu'un moyen complémentaire ou simplement supplémentaire. On est loin de la « dissuasion totale » du vingt et unième siècle qu'espérait M. Reagan et qui devait rendre caduque toute autre forme de dissuasion. Alors le jeu en vaut-il toujours la chandelle ou plus exactement le prix énorme de recherches longues et incertaines, sans compter celui, ensuite, du développement et de la mise en œuvre du système ? Même les républicains les moins critiques s'interrogent. Ne vaut-il pas mieux investir davantage dans la construction de missiles mobiles à terre ou en mer, des armes qui sont assez peu vulnérables et dont la technique paraît emprunter beaucoup moins à la science-fiction ?

« Galets fûtes »

Pour tenter de rendre plus tangible et crédible leur projet, les promoteurs préfèrent désormais parler d'un SDS (Système de défense stratégique) baptisé « Phase un ». Au Pentagone, on passe maintenant sous silence certains des dispositifs les plus hypothétiques (qualifiés parfois d'« exotiques »), fondés, par exemple, sur l'utilisation de nouveaux rayons laser, pour attirer l'attention sur le déploiement, plus modeste, à terre et dans l'espace, d'un ensemble d'engins détecteurs et intercepteurs de missiles. C'est la « Phase I ». Ramené à ce stade, le projet n'en suppose pas moins l'envoi et le maintien en orbite de plusieurs milliers d'appareils, sinon de plus d'une dizaine de milliers. La dernière trouvaille à laquelle les responsables de l'IDS donnent une publicité savamment distillée a été attribuée d'un surnom qui se veut délibérément attrayant : « *Brilliant Pebbles* », ce qu'on pourrait traduire par « galets fûtes ». Il s'agit de mini-fûtes, mesurant guère plus de 1 mètre de long, capables de se diriger par leurs propres

moyens vers les missiles et de les détruire par la seule force de leur impact.

Canon à particules

Les défenseurs de l'IDS semblent en être réduits à faire flèche de tout bois pour essayer de justifier l'existence du projet. On insiste ainsi sur les « réussites et les retombées » technologiques des recherches menées depuis six ans : « percées » notamment dans le domaine des détecteurs dits « cryogéniques » ou dans celui de l'extrême miniaturisation des équipements de guidage (de tels appareillages qui, voici quelques années, étaient de la taille d'une boîte à chaussures ne seraient, aujourd'hui, pas plus encombrants qu'une balle de tennis et coûteraient « dix fois moins cher », prend-on soin de préciser). En juillet, le Pentagone a annoncé le premier essai réussi dans l'espace d'un canon à particules destiné à repérer les missiles ennemis et à rendre inopérante leur électronique de bord. Et l'on se plaît, bien sûr, à indiquer que l'industrie militaire et civile (y compris des secteurs comme celui de l'instrumentation médicale) a déjà bénéficié de quelques-unes des retombées salutaires de l'IDS.

Tant d'efforts pour tenter d'emporter la conviction ne sont pas bon signe pour l'avenir du projet ; c'est en tout cas ce que se disent ses détracteurs au Congrès, et ils ne se privent pas de signaler qu'ils peuvent compter sur des appuis au sein même de la Maison Blanche, en la personne, par exemple, de M. Brent Scowcroft, principal conseiller présidentiel en matière de sécurité, qui a la réputation d'être très sceptique à l'égard de l'IDS.

Donc, même rebaptisée, l'IDS pourrait bien ne jamais dépasser le stade initial. Les responsables se montrent, dès maintenant, trop souvent sur la défensive pour que l'on puisse croire à leurs manifestations de confiance. L'IDS n'en aura pas moins été un atout important pour les Américains face aux Soviétiques, dans l'ensemble des négociations sur le désarmement. Cela, outre une fonction de puissant moteur pour la recherche de pointe, n'est en rien négligeable, mais n'a qu'un fort lointain rapport avec le grand rêve reaganien d'une dissuasion absolue.

FRANCIS CORNU

3^e CYCLE NATIONAL

- Filière Ingénierie d'Affaires
- Filière Management avancé
- Filière Marketing pharmaceutique

Réserve aux : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, Architectes, I.E.P., Maîtrises, D.E.A., Expérience Professionnelle...

Admission sur titres



UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

Etablissement libre d'enseignement supérieur
123 RUE DE LONGCHAMP 75116 PARIS
TEL. 45.53.60.00 - POSTE 1200
MINTEL 36 16 ISG

George Perec
UN CABINET D'AMATEUR

Léon
Schwartzberg
LA SOCIÉTÉ HUMAINE

HUBERT MONTEILHET
La Pucelle

Le LIVRE de POCHES

LÉON SCHWARTZENBERG La société humaine

GEORGES PEREC Un cabinet d'amateur

JEAN DUTOURD Le séminaire de Bordeaux

MICHELLE CLÉMENT-MAINARD La foire aux mules

HUBERT MONTEILHET La pucelle

VALÉRY GISCARD D'ESTAING Le pouvoir et la vie

SECRÉTARIAT D'ÉTAT X^e PLAN AU PLAN 1989-1992
Préface de Michel ROCARD

Biblio/Biblio-Essais

ANDRÉ BRETON Arcane 17

SIMON LEYS Les habits neufs du Président Mao

Classiques

ALEXANDRE DUMAS Vingt ans après

Les langues modernes

WILLIAM FAULKNER Stories of New Orleans

Ray BRADBURY Kaleidoscope and Other Short Stories

SOMERSET MAUGHAM The Flip of a Coin and Other Short Stories

Thriller

ROBIN COOK Danger mortel

DIPLOMATIE

La visite à Moscou du premier ministre britannique

Quand M^{me} Thatcher prédit le succès de la perestroïka

MOSCOU

de notre correspondant

De tous les dirigeants occidentaux, le plus populaire en URSS est de loin Mme Thatcher. Fils encore qu'à son anticommunisme, cela tient à la tranquillité avec laquelle elle expose des idées simples et incarne une certaine sagesse des nations. Dans le monde socialiste, on trouve cela rafraîchissant, et la caution qu'elle accorde depuis cinq ans à M. Gorbatchev lui a donc été encore plus précieuse à l'Est qu'à l'ouest.

De la caution à l'engagement il y avait pourtant un pas que le premier ministre britannique a franchi, samedi 23 septembre, avec une allégresse débridée. Sortant d'un long entretien et d'un déjeuner « délicieux et très agréable » avec le secrétaire général, Mme Thatcher a en effet déclaré à la presse non seulement qu'elle avait trouvé son hôte en « très bonne forme » mais aussi qu'elle était « grandement encouragée » et que « la perestroïka réussira ».

Cela n'a pas été dit au conditionnel, avec des « si », des « peut-être », ou une quelconque restriction mais avec cette même certitude que le premier ministre met à défendre la libre entreprise — avec une certitude que M. Gorbatchev lui-même n'a jamais affichée. L'extraordinaire est que si les correspondants occidentaux peu catégoriques, les journalistes soviétiques, eux, s'étaient visiblement pas loin de penser que M^{me} Thatcher était tombée sur la tête.

Peut-être pourtant n'était-ce pas le cas car, qualifiant la perestroïka de « d'idée audacieuse, courageuse et visionnaire », (...) bonne pour l'Union soviétique et l'ensemble de l'humanité, et porteur de perspectives de prospérité et de succès économiques », le premier ministre savait déjà que la glace était rompue entre le Kremlin et l'administration Bush.

Or la probabilité de voir déboucher, au début de l'été, un nouveau sommet soviéto-américain sur la signature d'un accord réduisant de moitié les armements atomiques des deux superpuissances est évidemment

capitale pour M. Gorbatchev. Dès à présent, elle lui permet d'accroître encore, et sans crainte d'opposition sérieuse, la diminution des dépenses militaires et la reconversion à des fins civiles des chaînes de production d'armement.

La nécessité

de succès diplomatiques

Pour un pays en faillite virtuelle et à la veille d'un hiver où les problèmes d'approvisionnement auront une importance politique décisive, ce n'est pas négligable, à moyen et long terme, cela signifie aussi que les négociations sur la réduction des armements conventionnels en Europe ont de « bonnes chances », comme l'a déclaré M^{me} Thatcher, d'aboutir avant la fin de l'année.

Autrement dit, dans sa marche vers le prochain congrès du parti, désormais avancé à l'automne 1990, M. Gorbatchev peut aujourd'hui espérer couvrir la route d'un double succès diplomatique qui fera plus que jamais de lui un homme indispensable et lui permettra de donner une nouvelle impulsion aux réformes. Car non seulement cet approfondissement de la détente Est-Ouest viendrait à point pour l'aider à prendre son parti des changements politiques en Europe centrale, mais il ouvrirait aussi de réelles possibilités d'intégration de l'économie soviétique à l'économie mondiale.

Si l'URSS — et c'est là un énorme « si » — n'impose pas d'ici l'été, il y a, en ce sens, des raisons de penser que Mme Thatcher pourrait avoir, samedi, bien habilement pris date avec l'histoire. Depuis 1984 (date de sa première rencontre avec M. Gorbatchev), s-t-elle dit dans des déclarations largement reprises par la presse soviétique, d'« énormes changements sont intervenus en URSS, conduisant à une plus grande liberté politique, à une perspective de réelle prospérité pour les gens simples et à de bien meilleures relations entre l'Est et l'Ouest ».

La glasnost et les réformes politiques sont allées beaucoup plus loin et plus vite qu'aucun de nous ne l'aurait jamais pensé », a-t-elle

ajouté, avant de s'adresser directement, par-dessus la tête des journalistes, aux Soviétiques pour leur lancer un véritable appel à la patience et à la modération. « Vous ne devez jamais vous permettre, leur a-t-elle dit, de vous laisser abattre par les difficultés. La possibilité de modifier le sort de l'URSS et ses relations avec le reste du monde constitue un énorme enjeu. Ne laissez pas les obstacles vous empêcher d'y aller rapidement et sagement ».

Là-dessus, Mme Thatcher a repris l'avion qui la ramenait de Tokyo à Londres et a laissé M. Gorbatchev se préparer à l'ouverture, lundi 25 septembre, de la deuxième session du nouveau Soïvet, ce sera, fin novembre, au tour des 2 250 députés du congrès de se réunir. L'URSS entre ainsi dans un trimestre de débats parlementaires dont elle devrait sortir avec une Constitution amendée et de nouvelles lois sur la fédération, la propriété, la terre, la presse — sur à peu près tous les fondements d'un Etat et d'une société.

Année

difficile

Or ce qui frappe, c'est que d'ores et déjà, les débats parlementaires ont encore plus d'importance qu'une réunion du comité central, qu'ils ne sont plus seulement, comme au printemps dernier, l'occasion d'un grand défilé verbal et que des décisions engageant l'avenir du pays vont s'y prendre.

Quelque chose d'irréversible se crée, pas encore assez solide pour ne pouvoir être remis en cause, mais déjà suffisamment avancé pour que le bureau lancée la semaine dernière au dernier plénum par M. Ligatchev ressemble beaucoup à un cri de désespoir. Avant de se voir totalement isolé par le remaniement de la direction, le chef de file des conservateurs avait en effet expliqué que « c'est précisément du côté de ceux qui nous poussent vers la voie capitaliste, qui voudraient démolir notre union, du côté des nationalistes et de ceux qui jouent avec eux aux jeux de la démocratie » que résidait

le « principal danger » et non pas « du côté de ceux auxquels (les premiers) accolent l'étiquette de conservateurs en raison de leur foi en le socialisme ».

Qui joue à la démocratie avec les nationalistes et autres opposants ? M. Gorbatchev, bien sûr, ce même M. Gorbatchev qui, recevant vendredi le secrétaire général du PCF, M. Marchais, expliquait que « beaucoup de conflits et difficultés » auraient pu être évités si le parti avait appliqué plus rapidement ses nouvelles méthodes, adoptées plus vite ses nouvelles fonctions et son nouveau rôle ».

C'est pourquoi « la question du renouveau du sein du parti » à l'ordre du jour », avait-il ajouté, idée qu'il a longuement et fermement développée jeudi devant un groupe des cadres ouvriers et paysans du parti, qui ne l'entendaient manifestement pas de cette oreille.

« On en a un peu gros sur le cœur », disait l'un, quand on entend que c'était soi-disant la stagnation dans tous les domaines. C'est vexant. (...) Nous, par exemple (dans notre usine), on a travaillé toute notre vie comme si nous étions au front. (...) Il y en a certains, aujourd'hui, qui spéculent avec cette stagnation. Nous, les ouvriers, on a même honte maintenant de porter nos médailles ».

« Alors, voilà, Mikhaïl Sergueïevitch, disait l'autre, je suis arrivé au plénum tout droit de mon atelier. (...) Les ouvriers me disent : « Transmets à Mikhaïl Sergueïevitch, transmetts au comité central, qu'il nous fasse de l'ordre dans le pays, de la discipline. La démocratie, c'est bien. Mais il nous faut aussi de la discipline. Quinze autres » encore abondaient dans le même sens, et cela faisait, lundi matin, la « une » de la Pravda, devenu, l'organe des conservateurs, comme le quotidien du gouvernement, les « Izvestia », est celui des réformateurs. Le premier a de moins en moins de lecteurs. Le second de plus en plus, mais l'année sera très, très serrée.

BERNARD GUETTA

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Premiers jours de paix à Beyrouth

BEYROUTH

de notre correspondant

Trois avions de ligne qui se posent à l'aéroport international de Beyrouth, des navires — trois également — qui parviennent à atteindre les côtes chrétiennes sans déclencher le feu de l'artillerie, une ligne de démarcation à nouveau perméable : la capitale déchirée du Liban a vécu, samedi 23 et dimanche 24 septembre, ses premières journées de tranquillité après cent quatre-vingt-dix jours de calvaire. Mais comme toujours au pays du Cèdre, depuis quinze ans que dure la guerre, rien n'est joué d'avance, et M. Lahdhar Ibrahim, l'émir du comité arabe (Algérie, Maroc, Arabie saoudite) dont le plan de règlement a été accepté par tous les belligérants, n'a pas relâché ses efforts.

Depuis qu'il a obtenu, vendredi, le dernier « oui » au plan arabe en sept points, à savoir celui du général Michel Aoun, le chef du gouvernement militaire chrétien, qui avait, en mars, déclenché la « guerre de libération » contre la Syrie, M. Ibrahim a réuni par deux fois au cours du week-end le comité interlibanais — qu'il préside — de supervision de la trêve et de l'embarquement des armes. Il semble notamment soucieux d'éviter la répétition des escarmouches (trois viols) qui ont animé la ligne de démarcation au premier jour de la « paix ».

Si la phase de « règlement » ayant trait à la sécurité a débuté dans de relativement bonnes conditions, les vieux démons ne sont, toutefois, pas loin : le village chrétien de Baal-Mar, où M. Ibrahim venait de passer la nuit, a reçu au cinquante d'obus, lundi 25 septembre, en début de matinée, tout le monde niant avoir tiré le moindre coup de canon. De plus, on relève deux failles qui pourraient se révéler extrêmement dangereuses pour l'avenir de la trêve.

D'une part, on ne sait toujours pas comment sera traité le cas des navires transportant des armes destinées aux forces du général Aoun. Celui-ci a-t-il renoncé, au moins provisoirement, à ce qu'il estime relever de son droit le plus strict ou s-t-il obtenu une « tolérance » ? D'autre part, l'absence du Hezbollah du comité de sécurité est por-

teuse de dangers, car si les extrémistes chiites ne peuvent, à eux seuls, relancer la guerre, ils peuvent susciter des troubles. Enfin, on assiste, depuis quelques jours, à la résurgence du phénomène des enlèvements : quatre musulmans du Hezbollah par les forces libanaises (milice chrétienne) dans les hautes montagnes de Jbeil et huit chrétiens dans le secteur musulman de Beyrouth.

Quant à la partie politique du plan arabe, elle aborde un domaine miné de bout en bout. La mise au point et l'acceptation par tous de réformes institutionnelles, l'élection d'un président de la République après plus d'un an de vacance, la formation d'un gouvernement d'entente nationale et, surtout, la définition des relations avec la Syrie (incluant le problème de la présence militaire syrienne au Liban) paraissent encore plus compliquées que l'instauration d'un cessez-le-feu.

La fin de la semaine devrait, en principe, constituer une étape importante du processus de « normalisation politique » puisque l'objectif est de réunir, à partir du 30 septembre, les députés libanais dans une ville étrangère, qui pourrait être Djeddah, de façon à les soustraire aux contraintes de Beyrouth. La précaution n'est certainement pas vaine puisque l'un d'entre eux, un sunnite, M. Nazem Kadri, a été assassiné mercredi dernier en secteur musulman.

LUCIEN GEORGE

IRAN : mise en garde transmise à l'Arabie saoudite. — Le guide de la République iranienne Ali Khamenei a lancé, samedi 23 septembre, une sévère mise en garde à l'Arabie saoudite à la suite de l'exécution par Riyad de seize chiites koweïtiens accusés d'avoir perpétré les attentats à La Mecque en juillet dernier.

L'ayatollah Khamenei a indiqué que « la dynastie d'Al Saoud doit sans doute subir les conséquences de ce crime », affirmant que les seize personnes « ont été martyrisées pour leur sympathie à l'égard de la révolution islamique et non en raison des accusations fictives lancées contre elles ». — (AFP.)

Réunis à Sydney avec des diplomates

Des industriels se disent prêts à coopérer dans la lutte contre les armes chimiques

SYDNEY

de notre correspondant

Une conférence réunissant des délégations gouvernementales et des représentants de l'industrie chimique mondiale venant de soixante-huit pays a achevé ses travaux la semaine dernière à Canberra, en proclamant la nécessité de parvenir à un compromis avant la fin de l'année 1990, en vue de la rédaction d'une convention interdisant les armes chimiques. Résumant la tonalité de quatre jours de débats, le ministre australien des affaires étrangères, M. Gareth Evans, qui présidait cette conférence inédite par sa composition paritaire gouvernement-industrie, a indiqué qu'un accord « doit pouvoir être trouvé sur les questions de substances dans le courant de l'année prochaine ». Il ne pourra s'agir, évidemment, que de la trame générale du texte actuellement à l'étude dans le cadre des

négoiations de Genève sur l'interdiction des armes chimiques, car les questions à régler sont d'une grande complexité technique.

Cette conférence aura surtout été l'occasion pour les industriels d'intervenir pour la première fois dans le débat. Ils ont publié une déclaration dans laquelle ils « expriment sans équivoque leur réprobation à la guerre chimique » et manifestent « leur volonté de coopérer activement avec les gouvernements afin d'aboutir à une interdiction globale des armes chimiques ». Les professionnels de la chimie mondiale — appartenant pour l'essentiel à des firmes occidentales — ont décidé de mettre sur pied un forum industriel international auquel seraient associés des représentants du tiers-monde et qui se réunirait régulièrement à Genève.

FRÉDÉRIC BOBBIN

EN BREF

HAÏTI : publication du calendrier électoral. — Le gouvernement haïtien du général Prosper Avril a annoncé, dimanche 24 septembre, que des élections générales auraient lieu l'année prochaine pour permettre le transfert du pouvoir à un président civil. Le premier tour de l'élection présidentielle est prévu le 17 octobre 1990, le second le 11 novembre suivant. Auparavant, les électeurs seront appelés à élire leurs maires, en avril, et leurs députés, en juillet et en août. La passation des pouvoirs entre le général Avril et le président élu a été fixée au 7 février 1991, quatre ans jour pour jour après le départ de Jean-Claude Duvalier. — (AFP, Reuters.)

NICARAGUA : Daniel Ortega, candidat officiel à la présidence en février 1990. — Le président nicaraguayen Daniel Ortega, âgé de quarante-quatre ans, a été désigné, dimanche 24 septembre, comme candidat officiel à l'élection présidentielle de février 1990 par la convention pré-électorale du Front sandiniste de libération nationale (FSLN, au pouvoir). La désignation de M. Ortega a été obtenue sans surprise, à l'unanimité. Il affrontera la candidature de l'Union nationale de l'opposition (UNO), M^{me} Violeta Barrios de Chamorro.

D'autre part, selon l'agence soviétique Tass, le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Edouard Chevardnadze, devrait se rendre au Nicaragua début octobre pour une visite de travail. — (AFP.)

Tchécoslovaquie : nouvelle interpellation de Václav Havel. — L'un des opposants les plus connus au régime tchécoslovaque, Václav Havel, a été une fois de plus interpellé, samedi 23 septembre, par la police à Prague. Le dramaturge, qui a été relâché six heures plus tard, vient de remplacer au pied levé M. Sacha Vondra comme porte-parole de la Charta 77. M. Vondra est détenu pour purger une peine de deux mois de prison, à laquelle il avait été initialement condamné avec succès. — (AFP.)

TURQUIE : dix communistes arrêtés après l'assassinat de leur retour. — Dix dirigeants du Parti communiste turc unifié (PCTU) interdi, on exil volontaire en RFA et en Grèce depuis le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, ont été appréhendés à leur retour, vendredi 22 septembre, à l'aéroport d'Istanbul. L'un d'entre eux a été écroué, un autre remis en liberté, et les huit restant ont été gardés à vue et soumis à des interrogatoires. — (AFP.)

AFRIQUE

MAROC : après une attente de vingt-huit ans

Le roi Hassan II en visite officielle en Espagne

Le roi Hassan II aura attendu vingt-huit ans, depuis son accession au trône, avant d'effectuer son premier déplacement officiel chez son voisin du nord. C'est dire l'importance de la visite de trois jours que le monarque absolue entame ce lundi 25 septembre à Madrid, après vingt-sept heures de séjour privé à Séville.

MADRID

de notre correspondant

Cette visite a été programmée, puis reportée, à plusieurs reprises : la dernière fois en automne dernier, lorsque le souverain avait voulu protester contre un vote de l'Espagne aux Nations unies sur la question du Sahara.

Voisins par la géographie, les deux pays ont longtemps été anta-

gonistes. Le souvenir de la difficile décolonisation du Maroc espagnol ; le refus de l'Espagne de reconnaître, après le coup de force de la « marche verte », la souveraineté de Rabat sur son ancien territoire saharien ; la revendication du Maroc sur Ceuta et Melilla, les deux presides espagnols sur la côte nord-africaine ; l'interminable contentieux sur les quotas de pêche dans les eaux marocaines ; autant d'éléments qui ont longtemps contribué à compliquer les rapports bilatéraux.

Paradoxalement, ce sont les socialistes espagnols qui ont réussi à débloquer la situation. C'est d'ailleurs à Rabat que M. Felipe Gonzalez avait effectué sa première visite officielle à l'étranger après son accession au pouvoir. Madrid considère en effet comme fondamentale la stabilité politique d'un régime marocain, certes conservateur, mais qui fait figure de précieux garde-fou face à la montée du fondamentalisme dans la région.

Le maintien de bonnes relations avec Rabat constitue en outre, pour les socialistes, un élément de stabilité politique intérieure, le problème de Ceuta et de Melilla risquant, s'il s'envenimait, d'avoir de délicates connotations militaires.

Vue de Rabat également, l'amélioration des rapports bilatéraux est le fruit des réalités géostratégiques. Depuis l'entrée de l'Espagne dans la CEE et dans l'OTAN, il est en effet plus clair que jamais que l'ancrage du Maroc au sein de l'Occident, l'un des axes de la poli-

tique du roi Hassan II, passe inévitablement par Madrid. D'autant que l'Espagne figure, avec la France, parmi les pays de la Communauté les plus partisans d'intensifier les rapports avec le Maghreb. Madrid a d'ailleurs suggéré à Paris la signature d'un accord de coopération sur les genres entre les Douze et le Maroc.

L'amélioration des rapports entre Madrid et Rabat s'est également traduite en termes économiques. L'Espagne est aujourd'hui, après la France, le deuxième partenaire commercial du Maroc, et vend à ce pays autant qu'à l'Union soviétique et à toute l'Europe de l'Est ensemble. Pour financer ce flux commercial, Madrid a d'ail-

leurs accordé au Maroc, en 1988, un important crédit de 1,1 milliard de dollars.

Trois accords doivent être signés lors de la visite royale. L'un prévoit l'établissement de garanties pour les investissements espagnols en territoire marocain, en pleine expansion, surtout dans le domaine des travaux publics. Le deuxième concerne la coopération militaire, elle aussi en développement rapide. Le troisième a trait au lancement de la deuxième phase d'étude de la construction d'un pont ou d'un tunnel traversant le détroit de Gibraltar.

THERRY MALINIAK.

Le sort des détenus politiques

Il n'y a que des « traîtres » en prison, affirme le souverain marocain

Le roi Hassan II a répété, samedi 23 septembre, qu'il n'y avait pas de prisonniers politiques dans son pays. « J'ai des traîtres qui sont en prison. Ces traîtres ont dit et écrit que le Sahara n'était pas marocain », a dit le souverain lors d'un entretien accordé à des journalistes espagnols. Il a ajouté : « Mes obligations de chef des armées m'obligent à les mettre à l'abri pour ne pas troubler l'ordre public, car, si je les relâchais

demain, je vous assure qu'ils seraient lynchés ».

D'autre part, le Syndicat national de la presse marocaine (SNPM), qui regroupe les patrons de journaux, a estimé, dimanche, que les poursuites judiciaires engagées contre M. Mohamed Idrissi Kaftouni, directeur du journal marocain d'opposition (Istiqlal) l'Opinion, constituent une « atteinte à la liberté de la presse et à la liberté d'expression ».

M. Kaftouni a reçu une convocation à comparaître le 5 octobre, devant le tribunal de première instance de Rabat pour avoir fait diffuser dans son journal un communiqué émanant d'organisations humanitaires marocaines qui évoque notamment le problème des droits de l'homme au Maroc. Hassan II a précisé, à cet égard, que le directeur de l'Opinion sera traduit devant la justice pour avoir fait un « amalgame en prenant des détenus de droit commun pour des détenus politiques ». « J'ai l'obligation de punir la falsification », a-t-il ajouté. — (AFP, Reuters.)

AFRIQUE DU SUD

Quelques centaines de néonazis ont manifesté à Pretoria

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Il y a très longtemps qu'on n'avait pas vu pareille effervescence à Pretoria. La capitale, d'habitude si tranquille, était, samedi 23 septembre, dans tous ses états : barrages aux principales entrées, présence policière aux carrefours stratégiques, le centre ville sous haute surveillance. Il faut dire que trois manifestations étaient prévues, pratiquement au même moment, dans ce fief afrikaaner. Un événement tout à fait inhabituel : deux rassemblements d'extrême droite et une marche des femmes sur l'Union Building, le siège du gouvernement. Seules les deux premières manifestations avaient été autorisées. Le défilé des « femmes contre la répression » avait été interdit après que les organisateurs eurent refusé de demander l'agrément.

Un groupe de protestataires s'est néanmoins réuni sur la pelouse de l'Union Building avant que la police n'ordonne la dispersion. Ce qui s'opéra non sans quelques arrestations et coups de matraques.

Pendant ce temps, au cœur de la ville, à Church Square, l'extrême droite, l'AWB, d'Eugène Terre-Blanche, avait réuni près de quatre cents fidèles au pied de la statue de Paul Kruger, le père de la nation. Le dirigeant du mouvement néonazi a prononcé un discours enflammé contre le chef de l'Etat, « les Tutu, les Poesak » et ces manifestants noirs qui, il y a une semaine, avaient profané ce lieu sacré des Boers en manifestant sur cette même place. Il y eut quelques échauffourées entre ces adeptes musclés de l'apartheid total et un groupe de Noirs qui scandaient leur réprobation. La police a séparé les belligérants et embarqué quel-

ques équipes de télévision. Le porteur masqué d'un drapeau nazi est rentré chez lui sans être inquiété. Quant au BVB, branche dissidente de l'AWB, elle n'a réuni, de son côté, qu'à peine cent adeptes.

Cette matinée, passablement agitée, s'est achevée par la dispersion à coups de matraques de deux cents à trois cents marcheurs qui étaient parvenus à se regrouper à proximité d'un local syndical. La police, accompagnée de chiens policiers, a eu toutes les peines du monde à venir à bout des récalcitrants. Finalement, cent cinquante-quatre personnes au total ont été interpellées, puis relâchées. Pretoria est retombée dans sa léthargie du week-end.

MICHEL BOLE-RICHARD

■ NAMIBIE : affluence record pour le premier discours de M. Nujoma. — Le dirigeant nationaliste noir Sam Nujoma, rentré d'exil dix jours plus tôt, a lancé, dimanche 24 septembre, un appel à la réconciliation et à l'unité nationales devant une foule record d'environ 50 000 personnes, réunies dans un stade de Windhoek à l'occasion de son premier rassemblement depuis trente ans sur le sol de cette colonie sud-africaine en marche vers son indépendance. Il s'agit du plus important rassemblement jamais vu dans ce territoire, dont la population ne dépasse sans doute pas 1,5 million d'habitants. Le chef de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) s'est engagé dans une allocution au ton très conciliant, notamment à l'égard de la petite minorité blanche (moins de 80 000 personnes), à « travailler avec ardeur à passer les plaies profondes que la guerre a infligées à notre société ». Parmi la foule, on notait quelques petites poignées de Blancs. — (AFP.)

ALGERIE : l'un des chefs historiques de la révolution

M. Ait-Ahmed serait prêt à rentrer au pays

Le Front des forces socialistes (FFS) a déclaré que l'« approfondissement permanent » de la démocratie en Algérie était l'une de ses priorités, dans un communiqué rendu public après le dépôt, dimanche 24 septembre, de son dossier d'agrément dans le cadre de la nouvelle loi sur le multipartisme. Il s'agit, d'autre part, annoncé que son président, M. Hocine Ait-Ahmed, l'un des neuf chefs historiques de la révolution algérienne, devrait rentrer prochainement au pays.

Le FFS est la dixième formation politique à demander son agrément, cinq d'entre elles l'ayant obtenu, dont le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), qui risque de chasser sur les mêmes terres que le FFS. Parmi les « grands » partis clandestins en voie de légalisation, seul le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), du premier président, M. Ben Bella, n'a pas encore demandé son agrément.

Le président Chadli Bendjedid a réaffirmé, samedi, sa « détermination » à conduire à son terme le processus démocratique engagé dans le pays depuis bientôt un an. D'autre part, M. Mouloud Hamrouche, le nouveau premier ministre, présentera, mardi, le programme de son gouvernement devant l'Assemblée populaire nationale.

La grève des enseignants observée, dimanche, au deuxième jour de la rentrée scolaire, a été suivie de manière isolée, selon le ministre algérien de l'Éducation. Cet appel à la grève avait été lancé à l'ensemble du corps enseignant par un « comité national pour le suivi

de l'application du rapport final pour le système éducatif ». Ce comité, inconnu jusqu'ici, serait proche des intégristes.

[Entré en politique à dix-sept ans en adhérant au Parti populaire algérien (PPA) de Messali Hadj, Hocine Ait-Ahmed est né en 1926 dans une famille de notables kabyles. Il se détacha ensuite du PPA pour prendre la tête de l'Organisation spéciale, qui participe à la naissance du FLN le 1^{er} novembre 1954. En octobre 1956, il est arrêté par les autorités françaises alors qu'il se rend à Tunis en compagnie d'autres dirigeants du FLN, dont M. Ahmed Ben Bella, à bord d'un avion arraisonné au-dessus de la Méditerranée. Ils restent détenus jusqu'à la veille de l'indépendance, en 1962. Créé en septembre 1963, le Front des forces socialistes est entré en opposition ouverte contre le régime du premier président, M. Ben Bella. Deux mois plus tard, M. Ait-Ahmed déclenchait la lutte armée en Kabylie, durement réprimée par l'armée. Il fut arrêté en octobre 1964, ce qui mit un terme au mouvement de révolte. Condamné à mort, puis gracié par M. Ben Bella, il s'exilera en avril 1966 et vivra dès lors en exil en Suisse.]

■ SOUDAN : Première manifestation publique hostile à la justice. — Plusieurs centaines d'étudiants de l'université de Khartoum ont perturbé mercredi 20 septembre sur le campus un meeting pro-gouvernement organisé par les étudiants islamiques en réclamant le départ des dirigeants militaires.

A la suite de cette manifestation les autorités soudanaises ont procédé dimanche à l'arrestation de plusieurs membres du Parti communiste interdit. — (Reuters-AFP.)

BURKINA FASO :

après la tentative de coup d'Etat

L'Agence d'information met la France en cause

L'Agence d'information du Burkina Faso (AIB) a accusé implicitement la France après la tentative de coup d'Etat du lundi 18 septembre qui s'est soldée par l'exécution du commandant Jean-Baptiste Lingani, ministre de la défense, et du capitaine Henri Zongo, ministre de la promotion économique. « Il y a en vérité, près de nous et loin de nous, une vaste chaîne de mensonges algériens sur lesquels l'impérialisme croyait s'appuyer, ignorant qu'il ne représentait que du vent et que la vigilance des révolutionnaires authentiques est difficile à tromper », a affirmé l'AIB.

« Nous nous interrogerons longtemps sur le séjour de cinq jours à Paris du capitaine Zongo » qui a « abandonné la délégation présidentielle » lors du voyage du président Blaise Compaoré en Chine, a-t-elle ajouté.

« Les trompettes que nous avons entendues et continuons d'entendre sont là pour nous rappeler que les conspirateurs ont agi dans le sens d'un courant dont la source se trouve ailleurs », a précisé l'AIB. « Il faut se souvenir que le voyage combien utile du président Compaoré en Chine est comme une espèce d'affront à ceux qui rêvent d'un Burkina obéissant à l'œil du maître. » « Sinon, comment expliquer qu'une certaine presse, constituée en chœur, a insisté sur ce détail qui veut que le capitaine Compaoré soit le premier chef d'Etat à se rendre en Chine après ce qu'ils appellent l'écrasement du printemps de Chine... » (AFP.)

ROYAUME DU MAROC MESURES EN FAVEUR DES INVESTISSEURS ÉTRANGERS

Afin de faciliter les investissements étrangers au Maroc
Sa Majesté le Roi Hassan II
a adressé le message suivant
au Premier ministre
le Dr Azzedine Laraki

Le développement économique a toujours été et demeure au centre de Nos préoccupations. Il est tout à la fois le reflet du niveau intellectuel et culturel de notre société et l'un des éléments moteurs de sa promotion et de sa prospérité. Nous avons tôt compris que, quel que soit l'effort de l'Etat, Notre but ne pourra être pleinement atteint que par un apport massif du secteur privé dont l'intervention, sous forme notamment d'investissements financiers et de savoir-faire, constitue l'une des bases de l'essor souhaité.

Très tôt aussi, Nous avons compris que cette intervention du secteur privé ne pouvait se réaliser que si elle était encouragée et assurée d'un minimum et légitime de succès.

A cet effet, Nous avons pris et fait prendre de multiples mesures dont l'ensemble forme nos codes d'investissements.

Les avantages accordés par ces codes sont à l'évidence autant d'éléments incitateurs qui n'ont pas manqué de produire leurs effets.

Eu égard cependant à ce que représentent les avantages ainsi consentis, le Maroc demeure encore loin d'obtenir tout ce qu'il pouvait légitimement et raisonnablement en attendre.

Cette inadéquation a sa cause principale dans les multiples procédures administratives, certes nécessaires, mais souvent génératrices de lenteurs qui finissent par décourager les investisseurs les mieux intentionnés et les plus déterminés. Les dossiers, même complets, demeurent des mois dans les divers services sans que leurs titulaires soient informés du sort qui leur est réservé.

Notre économie ne peut que souffrir de ces errements qui vont à l'encontre de notre animus.

Aussi avons-Nous décidé d'y mettre un terme. Désormais, tout dossier régulièrement constitué, contenant un projet d'investissement, sera censé avoir obtenu l'accord de l'administration si celle-ci n'y donne aucune suite dans le délai de deux mois à compter du jour de son dépôt. En cas de rejet, la décision de l'administration devra être dûment motivée.

Cette mesure, d'application immédiate, figurera désormais parmi les dispositions de tous nos codes d'investissements où elle sera insérée.

Mais, dès à présent, elle fera l'objet d'une circulaire du Premier ministre pour être portée à la connaissance de tous les agents de l'Etat. Elle sera portée également à la connaissance du public par tous moyens appropriés.

HASSAN II
Roi du Maroc

Prix choc!
Faites une affaire
avec un de nos
derniers modèles 89



- 205 GTI 130 CV gris graphite
- 205 GT gris graphite L.V.E.
- 309 XS rouge
- 309 SLD blanche
- 309 XAD beige
- 405 GR 1.9L 9 CV magnum, vitres teintées, L.V.E.-T.O.
- 405 GR 1.9L 7 CV magnum DA-T.O.-L.V.E.
- 405 MI 16 magnum, tableau de bord bois

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER
PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

ASIE

CHINE : réunis dans la région parisienne

Les dissidents chinois ont fondé la première organisation d'opposition

Après trois jours de débat à La Sorbonne, puis à Evry, dans l'Essonne, la première organisation d'opposition ouverte au régime de Pékin a été fondée dimanche 25 septembre.

La Fédération pour la démocratie en Chine (FDC), créée à l'initiative de dissidents qui ont quitté leur pays après les massacres du 4 juin dernier, regroupe à la fois des communistes de vieille date et des hommes d'affaires, des étudiants et des intellectuels, des personnalités venues de Chine continentale, mais aussi des représentants de Hongkong, de Taiwan — favorables au régime du gouvernement du Kuomintang — et des communautés chinoises d'outre-mer, d'Asie, d'Amérique et d'Europe.

Les cent soixante-sept congressistes se sont dotés, à l'issue d'un débat animé, d'une direction et d'un programme. Ils ont élu à leur tête M. Yan Jiaqi, universitaire et politologue (quarante-sept ans), assisté du dirigeant étudiant Wu:er Kaixi (vingt et un ans), qui se fait aussi appeler de son nom ouïgour de Venkesh Dooker, comme vice-président (tous deux avaient donné leur première interview au Monde le 11 juillet dernier). M. Wan Runnan (quarante-trois ans), homme d'affaires, PDG de Stone, la principale entreprise privée chinoise, et ancien député, devient secrétaire général (le Monde du 23 septembre). Ce triumvirat est épaulé par un

conseil de quinze membres dont fait partie M. Chen Yizi, ancien conseiller de M. Zhao Ziyang (le Monde du 8 septembre) et qui est en fait l'émancipation grise du mouvement.

Dans son manifeste, la FDC lie sa naissance au mouvement démocratique du printemps dernier à Pékin, dénonçant « le PCC, arrivé au pouvoir sur les mots d'ordre de [démocratie] et de [république], qui a créé un système où le totalitarisme stalinien se mêle au despotisme oriental, replaçant la Chine dans le cycle des dynasties » et « précipitant notre pays dans la crise, lui faisant perdre un retard immense sur le reste du monde ». C'est pourquoi la FDC rejette absolument le système de parti unique et réclame le pluripartisme : « L'histoire prouve que le système de dictature d'un parti unique ne peut disparaître qu'avec le système lui-même ».

Les délégués souhaitent parvenir d'une manière « pacifique, raisonnable et non-violente » à la garantie des droits fondamentaux de l'homme, à la justice sociale, au développement de l'économie d'initiative privée. La FDC, qui avait invité à sa réunion un délégué du dalaï-lama, a aussi abordé le problème tibétain, regretant « profondément la négligence dont ont fait preuve les dirigeants chinois à l'égard du peuple tibétain en lutte pour obtenir la démocratie et la laïcité ».

Ces résultats sont d'autant plus remarquables, que Pékin a exercé de très fortes pressions sur les délégués. Certains, et non des moindres, n'auraient pas fait le voyage de Paris en raison de ces pressions. D'autres, comme l'écrivain-journaliste Lin Binyan, ne sont pas venus. Le débat a été rude entre nombre de jeunes délégués et l'établissement de la dissidence. Des étudiants, comme M. Li Lu qui se méfiaient à la fois des gens plus âgés et de la persistance de méthodes non-démocratiques, ont présenté des candidats à la présidence du mouvement et recueilli près du tiers des voix.

Comme de Gaulle, et Deng Xiao-Ping

Il n'est pas facile, après avoir vécu quarante ans sous la dictature, de se mettre au diapason de la démocratie. L'animation des débats explique peut-être l'oubli des congressistes de rendre hommage à leurs camarades emprisonnés en Chine.

Enfin, au cours d'une conférence de presse de clôture, M. Yan Jiaqi a « remercié le gouvernement et le peuple français pour avoir permis la fondation de la FDC à Paris ». La FDC se place dans la continuité de la Déclaration des droits de l'homme de 1789, mais aussi de la France libre, de Gaulle — auquel elle a fait explicitement référence.

C'est ainsi que ces dissidents répondent à Pékin, qui les accuse de « trahison » pour avoir organisé une

opposition de l'extérieur ; comme s'ils avaient pu faire autrement, certain ayant fui leur pays au risque de leur vie. Ils ne manquent pas de rappeler que M. Deng Xiaoping lui-même, en compagnie à l'époque de Zhou Enlai, avait vécu plusieurs années à Paris dans les années vingt, et y avait découvert le communisme.

La situation est certes différente, et il est actuellement difficile à la FDC d'influencer profondément le cours des choses de l'extérieur. Mais le fait que, pour la première fois depuis 1949, le régime communiste doive faire face à une opposition ouverte et organisée, qui a pignon sur rue et les moyens de s'exprimer, dont les dirigeants ne sont pas de vieux militaires féodaux ou des hommes d'affaires corrompus, et qui bénéficie du soutien de millions de Chinois d'outre-mer, est un phénomène nouveau auquel Pékin est contraint de prêter attention.

La FDC, malgré sa faiblesse au sein des divisions, reste le symbole du mouvement démocratique écroulé et montre à Pékin que la résistance n'est pas morte. Elle indique en même temps aux pays étrangers que la situation en Chine est loin d'être redevenue stable, comme le prétendent ses dirigeants. Pékin est donc, en quelque sorte, pris au piège : se taire, c'est laisser la parole à la dissidence organisée, la dénoncer, c'est lui donner une légitimité, et la faire connaître des Chinois de l'intérieur.

PATRICE DE BEER

Pékin hausse le ton envers Paris

PÉKIN

de notre correspondant

L'embarras de Pékin est visible. Sa lenteur à commencer directement la création de la Fédération pour la démocratie en Chine en témoigne. Cet embarras a deux causes : d'une part, l'apparition d'une fédération réelle d'opposants en exil est une donnée nouvelle à laquelle le pouvoir communiste ne s'était pas préparé ; d'autre part, le fait que sa fondation ait eu lieu en France contrarie les théories invoquées a posteriori par le régime pour justifier la répression militaire du printemps.

La démonstration officielle de la gravité de la crise repose sur l'assertion selon laquelle les États-Unis étaient en point dans un grand complot occidental visant à « renverser la République populaire ». Or l'administration Bush s'est efforcée de modérer l'indignation du Congrès envers Pékin, et les responsables chinois en sont conscients. En revanche, la tolérance manifestée par Paris envers les activités des opposants sur son territoire est ressentie par les dirigeants chinois comme une trahison de l'amitié historique dont les deux pays avaient célébré au début de l'année le vingt-cinquième anniversaire. La Chine craint que Paris ne fasse école auprès du reste du monde occidental. Depuis le 3 juin, l'ambassadeur de France à Pékin, M. Charles Malo, a été convoqué à

huit reprises au ministère chinois des affaires étrangères pour s'entendre notifier treize protestations officielles.

Pour ces raisons, il est vraisemblable que le « dossier français » est remonté au plus haut niveau de la direction chinoise, sans doute chez M. Deng Xiaoping lui-même, en dernière analyse le seul habilité à peser le pour et le contre de représailles diplomatiques. Dans cette attente, la presse officielle dénonce en termes à peine voilés la complicité qu'on estime exister à Pékin entre les Français et les dissidents, qualifiés de « criminels ».

Le Quotidien du peuple a vigoureusement dénoncé, dimanche 24 septembre, « ces dirigeants de certains pays occidentaux qui ne se cachent pas de vouloir contraindre la Chine à changer de politique intérieure » et posent une démocratisation du régime de Pékin en « précondition pour l'amélioration des relations » entre leur pays et la République populaire. « Il s'agit d'une pratique très rare dans les relations internationales », s'exclame le journal.

Cette analyse est directement inspirée des vues de M. Deng, qui est à l'origine de cette remise au goût du jour des « cinq principes de la coexistence pacifique ». Le journal assure que quelconque juge ces principes « dépassés » fait fausse route, et réclame l'idée que les droits de l'homme puissent constituer une norme des relations internationales à présent, puisque « des pays différents ont des notions différentes des droits de l'homme ».

Un autre journal, le quotidien Pékin-Soir, bien tenu par les éléments les plus durs de la direction chinoise, avait, samedi, déploré les incidents survenus lors du transit par Paris de fonctionnaires chinois (le Monde du 21 septembre) comme « la tolérance et le soutien de la partie française » à des activités des dissidents. La France « mène des intrigues dans les affaires intérieures chinoises et des brutalités contre du personnel chinois. Où est le respect des droits de l'homme et de la liberté dans cela, où se trouve la fraternité ? Même la plus élémentaire politesse dans les affaires extérieures a disparu ! », lançait-il avant de conclure : « à certaines personnalités françaises de prendre l'initiative entre les deux peuples au sérieux ».

FRANCIS DERON

Phnom-Penh entre les Vietnamiens et les Khmers rouges

A la veille de la fin du retrait vietnamien, les Cambodgiens rêvent de la grandeur passée d'Angkor et conservent la hantise du régime de Pol Pot

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Dans la cour d'une pagode du centre de Phnom-Penh, à deux pas de l'une des deux grandes artères de la capitale, des artisans cambodgiens fabriquent d'énormes stupas en ciment ou en plâtre pour les revendre aux monastères de province. Ils montent ou sculptent également des centaines de bouddhas de toutes dimensions. Au marché « russe » de la capitale — rebaptisé ainsi car les Soviétiques y vont marchander de menus souvenirs — les tissus couleur safran — la robe des bonzes — s'empilent sur des étagères. Parmi en avril religion d'Etat, le bouddhisme — sa branche méridionale, celle du « petit véhicule », assurée de mille croyances locales — reprend ses aises. Avant l'aube, les psalmodies des religieux sont même de nouveau diffusées par haut-parleurs. On se sent alors à mille lieues du Vietnam.

Pourant, à l'entrée de la ville, au pied du « pont de Saigon » — le seul intact à surmonter le Mékong, sur la route qui mène à Ho-Chi-Minh-Ville — des Vietnamiens s'empressent dans des constructions de fortune en bois qui s'alignent, sur plusieurs kilomètres, le long du grand fleuve, dans la direction de l'Alch-Mau. En saison des pluies, ce bidonville, sans eau courante ni électricité, baigne dans un vaste marécage où l'on circule en barque ou sur des pontons souvent faits d'une planche ou d'un tronc d'arbre.

Ce petit monde vietnamien vit, chichement, dans le provisoire. Il y a là les antennes locales des commerçants qui font la navette sur le Mékong. On remonte, sur barge, des baïes de coton du Vietnam et on redescend, après quelques semaines, l'embarcation pleine de produits venus en contrebande de Singapour ou de Thaïlande, de la motocyclette d'occasion à la caisse de cigarettes, sans oublier les articles de consommation — en particulier les fameuses contrefeits thaïlandaises — qui envahissent les places de marché du Cambodge ces dernières années.

On trouve également, dans ce quartier vietnamien, des repaires de prostituées, de petits bars-café improvisés, des invadés de guerre et même des gens en transit dont le « rêve américain » est entretenu par des parents éloignés et qui monnayent, souvent pendant des semaines, un passage fort risqué et très onéreux en Thaïlande. Finalement, cette population ne s'acclimate donc pas, même quand elle se déplace en famille et que les bambins, faute d'école, traînent dans la boue un peu partout.

Phnom-Penh, renaissante mais encore délabrée, a changé de nature. Avant-guerre, il y a donc vingt ans, c'était une ville sino-vietnamienne administrée par les Khmers rouges installés, dans leur majorité, à la périphérie de la capitale. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Le quartier résiden-

tiel aux larges avenues tracées par les Français qui les ont occupés par les Khmers, qui les ont soustraits aux répressions. Seule une minorité sino-vietnamienne s'est réinstallée dans le centre. Aux Chinois le gros commerce. Les Vietnamiens exercent plus volontiers, pour leur part, les petits métiers qui les rendent indispensables : électriciens, mécaniciens, maçons, coiffeurs, marchands ambulants.

Combien de « colons » vietnamiens ?

Pour le reste, les Vietnamiens de Phnom-Penh végètent dans des bidonvilles. Sur le Tonlé-Sap, ils se sont refaits pêcheurs, en attendant que des corporations khmères, toutes récentes, s'organisent. Certains, par le passé, ils sont de nouveau les changeurs de devises à la criée, au bec qui franchit le Mékong à Neak-Luong, sur la route n° 1, qui relie la capitale du Cambodge à Saigon. On en retrouve aussi sur presque tous les marchés du Cambodge, compris sur la presqu'île de Koh-Kong, lieu privilégié du trafic avec Singapour et la Thaïlande. A l'autre extrémité du pays, dans le « bec de canard » limitrophe du Vietnam, il n'est pas rare d'apercevoir le traditionnel chapeau conique vietnamien dans les rizières, en cette saison de repiquage.

Mais les apparences peuvent être trompeuses. Beaucoup de Cambodgiens se sont réfugiés dans le sud du Vietnam pendant « les années des Khmers rouges », de 1975 à 1978. En outre, de très nombreux cadres du régime accusés, notamment les officiers, ont fait, depuis, de longs séjours au Vietnam. Ils en ont appris la langue et en ont pris certaines habitudes. Beaucoup de Khmers savent maintenant manier des baguettes. Dans l'Est, un chapeau conique peut coiffer un Cambodgien, comme un khmer, mais peut se servir d'un *krumak*, morceau d'étoffe que les Khmers utilisent notamment pour se protéger du soleil. Peut-il y avoir un million de « colons » vietnamiens au Cambodge, ainsi que l'a avancé le prince Sihanouk ? Ce chiffre semble une grossière exagération, et la dénomination de « colons » est fautive, puisqu'il n'y a pratiquement pas de paysans. En revanche, ils sont sans doute nettement plus que 80 000, évaluation officielle à Phnom-Penh.

Le Cambodge, au demeurant, semble prendre quelque distance à l'égard de son passé récent. Il est devenu un Etat et non plus une république populaire. Il a proclamé sa neutralité et se prépare, sans doute pour 1990, à des élections générales auxquelles pourront participer toutes les formations qui auront dénoncé le « génocide commis par les polpotistes », autrement dit les massacres perpétrés par les Khmers rouges. Mais, dans les faits, il est géré, jusqu'à un certain ordre, par un parti communiste — le PPRC, Parti révo-

lutionnaire populaire du Cambodge — à la direction collégiale regroupée autour d'une trinité : MM. Hun Sen, premier ministre, Chea Sim, président de l'Assemblée nationale, et Heng Samrin, chef de l'Etat.

Tout en assurant un contrôle politique étroit du pays, cette équipe a lâché la bride à l'économie et tolère notamment les contrebandes parce qu'elles font vivre beaucoup de monde. Le riel, monnaie locale, a perdu en un an la moitié de sa valeur par rapport au dollar, et la planche à billets — en Allemagne de l'Est — a visiblement beaucoup fonctionné. La corruption s'est épanouie, ce qui a déjà grincé quelques dents. Mais les signes extérieurs de richesse se sont multipliés, comme le soulignent l'animation des marchés et la multiplication des échanges.

De jour, sauf dans les zones frontalières de la Thaïlande, où des combats se poursuivent, le pays revêt. Même la plupart des campagnes ont retrouvé leur rythme de labour d'autrefois. De nuit, c'est une autre affaire. Les villes sont quadrillées par les milices armées. Les routes de l'Ouest sont désertes avant même la tombée du jour — la peur des Khmers rouges — et celles de l'Est sont très peu fréquentées, car trop d'armes circulent un peu partout. A tort peut-être, les gens ont tendance à voir des Khmers rouges s'insérer ici et là, déguisés en civil. « Le peur de Pol Pot », revient souvent dans les conversations.

Il faut compter non seulement avec les incertitudes du lendemain — jusqu'où la guerre civile s'étendra-t-elle ? — mais aussi avec les paradoxes du moment. Des résidents vietnamiens avouent leur satisfaction de voir certaines unités militaires rapatriées, car elles se comportaient trop mal. D'autres préfèrent s'en aller. La majorité reste pour des raisons financières : pour l'instant, on vit mieux au Cambodge qu'au Vietnam. On estime pourtant à 2 000, dont une bonne moitié de Vietnamiens, les enfants abandonnés qui mendient dans les rues de la capitale ou font les poubelles.

Le Cambodge demeure culturellement le cousin pauvre du Vietnam mais de la Thaïlande. Les pagodes et palais y ont les mêmes contours et les mêmes formes élancées. La religion et les coutumes sont proches. En franchissant la frontière khmère-vietnamienne, on a l'impression de changer d'univers. Du côté vietnamien, les habitations à ns de terre s'organisent autour d'un culte des ancêtres venant de Chine, donc du Nord. Du côté khmer, on retrouve vite les palloles sur pilotis et les cours de pagodes.

Surtout, les images d'Angkor, symbole d'une grandeur perdue, figurent partout : sur les murs des bâtiments publics, dans les salons des particuliers. Agrandissements de clichés, peintures, sculptures en bronze ou sur bois. On retrouve les temples sur des broches en argent ciselé et sur les candélabres en céramique. Le dre-

peau du régime reproduit cinq tours d'Angkor-Vat en jaune sur fond bleu et rouge. On les épingle même — l'ordre d'Angkor — sur les poitrines des officiers vietnamiens qui, avant d'être rapatriés, se sont distingués au combat.

Angkor hante toujours la conscience collective cambodgienne, alors que les troupes vietnamiennes se replient en utilisant les grands axes fluviaux et routiers en convois hétéroclites de chalands ou de vieux autobus et de camions dégingandés. Les problèmes de logistique l'ont emporté, de loin, sur les questions de sécurité. Le Cambodge des Vietnamiens n'est pas l'Afghanistan des Soviétiques : quand le compte sera fait, six jours auront suffi pour rapatrier quelque 26 000 hommes, leurs

cantines et leur matériel de guerre. Mais, comme condamnés à collaborer, Vietnamiens et Cambodgiens n'ont sans doute pas fini d'entretenir des relations complexes.

Les *bo-vo*, les soldats vietnamiens, trouvent aujourd'hui le dos à un Cambodge qui rêve encore d'Angkor, à la fois souvenir et obsession d'un empire qui, voilà plusieurs siècles, s'étendait entre le delta du Mékong — le sud du Vietnam d'aujourd'hui — et les provinces orientales de la Thaïlande actuelle. A Phnom-Penh, des Cambodgiens qui se rapprochent toujours à ce qu'a représenté Angkor chantent : « l'amitié khmère-vietnamienne ». A Hanoi, on tient tout autant à ce que le Cambodge demeure un « pays ami ».

JEAN-CLAUDE POMONTI

CAP'COM

VALENCE 27, 28, 29 SEPTEMBRE 1989

SALON DE LA COMMUNICATION DES INSTITUTIONS, DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

PROGRAMME

DÉBAT D'OUVERTURE

« La communication des collectivités : nouveau métier ? Nouveau profil ? » à partir d'un sondage exclusif réalisé pour le Monde, le groupe Stratégies, la Gazette des communes et l'UNHLM. — Mercredi 27 septembre — 10 h 15
Entrée gratuite

COLLOQUES

- « Images de quartiers, image de ville »
Mercredi 27 septembre — 14 h.
- « Tourisme et salons »
Mercredi 27 septembre — 14 h 30.
- « Communication économique et identité territoriale »
Jeudi 28 septembre — 14 h.
- « Ressources humaines, management et communication interne »
Jeudi 28 septembre — 14 h 30.
- « Communiquer en situation de crise »
Vendredi 29 septembre — 14 h.

Droits d'entrée pour chaque colloque : 350 F.

ATELIERS

- « Le téléphone, outil de communication : comment l'optimiser ? »
Mercredi 27 septembre — 15 h.
- « Les réseaux télématiques »
Jeudi 28 septembre — 10 h 30.
- « PAO et outils de présentation »
Jeudi 28 septembre — 11 h.
- « Elaboration et traduction graphique d'un concept de presse municipale »
Jeudi 28 septembre — 15 h.
- « Sondages, études, pré et post tests »
Vendredi 29 septembre — 15 h.
- « L'office »
Vendredi 29 septembre — 15 h 30.

Droits d'entrée pour chaque atelier : 250 F.

et de nombreuses conférences organisées par les exposants

RENSEIGNEMENTS :

Philippe Bledier ou Carole Letrang
Téléphone : (16) 78-62-18-62.

سكنا من الامل

POLITIQUE

Les résultats des élections sénatoriales

Les chiffres du scrutin

	Sénateur sortant	Sièges renouvelables	Elus	Nouveau Sénat
PC	15	1	2	16
PS	62	28	28	62
Div. gauche				
Majorité présid.	13	8	7	12
UDF				
(Adhérents directs)	26	7	8	27
UDF-CDS	57	17	11	51
UDF-Rad.	7	4	3	6
UDF-PR	50	16	13	47
UDF-PSD	1	-	1	2
RPR	74	14	25	85
Div. droite	14	5	4	13
TOTAL	319	100	102	321

(1) Il y a eu création de deux sièges supplémentaires pour les Français de l'étranger.

Malgré le gain d'un siège

Maigre bilan pour le PCF

« Un sortant, deux élus... » titre l'Humanité de lundi 25 septembre, qui consacre une page à la réélection de M. Louis Minetti dans les Bouches-du-Rhône et à l'élection de M. Félix Leyzour dans les Côtes-du-Nord. L'organe central du PCF veut signifier que les communistes ont doublé la mise au Sénat. Non seulement le groupe que préside M. Hélène Luc présente ses effectifs — il avait connu une sérieuse baisse au renouvellement de 1986 en passant de vingt-quatre sénateurs communistes et apparentés à quinze, — mais il gagne un siège qui lui permet d'affirmer son existence. Cela signifie-t-il pour autant que la « remontée » du PCF, « se confirme », comme l'a affirmé dimanche soir M. Minetti ?

Certains candidats communistes — M. Minetti en tête — obtiennent plus de voix qu'ils n'en espéraient dans quelques départements. Mais le mode de scrutin amplifiant les résultats des consultations locales précédentes, le PCF subit un sérieux recul par rapport à 1980. Il y a neuf ans, en métropole, les communistes avaient tiré les bénéfices de leur percée municipale de 1977 sous les couleurs de l'union de la gauche. Leurs têtes de liste avaient obtenu 3 114 voix, soit 14,47 % des 35 342 suffrages exprimés (le Monde du 2 octobre 1980). Elles avaient ainsi réalisé une progression globale de 3,02 points par rapport à la consultation de 1971 dans ces départements (3 883 voix sur 33 884 suffrages exprimés, soit

11,45 %). Les deux départements corses sont écartés de toutes ces comparaisons.

Aujourd'hui, le PCF décline dans tous les départements renouvelables sans exception : faiblement dans l'Aube (-0,5), dans le Calvados (-1,1), dans le Gers (-1,8) et très fortement en Dordogne (-17,94), dans le Gard (-16,55). Ses résultats sont toujours plus faibles qu'en 1980, mais encore, lui arrive-t-il d'obtenir moins de voix qu'en 1971, alors que le nombre de « grands électeurs » a augmenté. Globalement, les têtes de liste du PCF recueillent en 1989 beaucoup moins de voix que neuf ans plus tôt : 3 584 suffrages sur 44 602 exprimés, soit 8,04 %. Cela traduit une chute de 6,4 points.

Cette consultation permet également d'appréhender certaines réalités locales pour le PCF. Ainsi les communistes « orthodoxes » sont totalement marginalisés dans le Doubs face aux « reconstitués », qui, eux-mêmes, ne présentent pas très bon visage. Localement, cette différence d'implantation apparaît, du reste, dans la conduite du conflit Peugeot à Sochaux. Dans deux autres départements, le Finistère et l'Hérault, la présence des sénateurs ébrieux de façon significative les positions du PCF. L'Allier, les Bouches-du-Rhône, le Cher et les Côtes-du-Nord tirent leur épingle du jeu de ce maigre bilan.

OLIVIER BIFFAUD

Les réactions

« M. Jacques Chirac, président du RPR, qui se félicite du succès de sa formation, affirme que les résultats « montrent bien que la gauche n'avait pas gagné les dernières municipales puisque les sénatoriales en sont une projection à 90 % ». La progression du RPR prouve, selon lui, que « les Français aiment une opposition claire et nette ». M. Chirac indique que le RPR soutiendra M. Alain Fohrer pour la présidence du Sénat : « Je ne vois pas comment nous pourrions ne pas le soutenir, d'autant que nous avons toujours reconnu son impartialité ».

« M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, a déclaré : « Les Français aiment les situations claires. Le RPR s'est situé nettement dans l'opposition au pouvoir et recueille ce soir les fruits de sa politique ». M. Pasqua a indiqué qu'il « souhaite la réélection » de M. Pöcher à la présidence de la Haute Assemblée.

« M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, estime qu'il y a « un décalage entre la représentation au Sénat le vote au suffrage universel ». « Il faudra, sans éliminer les zones rurales, que le Sénat corresponde mieux à la réalité politique du pays », a-t-il ajouté. Après le succès de la liste de M. Robert Vigouroux dans les Bouches-du-Rhône, M. Debarge a jugé néces-

saire de « tout remettre à plat chez les socialistes » de ce département.

« M. Gérard Le Gall, membre du secrétariat national du PS, dénonce « les effets caricaturaux d'un mode de scrutin inique ». « Alors que le PS a recueilli en moyenne, au cours des neuf dernières années, les suffrages du tiers des électeurs, il ne dispose que de 20 % des sièges au Sénat et n'a aucun représentant dans deux départements sur trois. (...) Les temps sont venus de mettre un terme à des règles du jeu qui défient le principe de l'égalité et portent atteinte à l'image même de la Haute Assemblée. Une profonde réforme s'impose dans les meilleurs délais ».

« M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, estime que les grands électeurs « ont suivi le même chemin que les électeurs — directs — lors des municipales, à Marseille, mais aussi dans d'autres cités. Ils ne se sont pas laissés entraîner par des clivages politiques et ont préféré des propositions, un esprit, une méthode de travail ».

« M. François Léotard, président du PR : « Ce qui est bon pour l'UDF est bon pour le RPR, et ce qui fait avancer le RPR fait avancer l'UDF. Ce qui a été fait dans les Bouches-du-Rhône peut être fait ailleurs. C'est comme cela qu'on peut mettre un terme aux années Mitterrand ».

La fructueuse chasse aux « papillons » de MM. Méhaignerie et Bourges

Tout s'est joué, en Ile-et-Vilaine, après le pousse-café...

RENNES

de notre envoyé spécial

Dans cette journée de sénateur, un moment de fébrilité, et un seul. Ce fut après le pousse-café, à l'instinct de l'ouverture du scrutin du second tour. Les « papillons » qui avaient survolé toute la matinée avaient succombé avant le déjeuner. Les « papillons » : ainsi appelle-t-on joliment les candidats individuels qui se présentent sur les marges des listes officielles avallées par les partis. En l'occurrence, le suspense était haletant. Les papillons de la droite feraient-ils élire un sénateur de gauche en lieu et place de l'un des quatre candidats d'abord estampillés de la « majorité départementale » d'Ile-et-Vilaine ? Hélas ! En cet ensoleillé dimanche d'automne, les grands électeurs se montrèrent de redoutables chasseurs de papillons.

Et, dès 11 h 30, à la clôture du premier tour, les lépidoptères nationaux ne pouvaient plus guère nourrir d'illusions. Ils étaient battus. Restait à les épingler. Il revint donc aux deux principaux prédateurs du lieu, MM. Yvon Bourges et Pierre Méhaignerie, présidents respectifs du conseil régional et du conseil général, d'inviter les grands électeurs à rejoindre le troupeau. On vit donc les deux anciens ministres, ayant déniché de grandes feuilles de papier, des marqueurs, recopier précipitamment, à plusieurs exemplaires, les avis invitant pour le second tour de l'après-midi les électeurs des papillons à se reporter sur la liste officielle. Restait à se procurer cet accessoire, humble mais essentiel, de la démocratie : un rouleau de scotch grâce auquel M. Méhaignerie put courir placarder lui-même les avis dans les couloirs de la cité judiciaire, théâtre de ce scrutin. On n'est jamais servi...

Mais, au fait, qui étaient ces papillons ? Dans les semaines précédant l'élection, on avait cru comprendre qu'ils ne s'étaient pas risqués sans l'aval de M. Méhaignerie lui-même, qui n'aurait pas été mécontent de la défaite de l'un des quatre sortants « officiels ». M. Marcel Daunay.

Non que M. Méhaignerie nourrisse de mauvaises intentions à l'égard de M. Daunay. Simplement « il doit se corriger de certaines faiblesses », juge-t-il. Enquête faite, le sénateur sortant n'aurait pas toujours su résister aux attraits de certains pots qui n'étaient pas forcément de lait. Fâcheux travers lorsqu'un conseil général ou est précisément chargé de défendre les

intérêts des producteurs de lait. Mais M. Daunay lui-même, agriculteur, sut trouver les accents d'une efficace campagne. Dimanche, à l'aube encore, avant de prendre la route pour Rennes, tous les grands électeurs se voyaient sommés téléphoniquement, par des syndicalistes agricoles, de « ne pas oublier l'agriculture ».

L'agriculture est servie

L'agriculture d'Ile-et-Vilaine est servie. Elle continuera d'être représentée sur les bancs de la Haute Assemblée. Quant à M. Yvon Bourges, ancien ministre de la défense, autre sénateur sortant, auquel certains prédisaient des difficultés, il suffisait de contempler son sourire en début d'après-midi, alors qu'il égrenait ses souvenirs de gouverneur de la

Haute-Volta, pour ressentir que le renouvellement, pour lui aussi, ne serait qu'une formalité.

Quatre sortants de droite, quatre élus de droite... La surprise, en fin de compte, fut qu'il n'y en eut guère. Il n'y avait d'ailleurs nulle place pour l'imprévu : les proches collaborateurs de M. Méhaignerie tenaient, au fond de leur poche, une précieuse liste de numéros de téléphone. Ceux des restaurants où chaque conseiller général traitait, entre les deux tours, les grands électeurs de son canton. Ainsi, en cas de coup dur, pouvait-on élaborer une contre-offensive.

Point de coup dur, donc, et pas davantage de mystère, ou plutôt si : un seul, mais d'ordre ferroviaire. Les grands électeurs de Redon avaient averti par voie de presse les populations de la République qu'ils ne viendraient accomplir leur

devoir qu'à bord du tout nouveau TGV. Or le TGV de ce matin n'avait pas prévu de s'arrêter à Redon. Il se trouve qu'il s'arrêta tout de même, permettant aux élus locaux d'embarquer et jouant ainsi un rôle décisif dans le déroulement harmonieux de la démocratie.

Au total, un bien beau dimanche. Voter deux fois dans la même journée n'oblige nullement à sacrifier les loisirs. On put ainsi noter que certains grands électeurs, accourus dès l'aube accomplir leur devoir au premier tour, ne revinrent, pour le second, qu'à quelques instants de la clôture du scrutin. Diable ! On était au second jour d'ouverture de la chasse, et bien des notables locaux ne sont pas seulement amateurs de papillons.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Les centimes des grands électeurs

BESANCON

de notre correspondant

Comme toutes les élections, celle des sénateurs mobilise des présidents de bureaux de vote, des assesseurs et des scrutateurs. Mais, en plus, les trésoriers-payeurs généraux et leurs agents.

Les grands électeurs, en effet, perçoivent une indemnité équivalente aux « frais de mission alloués aux personnels civils de l'Etat du groupe 1 », soit 72,50 F. S'y ajoute le remboursement des frais de déplacement, calculés sur la base du tarif kilométrique SNCF (en première classe, s'il vous plaît), plus 13,80 F pour l'aller et 13,80 F pour le retour. Sans

doute pour les sandwichistes. Encore que les candidats organisent en général le repas de midi. Même s'il n'y a pas de second tour.

La règle (article 10 du décret 88.619 du 10 août 1986 modifié) veut que les indemnités soient versées immédiatement et en espèces. D'où l'installation des caissiers du Trésor public et de leurs sacs de monnaie dans les préfectures, à côté des isolets. Le grand électeur, muni d'une attestation du président du bureau de vote démontrant qu'il a bien accompli son devoir, se voit ainsi remettre une enveloppe encombrée de centimes. Devant les embouteillages que le système provoque, l'administration centrale a bien voulu s'aviser, cette

année, que le virement avait été inventé, et il a été convenu qu'un règlement par ce procédé était admis. Il s'est cependant trouvé une bonne partie des grands électeurs pour exiger un règlement comptant. Des fois que le ministre des finances change d'idée...

Les TPG n'ont donc pas pu profiter pleinement de leur dimanche. Ils ont eu toutefois une consolation : le passage à l'heure d'hiver semble n'avoir pas été bien assimilé par certains grands électeurs qui sont arrivés trop tard pour voter. Non seulement ils n'ont pas eu droit aux indemnités, mais ils se trouvent d'autorité frappés d'une amende de 30 F !

CLAUDE FABER

Le RPR se renforce face aux centristes

(Suite de la première page.)

Devenu le premier groupe, par ses effectifs, en 1986, avec soixante-dix-sept membres, le RPR, qui n'était que le quatrième en importance après le renouvellement de 1980 (portant sur la même série de sièges), conforte sa position. Il réalise ses gains dans les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, le Cantal, la Charente-Maritime, le Cher, la Dordogne, l'Eure-et-Loir, le Finistère, la Gironde, l'Indre et avec les Français de l'étranger et ne perd que son siège de l'Aube. Ces bénéfices traduisent à la fois une meilleure implantation locale du mouvement chiraquien et une politisation accrue d'un scrutin pourtant réputé comme relevant essentiellement de préoccupations locales. Les sénateurs ne sont plus seulement les élus des élus, ils sont aussi l'émulation de grands électeurs, qui, eux-mêmes, ont affronté le suffrage universel dans un schéma droite-gauche. Le mouvement de Jacques Chirac tire ainsi profit de ce que ses dirigeants appellent une stratégie claire d'opposition, à la différence de centristes et autres modérés supposés avoir sinon un œil louchant vers des socialistes fréquentables, du moins un net souci de « décripation ».

La défaite centriste — qui était l'objectif stratégique poursuivi par le RPR — coupe court à toute perspective à court terme d'une alliance objective entre sénateurs socialistes et centristes face au bloc d'une droite dure, et ouvre la voie à la victoire de M. Pasqua lorsque se posera la question de la succession de M. Pöcher. Le président de l'Union centriste, Daniel Hoefel, en a tiré les conséquences en appelant de ses vœux la constitution d'un groupe UDF au palais du Luxembourg. Son voisin UDF-PR, Marcel Lucotte, qui est au Sénat le président de la « coordination » entre les groupes d'opposition, majoritaire au Sénat, lui a répondu assez sèchement en souhaitant qu'au moins fonctionne convenablement l'intergroupe existant que préside déjà M. Hoefel...

A gauche, le Parti socialiste ne peut masquer une réelle déception. S'il gagne 2 sièges dans le Gers, 1 dans les Côtes-du-Nord, 1 en Gironde et 1 représentant des Français de l'étranger, il en perd 5 (4 dans les Bouches-du-Rhône et 1 en Dordogne). Trois de ces 5 pertes profitent à des candidats se réclamant de la majorité présidentielle, mais qui sont des dissidents du PS : tel est le cas, des Bouches-du-Rhône où Robert Vigouroux, en rupture avec sa formation d'origine depuis les municipales de mars dernier, ajoute à sa fonction de maire de Marseille, un mandat parlementaire, entraînant au palais du Luxembourg deux de ses collègues.

La gauche unie

Si, il y a neuf ans, la tactique du Parti communiste avait interdit au PS de progresser plus qu'il ne l'avait fait alors, cette année, même si les reports n'ont pas été partout parfaits, ils ne peuvent être tenus pour responsables de contre-performances. Le meilleur exemple est fourni par les Côtes-du-Nord : en 1980, la droite avait sauvé « miraculeusement » deux de ses sièges grâce à la mésentente PC-PS ; cette fois, l'union a fonctionné et permis aux socialistes, d'une part, et aux communistes, de l'autre, de gagner chacun un siège. Ce département est le seul en Bretagne à disposer d'une représentation parlementaire totalement à gauche. Ce succès du PC, qui s'ajoute au maintien de son sortant dans les Bouches-du-Rhône, ne doit cependant pas cacher un recul quasi général de ses candidats par rapport à 1980.

Ce n'est pas la première fois mais cela a été dit avec plus de vigueur : la gauche n'aime pas le mode de scrutin sénatorial. Claude Estier, président du groupe avant l'été, avait expliqué que le « vrai » scandale n'était pas tant dans les « affaires » qui faisaient bruiser le palais de Marie Médicis de mille et une rumeurs mais bien le mode de désignation de ses membres. Dès

lundi matin 25 septembre, Pierre Joxe a fait part de sa volonté de réformer non seulement le mode de scrutin sénatorial mais aussi celui des conseillers généraux. A l'Antenne 2 le ministre de l'Intérieur a jugé inadéquates les élections départementales puisques : « dans vingt départements alors qu'il y a une majorité de gauche dans la population et chez les électeurs, il y a une majorité de droite au conseil général ».

Le recensement de 1990

L'adaptation évoquée par les socialistes est double : elle concerne non seulement la non concordance entre la majorité des électeurs d'un département et la majorité dans les conseils généraux, mais également la représentation départementale sénatoriale. Le recensement de 1990 pourrait, en tout cas, donner prétexte concret au gouvernement pour envisager une remise à plat des règles électorales concernant le Sénat et les conseils généraux.

Certains sénateurs sont conscients du vieillissement de l'image de leur institution en raison du poids trop fort qui pèse sur les petites communes rurales, alors même que la population rurale ne cesse de décroître. Jean-Pierre Fourcade, par exemple, souhaite que ce soit bien l'ensemble des collectivités territoriales qui soit représenté au Sénat et non les plus petites d'entre elles.

Le statu-quo entretiendrait un décalage choquant avec la société civile, alors même que dans tous les secteurs de la vie publique, il n'est question que de « rénovation ».

L'opposition, et surtout — ironie de l'histoire — le RPR, peuvent choisir, comme M. Pasqua, de se draper dans leur légitimité offensée et spéculer sur une mobilisation de l'opinion analogue à celle qui avait fait chuter le général de Gaulle, en 1969. Chacun conviendrait pourtant que le président Pöcher peut difficilement passer pour un renouvateur patenté. L'opposition est d'avantage menacée — là aussi — par sa propre incapacité à promouvoir cette rénovation, plutôt que par un changement dans le mode de désignation d'une institution qui incarne, plus que d'autres, le divorce entre le pays politique et le pays réel.

ANNE CHAUSSEBOURG

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

et

l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-28-51-09

Le Monde

PLANTU

DES FOURMIS

DANS LES JAMBES

L'ALBUM 89

164 PAGES - 250 DESSINS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'usure de la « présidence Poher »

Certains sénateurs redoutent de voir compromis l'avenir de leur assemblée

« Le poste n'est pas vacant »

« Pourquoi n'êtes-vous pas candidat ? », la question a été posée à tous les « papables ». Seul M. René Monory, sénateur centriste de la Vienne, n'y a pas répondu. Voici leurs réponses :

— M. Jean Arthuis (Un. cent., Mayenne), né le 7 octobre 1944 : « Mon ambition est de servir le Sénat. Mais aujourd'hui, d'autres sénateurs, plus expérimentés et plus disponibles, disposent d'une plus grande capacité de rassemblement et de rayonnement. »

— M. Etienne Dailly (RDE, Seine-et-Marne), né le 4 janvier 1918 : « Qui vous a dit que je ne le serai pas ? Je ne peux toutefois rien décider avant d'avoir consulté les membres de mon groupe et bon nombre de collègues qui, ne songeant qu'à l'avenir de la Haute Assemblée, recherchent, aux aussi, une autre issue que celle que, pour d'autres motifs, certains veulent leur imposer. Cela dit, j'ai trop de respect et d'affection pour le président Poher pour croire qu'il sera finalement candidat. »

— M. Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine), né le 18 octobre 1929 : « Président de commission depuis six ans, je fais mon travail. J'ai toujours pensé que le président Poher se représenterait. Il est candidat et je voterai pour lui. »

— M. Daniel Hoefel (Un. cent., Bas-Rhin), né le 23 janvier 1929 : « Cela va de soi, le

président Poher, membre de notre groupe, se représente. Cela ne veut pas dire que nous n'ayons pas très rapidement à faire des propositions quant à l'adaptation de nos méthodes de travail et à notre conception du rôle du Sénat. »

— M. Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne), né le 4 février 1920 : « La succession n'est pas ouverte. »

— M. Jean Lecanuet (Un. cent., Seine-Maritime), né le 4 mars 1920 : « Parce que le président Poher se représente. »

— M. Marcel Lucotte (RI, Saône-et-Loire), né le 16 janvier 1922 : « Je maintiens la position que j'ai prise il y a deux mois. Le président Poher est candidat, je ne me présente pas par respect de la personne et pour ce qu'il a fait au service du pays et du Sénat. »

— M. Charles Pasqua (RPR, Hauts-de-Seine), né le 18 avril 1927 : « Je ne serai jamais candidat contre le président Poher. Je serai candidat s'il y a une majorité au Sénat pour s'affirmer et proposer une nouvelle politique pour la France. A mon avis, ces deux éventualités ne sont pas compatibles et M. Poher est candidat. »

— M. Christian Poncelet (RPR, Vosges), né le 24 mars 1928 : « parce que le poste n'est pas vacant. »

— M. Jean François-Poncet (RDE, Lot-et-Garonne), né le 8 décembre 1928 : « Le problème ne se pose pas car, le président Poher étant candidat, je ne le suis pas. »

— M. Pierre-Christophe Taittinger (RI, Paris), né le 5 février 1926 : « Parce que le président se représente. »

Le Sénat incarne la tradition. Il y a trois ans, il ne se demandait pas si Alain Poher laisserait le fauteuil qu'il occupe depuis 1988. Aujourd'hui, il ne pose pas davantage la question.

Les entretiens qu'Alain Poher avait eus cet été avec un certain nombre de ses collègues avaient déjà convaincu le Sénat qu'une telle question ne serait pas encore d'actualité. De fait, dimanche 24 septembre, il confirmait officiellement aux trois présidents de groupes de la majorité, Charles Pasqua (RPR), Marcel Lucotte (UREI) et Daniel Hoefel (Union du centre), son intention de se représenter. Le premier s'empressa d'approuver ce choix. Les deux autres optèrent pour le silence, préférant en référer, dans la semaine, à leur groupe respectif.

Ce ne sont pourtant pas les bonnes lances qui ont manqué à Alain Poher pour lui conseiller, affectueusement, de laisser venir le temps de la retraite. Qui ne lui a expliqué qu'à quatre-vingts ans passés, chacun apprécierait qu'il parte « en beauté » ? Qui ne lui a démontré que son image de « monstre sacré de la République » pâtirait d'un entêtement à rester dans la fonction ?

Rien n'y aura fait. M. Poher s'est entêté, derrière le rempart d'un entourage qui n'a pas beaucoup changé depuis vingt et un ans (sa première élection date de 1968, confirmée à six reprises, de trois ans en trois ans). Avec une belle persévérance, son conseiller spécial, M. Pierre Bordry, affirme que le seul souci du « président » est l'institution et que à ce titre, l'insécurité souffrirait de la division de sa majorité. Argument inassurablement répété. Et comme si ce n'était pas suffisant, on fait valoir l'autorité incomparable du « président » de l'Assemblée, de l'Elysée que de Matignon. Histoire de donner un peu plus de concret à cette défense et illustration du poids du second personnage de la République, on explique tout aussi doctement que, sans la perspicacité du choix par le « président » de membres du CSA, le « super président » de l'Antenne 2 et de FR 3 n'aurait point l'avantage et le privilège de s'appeler aujourd'hui Philippe Guillaume. Ce dernier argument en fait sourire plus d'un.

Deux heures en un demi-siècle

Quant au prestige supposé de M. Poher auprès de l'exécutif, il peut s'interpréter de deux façons : un intermédiaire de quatre-vingts ans à l'Elysée représente un confort constitutionnel appréciable. Mais quand, récemment, M. François Mitterrand s'inquiétait auprès d'un sénateur centriste de lire de bien vilaines choses sur les langues du Sénat et de son président, il eut un haussement d'épaules éloquent lorsque son interlocuteur l'assura de l'indéfectible détermination de M. Poher.

Il est incontestable en revanche que, sous le couvercle Poher, la marmitte de l'opposition débordante de candidatures, en vertu d'un principe bien connu dans cette maison où se réunissent tous les sénateurs qui se respectent et qui sont fonctionnaires à tous les postes, fonctions et autres missions. Or, depuis vingt et un ans, la première de ces places est occupée par le même phénomène qui nourrit toutes les frustrations. Vingt et un ans de Poher après vingt-huit ans de Monoryville, cela ne fait que deux présidents et deux heureux seulement en un demi-siècle. En cette année 1989, les « malheureux » sont pléthores. Pour tenter de faire simple dans une situation parfaitement feutrée, retenons la théorie des trois cercles.

Le premier, le plus naturel : celui des « petits » présidents, c'est-à-dire des trois présidents de groupes de la majorité de droite : MM. Charles Pasqua, Marcel Lucotte et Daniel Hoefel ; les six présidents de commission :

MM. Christian Poncelet, Jean-Pierre Fourcade, Jean-François Poncelet, Maurice Schumann, Jacques Larché et Jean Lecanuet ; et deux des vice-présidents du Sénat : MM. Etienne Dailly et Pierre Christian Taittinger.

Le deuxième cercle, qui emprunte au premier, regroupe les anciens ministres de toutes époques qui ont été et rêvent de redevenir des grands, comme M. René Monory.

Le troisième cercle est en voie de constitution : c'est celui des

Le Sénat a donc à se refaire une image. Trouver un rôle actif dans une vie politique en pleine mutation, ce qui signifie prendre des initiatives en s'intéressant aux sujets qui sont de sa compétence, comme les collectivités locales. Certains, voyant plus loin, prévoient de nouvelles compétences pour une assemblée, passerelle à leurs yeux privilégiée entre la France des régions et l'Europe. Cette vision se heurte aux conceptions que vient de rappeler M. Pasqua, qui préconise un Sénat « bastion de l'opposition ». Mais, pour beaucoup, le

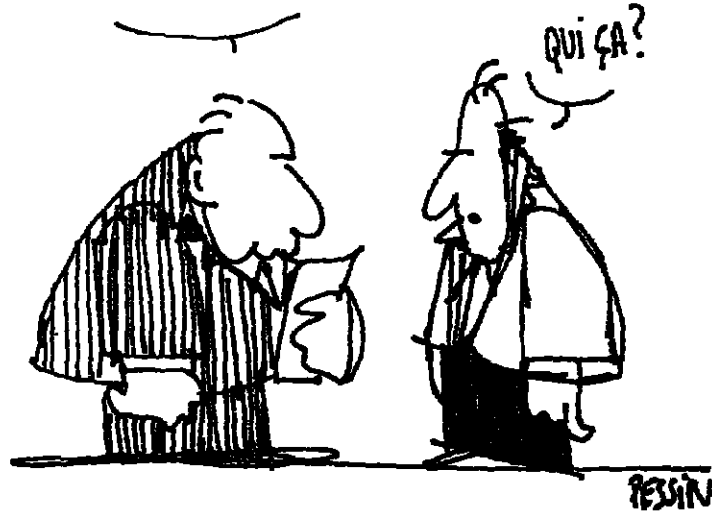
toutefois confirmer, comme il l'a laissé entendre, qu'il passera la main à mi-mandat. Mais dans un cas comme dans l'autre, une certaine majorité s'exprime : que M. Poher ne fasse le lit du président du groupe RPR, qui ne fait plus mystère de ses intentions. L'importance croissante de son groupe, devenu le plus fort au palais du Luxembourg, l'atomisation en trois groupes de ses alliés centristes, modérés et divers droite, les pertes qu'il a infligées à ces derniers et le calendrier politique lui sont favorables. Plus le temps passe, plus on se rapproche du prochain rendez-vous important que sont les législatives de 1993, et plus M. Pasqua peut espérer transformer la vocation politique de la Haute Assemblée, en dotant le RPR d'un instrument de combat.

Les centristes sont, comme toujours, déchirés : ne pas vouloir être accusés de « parricide » envers M. Poher les condamne à laisser à d'autres leur dernière place forte. Etrange ironie de l'histoire : en 1969, M. Poher bâtit son personnage en s'opposant à de Gaulle ; treize ans plus tard, c'est un gaulliste, M. Pasqua, qui fait, grâce à M. Poher, rempart contre les ambitions centristes.

Qui osera entraver ce processus ? Par manque d'audace, certains se réfugient dans les petites ficelles de la dérision : le 2 octobre suture-t-on, « pourquoi ne pas voter pour Montalembert ? », doyen d'âge qui ne fêtera ses quatre-vingt-onze ans que le 10 octobre. Cette consigne-là, si elle se vérifiait, n'est pas innocente : elle vise à mettre le président en ballottage. D'autres ne veulent pas se livrer à ce genre de polissonneries. Ils attendent et espèrent qu'au moins l'un d'eux fera le premier pas en se portant officiellement candidat... ne serait-ce que pour ouvrir la compétition. M. Poher a refusé la proposition qui lui a été faite de réunir l'ensemble des sénateurs de sa majorité pour les obliger à lui choisir un successeur. Mais cette procédure, qui avait l'avantage de la démocratie, n'aurait sans doute pas abouti.

ANNE CHAUSSEBOURG
ET DANIEL CARTON

J'AI MÊME CONNU
LE GÉNÉRAL DE GAULLE.



« gamins », des quarante-cinq ans contaminés par le virus de la rénovation. Avec Jean Arthuis ou Hubert Haenel, ils osent dire aujourd'hui qu'ils « ne se dégonfleront pas ».

CAS Officiellement, nul n'est candidat, du moins pas encore. La semaine qui commence est celle des ultimes manœuvres, le groupe UREI se réunit mardi, l'annonce d'une nouvelle candidature de M. Poher alourdit le climat. Les présidents de ces groupes eux-mêmes, contrairement à ce qui s'était passé en 1986, ont refusé d'aller solliciter conjointement M. Poher pour une nouvelle candidature. Le président lui-même a multiplié les semi-confidences et les petites phrases sans avoir accepté de vrai débat sur ses intentions avec ses principaux « amis ». Signe que nul ne peut avoir de prise sur la situation : le refus des états-majors politiques les dispense de se mettre en cas d'échec, jusqu'à ce jour, n'a pas grand-chose de la révolte. « Faire battre Poher, c'est facile, mais à son bénéfice, c'est plus difficile », explique l'un de ces candidats qui ne le sont pas. « Tous ces prétendants, note un connaisseur de la maison, considèrent qu'ils ont trop à perdre en cas d'échec. Ils mettent toujours en balance ce qu'ils ont par rapport à ce qu'ils peuvent perdre. Toutes ces préoccupations individuelles passent avant le souci de l'institution. »

Dès lors, chacun, en privé, souligne le côté abusif de la situation : tout le monde soutient que cette nouvelle candidature affaiblira une institution qui se sent toujours menacée, mais personne, jusqu'à ce jour, n'a osé grandir le premier l'étendard de la révolte. « Faire battre Poher, c'est facile, mais à son bénéfice, c'est plus difficile », explique l'un de ces candidats qui ne le sont pas. « Tous ces prétendants, note un connaisseur de la maison, considèrent qu'ils ont trop à perdre en cas d'échec. Ils mettent toujours en balance ce qu'ils ont par rapport à ce qu'ils peuvent perdre. Toutes ces préoccupations individuelles passent avant le souci de l'institution. »

Le lit
de M. Charles Pasqua

Ce n'est plus un mystère : le Sénat ne va pas bien. Les « papables » n'inventent rien. Ils ont entendu les doléances de la base. Leurs projets en font foi. Pour lutter contre un absentisme chronique, et qui s'aggrave de session en session, il faut redonner de l'intérêt aux travaux. Se contenter de la réputation de bien récrire des textes législatifs ne suffit pas. Ce ne peut être une assemblée de correcteurs des erreurs des députés.

« Et vous, vous me croyez gâteux ? »

« Tout le monde me trouve gâteux. Et vous, vous me croyez gâteux ? »

— Monsieur le Président, le seul fait que vous me posiez la question montre que non ! »

La contour de cette histoire lève une gorgée de champagne, juge de l'effet produit et se rengorge. Son interlocuteur sourit. Dix secondes plus tard, un vieux monsieur, un grand-père comme on les aime, fait son entrée. Et tous s'inclinent devant le président Poher qui, la mine lasse, glisse à petits pas sur la moquette.

« Il a tant fait pour la France, tant fait pour le Sénat ! » Ces compliments qui sentent l'oraison funèbre, les entendent-ils seulement ? Son conseiller spécial, Pierre Bordry, l'assure : le président lit toute la presse, communique, établit un « vrai dialogue ». Et lui de conseiller, il ne se sent pas vieux, il se sent même « bien ». La preuve ? Il ne refuse pas un petit verre de bourgogne proposé si gentiment par Marcel Lucotte, le président du groupe de l'Union des républicains et des indépendants.

A 20 heures, convoqué par une phalange d'huissiers, à s'est aventuré sans enthousiasme dans la grande salle des conférences. Cela tenait de la visite guidée, son entourage lui expliquant patiemment le dispositif mis en place pour cette soirée électorale, et d'une pensive triste : « On ne peut pas dire qu'il avance en courant », a regardé comme les huissiers sont inquiets : ils ont peur qu'il ne tombe », murmurait-on sur son passage.

Deux heures et trente minutes auparavant, le président Alain Poher, avec vingt-quatre heures d'avance sur le calendrier qu'il s'était lui-même fixé, avait annoncé aux trois présidents de groupes de la majorité — MM. Charles Pasqua, Daniel Hoefel et Marcel Lucotte — son intention de se représenter à la présidence, créant le cœur des innombrables prétendants. La contestation ne s'est éteinte pas pour autant. Chacun explique, avec, après vingt et un ans de pouvoir, le président garde toutes ses chances et se venge d'une phrase assassine.

« Je le répète, dit M. Jean Arthuis, ancien secrétaire d'Etat à la consommation, j'ai trop d'affection pour M. Poher pour l'encourager à se représenter. » Seul M. Charles Pasqua, qui espère devenir le deuxième personnage de la République dans quelques années et dont le groupe s'apprête à voter comme un seul homme pour le président Poher, évite soigneusement toutes les questions : « Voyez les centristes ! C'est leur candidat, non ? C'est leur problème. »

Ce dimanche soir, le Sénat, croulant sous les ors, se réveille, beau, dynamique. Mais ce n'était qu'un rêve, gonflé par la petite agitation politique et médiatique d'une journée d'élections. Et M. Arthuis, considérant le dessin de Plamondon paru dans le dernier numéro du Monde, représentant un sénateur se dirigeant vers le Palais du Luxembourg en déclarant : « C'était ça ou l'hospice ! », pouvait commenter : « Ça me fait mal. Ça me donne les boules. » Parole de sénateur !

LAURENT GRELSAMER

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-89-81.

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 286 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Imprimerie
du Monde
12, rue de Valenciennes
94521 IVRY

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS tarif normal
3 mois	365 F	399 F	584 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 900 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de
votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS BP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

AIN (2)

ÉLUS : Jean-Paul Emin, UDF-PR ; Jean-Paul UDF-PR.

SORTANTS : Guy de La Verpillière (RI), UDF-PR, m. de Lagnieu (n.s.r.p.) ; Roland Ruet (RI), UDF-PR (n.s.r.p.).

PREMIER TOUR

1. 1 393 ; V. 1 391 ; E. 1 361.
UL : Jean-Paul Emin, UDF-PR, c.g., m. de Saint-Nizier-le-Bouchoux, 758. **ÉLU**
 Jean-Paul Emin, UDF-PR, c.g., adj. m. d'Oyonnax, 686.

MGR : Noël Ravassard, PS, c.g., m. de Châtillon-sur-Chalaronne, 462 ; Louis Jamel, MGR, c.g., m. de Montrevel-en-Bresse, 420.

PC : Fernand Roustit, c.r., c.m. d'Ambrérieux-en-Bugey, 30 ; Roland Tazilli, adj. m. de Meximieux, 28. **Isolés :** Paul Duperrier, RPR, c.g., m. de Villars-les-Dombes, 231 ; Jean Alcaraz, FN, adj. m. de Saint-Jean-de-Niost, 24.

DEUXIÈME TOUR

V. 1 383 ; E. 1 352
 Jean-Paul Emin, UDF-PR, 839 **ÉLU**
 Noël Ravassard, PS, 493 ; Yolande Gauthier, Verts, 20.

1980. - 1 157.
 Premier tour : V. 1 154 ; E. 1 128. **UDF :** Roland Ruet, UDF-PR, a. 628. **RELU :** Guy de La Verpillière, UDF-PR, 467. **MGR :** Louis Jamel, 198 ; Louis Lamarche, 152. **PS :** Jean Chabert, 188 ; Paul Combière, 172. **Isolés :** Alexandre Robin, div. d., 128 ; François Poup, a. 606 ; Maurice Berdes, s. 610. **PC :** Marcel Bonet, 90 ; Guy Chauvane, 88.

Deuxième tour : V. 1 154 ; E. 1 132. **MM :** de la verpillière, 591. **ÉLU :** janel, 541.

MM. Jean Pépin et Jean-Paul Emin ont été élus sans surprise dans le département où les deux tiers du corps des grands électeurs sont classés dans l'opposition.

M. Pépin l'a emporté facilement au premier tour. M. Emin l'a imité au second tour de scrutin auquel il avait été contraint après avoir frôlé le succès au premier à 15 voix près seulement.

Si la victoire immédiate de

M. Pépin ne faisait aucun doute, le succès en deux temps de M. Emin était également prévisible dans la mesure où le RPR, qui avait jugé sa candidature « électoralement plus fragile », avait mis en avant l'un des siens, M. Paul Duperrier. Mais le score assez modeste du gonflement du RPR, n'aura eu pour effet que de retarder l'heure de l'échec pour les deux candidats de l'UDF investis lors de la « convention primaire » mise au point par M. Charles Millon, député de l'Ain et président du conseil régional Rhône-Alpes, le 9 septembre à Lagnieu.

Ce dernier apparaît comme le grand bénéficiaire de cette élection sénatoriale : malgré l'effervescence qu'elle avait provoqué au sein de la majorité départementale (UDF-RPR-CNI) lors de la campagne pré-électorale, la « stratégie rénovatrice » de M. Millon a été confirmée par le vote des grands électeurs. M. Millon a d'ailleurs souligné le succès de cette procédure qu'il souhaite « étendre à d'autres types de consultations » (les cantonales, par exemple). D'autre part, l'UDF a pu démontrer au RPR qu'elle restait la première force d'opposition dans l'Ain.

La gauche non communiste, avec MM. Noël Ravassard et Louis Janel, a remporté son contrat en faisant le plein des voix qui lui étaient promises. Le premier nommé a pu ajouter au second tour les quelques voix d'un Parti communiste que le mode de scrutin et la modestie de son implantation chez les grands électeurs condamnent d'emblée à faire de la figure.

Le Front national qui espérait 10 % des voix a été plus mal loti encore et a pu constater qu'il ne recrutait guère parmi le corps modéré - des grands électeurs.

Invalides pour le premier tour parce qu'ils n'avaient pas l'âge légal requis, les Verts (Mme Anne Colin et M. Em. Gilbert) ont persisté au second en présentant une nouvelle candidate, Mme Yolande Gauthier : cette ténacité a été payée de 20 suffrages.

AIN (3)

ÉLUS : Jacques Braconnier, RPR ; Paul Girod, UDF ; Jacques Pelletier, AD.

SORTANTS : Jacques Braconnier, RPR ; Paul Girod (RDE), UDF ; François Lesein (RDE), AD, c.g., m. de Sisonne, se représentait comme suppléant de Jacques Pelletier, AD ; François Lesein avait succédé à Jacques Pelletier, nommé au gouvernement le 12 mai 1988.

PREMIER TOUR

1. 1 746 ; V. 1 734 ; E. 1 695
UL : Paul Girod, UDF, s. p.c.g., m. de Droisy, 911. **RELU :** Jacques Braconnier, RPR, s. c.g., m. de Saint-Quentin, 752.

PS : Yves Daudigny, c.g., m. de Marie, 466 ; Jean-Marc Souvry, adj. m. de Soissons, 453 ; Joseph Braem, c.g., m. de Renneval, 424.

PC : Serge Vallée, m. de Courmelles, 151 ; Gérard Lalot, c.r., c.m. de Châteaufort-Thierry, 147 ; Claude Thoury, adj. m. de Saint-Quentin, 143.

Isolés : Jacques Pelletier, AD, min. c.g., m. de Villers-en-Prayères, 621 ; Charles Brazier, div. d., c.g., m. de Crècy-sur-Serre, 448 ; Alain Richet, UDF-diss., m. de Lessines, 219 ; Gilbert Devez, FN, c.m. de Ployard-et-Vaurseine, 69.

DEUXIÈME TOUR

V. 1 728 ; E. 1 634
Isolés : Jacques Pelletier, AD, 995. **RELU :** Jacques Braconnier, RPR, 871. **ÉLU :** Gilbert Devez, FN, 119 ; Jean-Marc Souvry, PS, 427 ; Yves Daudigny, PS, 411.

1980. - 1. 1 692.
 Premier tour : V. 1 886 ; E. 1 871. **UL :** Jacques Pelletier, UDF, 918. **ÉLU :** Paul Girod, UDF, a. 880. **RELU :** Jacques Braconnier, RPR, s. 850. **RELU :** Maurice Brugnot, 433 ; Raymond Sudet, 363 ; Guy Fourcand, 353. **PC :** Serge Monfourny, 318 ; Pierre Lormet, 315 ; Raymond Mahoudeux, 307. **Div. d. :** Gilbert Devez, CNI, s. 182 ; André Ravers, 174.

M. Jacques Pelletier retrouve un mandat qu'il détenait jusqu'à son entrée dans le gouvernement de M. Rocard en juin 1988. Mais il a dû attendre le deuxième tour et, clairement, bénéficier du soutien de la droite. Les socialistes en effet, qui avaient présenté trois candidats au premier tour, alors qu'il n'y avait que trois postes à

pourvoir, ont continué à en présenter deux au deuxième tour pour les deux restant en ballottage, et donc à rester en lice contre le ministre. Une partie de leur électorat ne les a pas suivis sur cette voie, puisque leurs candidats ont obtenu nettement moins de voix au deuxième tour qu'au premier, alors que le PC s'était désisté en leur faveur.

Les responsables du PS de l'Ain ont d'ailleurs hésité, entre les deux tours, à se maintenir contre le ministre de « leur » gouvernement. Ils ne se sont décidés à le faire que lorsqu'il est apparu qu'il n'y aurait en compétition alors qu'un seul candidat de droite plus M. Pelletier, et que donc celui-ci pourrait facilement retrouver une partie de son électorat traditionnel. L'alerte a toutefois été chaude puisque, au premier tour, M. Pelletier a perdu le tiers de ses électeurs de 1980.

La droite est donc la gagnante de ces élections. M. Paul Girod qui est à la fois le président du conseil général et le président de l'Association des maires, a été très facilement réélu, comme prévu, au premier tour. M. Jacques Braconnier, l'autre sénateur sortant, a dû, lui, attendre le deuxième tour, payant ainsi sa perte de la mairie de Saint-Quentin aux dernières municipales. Il n'a été sauvé que parce que M. Charles Brazier, l'ancien président du conseil général que M. Girod avait chassé de ce poste à l'automne, a accepté de se retirer au deuxième tour, malgré son résultat honorable au premier. Mais n'étant pas arrivé dans les trois premiers comme il l'espérait, M. Brazier a ainsi décidé de « ne pas faire courir le risque de voir élu un sénateur socialiste ». Les socialistes, quant à eux, doivent constater que les grands électeurs n'ont pas, forcément, apprécié le choix de leurs candidats puisque, au premier tour, ils ont donné plus de voix au deuxième de la liste, membre de l'Assemblée départementale, qu'au premier, qui n'est qu'adjoint au maire de Soissons.

Le scrutin à Laon a commencé dans la confusion puisque, faute de cadences et d'assesseurs, il n'a pu être ouvert qu'à 10 h 12 au lieu de 8 h 30 comme le prévoit le règlement ; le président du tribunal de grande instance, qui le préside, a été obligé de prolonger la durée du premier tour. Certains envisageaient la possibilité d'un recours.

ALLIER (2)

ÉLUS : Bernard Barraux, div. d. ; Jean Cluzel, UDF-CDS.

SORTANTS : Jean Cluzel (UC), UDF-CDS ; André Rabineau (UC), UDF (n.s.r.p.).

PREMIER TOUR

1. 1 029 ; V. 1 014 ; E. 1 006
UDF : Jean Cluzel, UDF-CDS, s. p.c.g., 427 ; Bernard Barraux, div. d., c.g., m. de Marcollat-Combraille, 345.

PS : René Charette, m. d'Avermes, 321 ; Daniel Southon, 265.

PC : Roger Giraud, adj. m. de Désertines, 220 ; Jean-Claude Maillet, c.r., c.m. de Moulins, 209.

FN : Jacques Mayadoux, 11 ; Charles Mac Clemlan, 6.

Isolés : Christian Corne, RPE-diss., adj. m. de Vichy, 136.

DEUXIÈME TOUR

V. 1 025 ; E. 1 008
 Jean Cluzel, UDF-CDS, 536 **RELU**
 Bernard Barraux, div. d., 520 **ÉLU**

René Charette, PS, 468 ; Roger Giraud, PC, 447 ; Jacques Mayadoux, FN, 3 ; Charles Mac Clemlan, FN, 2 ; Christian Corne, RPR-diss., 1.

1980. - 1. 976.
 Premier tour : V. 978 ; E. 974 ; Cent. : Jean Cluzel, UDF-CDS, s. 488 ; André Rabineau, s. 427. **PC :** André Guichon, 284 ; René Bardet, 283 ; PS : Louis Hugot, 198 ; Jacques Millet, 177 ; Isolés : Pierre Corniou, MRS, 70.

Deuxième tour : V. 974 ; E. 970. **MM :** Cluzel, 543. **RELU :** Barraux, 478. **Isolés :** Un. g. : Guichon, 448 ; Hugot, 422.

À l'issue du premier tour, le candidat de l'Union de la droite était arrivé en tête des cinq candidats avec 203 voix contre 175 à son rival socialiste. En tenant compte des suffrages qui s'étaient portés sur les trois autres candidats, notamment les 60 recueillies par le communiste, la gauche bénéficiait d'un avantage de 14 voix sur la droite. Le décompte des voix du second tour fait apparaître, outre le report total des suffrages communistes sur le candidat socialiste, le déchet non négligeable des voix de droite.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (1)

ÉLU : Fernand Tardy, PS.

SORTANT : Fernand Tardy, PS.

PREMIER TOUR

1. 467 ; V. 465 ; E. 456
RPR : Henri Savornin, c.g., m. de Montclar, 203.

PS : Fernand Tardy, s. c.g., m. de Thonart, 175.

PC : Paul Roucaud, m. de Montfort, 60.

Div. d. : Robert Delaune, c.m. de Pierrevet, 11.

FN : Frédéric Burlet, adj. m. de Manosque, 7.

DEUXIÈME TOUR

V. 467 ; E. 462
 Fernand Tardy, PS, 247 **RELU**
 Henri Savornin, RPR, 215.

HAUTES-ALPES (1)

ÉLU : Marcel Lesbros, UDF.

SORTANT : Emile Didier (RDE), MGR, c.g., n.s.r.p.

PREMIER TOUR

1. 375 ; V. 371 ; E. 357
UDF : Marcel Lesbros, p.c.g., c.r., m. de La Saulce, 214. **ÉLU**
PS : Robert de Caumont, c.r., m. de Briançon, 122.

PC : Jean Guigli, c.m. de Gap, 21.

1980. - 1. 338.
 Premier tour : V. 338 ; E. 308. **Emile Didier,** MGR, s. 203. **RELU :** Georges Kouyoumdjian, PS, 70 ; Claude Wurstein, PC, 36.

ALPES-MARITIMES (4)

ÉLUS : Honoré Baillet, RPR ; José Balarelli, UDF-PR ; Charles Giney, RPR ; Pierre Laffitte, UDF-rad.

SORTANTS : José Balarelli (RI), UDF-PR, en remplacement de Victor Robini (GD), UDF-rad., décédé le 25 décembre 1984 ; Charles Giney, RPR, élu à l'occasion d'une élection partielle organisée le 11 septembre 1988 à la suite de l'élection à l'Assemblée nationale, le 12 juin 1988, de Pierre Meril (GD), UDF-rad. ; Pierre Laffitte (RDE), UDF-rad., en remplacement de Francis Palmero (UC), UDF, décédé le 13 mai 1985 ; Joseph Raybaud (RDE), div. d., c.g., m. de Levens, se représente comme suppléant d'Honoré Baillet, RPR.

PREMIER TOUR

1. 1 616 ; V. 1 611 ; E. 1 580
UL : Charles Giney, RPR, s. c.g., m. de Péone, 1 042. **RELU :** José Balarelli, UDF-PR, s. c.g., m. de Tende, 1 015. **RELU :** Honoré Baillet, RPR, adj. m. de Nice, 730 ; Pierre Meril, UDF-rad., d. m. d'Antibes, 679.

Isolés : Pierre Laffitte, UDF-rad., s. c. m. de Saint-Paul-de-Vence, 559 ; André-Charles Blanc, RPR, diss., m. de Théoule-sur-Mer, 242 ; Raoul Bosio, UDF-rad-diss., c.g., 136 ; Dominique Bégard, div. d., m. de Spéracède, 38 ; Henri-

Cette fois encore, M. Jean Cluzel (CDS), sénateur sortant, est parvenu à sauver une situation difficile. Il obtient une confortable élection au second tour. Son succès est conforté par l'élection de son collègue Bernard Barraux (DVD), qui a également su profiter des mauvais reports de voix à gauche.

A l'issue du premier tour, la gauche devançant logiquement la droite, et l'équipe Cluzel-Barraux, investie par l'Union de l'opposition, avait souffert de la candidature dissidente de M. Christian Corne (RPR), dont les 136 voix traduisent le mécontentement de la droite bourgeoise à la suite de la désignation des candidats.

Contrairement aux précédents scrutins, les socialistes devançant les communistes, qui, pour leur part, obtenaient un score conforme à l'effritement de leurs positions. M. René Charette (PS), avec 321 voix, se posait en plus sérieux rival de l'opposition. Mais, si l'union entre communistes et socialistes s'effectuait officiellement sans difficulté, il n'allait pas en être de même dans les faits. MM. Charette et Giraud (PC) obtenaient un gain de voix bien loin du total théorique du premier tour. La perte se révélait même particulièrement nette pour M. Charette, qui gagnait seulement 147 voix entre les deux tours. La dynamique, à une fois de plus, fait défaut à la gauche, alors que MM. Cluzel et Barraux, auxquels M. Corne avait apporté son soutien officiel, ont fait le plein des voix de droite et même au-delà.

1980. - 1. 428.
 Premier tour : V. 424 ; E. 422. **Fernand Tardy,** PS, 179 ; Roger Vial, div. g. 177 ; Lucien Fournier, PC, 88. **Deuxième tour :** V. 426 ; E. 411. **MM :** Tardy, 223. **ÉLU :** Vial, 188.

À l'issue du premier tour, le candidat de l'Union de la droite était arrivé en tête des cinq candidats avec 203 voix contre 175 à son rival socialiste. En tenant compte des suffrages qui s'étaient portés sur les trois autres candidats, notamment les 60 recueillies par le communiste, la gauche bénéficiait d'un avantage de 14 voix sur la droite. Le décompte des voix du second tour fait apparaître, outre le report total des suffrages communistes sur le candidat socialiste, le déchet non négligeable des voix de droite.

Un seul tour a suffi pour que soit élu, comme prévu, M. Marcel Lesbros, qui brigait ce mandat de longue date et qui doit son succès, en grande partie, à sa fonction à la tête de l'Association départementale des maires qu'il a fondée.

C'est la candidature de Robert de Caumont (PS) conseiller régional et maire de Briançon, qui a contraint M. Emile Didier (MGR), sénateur sortant, à ne pas se représenter. Ce dernier, ancien maire de Tarbes, ancien député et ancien président du conseil général, ne possédait plus que le mandat de conseiller général du petit canton de Barillonnette.

Philippe Goby, div. d., c. m. de Grasse, 11.

PS : Pierre Joselet, c. m. de Nice, 161 ; Joël Blumenkranz, adj. m. de Ca d'Ail, 148 ; Jacqueline Delahaye, adj. m. de La Trinité, 138 ; Yvon Grinda, 123.

FN : Max Baeza, c.r., c.m. de Nice, 146.

PC : Roger Carls, c. g., m. de Contes, 118 ; Louis Fiori, c. m. de Nice, 117 ; Marius Papi, m. de Gattières, 117 ; Claude Mayaffre, c. m. de Grasse, 107.

DEUXIÈME TOUR

V. 1 594 ; E. 1 560
 Pierre Laffitte, UDF-rad., 793... **RELU**
 Honoré Baillet, RPR, 640... **ÉLU**
 Max Baeza, FN, 119 ; Pierre Joselet, PS, 116 ; Louis Fiori, PC, 103 ; Roger Carls, PC, 99 ; Joël Blumenkranz, 97.

1980. - 1. 1 286.
 Premier tour : V. 1 283 ; E. 1 269. **Isolés :** Pierre Meril, div. d., 516 ; Joseph Raybaud, div. d., s. 473 ; Francis Palmero, div. d., s. 448 ; Raoul Bosio, div. d., 380 ; Victor Robini, div. d., s. 311 ; Pierre Gironi, RPR, 282 ; Jean-Jacques Robert, div. d., 289 ; Pierre Bachelet, div. d., 207 ; Régis Cappelletti, div. d., 204. **Isolés :** Auguste, div. d., 173 ; Paul Chornick, PS, 164 ; Roger Beldady, PS, 151 ; Séraphin Pinto, PS, 122 ; Michèle Martigne, PS, 115 ; Jean Hancy, MRS, 73 ; Pierre

Merembelle, s. 610. **PC :** Louis Fiori, 207 ; Albert Maccary, 178 ; Monette Rocca, 175 ; Romain Maurer, 175. **RUC :** Monique Lefort, 5 ; René Zucchini, 4 ; Pierre Tardet, 4.

Deuxième tour : V. 1 290 ; E. 1 246. **MM :** Palmero, 548. **RELU :** Raybaud, 511. **RELU :** Meril, 506. **ÉLU :** Robini, 495. **RELU :** Bosio, 441 ; Guichon, 322 ; Fort, 290 ; Maccary, 267 ; Chomicki, 190 ; Beldady, 188 ; M. Lefort, 3 ; Tardet, 3 ; Zucchini, 2 ; Robert, 2 ; Hancy, 1.

Election partielle du 11 septembre 1988. - 1. 1 578.

Premier tour : V. 1 530 ; E. 1 508. **MM :** Charles Giney, div. d., 1 181. **ÉLU :** Louis Fiori, PC, 168 ; Pierre Joselet, sout. PS, 137 ; Henri-Philippe Goby, div. d., 24.

La réélection, au second tour, de M. Pierre Laffitte (UDF-rad.) a privé du grand chelem la liste officielle de l'opposition UDF-RPR,

soutenue par M. Jacques Médecin, maire (RPR) de Nice. M. Laffitte, créateur de la technopole Sophia-Antipolis, avait été écarté de cette liste afin de permettre à M. Pierre Meril, député (UDF-rad.), de revenir au Sénat. Le maire d'Antibes, qui avait abandonné son siège de sénateur en juin 1988, au lendemain de son élection à l'Assemblée nationale, a finalement échoué en arrivant en troisième position au deuxième tour. Il est devancé par M. Honoré Baillet (RPR), premier adjoint au maire de Nice, qui emboîte ainsi le pas à MM. Charles Giney (RPR) et José Balarelli (UDF-PR), facilement réélus dès le premier tour. M. Baillet a pris comme suppléant M. Jacques Raybaud (div. d.), sénateur sortant élu depuis trente-quatre ans, ainsi contraint de ne pas se représenter.

ARDÈCHE (2)

ÉLUS : Bernard Hugo, RPR ; Henri Torre, UDF-PR.

SORTANTS : Bernard Hugo, RPR ; Henri Torre (RI), UDF-PR.

PREMIER TOUR

1. 929 ; V. 925 ; E. 917
Isolés : Henri Torre, UDF-PR, s. c.g., 522. **RELU :** Bernard Hugo, RPR, s. c.g., m. d'Aubenas, 396.

PS : Michel Teston, c.g., c.m. d'Antraigues-sur-Volane, 264 ; Henri Bouvier, m. de Beauchastel, 227.

Isolés : Amédée Imbert, UDF-CDS, c.r., m. de Privas, 224 ; Serge Plana, PC, c.r., c.m. d'Annonay, 64 ; Alain Risson, PC, m. de Gluiras, 61.

DEUXIÈME TOUR

V. 927 ; E. 879
 Bernard Hugo, RPR, 526 **RELU**
 Michel Teston, PS, 353.
 1980. - 1. 831.
 Premier tour : V. 827 ; E. 811.

ARDENNES (2)

ÉLUS : Maurice Blin, UDF-CDS ; Jacques Sourdille, RPR.

SORTANTS : Maurice Blin (UC), UDF-CDS ; Christian Masson, RPR, en remplacement de René Tinant (UC), UDF-CDS, décédé le 6 mars 1984 (n.s.r.p.).

PREMIER TOUR

1. 998 ; V. 993 ; E. 989
UN.D. : Maurice Blin, UDF-CDS, s. c.r., 576. **RELU :** Jacques Sourdille, RPR, p.c.g., 592. **ÉLU :** PS : Abel Noreck, m. de Signy-le-Petit, 250 ; Lucien Bauchart, c.g., adj. m. de Charleville-Mézières, 249.

PC : Maurice Nimitte, adj. m. de Charleville-Mézières, 74 ; Claude Soutet, c.m. de Sedan, 73.

Isolés : Michel Daval, UDF-PR, m. de Gornelle, 139 ; Michel Diereux, FN, c.r., c.m. de Charleville-Mézières, 23 ; Pierre Vassal, CNI, 11.

1980. - 1. 965.
 Premier tour : V. 984 ; E. 950. **UDF :** Maurice Blin, UDF-CDS, s. 527. **RELU :** René Tinant, UDF-CDS, s. 503. **RELU :** PS : Jean Delaunay, 308 ; Abel Noreck, 307. **PC :** Roger Villamaux, 124 ; Jean-Pierre Lambert, 118.

M. Maurice Blin (CDS), rapporteur général du budget au Sénat, a été réélu confortablement dès le premier tour de scrutin et entame son troisième mandat au palais du Luxembourg. Son collègue, M. Jacques Sourdille, président (RPR) du conseil général, est

également élu au premier tour et succédera à M. Christian Masson (RPR), qui n'avait pas souhaité se représenter. Cependant, M. Sourdille totalise 74 voix de moins que M. Blin. Une différence de score que M. Sourdille met volontiers sur le compte de ses fonctions de président de l'Assemblée départementale dont « les arbitrages nécessaires engendrent inévitablement quelques déceptions et frustrations ».

M. Sourdille a, en tout cas, été nettement plus pénalisé que M. Blin par la division de la droite engendrée par la candidature de M. Michel Daval. Ce membre du Parti républicain, qui n'a pas utilisé dans sa campagne l'investiture de sa formation, préférant revendiquer son mandat de président de l'Association des maires du département, a capté une partie de l'électorat modéré ; mais très insuffisamment - il a recueilli 139 voix - pour prétendre mettre en danger le succès de MM. Blin et Sourdille.

Plus inattendu : la candidature de M. Daval a également grignoté quelques voix à gauche, en particulier chez les grands électeurs de la « majorité présidentielle », empêchant le Parti socialiste de faire le plein de son électorat. Rappelons que, si les deux sièges de sénateurs restent acquis à la droite, les élections législatives de 1988 avaient envoyé trois députés au Palais-Bourbon.

Lire la suite page 10

Abréviations

L : inscrits.
V : votants.
E : suffrages exprimés.
AD : Association des démocrates.
CNI : Centre national des indépendants.
div. d. : divers droite.
div. g. : divers gauche.
dis. : dissident (quand le candidat n'a pas reçu l'investiture de son parti).
FN : Front national.
GD : Gauche démocratique (devient RDE).
Ma. p. : Majorité présidentielle.
MGR : Mouvement des radicaux de gauche.
n.s. : non

LES RÉSULTATS

ARIÈGE (1)

ÉLU : Germain Authié, PS.
SORTANTS : Germain Authié, PS.

PREMIER TOUR

1. 597 : V. 587 : E. 574
PS : Germain Authié, s. c. g. m.
de Saint, 435. **REÉLU**

PC : Roger Déjean, m. de
Laroque-d'Olmes, 69.

RPR : Jacques Llorca, c. r. c. m.
de Saint-Giron, 59.

UDF-CDS : Dominique Finck,
c. m. de Foix, 11.

1980. - L. 584.
Premier tour : V. 580 ; E. 571.

AUBE (2)

ÉLUS : Philippe Adnot, div. d. ;
Bernard Laurent, UDF-CDS.

SORTANTS : Bernard Laurent
(UC), UDF-CDS, en remplace-

ment de Pierre Labonde (RI),
UDF-PR, décédé le 22 novembre

1981 ; Henri Portier, RPR, en rem-

placement de Robert Galley, RPR,
entré au gouvernement le 1^{er} octo-

bre 1980.

PREMIER TOUR

1. 956 : V. 953 : E. 935
Isolés : Bernard Laurent, UDF-

CDS, s. p. g. c. m. de Marigny-le-
Châtel, 337 ; Paul Granet, UDF-

rad., c. r. c. g. de Romilly-sur-Seine,
207 ; Philippe Adnot, div. d., c. g.

de Méry-sur-Seine, 202 ; Jacques
Delhalle, RPR, c. r. c. g. adj. m. de

Troyes, 193 ; Jean-Pierre Chérain,
PS, c. r. c. m. de Troyes, 189 ; Jac-

ques Rigaud, RPR-diss., c. g. m. de
Rosières, 178 ; Henri Portier, RPR-

diss., s. 143 ; Jean-Michel Che-
vrière, PS, c. g. m. de Villenaux-

la-Grande, 138 ; Georges Royer,
PR, c. g. m. de Saint-André-

les-Vergers, 71 ; Marcel Vezien,
div. d., m. de Celles-sur-Orce, 53 ;

Pierre Rabon, PC, c. g. m. de
Brienne-le-Château, 51 ; Jean Lefo-

vre, PC, c. m. de Troyes, 38 ; Pierre
Lorin, FN, c. m. de Bligny, 8.

DEUXIÈME TOUR

V. 951 : E. 929
Bernard Laurent, UDF-CDS,
441. **REÉLU**

Philippe Adnot, div. d., 293
ÉLU

Paul Granet, UDF-rad., 271 ;

Jean-Pierre Chérain, PS, 222 ; Jac-

ques Delhalle, RPR, 203 ; Jacques
Rigaud, RPR-diss., 142 ; Henri

Portier, RPR, 80.
1980. - L. 850.

Premier tour : V. 847 ; E. 839.
Un. d. : Pierre Labonde, UDF-PR, s.

622. **REÉLU** ; Robert Galley, RPR, 588.
ÉLU. PS : Michel Carleat, 133 ; Paul

Guyon, 124. Isolés : Pierre Vimez,
div. d., 54. PC : Pierre Rahon, 50 ; Syl-

viane Conchon, 48.

L'opposition, très fortement
implantée dans le département,

conservait ses deux sièges, mais le
RPR, au sein duquel la désunion a

été totale, perd celui de M. Henri
Portier, qui avait accédé au Sénat

en 1980 comme suppléant de
M. Robert Galley.

Officiellement, le RPR présen-

tait M. Jacques Delhalle, conseiller
régional, adjoint au maire de

Troyes, mais les appels de
M. Robert Galley n'ont pas été

suivis par l'électorat gaulliste.
L'incapacité des partis de l'opposition

s'est entendue, ce dont témoigne
le nombre élevé des candidats qui

se sont maintenus au second tour, a
profité à M. Philippe Adnot, qui ne

beneficiait du soutien d'aucune
formation. Il a été élu malgré son

jeune âge : quarante-quatre ans.
M. Paul Granet, ancien secrétaire

d'état, ancien député UDF, qui
tenait son retour au niveau par-

lementaire, a échoué de vingt-deux
voix, après une campagne très

active.

AUDE (2)

ÉLUS : Raymond Courrière,
PS ; Roland Courteau, PS.

SORTANTS : Raymond Cour-
rière, PS, élu le 28 septembre 1986

à l'occasion d'une élection partielle
organisée à la suite de la démission,

le 16 juillet 1986, de Pierre Bastié,
PS ; Pierre Bastié avait succédé à

M. Courrière, entré au gouverne-
ment le 22 mai 1981 ; Roland

Courteau, PS.

PREMIER TOUR

1. 1 977 : V. 977 : E. 959
PS : Raymond Courrière, s. p. g. c. m.

de Cuxac-Cabardès, 592. **REÉLU**
Roland Courteau, s. c. g. s. 584

REÉLU
Un. d. : Louis-Bernard David-
vici, UDF-CDS, c. r. c. m. de Port-la-

Nouvelle, 227 ; Raymond Chesa,
RPR, c. g. m. de Carcassonne, 269.

PC : Alain Marcellin, c. r. c. g.
99 ; Gérard Chappert, c. m. de

Canet, 97.

1980. - L. 898.
Premier tour : V. 896 ; E. 861.

PS : Raymond Courrière, s. 605.
REÉLU ; Roland Courteau, 605. **ÉLU**.

UDF : Paul Mullet, 137 ; Gérard Vidal,
131. PC : Jacques Mourut, 121 ; André

Illec, 118.
Election partielle du 28 septembre

1986. - L. 961.
Premier tour : V. 957 ; E. 949.

MM. Raymond Courrière, PS, 583. **ÉLU** ;
Jean-Pierre Cassabail, RPR, 259 ; André

Illec, PC, 107.

Bien que les dernières élections
municipales aient affaibli ses posi-

tions dans le département, le PS est
le grand vainqueur de ces sénato-

riales, puisque ses deux candidats
sortants sont réélus au premier tour

avec plus de voix qu'en 1980. C'est
un coup dur pour la droite, qui

espérait au moins mettre en ballot-
tage M. Roland Courteau ; elle

n'arrive même pas aux trois cents
voix qu'elle s'était données comme

objectif minimum. Ces résultats
démontrent que les notables socia-

listes gardent tout leur poids dans
le département. Nombre d'élus

sans étiquette ont préféré voter
pour la stabilité.

AVEYRON (2)

ÉLUS : Jean Puech, UDF-PR ;
Bernard Seillier, UDF-PR.

SORTANTS : Louis Lazuech
(RI), UDF-PR, c. g. en remplace-

ment d'Albert Sirgue (RI), UDF-
PR, décédé le 18 novembre 1980

(n.s.r.p.) ; Jean Puech (RI),
UDFMPR.

PREMIER TOUR

1. 881 : V. 879 : E. 866.
Un. d. : Jean Puech, UDF-PR, s.

p. g. c. g. 497. **REÉLU**
Bernard Seillier, app. UDF-
PR, 418.

PS : Denys Jaudon, c. g. m. de
Braguier, 268 ; Jean-Louis Cou-

lon, c. g. 176.
Isolé : Albert Aliès, UDF-PR

diss., c. r. c. g. m. de Belmont-sur-
Rance, 248.

PC : René Baulès, adj. m. de
Capdenac-Gare, 25 ; Claude

Marre, 25.

DEUXIÈME TOUR

V. 880 : E. 851
Bernard Seillier, app. UDF-PR,
502. **ÉLU**

Denys Jaudon, PS, 320 ; Albert
Aliès, UDF-PR diss., 29.

1980. - L. 844.
Premier tour : V. 842 ; E. 827. Un.

d. : Jean Puech, UDF-PR, 431. **ÉLU** ;
Albert Sirgue, UDF-PR, s. 339. Isolés :

André Laur, UDF, 181 ; Pierre Lacombe,
div. g. 135 ; Henri Peris, div. d. 63.

PS : Jean-Louis Coulon, 185 ; Pierre

Poujoly, 129 ; Raymond Christophe,
65 ; Jean-Marie Bon, 54.

Deuxième tour : V. 840 ; E. 803.
MM. Sirgue, 365. **REÉLU** ; Laur, 184 ;

Coulon, 162 ; Lacombe, 101 ; Peris, 1.

Le président du conseil général,
M. Jean Puech (PR), est élu assez

confortablement, dès le premier
tour, avec 57,2 % des voix ; il

entraîne dans son sillage son col-
ligiste, ancien élève de l'ENA, M.

Bernard Seillier, qui avait le
handicap de ne posséder aucun

mandat d'élus. Celui-ci a été com-
pensé par le comportement légiti-

miste des grands électeurs aveyro-
nais, le poids du président du

conseil général après la décentrali-
sation et la volonté des grands élec-

teurs de droite de jouer la carte de
l'union.

L'abbé Aliès (PR isolé), généra-
lement crédité de davantage de

voix, n'a pas profité de cette divi-
sion à l'intérieur de la droite ni de

certaines manœuvres de mécontente-
ment devant une trop forte

concentration de pouvoir entre les
mains de M. Puech. L'abbé Aliès

s'est retiré, sans consigne de vote
après le premier tour, tandis que

son suppléant, M. Joseph Mones-
tier, appelait à voter pour M. Sei-

BOUCHES-DU-RHÔNE (7 RP)

ÉLUS : Jean-Pierre Camoin,
RPR ; Jean-Claude Gaudin, UDF-

PR ; Louis Minetti, PC ; Louis Phi-
lipbert, PS ; Jacques Roccaserra, PS

diss., André Vallet, PS diss. ;
Robert Vigouroux, PS diss.

SORTANTS : Charles Bonifay,
PS ; Félix Ciccolini, PS, n.s.r.p. ;

Jean Francou (UC), UDF-CDS,
c. r. n.s.r.p. ; Bastien Leccia, PS, en

remplacement d'Antoine
Andrieux, PS, décédé le 10 mai

1983, n.s.r.p. ; Pierre Matrja, PS,
m. de Sausset-les-Pins, n.s.r.p. ;

Louis Minetti, PC ; M^{me} Irma
Rappuzi, PS, n.s.r.p.

1. 2 834 : V. 2 823 : E. 2 779
Div. g. : 1 038, 3 élus.

Robert Vigouroux, m. de Mar-
seille. **ÉLU**

André Vallet, PS diss., c. g. m.
de Salon-de-Provence. **ÉLU**

Jacques Roccaserra, adj. m. de
Marseille. **ÉLU**

André Samat, PS diss., c. r. c. g.
m. de Peynier ; Roland Amselem,

adj. m. de Marseille ; Robert
Patras, c. m. de Châteaurenard ;

Edmonde Charles-Roux-Defferre,
PS diss.

Un. d. : 735, 2 élus.
Jean-Claude Gaudin, UDF-PR,

d. p. c. r. c. m. de Marseille. **ÉLU**
Jean-Pierre Camoin, RPR, c. r.

m. d'Arles. **ÉLU**
Jean-Pierre Lafont, UDF-PR,

m. de La Ciotat ; Raoul Bonjean,
UDF-PR, c. r. m. de Graveson ;

Robert Villani, RPR, c. g. m. de
Marseille ; André Chélini, UDF-

CDS, m. d'Éguilles ; Pierre Penne,
UDF-PR, m. de Carry-le-Rouet.

PS : 511, 1 élu.
Louis Philibert, p. c. g. m. du

Puy-Sainte-Réparate. **ÉLU**
Jacques Siffre, m. d'istres ;

Jean-François Picheral, c. g. m.
d'Aix-en-Provence ; Charles Boni-

foy, s. 143. Jean-Noël Guérini, c. g.
Sausset-Mauriel, m. de Gréasque ;

Michel Dary, MRG, c. r.

PS : 396, 1 élu.
Louis Minetti, s. **REÉLU**

Vincent Porrelli ; Geneviève
Donadini, m. de La Penne-sur-

Huveaune ; Marcel Ginoux, m. de
Noves ; Francis Pélissier, c. g. m.

de La Bouilladisse ; Georges
Rosso, m. du Rove ; Lucienne Mar-

tin, m. d'Auriol.
FN : 99, Jean Roussel, c. g. ; Jac-

ques Dupont, c. r. c. g. ; Jacqueline
Panzani ; Joseph Gonzales, c. m.

d'Alaich ; Patrick Bassot, c. m. de
Châteaurenard.

1980. - L. 2 272 : V. 2 270 : E. 2 268.

PS : 1 357, 5 sièges (Irma Rappuzi,
s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Antoine Andrieux, s. ; Félix Ciccolini,

s. ; Charles Bonifay ; Pierre Matrja ;
PC, 502, 1 siège (Louis Minetti, s. ; un.

s. 352, 1 siège (Jean Francou, UDF-
CDS, s. ; div. d. 7.

M. Vigouroux, qui avait refusé
un accord avec le PS, a réussi le

parti de faire élire, outre lui-même,
deux autres sénateurs : l'un de ses

adjoints à la mairie de Marseille,
M. Roccaserra, et le maire de

Salon-de-Provence, M. Vallet. Se
rangeant dans la majorité présiden-

tielle, le maire de Marseille inflige
une sévère défaite à la fédération

socialiste des Bouches-du-Rhône,
qui espérait obtenir un second siège

grâce à la candidature, en tête de
liste, de M. Philibert, président du

conseil général depuis vingt-deux
ans.

M. Vigouroux disposait, au
départ, d'une large base à Mar-

seille. Ses partisans occupent, en
effet, 80 des 101 sièges du conseil

municipal, ce qui lui assurait les
voix de quelque huit cents délé-

gués, et par conséquent, 2 sièges.
En obtenant un troisième supposé

de trouver 200 voix environ hors
de Marseille. Des maires amis,

comme celui de Berre-l'Étang, ou
bien sûr, celui d'Aix-en-Provence,

lui ont apporté une partie, mais
d'autres grands électeurs ont

exprimé leur confiance envers le
maire de Marseille, ou leur

défaillance envers la direction fédé-
rale.

M. Marcel Debarge, membre du
secrétariat national du PS, chargé

des élections, a souligné, dès
dimanche soir, la nécessité de

« tout remettre à plat chez les
socialistes des Bouches-du-

DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

DEUXIÈME TOUR

V. 866; E. 790
Serge Vinçon, RPR, 558. **ÉLU**
Alain Rafesthain, PS, 232.
1980. - L. 810.
Premier tour : V. 808; E. 794.
Isolé : Jacques Genton, CNI, s. 456.
RÉLU : Charles Durand, CNI, s. 218;
Madeleine Biblau, PC, 178; Maurice
Camuzat, PC, 171; Michel Renoux, div.
d., 159; Antoine de Vogüé, div. d.,
128; PS : André Cornon, 141; Albert
Martineau, 124.
Deuxième tour : V. 808; E. 731.
Durand, 438. RÉLU : Biblau, 295.

Si la réélection du sénateur sortant et maire de Sancerre, M. Jacques Genton, au premier tour, avec 56,30 % des suffrages, n'a pas constitué de véritable surprise, en revanche le score du maire RPR de Saint-Amand-Montrond, M. Serge Vinçon, a déjoué tous les pronostics. On attendait derrière le sénateur sortant une compétition serrée, notamment entre M. Vinçon, nouveau sénateur de quarante ans, et M. René Dubreuil, maire (RPR) du Châtelet. Avec 47,28 % des voix, le maire de Saint-Amand-

Montrond a laissé loin derrière lui ses plus sérieux adversaires, enlevant toute incertitude pour le second tour. M. Dubreuil n'a obtenu que 11,32 % des suffrages, tandis que M. Vinçon a frôlé son élection dès le premier tour à 24 voix près.

Avec cette élection, le RPR impose un rééquilibrage des forces départementales. L'UDF, qui n'avait pas donné d'investiture locale, doit se contenter d'une place de suppléant avec M. Michel Gilbert (suppléant de M. Vinçon) tandis que M. Henry Doucet, UDF sans soutien départemental, ne réalise que 2,08 % des suffrages.

Le PS, de son côté, arrivé en tête de la gauche au premier tour avec le maire de Fussy, M. Alain Rafesthain, n'a pas bénéficié du report des voix communistes au second tour. Les 76 bulletins nuls du second tour (3 au premier tour) expliquent en grande partie ce score. Un « coup » mal digéré par un PS qui n'hésitait pas, après le vote de dimanche, à évoquer « les leçons à tirer » de ce non-respect des engagements pris et parlait pour l'avenir « de nécessaires conséquences ».

CORRÈZE (2)

ÉLU : Henri Belcour, RPR.
Georges Mouly, UDF.
SORTANTS : Henri Belcour, RPR; Georges Mouly (RDE), UDF.

PREMIER TOUR
L. 750; V. 749; E. 743
Un. d. : Georges Mouly, UDF, s. c.g., 468. **RÉLU**
Henri Belcour, RPR, s. c.g., m. d'Ussel, 435. **RÉLU**
PS : Yves Terrieux, c.r., m. de Serilhac, 187; Jean-Michel Reiller, m. d'Arzac-Pompadour, 156.
PC : Jacques Chaminade, c.r., c.g., m. de Brive, 111; Bernard Jambert, c.g., adj. m. de Tulle, 110.
FN : Gilles du Verdier, 7; Marie-Madeleine Bonneau, 7.
1980. - L. 685.
Premier tour : V. 683; E. 680. Un. d. : Georges Mouly, div. d., 385. **ÉLU** : Henri Belcour, RPR, 300. PS : Marcel

Champaix, s. 159; Charles Clair, 144.
PC : Roger Lajoinie, 134; Armand Bouchet, 123. Isolés : Jean Decais, div. d., 64; Raymond Vigne, MRG, 58.
Deuxième tour : V. 682; E. 666.
Belcour, 377. **ÉLU** : Champaix, 183; Lajoinie, 104; Clair, 2.

M. Jacques Chirac, député de la Corrèze, venu voter à Tulle, s'est félicité de la réélection des deux sénateurs sortants. « C'est un résultat spectaculaire et mérité », a souligné le maire de Paris.

Si les déclarations plutôt favorables à M. Mitterrand faites durant l'été par le maire et député RPR de Brive, M. Jean Charbonnel, n'ont pas eu d'effet sensible, on interprète localement comme la marque d'un certain mécontentement le fait que M. Belcour, maire RPR d'Ussel, soit distancé de 33 voix par son collègue UDF.

CORSE-DU-SUD (1)

ÉLU : Charles Ornano, div. d.
SORTANTS : Charles Ornano (n.l.), div. d.

PREMIER TOUR
L. 338; V. 334; E. 330
Div. d. : Charles Ornano, sout. UDF, s. m. d'Aiaccio, 186. **RÉLU**
Div. d. : Philippe Coccaldi, c.r., 59.
Div. g. : Thomas Coggia, m. de Coggia, 46.
PC : Paul Borelli, c.g., 27.
Rég. : François Casasopra, 12.
1980. - L. 351.
Premier tour : V. 350; E. 344.
Charles Ornano, div. d., 233. **ÉLU** : Nicolas Altano, MRG, 85; Paul Galmi, PC, 28; Jean-Louis Lucchi, PS, 18.

La réélection, dès le premier tour, de M. Charles Ornano (div. d., bonapartiste) est moins une sur-

prise que la « défaite » de son concurrent de droite, M. Philippe Coccaldi, qui avait l'espoir de mettre le maire d'Aiaccio en ballottage. Le mauvais score de M. Coccaldi est un revers sévère pour l'autre droite, qui avait pourtant réussi à perturber les dernières élections cantonales. Cette fois, M. Ornano a bénéficié du soutien total du président de la région, le député RPR, Jean-Paul de Rocca Serra, et du président du conseil général, le député UDF José Rossi.

A gauche, si M. Paul Borelli (PC) retrouve les voix de ses amis politiques, il n'en va pas de même pour le candidat divers gauche, M. Thomas Coggia, dont certains électeurs semblent avoir choisi de participer au duel de droite en soutenant M. Charles Ornano. Les nationalistes, comme en Haute-Corse, trouvent, pour leur première participation à l'élection sénatoriale, la totalité des voix qu'ils espéraient.

HAUTE-CORSE (1)

ÉLU : François Giacobbi, MRG.
SORTANTS : François Giacobbi (RDE), MRG.

PREMIER TOUR
L. 504; V. 504; E. 500
MRG : François Giacobbi, s. p.c.g., 293. **RÉLU**
RPR : Jean-Charles Colonna, c.g., m. de Corte, 166.
PC : Ange Rovère, adj. m. de Bastia, 29.
Rég. : Maurizio Acquaviva, 12.
1980. - L. 514.
Premier tour : V. 513; E. 509.
François Giacobbi, MRG, s. 286. **RÉLU** : Jean-Charles Colonna, RPR, 150; Pierre Giudicelli, PS, 73.

C'est la quatrième victoire consécutive acquise dès le premier tour par M. François Giacobbi, sortant MRG, suppléant par M. Jean Motroni, PS. Ce succès est significatif d'un accord politique entre les deux forces unies de gauche, qui, dans le passé, n'ont pas toujours partagé leurs stratégies électorales. L'alliance MRG-PS a permis de rassembler large. Le seul candidat de droite, M. Jean-Charles Colonna, n'obtient que 166 voix, soit une cinquantaine de moins que ce qu'il espérait. Les autres candidats obtiennent, à quelques unités près, les voix correspondant à leurs espérances.

COTE-D'OR (3)

ÉLU : Bernard Barbier, UDF-PR; Maurice Lombard, RPR; Henri Revol, UDF-PR.

SORTANTS : Bernard Barbier (R), UDF-PR; Maurice Lombard, RPR; Michel Sordel (RI), UDF-PR, s.r.p.

PREMIER TOUR
L. 1473; V. 1461; E. 1446
Un. d. : Maurice Lombard, RPR, s. c.g., m. de Dijon, 766. **RÉLU**
Bernard Barbier, UDF-PR, s. c.g., m. de Nuits-Saint-Georges, 763. **RÉLU**
Henry Julien, RPR, c.r., c.g., m. de Minot, 615.

Isolé : Henri Revol, UDF-PR, c.r., c.g., m. de Messigny-et-Vantoux, 463.

PS : Marcel Folléa, m. de Grancey-le Château-Neuve, 275; Marie-Thérèse Mutin, c.r., m. de Cossey-sur-Tille, 270; René Giroux, adj. m. de Chenôve, 255.

MRG-div.g. : Pierre Rebourg, MRG, c.r., c.g., m. de Venarey-les-Laumes, 197; Pierre Gobbo, div.g., c.g., m. de Lacs, 162.
FN : Pierre Jaboulet-Vercherre, c.r., c.m., de Beaune, 89; Pierre Frelet, m. de Blaisy-Bas, 51; Jacques Bergeret, m. de Pommard, 47.

PC : Alain Bardot, m. de Magny-Saint-Médard, 42; Marcel Yanelli, c.r., c.m. de Dijon, 39; Walter Soster, adj. m. de Montbard, 38.

DEUXIÈME TOUR

V. 1468; E. 1396
Isolé : Henri Revol, UDF-PR, 566. **RÉLU**
Henry Julien, RPR, 563; Marie-Thérèse Mutin, PS, 253; Pierre Jaboulet-Vercherre, FN, 27; Alain Bardot, PC, 1.

1980. - L. 1380.
Premier tour : V. 1375; E. 1364.
Un. d. : Michel Sordel, UDF, s. 688; Bernard Barbier, UDF, s. 618; Maurice Lombard, RPR, 554; div. d. : Jacques Mercusot, 360; François Michelin, 192; Hubert Rouget, 192; PS : Pierre Palau, 358; Roger Remond, 356; René Gross, 264; MRG : Pierre Rebourg, 118; Jean Hugon, 112; Jean Larsson, 85; PC : Jean Vianelli, 88; René Moreau, 66; Lucien Gérard, 64.
Deuxième tour : V. 1377; E. 1280. **RÉLU** : Barbier, 785. **RÉLU** : Lombard, 768. **ÉLU** : Palau, 488; Remond, 477; Gross, 430; Mercusot, 7; Hugon, 6; Vianelli, 5.

COTES-DU-NORD (3)

ÉLU : Félix Leyzour, PC; René Régnauld, PS; Claude Saunier, PS.

SORTANTS : Yves Le Cozannet (ratt. adm. UC), UDF; Bernard Lemerai (UC) UDF-CDS, n.r.s.p.; René Régnauld, PS.

PREMIER TOUR
L. 1581; V. 1565; E. 1560
PS : René Régnauld, s. m. de Saint-Samson-sur-Rance, 658; Alain Gourion, c. g., m. de Lannion, 632; Claude Saunier, c. g., m. de Saint-Brieuc, 632.

Un. d. : Yves Le Cozannet, s. m. de Minihy-Tréguier, UDF, 653; Jean Hélias, RPR, c. r., m. de Ploufragan, 640; Sébastien Coupel, UDF-CDS, 634.

PC : Félix Leyzour, c. r., c. g., m. de Lallac, 264; Gérard Le Cam, adj. m. de Pléneuf-Jugon, 228; François Le Masson, c.g., adj. m. de Louargat, 222.

UDF : François Le Peru, m. de Berthel, 31; Gabrielle Perrin, adj. m. de Ploubezre, 31; Pierre Grogam, 28.

DEUXIÈME TOUR

V. 1576; E. 1564
PS-PC : René Régnauld, PS, 865. **RÉLU**
Félix Leyzour, PC, 865. **ÉLU**
Claude Saunier, PS, 843. **ÉLU**
Yves Le Cozannet, UDF, 676; Jean Hélias, RPR, 665; Sébastien Coupel, 655.

1980. - L. 1487.
Premier tour : V. 1486; E. 1478.

CREUSE (2)

ÉLU : William Chervy, PS; Michel Moreigne, PS.

SORTANTS : William Chervy, PS, élu, le 27 septembre 1981, à l'occasion d'une élection partielle organisée à la suite de l'élection à l'Assemblée nationale d'André Lejeune, PS, le 21 juin 1981; Michel Moreigne, PS.

PREMIER TOUR
L. 518; V. 517; E. 511
PS : Michel Moreigne, s. p.c.g., m. de Lupersat, 263. **RÉLU**
William Chervy, s. c. g., m. de Saint-Vaury, 251.

Un. d. : Jean-Claude Pasty, RPR, c. r., m. de Saint-Vaury, 202; Guy de Lamberton, UDF, c.r., m. de Peyrat-la-Nonière, 194.

PC : Raymond Labrousse, c.r., adj. m. de Saint-Vaury, 59; Michel Durand, m. de Méasmes, 55.

DEUXIÈME TOUR

V. 516; E. 506
William Chervy, PS, 305. **RÉLU**
Jean-Claude Pasty, RPR, 201.

1980. - L. 515.
Premier tour : V. 514; E. 503.
PS : Michel Moreigne, s. 238; André Lejeune, 208; Isolés : Xavier Larue, div. d., 153; PC : Roger Gardet, 122; Eugène Valéry, 96; m. d'ég. : Jean Massot, 116; Pierre Lavandine, 48.

DORDOGNE (2)

ÉLU : Yves Guéna, RPR; Michel Manet, PS.

SORTANTS : Michel Manet, PS; Roger Roudier, PS, en remplacement de Lucien Delmas, PS, décédé le 5 février 1988.

PREMIER TOUR
L. 1289; V. 1287; E. 1283
Un. d. : Yves Guéna, RPR, c.g., m. de Périgueux, 572; Claude Laviale, c.r., c.g., m. de Saint-Aulaye, 557.

PS : Michel Manet, s. m. de Bergerac, 548; Roger Roudier, s. m. de Razac-sur-Isle, 515.

PC : René Dutin, c.g., m. de Saint-Étienne, 167; Jean Lacotte, m. de Singleyrac, 160.

5; Gérard, 5; Moreau, 5; Rougeot, 2; Rebourg, 1.

Candidat isolé, M. Henri Revol (UDF-PR) a finalement coiffé sur le poteau M. Henry Julien (RPR) en l'emportant avec trois suffrages d'avance au second tour. Ce dernier figurait pourtant en troisième position sur la liste d'union UDF-RPR, soutenue par l'homme fort du département, M. Robert Poujade, député (RPR), maire de Dijon. Les deux autres candidats de cette liste, MM. Bernard Barbier (UDF-PR) et Maurice Lombard (RPR), sénateurs sortants, ont été, pour leur part, facilement réélus dès le premier tour. M. Revol, qui bénéficiait de l'investiture du Parti républicain et de la popularité de son suppléant, M. Maurice Chiffon, président de la fédération départementale des chasseurs, a donc tenu en échec le RPR, qui tentait de récupérer le siège de M. Michel Sordel (UDF-PR). Battu à Châtillon-sur-Seine aux dernières municipales, ce dernier n'avait pas brigué un nouveau mandat.

ÉLU : Chevassade, 450; Rousseau, 418; Besse, 220; Lacotte, 220.

Battu aux législatives en juin 1988, M. Yves Guéna (RPR) a, cette fois-ci, pris sa revanche, en déposant le Parti socialiste d'un des deux sièges qu'il détenait en Dordogne. M. Georges Roudier, sénateur socialiste sortant, qui a été devancé de 15 voix au second

tour par le maire de Périgueux, a été victime d'un mauvais report des suffrages communistes. Les représentants du PC, qui avaient rassemblé 167 et 160 voix au premier tour, s'étaient contentés d'appeler à faire « barrage à la droite ». L'autre sénateur sortant, M. Michel Manet, maire de Bergerac, a été, quant à lui, réélu après avoir été toutefois devancé au premier tour par les deux candidats de la liste d'Union de la droite.

DOUBS (3)

ÉLU : Georges Gruillot, RPR; Jean Pourchet, UDF-CDS; Louis Souvet, RPR.

SORTANTS : Georges Gruillot, RPR, élu le 4 septembre 1988, à l'occasion d'une élection partielle organisée à la suite de l'élection à l'Assemblée nationale de Robert Schwint, PS, le 12 juin 1988; Jean Pourchet (UC), UDF-CDS, en remplacement d'Edgar Faure (G.D.), UDF-rad., décédé le 30 mars 1988; Louis Souvet, RPR.

PREMIER TOUR

L. 1486; V. 1479; E. 1464
Un. d. : Louis Souvet, RPR, s. m. de Montbéliard, 902. **RÉLU**
Georges Gruillot, RPR, s. p.c.g., m. de Vercel, 861. **RÉLU**
Jean Pourchet, UDF-CDS, s. c.g., m. de Maison-du-Bois-Lievremont, 773. **RÉLU**
PS : Yves Lagier, m. de Pontarlier, 490; Joseph Farrenin, c.r., m. de Thiébois, 473; Gaston Boret, 443.
Rec. : Serge Paganelli, c.g., m. d'Audincourt, 63; Jacques Reigney, 56; Michel Vardanega, c.m. de Morteau, 57.

Vers : André Nachin, c.m. de Besançon, 31; Denis Rousseaux, c.m. de Besançon, 19; Serge Grass, 16.

PC : Gilbert Carrez, c.r., 16; Marcel Landry, c.m. de Novillars, 16; Joseph Adami, adj. m. de Béthoncourt, 15.

Isolé : René Mars, FN, c.r., 110.

1980. - L. 1381.
Premier tour : V. 1348; E. 1344.
Un. d. : Edgar Faure, UDF-rad., 657; Louis Souvet, UDF, 650; Jean Vercelloni, RPR, 603; PS : Robert Schwint, s.

631; Charles Marrier, 532; Michel Rondot, 510; PC : Serge Paganelli, 141; Jean Henriot, 137; André Vagneron, 136.

Deuxième tour : V. 1249; E. 1247. Faure, 695. **ÉLU** : Souvet, 863. **ÉLU** : Schwint, 621. **RÉLU** : Vercelloni, 620; Rondot, 537; Paganelli, 124; Vagneron, 124; Henriot, 121.

Election partielle du 4 septembre 1988. - L. 1465.
Premier tour : V. 1441; E. 1423. Georges Gruillot, RPR, 892 voix. **ÉLU** : Jean-Louis Desroches, PS, 438; André Vagneron, PC, 83.

Les trois sénateurs sortants (2 RPR, 1 UDF) ont été réélus au premier tour. M. Georges Gruillot, président (RPR) du conseil général, perd cependant une trentaine de voix par rapport au résultat qu'il avait obtenu en septembre 1988, alors qu'il se présentait pour prendre le siège laissé vacant par l'élection à l'Assemblée nationale de M. Robert Schwint, maire socialiste de Besançon. Le moins assuré de retrouver son mandat, M. Jean Pourchet (UDF), devenu sénateur à la suite du décès d'Edgar Faure dont il était le suppléant, est passé avec 52,08 % des suffrages, en dépit de la campagne active menée par son jeune concurrent, M. Yves Lagier (PS), maire de Pontarlier depuis mars dernier, qui arrive en quatrième position avec 33,4 % des voix. La division des communistes avait conduit les « orthodoxes » et les « reconstruc-teurs » à se présenter en ordre dispersé. Les seconds devenaient largement les premiers, qui voient ainsi se concrétiser leur perte totale d'influence dans le département.

DROME (2)

ÉLU : Jean Besson, PS; Gérard Gaud, PS.

SORTANTS : Gérard Gaud, PS; Maurice Pic, PS, n.s.r.p.

PREMIER TOUR
L. 1135; V. 1126; E. 1100
PS : Gérard Gaud, s. c.g., 622. **RÉLU**

Jean Besson, c.r., c.g., 581. **ÉLU**
Un. d. : Gilbert Sauvan, UDF, c.g., m. de Cléon-d'Andran, 406; Gabriel Biancheri, RPR, c.g., m. d'Hauterives, 366.

PC : Marcel Robert, m. de Grignan, 105; Martial Langlais, m. de Lapeyrouse-Mornay, 103.

1980. - L. 985.
Premier tour : V. 960; E. 945.
PS : Gérard Gaud, 558. **ÉLU** : Maurice Pic, s. 543. **RÉLU** : UDF : Paul Durat, 823; André Bessan, 215; PC : Claude Seyve, 179; Jean-Pierre Rambeaud, 172.

L'issue du scrutin n'est pas une surprise dans le Drôme, où les deux candidats socialistes ont obtenu la majorité absolue dès le premier tour. Dans le seul département de gauche de la région Rhône-Alpes, nombre de grands électeurs sont, en effet, membres ou proches du PS, aux dernières municipales, de la mairie de Montélimar.

Néanmoins, les deux sénateurs socialistes réalisent des scores sensiblement différents : M. Gérard Gaud, sénateur sortant, vice-président du conseil général et adjoint au maire de Bourg-lès-Valence, fait le plein des voix socialistes avec 56,54 % des suffrages. En revanche, son collègue, M. Jean Besson, dont la candidature avait été contestée par certains membres du PS, réalise un score moindre (52,81 %). Au cours de l'été, il avait fallu toute l'autorité de M. Rodolphe Pesce (PS), président du conseil général, pour empêcher la formation d'une liste socialiste dissidente.

Si la fracture a pu être évitée au sein du PS, des déflections ont eu lieu dans les rangs socialistes au moment du vote. Elles ont profité aux candidats communistes, qui réalisent un score au-dessus de la moyenne du PC dans ce département. La droite, qui présentait une liste d'union sans espoir de victoire, obtient un résultat honorable.

Le nouveau sénateur de la Drôme, M. Besson, devra se conformer à la loi sur le non-cumul des mandats : vice-président du conseil général, conseiller régional, M. Besson pourrait abandonner son siège de conseiller général de Rémusat, ce qui permettrait à un socialiste de s'installer dans le sud du département, dans la perspective d'assurer un jour la relève du député, Henri Michel.

EURE (3)

ÉLU : Joël Bourdin, UDF-P et R diss.; Henri Collard, UDF-rad.; Alain Pluchet, RPR.

SORTANTS : Henri Collard (RDE), UDF-rad., en remplacement de Gustave Héon (G.D.), UDF-rad., décédé le 29 septembre 1981; Jean Guénier (UC), UDF-CDS, en remplacement de Modeste Legouez (RI), UDF-PR, décédé le 30 janvier 1989; Alain Pluchet, RPR, en remplacement de René Tomasini, RPR, décédé le 5 mai 1983.

PREMIER TOUR

Un. d. : s. p.c.g., m. de Lyons-la-Forêt, 867. **RÉLU
Alain Pluchet, RPR, s. m. de Thuit, 823. **RÉLU**
Jean Guénier, UDF-CDS, s. c.g., m. de Bosc-Roger-en-Roumois, 520.**

PS : Alain Bureau, c.r., c.m. de Louviers, 369; Bernadette Roux, c.r., m. de Beaumesnil, 355; Pierre Vittori, c.g., m. de Sémécourt, 332.

UDF : Marcel Larnaudon, c.g., m. de Gisors, 120; André Auger,

c.g., m. de Croth, 111; Michel Leblanc, c.r., c.m. d'Evreux, 108.

Isolés : Joël Bourdin, UDF-P et R diss., c.r., c.g., m. de Bernay, 731; Guy Dugrès, FN, c.m. de Vernon, 75; Bernard Boucher, UDF diss., m. de Bérangeville-la-Campagne, 34.

DEUXIÈME TOUR

Joël Bourdin, UDF-P et R diss., 1033. **ÉLU**
Alain Bureau, PS, 422.

1980. - L. 1324.
Premier tour : V. 1321; E. 1317.
Un. d. : Gustave Héon, s. 781. **RÉLU** : René Tomasini, RPR, 740. **ÉLU** : Modeste Legouez, s. 604; PS : Georges Schimacher, 281; Guy Maugé, 237; Jean Guarnont, 211; Isolés : Jean Schneider, div. d., 244; Paul Langue, s. 604; 46; MRG : Paul Guibaud, 187; François Luchaire, 123; Georges Beuvrin, 108; PC : Marcel Larnaudon, 137; André Oger, 136; Raoul Clout, 128.

Deuxième tour : V. 1314; E. 1245. Legouez, 788. **RÉLU** : Schimacher, 449; Langue, 9; Schneider, 1.

LES RÉSULTATS

Suite de la page 11

M. Bourdin s'est bien révélé le « joker » attendu. Dès le premier tour, MM. Collard et Fouchet ont assuré leur réélection, tandis que M. Guénier était largement distancé par le maire de Bernay, élu

au second tour. M. Bourdin, qui doit abandonner l'un de ses mandats, va quitter celui de conseiller général. M. Guénier estime avoir été trahi par l'UDF et a décidé de reprendre sa liberté de vote au conseil général.

EURE-ET-LOIR (2)

ÉLUS : Jean Grandon, UDF diss.; Martial Tanguer, RPR.
SORTANTS : Jean Cauchon (UC), UDF-CDS, n.s.r.p.; Raymond Poirier (UC), UDF.

PREMIER TOUR
L. 1122; V. 1116; E. 1094
Isolé : Martial Tanguer, RPR, p.c.g., m. de Tremblay-les-Villages, 582. **RELU**
Jean Grandon, UDF diss., c.g., m. de Senonches, 777; Patrick Hoguet, UDF-PR, c.g., m. de Nogent-le-Rotrou, 237; Raymond Poirier, UDF, s., c.g., m. de Luitant, 190; Michel Castaing, div. 8, m. de Lèves, 177.

PS : Maurice Ravanne, c.g., 173; James Benoist, c.g., m. de Lucé, 163.

Isolé : Yves Beaudoux, UDF-CDS diss., m. de La Ferté-Villeneuil, 140.

PC : Roger Letertre, m. de Le Theilieu, 56; André Esnard, c.r., m. de Chartres, 28.

DEUXIÈME TOUR
L. 1110; E. 1069.

ÉLUS : Jean Grandon, UDF diss., 660.

Michel Castaing, div. 8, 185; Maurice Ravanne, PS, 182; Jean Lelièvre, RPR diss., c.g., 42.

1980 - L. 960.
Premier tour : V. 958; E. 948.

Isolés : Jean Cauchon, UDF-CDS, 482; **RELU :** Raymond Poirier, div. 8, 203; Maurice Legendre, PS, 210; Robert Hurvat, MRG, 182; Jocelyne Petit, PS, 181; Jean Grandon, div. 8, 155; Maurice Guegan, MRG, 118; Michel Lethuillier, CNL, 70; Pierre Parnieu, PC, 58; Paul Roussignol, PC, 52.

Deuxième tour : V. 987; E. 941. Poirier, 522; **RELU :** Legendre, 419.

L'Eure-et-Loir a choisi, parmi dix candidats, deux sénateurs de la

région drouaise. Avec l'élection attendue de M. Martial Tanguer (qui va entraîner une législative partielle dans la deuxième circonscription, celle de Dreux), le RPR remporte un siège, pris aux centristes; avec M. Jean Grandon, l'UDF en conserve un. La victoire de M. Grandon constitue néanmoins un échec pour M. Maurice Doucet, leader de l'UDF départementale, qui avait voulu imposer la candidature de M. Patrick Hoguet. Une initiative qui avait choqué les autres candidats UDF en lice (MM. Grandon, Poirier et Beaudoux).

M. Yves Beaudoux (CDS), trop cantonné au sud du département, n'a pas profité de son titre de suppléant du sénateur sortant Jean Cauchon, qui ne se représentait pas. M. Raymond Poirier, l'autre sénateur sortant, malgré l'investiture nationale de l'UDF, n'a pas eu les faveurs d'un corps électoral jeune, qui a donné sa préférence à un candidat nouveau et moins âgé.

Pour le deuxième tour, MM. Tanguer, Poirier et Beaudoux ont fait bloc derrière M. Grandon. Seul « couac », la candidature inopinée de M. Lelièvre, arrivé à la dernière minute avec un attaché-case bourré de tracts intitulés « Je suis le meilleur ».

A gauche, le candidat de l'ouverture, M. Michel Castaing, soutenu par M. Georges Lemoine, député, maire socialiste de Chartres, devance au premier tour les deux candidats du PS. Aucun accord n'ayant pu être réalisé, le duel Castaing-Ravanne conduisait la gauche à faire de la figuration au deuxième tour.

FINISTÈRE (4)

ÉLUS : Alphonse Arzel, UDF-CDS; Alain Gérard, RPR; Edouard Le Jeune, UDF-CDS; Jacques de Menou, RPR.

SORTANTS : Alphonse Arzel (UC), UDF-CDS; Alain Gérard, RPR, élu, le 28 septembre 1986, à l'occasion d'une élection partielle organisée à la suite de l'élection à l'Assemblée nationale de M. Marc Bécam, le 16 mars 1986; Edouard Le Jeune (UC), UDF-CDS; Georges Lombard (UC), UDF-CDS.

PREMIER TOUR
L. 2059; V. 2052; E. 2024.

Isolés : Alphonse Arzel, UDF-CDS, s., m. de Plouménézeau, 983; Alain Gérard, RPR, s., c.g., 1005; Edouard Le Jeune, UDF-CDS, s., 672; Jacques de Menou, RPR, c.r., c.g., m. de Plouménézeau, 805.

PS : Pierre Maille, c.g., m. de Brest, 704; Gilbert Montfort, c.g., m. de Châteauneuf-du-Faou, 698; Jean-Claude Joseph, c.g., adj. m. de Quimper, 703; Jacqueline Desouches, c.g., m. de Brest, 658.

PC : Daniel Croft, c.g., 113; Michel Mazza, m. de Douarnenez, 108; Simone Guegan, c.m.

de Brest, 104; Alain David, c.m. de Plouménézeau, 105.

Rég. : Yves Remond, m. de Saint-Hermin, 78; Claude Stephan, c.m. de Concarneau, 70; Jean Guegan, c.m. de Brest; Michel Marzin, c.m. de Douarnenez, 69.

Isolés : Marc Bécam, RPR diss., c.r., c.g., 345; Pierre Chapalain, UDF diss., m. de Plouménézeau-Lochrist, 142.

DEUXIÈME TOUR
L. 2030; E. 1979.

Alphonse Arzel, UDF-CDS, 1114. **RELU**

Alain Gérard, RPR, 1112.

RELU

Edouard Le Jeune, UDF-CDS, 1036. **RELU**

Jacques de Menou, RPR, 1077.

RELU

Pierre Maille, PS, 877; Gilbert Montfort, PS, 857; Jean-Claude Joseph, PS, 847; Jacqueline Desouches, PS, 818.

1980 - L. 1847.
Premier tour : V. 1841; E. 1839.

Div. d. : Marc Bécam, RPR, 582; Georges Lombard, UDF, s., 492; Edouard Le Jeune, UDF-CDS, s., 484;

François Prigent, UDF-CDS, s., 290; PS: Marcel L'Abbe, 508; Joseph Younou, 505; Jacqueline Desouches, 498; Jean Peuziat, 493; UDF-CDS: Alphonse Arzel, 343; Jean-Yves Cozani, 328; Pierre Stephan, 316; Jacques de Menou, 217; PC: Alphonse Perven, 253; Jean-Pierre Jaudy, 250; Yvonne Legendre, 247; Joseph Argouarc'h, 228; RPR-CDS: André Chervant, RPR, 222; Jean Serpent, RPR, 232; Jean Hourmant, CNL; Théophile Le Borgne, CNL, 188; Isolés: Jacques Le Cornec, m. élu, 198; Pierre Cadéan, m. élu, 18; LDB: Danielle Guegan, 43; Marie-Claire Corra, 42; Madeleine Guérou, 41; Jeanine Rosc, 41.

Deuxième tour : V. 1838; E. 1812. **Un. d. :** Le Jeune, 958; **RELU :** Bécam, 936; **RELU :** Arzel, 935; **RELU :** Lombard, 933; **RELU :** L'Abbe, 581; Younou, 548; Desouches, 541; Peuziat, 533; Perven, 243; Jaudy, 238; Legendre, 234; Argouarc'h, 232; Guegan, 38; Corra, 36; Guérou, 36; Rosc, 36; Le Cornec, 8; Stephan, 4; Prigent, s., 1; Cadéan, 1.

Election partielle du 28 septembre 1988 - L. 2037.

Premier tour : V. 2 028; E. 1920; **Un. d. :** Gérard, RPR, 779; Michel Briant, RPR diss., 625; Joseph Younou, 465; Michel Mazza, PC, 138.

Deuxième tour : V. 2 011; E. 1912; Gérard, 961 voix, **RELU :** Younou, PS, 507; Briant, RPR diss., 444.

GARD (3)

ÉLUS : Gilbert Baunet, div. 4; Claude Pradille, PS; André Rouvière, PS.

SORTANTS : Gilbert Baunet (RDE), div. 4; Claude Pradille, PS, élu, le 4 septembre 1988, à l'occasion d'une élection partielle organisée à la suite de l'élection à l'Assemblée nationale, le 12 juin 1988, de Georges Benoit, député, qui avait succédé à Edgar Tailhades, PS, décédé le 23 juin 1986; André Rouvière (PS).

PREMIER TOUR
L. 1 448; V. 1 437; E. 1 431.

PS : Gilbert Baunet, div. 4, s., p.c.g., m. de Pont-Saint-Espirit, 858. **RELU**

Claude Pradille, PS, s., c.g., m. de Sauve, 603; André Rouvière, PS, s., c.g., 601.

Div. d. : Max Romanet, RPR, c.r., 348; Jean-Louis Olivier, div. d., adj. m. de Nîmes, 328; Maurice Joffrey, div. d., 321.

PC : René Mathieu, c.g., m. de Saint-Victor-la-Coste, 173; Bernard Deschamps, c.g., 169; Gilbert Millet, d., c.m. d'Alès, 163.

FN : Charles de Chambrun, m. de Saint-Gilles, 122.

Isolés : Robert Ruz, UDF-PR, c.g., c.r., 224; Jean Pondevine, UDF-CDS, c.g., 177.

DEUXIÈME TOUR
L. 1 432; E. 1 359.

Claude Pradille, PS, 708. **RELU**

André Rouvière, PS, 708. **RELU**

Max Romanet, RPR, 587; Jean-Louis Olivier, div. d., 558; Charles de Chambrun, FN, 61.

1980 - L. 1 200.
Premier tour : V. 1 193; E. 1 180.

PS : Gilbert Baunet, 630; **RELU :** André Rouvière, 593; **RELU :** Edgar Tailhades, 582; **RELU :** Bernard Deschamps, 343; Robert Jaurès, 334; René Mathieu, 327; UDF-CDS: Paul Gache, 227; Antoine Castelnau, 212; Isolés: Lucienne Taulelle, MRG, 117; Paul Bédard, div. 4, 76.

Deuxième tour : V. 1 193; E. 990. MM. Taulelle, 613; **RELU :** Gache, 230; Taulelle, 147.

HAUTE-GARONNE (4)

ÉLUS : Maryse Bergé-Lavigne, PS; Claude Cornac, PS; Jean Peyraffite, PS; Gérard Roujas, PS.

SORTANTS : Eugène Boyer, PS, en remplacement de M. André Méric, PS, entré au gouvernement le 28 juin 1988; Léon Eckhoutte, PS, c.g., m. de Villemur-sur-Tarn, n.s.r.p.; Jean Peyraffite, PS; Gérard Roujas, PS.

PREMIER TOUR
L. 2 132; V. 2 120; E. 2 106.

PS : Jean Peyraffite, s., c.g., m. de Bagnères-de-Luchon, 1 175. **RELU**

Gérard Roujas, s., c.g., m. de Carbone, 1 172. **RELU**

Claude Cornac, c.g., adj. m. d'Auch, 1 146. **RELU**

Maryse Bergé-Lavigne, c.r., 987.

Un. d. : Marcel Cavallé, UDF-PR, adj. m. de Toulouse, 710; Claude Roudière, UDF, 710; Montastruc, UDF-rad., c.g., m. de Boulogne-sur-Gesse, 660; Eugène Bonnet, UDF, c.g., m. de Balma, 641.

Isolé : Eugène Boyer, PS diss., s., c.g., m. de Carman, 403.

PC : Maurice Cortijos, 100; Michel Veyssière, c.r., 98; Marie Bire, 98; Christian Sempé, 26.

FN : Louis Chantreaux, 29; Charles Lherminier, 25; Philippe Riechers, 25; Bernard Vincent, 22.

Isolé : Christian Dancalé, div. 9, 9.

Le Parti socialiste, qui avait nettement progressé lors des dernières élections municipales emportant notamment les deux principales villes du département, Brest et Quimper, ne pouvait toutefois menacer la droite - mieux implantée dans les zones rurales - si celle-ci se montrait unitaire. Les grands électeurs se sont montrés disciplinés. A droite, ils ont donné la préférence aux candidats de la liste UDF-RPR, écartant d'illustres candidats isolés dont M. Marc Bécam (ancien député, ancien sénateur, ancien secrétaire d'Etat, ancien maire de Quimper) et M. Georges Lombard (ancien maire de Brest, sénateur sortant). M. Jousset n'y a eu un rôle de premier plan dans le Finistère.

A gauche, le PS a fait le plein de ses voix et les reports se sont correctement effectués au second tour. Les deux autres listes (celle des progressistes et écologistes et celle du Parti communiste) se sont retirées en sa faveur. Mais le PC l'a fait sans enthousiasme en dénonçant, dans un communiqué, la « politique de droite » de M. Michel Rocard.

GERS (2)

La tâche des socialistes haut-garonnais semblait, a priori, plus difficile qu'en 1980. Leurs candidats devaient faire face à une dissidence de taille, celle de M. Eugène Boyer, maire de Caraman, une bourgade du Lauragais (là où est élu M. Lionel Jospin), sénateur sortant. Cet ancien vice-président du conseil général avait été propulsé au palais du Luxembourg après la nomination de M. André Méric au secrétariat d'Etat aux anciens combattants. Ecarté par les militants du PS, M. Boyer avait finalement décidé de courir sa chance. Ce choix n'était pas pour déplaire à certains militants socialistes proches de M. Laurent Fabius, et une partie du centre droit semblait prête à l'encourager.

Tout en réalisant un score honorable, M. Boyer n'a pas joué l'empêchement de tourner en rond et

sagement décidé de se retirer au second tour. M. Bergé-Lavigne obtint même deux voix de plus que M. Jean Peyraffite, le mieux élu des sénateurs socialistes du premier tour. Elle fait ainsi le plein des voix de gauche, communistes compris, alors qu'une partie non négligeable de l'électorat géographique proche de M. Boyer se réfugiait dans le vote nul.

Dès dimanche soir, la fédération socialiste de la Haute-Garonne se réjouissait. Son entreprise de rénovation - que certains au PS dénonçaient comme la minimisation du courant Jospin sur le département - a reçu l'aval des grands électeurs. Avec quatre élus, dont une femme, seule désormais au sein du groupe socialiste du Sénat, le PS de la Haute-Garonne maintient ses positions et renforce son image au sein du parti.

GERS (2)

ÉLUS : Robert Castaing, PS; Aubert Garcia, PS.

SORTANTS : Marc Castex (RI), UDF-PR, n.s.r.p.; Abel Sempé (app. RDE), div. d., c.m. d'Aignan, n.s.r.p.

PREMIER TOUR
L. 733; V. 730; E. 743.

PS : Robert Castaing, c.r., m. de Lectoure, 408. **RELU**

Aubert Garcia, c.g., m. de Castéra-Verdun, 363.

Un. d. : Yves Rispat, div. d., c.r., c.g., m. de Lupiac, 332; Max Laborie, UDF, c.g., m. de Cologne, 274.

PC : André Sotom, adj. m. d'Auch, 50; Joseph Lamothe, c.g., m. de Chélan, 58.

Isolé : Jean Flandry, div. 0.

DEUXIÈME TOUR
L. 746; E. 733.

Aubert Garcia, PS, 382. **RELU**

Yves Rispat, div. d., 350; Jean Flandry, div. 1.

1980 - L. 736.
Premier tour : V. 733; E. 729.

Isolés : Marc Castex, div. d., 301; Abel Sempé, div. g., s., 243; Max Laborie, div. d., 184; PS: Henri Tournaud, s., 284; Aubert Garcia, 282; PC: Joseph Lamothe, 70; Camille Laffitte, 64.

GIRONDE (5 RP)

ÉLUS : Marc Beuf, PS; Bernard Dussant, PS; Philippe Madrelle, PS; Jean-François Pintat, UDF-PR; Jacques Valade, RPR.

SORTANTS : Marc Beuf, PS, Jacques Boyer-Andrivet (ratt. adm. UC), div. d., en remplacement de Jacques Valade, RPR, entré au gouvernement le 20 janvier 1987; Raymond Brun (app. RPR), c.g., m. de Salles, n.s.r.p.; Philippe Madrelle, PS; Jean-François Pintat (RI), UDF-PR.

PREMIER TOUR
L. 2 707; V. 2 694; E. 2 681.

PS : 224, 3 élus.

Philippe Madrelle, s., p.c.g., c.r., m. de Carbon-Blanc. **RELU**

Marc Beuf, s., c.g. **RELU**

Bernard Dussant, c.g., m. de Monségur. **RELU**

Joëlle Dusseau, c.r., c.g.; Jean-Marie Billa, m. de Saint-Macaire. **UDL :** 1161, 2 élus.

Jean-François Pintat, UDF-PR, s., c.g., m. de Soulas. **RELU**

Jacques Valade, RPR, c.g., adj. m. de Bordeaux. **RELU**

Gérard Cesar, RPR, c.g., m. de Ruzan; Jean-Georges Meyniac, CNL, c.r., adj. m. de Bordeaux; Pierre UDF-PR, c.g., m. de Saint-Jean-d'Ilac.

PC : 131. Jean Lafourcade, c.g., m. de Saint-Pierre-d'Aurillac; Bernard Moncla; Elie Martin; Paullette Demary; Jacques Charrac.

Div. d. : 124. Jacques Boyer-Andrivet, div. d., s., adj. m. de Talence; Ariette Grangier, c.m. de Baurech; Michel Manciet, m. de Lamoignon.

FN : 41. Jacques Colombier, c.r., c.m. de Bordeaux; Marie-Thérèse Rinaldo, c.m. de Soulas; Alain de Peretti; Jacques Labegorre; André Graignon, c.m. de Gujan-Mestras.

1980 - L. 2 245.
Premier tour : V. 2 240; E. 2 219.

Un. d. : 1 063, 3 sièges (Jean-François Pintat, UDF-PR, s.; Raymond Brun, CNL, s.; Jacques Valade, RPR); PS: 965, 2 sièges (Philippe Madrelle; Marc Beuf); PC: 191.

HÉRAULT (3)

ÉLUS : Gérard Delfan, PS; André Vézinhier, PS; Marcel Vidal, PS.

SORTANTS : Gérard Delfan, PS; Jules Faig, PS, c.g., premier adj. au m. de Béziers, n.s.r.p.; Marcel Vidal, PS.

PREMIER TOUR
L. 1 761; V. 1 746; E. 1 721.

PS : Marcel Vidal, s., c.g., m. de Clermont-l'Hérault, 862. **RELU**

Deuxième tour : V. 732; E. 699. Sempé, 376; **RELU :** Castex, 338. **RELU :** Garcia, 330; Tournaud, 326.

L'arithmétique donnait l'avantage aux deux candidats socialistes, mais la personnalité de M. Yves Rispat, socio-professionnel de renom, puis président de la chambre d'agriculture dans un département qui reste le plus agricole de France, laissait planer quelques incertitudes quant à l'issue du scrutin. De fait, M. Rispat n'échoua qu'à 30 voix de son adversaire socialiste, là où les observateurs lui accordaient un retard initial avoisinant les 80 suffrages. Au premier tour, M. Robert Castaing rend aisément aux socialistes le siège qui leur avait été ravi, voilà neuf ans, par M. Marc Castex, UDF, qui ne se représentait pas.

Au deuxième tour, M. Aubert Garcia a conservé la trentaine de suffrages qui étaient déjà à son avantage à l'issue du premier tour grâce à un bon report des voix communistes. Les deux élus sont rocardiens. Désormais les quatre parlementaires gersois sont donc socialistes.

Renversement de tendance en Gironde: pour la première fois, la gauche l'emporte sur la droite à des élections sénatoriales. Le PS, arrivé en tête des cinq listes, conquiert un troisième siège, qui revient au mitterrandiste, M. Bernard Dussant, conseiller général du canton rural de Monségur dans la circonscription de M. Gilbert Mitterrand. Mais il ne s'en est fallu que de 21 voix d'écart, lors du calcul de la répartition du dernier siège à la plus forte moyenne.

M. Jean-François Pintat (UDF-PR), tête de la liste de la droite officielle, est réélu, et M. Jacques Valade (RPR), premier adjoint au maire de Bordeaux, retrouve le siège qu'il avait abandonné, en janvier 1987, lorsqu'il avait été nommé ministre délégué à la recherche et aux universités par M. Jacques Chirac. Les divisions de la droite ont donc facilité cette victoire socialiste. M. Jacques Boyer-Andrivet, sénateur sortant centriste, ayant été évincé de toute place éligible sur la liste UDF-RPR, avait constitué sa propre liste avec le soutien des centristes girondins. Les grands électeurs n'ont laissé à M. Boyer-Andrivet aucune chance de prendre sa revanche. Les centristes, qui voyaient dans cette élection une occasion d'affirmer leur présence en Gironde, n'ont d'évidence pas réussi leur percée.

La perte de ce siège sénatorial devrait relancer la discorde à droite. « Jacques Boyer-Andrivet et ceux qui l'ont soutenus ont démontré leur capacité de dissidence », commentait hier soir M. Valade, qui en appelle à la « clarification ». M. Valade, qui est premier adjoint au maire de Bordeaux et conseiller général du canton de Bordeaux-4, devra donc abandonner l'un de ces deux postes en vertu de la loi limitant le cumul de mandats. Le dauphin de M. Chaban-Delmas à la mairie de Bordeaux refusait cependant hier de se prononcer: « Ça mérite réflexion, indiquait-il, et ce n'est pas une clause de style ».

La perte de ce siège sénatorial devrait relancer la discorde à droite. « Jacques Boyer-Andrivet et ceux qui l'ont soutenus ont démontré leur capacité de dissidence », commentait hier soir M. Valade, qui en appelle à la « clarification ». M. Valade, qui est premier adjoint au maire de Bordeaux et conseiller général du canton de Bordeaux-4, devra donc abandonner l'un de ces deux postes en vertu de la loi limitant le cumul de mandats. Le dauphin de M. Chaban-Delmas à la mairie de Bordeaux refusait cependant hier de se prononcer: « Ça mérite réflexion, indiquait-il, et ce n'est pas une clause de style ».

La perte de ce siège sénatorial devrait relancer la discorde à droite. « Jacques Boyer-Andrivet et ceux qui l'ont soutenus ont démontré leur capacité de dissidence », commentait hier soir M. Valade, qui en appelle à la « clarification ». M. Valade, qui est premier adjoint au maire de Bordeaux et conseiller général du canton de Bordeaux-4, devra donc abandonner l'un de ces deux postes en vertu de la loi limitant le cumul de mandats. Le dauphin de M. Chaban-Delmas à la mairie de Bordeaux refusait cependant hier de se prononcer: « Ça mérite réflexion, indiquait-il, et ce n'est pas une clause de style ».

La perte de ce siège sénatorial devrait relancer la discorde à droite. « Jacques Boyer-Andrivet et ceux qui l'ont soutenus ont démontré leur capacité de dissidence », commentait hier soir M. Valade, qui en appelle à la « clarification ». M. Valade, qui est premier adjoint au maire de Bordeaux et conseiller général du canton de Bordeaux-4, devra donc abandonner l'un de ces deux postes en vertu de la loi limitant le cumul de mandats. Le dauphin de M. Chaban-Delmas à la mairie de Bordeaux refusait cependant hier de se prononcer: « Ça mérite réflexion, indiquait-il, et ce n'est pas une clause de style ».

La perte de ce siège sénatorial devrait relancer la discorde à droite. « Jacques Boyer-Andrivet et ceux qui l'ont soutenus ont démontré leur capacité de dissidence », commentait hier soir M. Valade, qui en appelle à la « clarification ». M. Valade, qui est premier adjoint au maire de Bordeaux et conseiller général du canton de Bordeaux-4, devra donc abandonner l'un de ces deux postes en vertu de la loi limitant le cumul de mandats. Le dauphin de M. Chaban-Delmas à la mairie de Bordeaux refusait cependant hier de se prononcer: « Ça mérite réflexion, indiquait-il, et ce n'est pas une clause de style ».

La perte de ce siège sénatorial devrait relancer la discorde à droite. « Jacques Boyer-Andrivet et ceux qui l'ont soutenus ont démontré leur capacité de dissidence », commentait hier soir M. Valade, qui en appelle à la « clarification ». M. Valade, qui est premier adjoint au maire de Bordeaux et conseiller général du canton de Bordeaux-4, devra donc abandonner l'un de ces deux postes en vertu de la loi limitant le cumul de mandats. Le dauphin de M. Chaban-Delmas à la mairie de Bordeaux refusait cependant hier de se prononcer: « Ça mérite réflexion, indiquait-il, et ce n'est pas une clause de style ».

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

Les nouveaux élus

Ain

JEAN PÉPIN (UDF-PR)

Né le 23 novembre 1939 à Villefranche-sur-Saône (Rhône), M. Jean Pépin, adjoint au principal de collège, est maire de Saint-Nizier-le-Bouchoux (Ain) depuis 1977. Conseiller général de Saint-Trivier-de-Courtes depuis 1979, il est vice-président de l'Assemblée départementale chargée des affaires économiques. Il était le suppléant de M. Roland Ruet (UDF-PR), qui ne se représentait pas.

JEAN-PAUL EMIN (UDF-PR)

Né le 17 juin 1939 à Montréa-la-Croix (Ain), M. Emin, directeur commercial de la première papeterie départementale, est conseiller général d'Oyonnax-Sud depuis 1982. Premier adjoint au maire d'Oyonnax depuis 1983, il préside le district urbain de cette commune.

Allier

BERNARD BARRAUX (div. d.)

Né le 5 février 1935 à Marcellat-en-Combraille (Allier), M. Bernard Barraux, chef d'entreprise, est maire de sa commune natale depuis 1971. Elu depuis 1973, il représente ce canton au conseil général, où il est vice-président chargé de l'animation et du développement rural.

Hautes-Alpes

MARCEL LESSEROS (UDF)

Né le 9 septembre 1921 à Gap (Hautes-Alpes), M. Marcel Lesseros, docteur en médecine, diplômé de sciences politiques à l'université de Grenoble, est maire de La Saulce depuis 1977, après avoir été pendant dix-huit ans maire de Châteaufort. Il est président de l'Union régionale des maires de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Conseiller général de Tallard depuis 1961, il est président de l'Assemblée départementale depuis 1982. Il siège au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis 1972.

Alpes-Maritimes

HONORÉ BAILLET (RPR)

Né le 27 février 1920 à Nice (Alpes-Maritimes), M. Honoré Baillet, ancien négociant de viande en gros, est entré au conseil municipal de Nice en 1965. Premier adjoint au maire de Nice, M. Jacques Médéric (RPR), il était le suppléant de M. Joseph Raybaud, sénateur (div. d.), depuis 1980.

Ardennes

M. JACQUES SOURDILLE (RPR)

Né le 19 juin 1922 à Nantes (Loire-Atlantique), M. Jacques Sourdille, ancien résistant déporté, est médecin universitaire et assure, depuis 1974, le rôle d'expert ophtalmologiste auprès de l'Organisation mondiale de la santé. Il est élu député de la 3^e circonscription des Ardennes en 1968. Nommé secrétaire d'Etat chargé de la recherche, il abandonne son siège en 1977 mais le reconquiert l'année suivante. Battu en 1981 par M. Gilles Charpentier (PS), il retrouve les bancs de l'Assemblée nationale en 1986, avant d'être de nouveau battu en 1988 par M. Jean-Paul Bachy (PS). Conseiller général de Grandpré depuis 1970, il obtient la présidence de l'Assemblée départementale depuis 1982. Représentant de la France au Conseil de l'Europe en 1969, il siège au Parlement européen de 1970 à 1973. Il a été président du conseil régional de Champagne-Ardenne de 1974 à 1981.

Arde

PHILIPPE ADNOT (div. d.)

Né le 25 août 1943 à Rhéas (Aube), M. Philippe Adnot, cultivateur, est conseiller général de Méry-sur-Seine depuis 1982. Ancien président de la SAFER et du Centre départemental des jeunes agriculteurs, M. Adnot est vice-président de l'Assemblée départementale chargée des affaires économiques.

Aveyron

BERNARD SEILLIER (app. UDF-PR)

Né le 12 juillet 1941 à Saint-Céré (Lot), M. Bernard Seillier, ancien élève de l'Ecole normale des services du Trésor public de l'ENA, entre, en 1978, au cabinet du préfet de la région Poitou-Charente. En 1980, il est appelé auprès de M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, en qualité de conseiller technique. Haut fonctionnaire au ministère de

la santé en 1981, il devient directeur général des services du conseil général de l'Aveyron en 1982. Il occupait, depuis 1987, les mêmes fonctions auprès du conseil régional de Midi-Pyrénées.

Bouches-du-Rhône

JEAN-CLAUDE GAUDIN (UDF-PR)

Né le 8 octobre 1939 à Marseille, M. Jean-Claude Gaudin, professeur, entre au conseil municipal de sa ville natale en 1965. Il est maire du 4^e secteur de Marseille de 1983 à 1989. Député (UDF-PR) des Bouches-du-Rhône en 1978, il est constamment réélu depuis et devient, en 1981, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Conseiller général de Marseille-XII depuis 1982, il se démet de son mandat en 1988, frappé par la législation anti-cumul. Il est président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis 1986.

JEAN-PIERRE CAMOIN (RPR)

Né le 9 mai 1942 à Marseille, M. Jean-Pierre Camoin, dermatologue, est maire d'Arles depuis 1983. Il siège au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis 1983.

ROBERT VIGOUROUX (div. g.)

Né le 21 mars 1923 à Paris (15^e), M. Robert Vigouroux, neurochirurgien, est professeur de clinique neurochirurgicale à l'hôpital de la Timonière à Marseille et membre de nombreuses sociétés scientifiques françaises et étrangères. Conseiller général successivement dans plusieurs cantons de Marseille depuis 1967, il abandonne l'assemblée départementale en 1982. Adjoint au maire de Marseille depuis 1971, il succède à Gaston Defferre, décédé le 7 mai 1986. En mars dernier, M. Vigouroux a été réélu à la tête d'une liste divers gauche, après avoir refusé de se ranger sous la bannière de M. Michel Pezet, candidat officiel du PS.

ANDRÉ VALLET (PS)

Né le 29 janvier 1935 en Avignon (Vaucluse), M. Vallet a effectué toute sa carrière professionnelle dans l'enseignement primaire, comme instituteur puis comme directeur d'école. Ancien membre de la Convention des institutions républicaines, il adhère, en 1971, au Parti socialiste lors du congrès d'Epigny. Conseiller général du canton de Salon-de-Provence depuis 1982, ce rocardien est vice-président de l'Assemblée départementale, président de la commission de l'enseignement. Il est élu en mars dernier maire de Salon-de-Provence, face à M. Jean François, sénateur (UDF-CDS) sortant, qui ne se représentait pas à ce dernier mandat.

JACQUES ROCCA-SERRA (div. g.)

Né le 20 janvier 1943 à Casablanca (Maroc), M. Jacques Rocca-Serra est kinésithérapeute spécialisé en rééducation respiratoire. Il entre au conseil municipal de Marseille en 1977 où il est adjoint au maire chargé des bâtiments publics. Il fonde, la même année, le groupement d'action économique et sociale (GAES) qu'il préside depuis lors.

M. LOUIS PHILIBERT (PS)

Né le 12 juillet 1912 à Perthus (Vaucluse), M. Louis Philibert, conducteur des travaux aux ponts et chaussées, entre au conseil municipal de Puy-Sainte-Réparate en 1947 avant de devenir maire de cette commune en 1953. Il a été constamment réélu depuis. Conseiller général de Peyrolles depuis 1955, il préside l'Assemblée départementale des Bouches-du-Rhône depuis 1967. Elu en 1962 dans la 9^e circonscription, il siège à l'Assemblée nationale jusqu'en 1986. Il est conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis 1985.

Calvados

AMÉROISE DUPONT (UDF)

Né le 11 mai 1937 à Victor-Pontf (Calvados), M. Améroise Dupont, agriculteur, est maire de sa commune natale depuis 1974. Conseiller général de Cambremer depuis 1973, il est vice-président de l'Assemblée départementale depuis 1985. Il préside également l'Union amicale des maires du Calvados.

Cantal

ROGER BESSE (RPR)

Né le 18 août 1929 à Ydes (Cantal), M. Roger Besse, licencié en droit, négociant voyageur, a été membre du Conseil économique et social de la République en 1974 et 1982. Il est conseiller général de Saignas

depuis 1976 et est devenu président de l'Assemblée départementale en 1988. Il est conseiller régional d'Auvergne depuis 1986.

ROGER BIGAUDIÈRE (RPR)

Né le 22 juillet 1932 à Saint-Chamant (Cantal), M. Roger Bigaudière, exploitant agricole, est élu conseiller municipal (1933) puis maire (1977) de sa commune natale. Conseiller général de Salers depuis 1980, il siège au conseil régional de l'Auvergne depuis 1986. Secrétaire général de la FDEA en 1975, il préside cette fédération départementale de 1977 à 1982.

Charente-Maritime

CLAUDE BELOT (U D F - RAD)

Né le 11 juillet 1936, M. Claude Belot, agrégé de géographie, représentant le canton de Jonzac au conseil général depuis 1970 et est vice-président de l'Assemblée départementale chargée des finances depuis 1985. Maire de Jonzac depuis 1977, il préside parallèlement la commission des finances et du plan du conseil régional de Poitou-Charentes.

FRANÇOIS BLAIZOT (UDF-CDS)

Né le 21 septembre 1923 à Mauvezin (Gers), M. François Blaizot est diplômé de l'Institut national agronomique et de l'Ecole nationale de génie rural. Ingénieur agronome, il a effectué toute sa carrière dans la haute fonction publique et notamment au ministère de l'Agriculture. Président, en 1976, de la mission interministérielle pour l'aménagement de la Corse, il dirige de 1977 à 1987, l'Agence financière du bassin Rhône-Méditerranée-Corse. Conseiller général d'Ar-en-Ré depuis 1976, il préside l'Assemblée départementale depuis 1985. Il est conseiller régional depuis 1985.

MICHEL DOUBLET (RPR)

Né le 26 septembre 1939, M. Michel Doublet, négociant-maraîcher, entre au conseil municipal de Trizay en 1971. Il est devenu maire de cette commune en 1977. Elu dans le canton de Saint-Porchaire, il siège au conseil général depuis 1982.

Cher

SERGE VINÇON (RPR)

Né le 17 juin 1949 à Bourges (Cher), M. Serge Vinçon, professeur de collège, adhère du RPR depuis 1971, est maire de Saint-Amand-Montrond depuis 1982.

Côte-d'Or

HENRI REVOL (UDF-PR)

Né le 14 février 1936 à Neuville-Dames (Ain), M. Henri Revol, ingénieur, est maire de Messigny-et-Vautoux (Côte-d'Or) depuis 1971. Conseiller général de Fontaine-lès-Dijon depuis 1973, il est vice-président de l'Assemblée départementale. Il siège depuis 1986 au conseil régional de Bourgogne en qualité de vice-président.

Côtes-du-Nord

CLAUDE SAUNIER (PS)

Né le 26 février 1943 à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), M. Claude Saunier, professeur d'histoire-géographie, est maire de Saint-Brieuc depuis 1983. Conseiller régional de Bretagne de 1976 à 1988, il représente le canton de Saint-Brieuc-Nord à l'Assemblée départementale depuis 1982. Proche de M. Jean Popeten, M. Saunier est membre du comité directeur depuis 1979 et a exercé les fonctions de secrétaire fédéral du PS des Côtes-du-Nord de 1969 à 1973 puis de 1981 à 1983.

FÉLIX LEYZOUR (PC)

Né le 22 juillet 1932 à Plourach (Côtes-du-Nord), M. Félix Leyzour, instituteur, a adhéré aux Jeunes communistes en 1949 et au Parti communiste trois ans plus tard. Il est conseiller général de Callac depuis 1970 et maire de cette commune depuis mars 1989. Vice-président de l'Assemblée départementale depuis 1976, il siège au conseil régional de Bretagne depuis 1986.

Dordogne

YVES GUENA (RPR)

Né le 6 juillet 1922 à Brest (Finistère), M. Yves Guéna, ancien élève de l'ENA, est entré au Conseil d'Etat en 1957, en qualité de maître des requêtes. Il est appelé, l'année suivante, au cabinet de M. Michel Debré, ministre de la justice, avant de suivre, ce dernier, à l'hôtel Matignon. En 1959, il devient haut-commissaire de la République française en Côte-d'Ivoire. Elu en 1962 dans la 2^e cir-

conscription de la Dordogne, il abandonne l'Assemblée nationale en 1967 pour devenir ministre des postes et télécommunications, puis de l'information (à partir du 10 juillet 1968), avant de revenir au ministère des postes et télécommunications en 1969. Il est réintégré en 1969 au Conseil d'Etat. Réélu député en 1973, il est nommé, la même année, ministre des transports, avant d'occuper le ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat (du 1^{er} mars au 27 mai 1974). Il retrouve son siège à l'Assemblée nationale, en septembre 1974, à l'issue d'une élection partielle, et le conserve jusqu'en 1981 où il est battu par M. Roland Dumas (PS). Il y siège de nouveau de 1986 à 1988.

Conseiller général de Périgueux depuis 1970, il est maire de cette ville-préfecture depuis 1971 et démissionne, en 1986, une vice-présidence au conseil régional d'Aquitaine. Secrétaire général de l'UDR en 1976, il devient, l'année suivante, délégué politique du RPR avant de prendre, en 1978, les fonctions de conseiller politique et trésorier général du RPR.

Drôme

JEAN BESSON (PS)

Né le 1^{er} juillet 1948 à Valréas (Vaucluse), M. Jean Besson, ancien agent général d'assurances, est conseiller général de Rémuzat (Drôme) depuis 1979 et vice-président de l'Assemblée départementale depuis 1985. Adjoint au maire de Valence de 1977 à 1983, il est, depuis lors, président du Syndicat intercommunal de Rémuzat. Conseiller régional de Rhône-Alpes depuis 1986, il occupe, depuis 1988, la suppléance de M. Henri Michel, député (PS) de la Drôme.

Eure

JOËL BOURDIN (UDF-P et R)

Né le 25 janvier 1938 à La Barre-en-Ouche (Eure), M. Joël Bourdin, professeur d'économie et de gestion, est maire de Bernay (Eure) depuis 1983. Conseiller général de Bernay-Est depuis 1985, il siège au conseil régional de Haute-Normandie depuis 1986.

Eure-et-Loir

JEAN GRANDON (UDF)

Né en 1926 à La Ville-aux-Nonains (Eure-et-Loir), M. Jean Grandon, cultivateur, a été maire de sa commune natale de 1959 à 1968 avant d'être, depuis lors, celui de Senonches. Conseiller général de ce canton depuis 1983, il préside la commission des bâtiments à l'Assemblée départementale. Il siège également au conseil régional du Centre depuis 1986. Il s'est déjà présenté, sans succès, aux sénatoriales de 1971 et 1980.

MARTIAL TAUGOURDEAU (RPR)

Né le 14 décembre 1926 à Beaufort-en-Vallée (Maine-et-Loire), M. Martial Taugourdeau, médecin, est entré, en 1959, au conseil municipal de Tremblay-les-Villages (Eure-et-Loir) avant d'en devenir maire en 1971. Conseiller général de Châteauneuf-en-Thymerais depuis 1979, il préside l'Assemblée départementale depuis 1985. Elu député de la 2^e circonscription d'Eure-et-Loir en 1978, il est battu, trois ans plus tard, par M^{me} Françoise Gaspard (PS). Il retrouve les bancs de l'Assemblée nationale en 1986 et prend, en 1988, sa revanche en conservant son siège face à M^{me} Gaspard.

Finistère

JACQUES DE MENOU (RPR)

Né en 1932 à Strasbourg (Bas-Rhin), M. de Menou est ingénieur agronome. Elu maire de Plouvorn (Finistère) en 1965, il siège, depuis 1974, au conseil général, où il représente le canton de Plouzé-védé. Ancien adhérent du CDS, il a rejoint les rangs du RPR en 1987.

Haute-Garonne

MARYSE BERGE-LAVIGNE (PS)

Née le 29 janvier 1941 à Pamiers (Ariège), M^{me} Maryse Berge-Lavigne, enseignante dans l'enfance inadaptée, est membre de la Ligue des droits de l'homme. Elle siège au conseil régional de Midi-Pyrénées depuis 1986.

CLAUDE CORNAC (PS)

Né le 1^{er} octobre 1939 à Salvagnac (Tarn), M. Claude Cornac, administrateur de sociétés, a été élu maire d'Aucamville (Haute-Garonne) en 1974 et y siège en qualité d'adjoint depuis 1983.

Conseiller général de Toulouse-XIV depuis 1978, il est questeur et président du groupe socialiste à l'Assemblée départementale.

Gers

ROBERT CASTAING (PS)

Né le 6 septembre 1930 à Lectoure (Gers), M. Robert Castaing, professeur d'histoire-géographie, est maire de sa commune natale depuis 1971. Mitterrandiste, il siège au conseil régional de Midi-Pyrénées depuis 1986 et préside l'association départementale des maires.

AUBERT GARCIA (PS)

Né le 7 septembre 1931 à Toulouse (Haute-Garonne), M. Aubert Garcia, médecin, est maire de Castéra-Verdun (Gers) depuis 1965. Conseiller général de Valence-sur-Baïse depuis 1979, il est actuellement premier vice-président de l'Assemblée départementale.

Gironde

BERNARD DUSSAULT (PS)

Né le 14 novembre 1941 à Monséguir (Gironde), M. Bernard Dussault, artisan chauffagiste, est entré au conseil municipal de sa commune natale en 1965. Réélu en 1971 et en 1977 conseiller municipal, il devient maire de Monséguir en 1978. Elu de ce canton, il siège à l'Assemblée départementale depuis 1978.

JACQUES VALADE (PR)

Né le 4 mai 1930 à Bordeaux (Gironde), M. Jacques Valade, docteur en sciences physiques, ingénieur chimiste, a été successivement assistant (1955), chef de travaux (1957), maître de conférences (1960), puis professeur de chimie organique à partir de 1963 à la faculté des sciences de Bordeaux, dont il fut le doyen de 1968 à 1970. Directeur de l'Institut du pin de 1969 à 1980, membre de la Société chimique de France et de la Chemical Society, M. Valade entre, en octobre 1970, à l'Assemblée nationale en qualité de suppléant de M. Jacques Chaban-Delmas, premier ministre. Il entre en 1971 au conseil municipal de Bordeaux, dont il est le premier adjoint depuis 1977, et est alors désigné vice-président de la Communauté urbaine de Bordeaux. Conseiller général de Bordeaux-IV depuis 1973, M. Valade est élu président de l'Assemblée départementale en 1985 et le demeure jusqu'en 1988, où il est battu par M. Philippe Madrelle (PS). Elu sénateur de la Gironde en 1980, il cède son siège en janvier 1987 pour devenir ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur dans le gouvernement de M. Jacques Chirac. M. Valade a siégé au conseil régional d'Aquitaine de 1986 à 1988, date à laquelle il s'est démis de son mandat afin de se mettre en conformité avec la législation anti-cumul.

Hérault

ANDRÉ VÉZINHET (PS)

Né le 7 septembre 1939 à Rodéz (Aveyron), M. André Vézinhét, rocardien, membre du comité directeur du PS, est directeur de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique, adjoint au président du Centre de Montpellier (Hérault). Premier adjoint au maire de Montpellier depuis 1983, il représente le canton de Montpellier-IX au conseil général depuis 1985. Conseiller régional depuis 1983, il a abandonné son mandat en 1989, frappé par la législation anti-cumul.

Ille-et-Vilaine

ANDRÉ EGU (UDF)

Né le 12 juillet 1929 à Rennes (Ille-et-Vilaine), M. André Egu, négociant en vins, est conseiller général de Retiers depuis 1973 et maire de ce chef-lieu depuis 1977. Président de l'association départementale des maires depuis 1977, il était le suppléant de M. Louis de la Forest (CNT), sénateur sortant.

Indre

DANIEL BERNARDET (UDF)

Né le 7 juin 1927 à Lourouer-Saint-Laurent (Indre), M. Daniel Bernardet, directeur d'une entreprise d'ébénisterie, est entré au conseil municipal de Châteauroux (Indre) en 1958. Elu maire de cette commune en 1971, réélu en 1977 et 1983, il a été battu, en mars dernier, par M. Jean-Yves Gateaud (PS). Ancien président du conseil régional du Centre (1983-1985), il est élu, en 1985, conseiller général de Châteauroux-Ouest et, dans la foulée, président de l'Assemblée départementale.

Candidat malheureux aux législatives de 1978 dans la 1^{re} circonscription, il entre à l'Assemblée nationale en 1986, mais ne se représente pas en 1988.

FRANÇOIS GERBAUD (RPR)

Né le 10 avril 1927 à Châteauroux (Indre), M. François Gerbaud a entamé sa carrière de journaliste à Centre-Eclair avant d'intégrer la rédaction de la Nouvelle République du Centre-Ouest en 1949. En 1955, il prend la tête du service des informations générales d'Europe 1 et devient, en 1962, chef des informations et présentateur des journaux télévisés à l'ORTF. Elu député (UDR) de la 1^{re} circonscription de l'Indre en 1967, il perd son siège en 1973, battu par M. Marcel Lemoine (PC). Il entre, cette année-là, au cabinet de M. Philippe Madrelle, ministre de l'Information puis de la fonction publique (1974). En mars 1974, il est chargé des relations avec la presse au cabinet de M. André Bord, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants, avant d'intégrer, deux mois plus tard, le cabinet de René Tomassini, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. De 1975 à 1978, il demeure au cabinet de ce ministre, où se succèdent Robert Boulin, M. Christian Poncelet et André Bord. En 1978, il est appelé auprès de M. Claude Contamine, président de FR 3, en qualité de chargé de mission. Il est, depuis 1985, responsable des émissions en direct de l'Assemblée nationale et du Sénat. Conseiller général de Levroux (Indre) depuis 1970, il est premier vice-président de l'Assemblée départementale depuis 1985. Conseiller régional du Centre depuis 1985, il est maire de Bourges-le-Château (Indre) depuis 1983.

Mayenne

GEORGES OTHILY (PSG-div.)

Né le 7 janvier 1944 à Cayenne, M. Georges Othily, administrateur de biens, dissident du Parti socialiste guyanais (PSG), principale composante de la majorité présidentielle dans le département sud-américain, préside, depuis 1983, le conseil régional. Licencié en droit et diplômé de l'Ecole de notariat de Paris, il a fait ses études au lycée Félix-Eboué de Cayenne, puis à la faculté de droit de Paris. Nommé, en 1982, par M. Michel Rocard, alors ministre du Plan, membre de la commission nationale de planification, il est également membre fondateur du seul établissement financier typiquement guyanais, le Crédit populaire de Guyane. Il préside aussi l'Office départemental du tourisme, depuis 1987, et la Fédération des œuvres laïques, depuis 1970.

Français établis hors de France

PAULETTE BRISEPIERRE

Née le 21 avril 1917 à Bordeaux (Gironde), M^{me} Paulette Brise-pierre, mariée, mère de sept enfants, fut directeur général de société. Etablie à Marrakech (Maroc), M^{me} Brise-pierre est déléguée du Conseil supérieur des Français de l'étranger.

PIERRE BARNES

Né le 17 janvier 1932 à Tulette (Drôme), M. Pierre Barnes est journaliste. Il fut correspondant du Monde en Afrique occidentale et équatoriale de 1961 à 1984 et a collaboré à de nombreuses publications sur l'Afrique. M. Barnes est l'auteur de deux livres sur l'Afrique noire. Il est membre de l'Association démocratique des Français de l'étranger (ADFE) depuis 1980 et a représenté les Français du Sénégal au Conseil supérieur des Français de l'étranger de 1982 à 1988. Il réside depuis 1959 à Dakar (Sénégal).

Les sortants battus

Ont été battus : MM. Henri Portier (RPR, Aube) ; Charles Bonifay (PS, Bouches-du-Rhône) ; Stéphane Bonduel (div. g., Charente-Maritime) ; Josy Moine (div. g., Charente-Maritime) ; Michel Rigou (MRG, Charente-Maritime) ; Yves Le Cozannet (UDF, Côtes-du-Nord) ; Roger Roudier (PS, Dordogne) ; Jean Guénier (UDF-CDS, Eure) ; Raymond Poirier (UDF, Eure-et-Loir) ; Georges Lombard (UDF-CDS, Finistère) ; Eugène Boyer (PS, Haute-Garonne) ; Jacques Boyer-Andrivet (div. d., Gironde) ; Guy Besse (div. d., Indre) ; Raymond Tarcy (app. PS, Guyane).

POLITIQUE

Un colloque du PS sur les entreprises

Les socialistes à l'heure de l'économie mixte

Le Parti socialiste a organisé, samedi 23 et dimanche 24 septembre, un colloque sur « La France et ses entreprises », dont la conclusion a été donnée par M. Michel Rocard et qui témoigne de l'évolution de la réflexion du PS sur l'économie, sur les rapports entre l'Etat et le monde de la production, et enfin sur les relations entre les salariés et le travail. Les socialistes se mettent à l'heure de l'économie mixte.

L'idée que les socialistes se font de l'entreprise a changé. Elle a changé sous la pression des faits et des responsabilités gouvernementales et, en évoluant, elle a modifié la conception des Français dans leur ensemble. Ce constat est banal, mais les occasions de mesurer le chemin parcouru par le PS ne sont pas si nombreuses. Le changement accompli en cette matière reste souvent de l'ordre du non dit, tant il met en cause les fondements de la tradition socialiste.

En outre, si l'on voit bien quelles conceptions le PS, du moins en pratique, a abandonnées, on ne sait pas par quoi il les a remplacées. Le débat du prochain congrès a peu de chances d'être éclairant à cet égard, car il existe un consensus implicite autour de ce qu'il est convenu d'appeler la culture de gouvernement, à laquelle les socialistes tiennent comme à la prunelle de leurs yeux et qu'aucun d'eux ne veut ou ne peut soumettre à investigation ou à critique.

Le colloque organisé par le secteur entreprises du PS, que dirige M. Michel Charzat, a été riche d'indications sur l'aggiornamento des socialistes. Entre autres signes anecdotiques, il n'est pas indifférent que cette manifestation ait eu pour cadre un grand hôtel parisien, qui accueille plus souvent les très paternels « Forums » de l'Expansion que des assemblées syndicales. Plus sérieusement, la présence, parmi les participants, de dirigeants d'entreprise, comme M. Jean-Marie Descarpentries, président du groupe d'emballage Carnaud, montrait que ce ne sont plus seulement les socialistes qui ministrent, de préférence, sont parfois invités dans des réunions de managers, mais que l'inverse est aussi possible.

« La transformation de la pensée socialiste vis-à-vis de l'entreprise est indéniable », a déclaré, d'entrée de jeu, M. Pierre Mau-

roy. Le premier secrétaire a résumé la position actuelle du PS en disant qu'il est « pour l'économie de marché, mais avec des contrepoints ». « Cela s'appelle un système d'économie mixte », a-t-il expliqué, assurant que « le prochain congrès dira quel contenu le parti lui donne ». Dès maintenant, M. Mauroy a souligné que le PS ne renie pas les nationalisations, mais les « assume », et que le gouvernement doit donner aux entreprises publiques « les fonds propres indispensables ». Cela n'entraîne pas que le secteur public soit « figé », a dit M. Mauroy, en rappelant que, premier ministre, il avait souhaité l'élaboration d'une « loi de respiration » et en affirmant : « Le « ni privatisation ni nationalisation » n'est pas un principe définitif ».

M. Fabius :
contre la « hystérie »

Après M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, qui s'est inquiété de la faiblesse des dotations de l'Etat en capital des firmes nationalisées et qui a mis en garde contre une trop grande dépendance des entreprises à l'égard des banques (voir d'autre part), M. Laurent Fabius a fait entendre une tonalité moins optimiste que celle qui régnait depuis le début des débats. « La bêtise macro-économique qui s'est emparée de certains esprits est-elle fondée ? », a demandé le président de l'Assemblée nationale. Rappelant l'endettement du territoire, la « volatilité » des taux d'intérêt et de change, le déficit américain, M. Fabius a souligné que les grandes causes de crise des années 70 n'ont pas disparu.

L'ancien premier ministre s'est interrogé aussi sur la situation française, marquée par le déficit de commerce extérieur, la perte de parts de marché, des investissements insuffisants et le fait que l'on n'ait « pas encore trouvé de pratique, acceptée par tous le monde, de répartition des fruits du progrès ». « L'économie française va mieux, a-t-il dit, mais il y a encore du chemin devant nous ». Ce constat, indéniable, permet de mettre discrètement le gouvernement au face de ses responsabilités.

M. Fabius s'est aussi attardé sur l'Europe, pour dénoncer l'absence de politique commerciale commune, qui fait de la CEE « une passoire » et pour souligner la nécessité de faire progresser le social « au même rythme » que l'union économique et monétaire. Il a observé que, dans d'autres pays, l'Etat soutient

l'industrie, mais « la soutient mieux » qu'il ne le fait en France, en appuyant la recherche plutôt que les secteurs anciens et les grands contrats. M. Fabius a indiqué enfin une piste de réflexion de plus en plus explorée par les socialistes et qui repose sur l'idée que les technologies nouvelles exigent une gestion sociale différente, plus démocratique, qui « enrichisse » et « repense » les tâches. A cet égard, a-t-il dit, s'il ne doit pas y avoir de confusion entre le pouvoir patronal et le pouvoir syndical, qui « incarnent deux légitimités différentes », il n'en est pas moins vrai que « l'économie et la société sont une seule et même exigence ».

Les « tables rondes » ont été l'occasion pour les militants présents d'opposer la réalité vécue aux analyses et aux propositions d'ensemble des dirigeants. « Qu'attend donc le gouvernement pour appliquer ces idées ? », est une question qui est souvent revenue. « Pourquoi le PS n'a-t-il pas rendu obligatoire la présence de représentants des salariés dans les conseils d'administration des grandes entreprises ? », a demandé un ouvrier de Thomson-CSF, tandis qu'un autre intervenant rappelait que les entreprises nationalisées devaient, à l'origine, être des « vertues sociales ». Un salarié de l'Aérospatiale à Saint-Nazaire a lancé : « On attend toujours la suppression de l'amendement Lamassouze » sur les journées non payées pour fait de grève.

M. Rocard : un Etat « défensif » et « offensif »

Après un débat qui a mis aux prises des députés — MM. Jean Le Garrec et Michel Coffineau — des chefs d'entreprise publique — M. Louis Gallois, président de la SNECMA — ou privé — M. Descarpentries — et un syndicaliste, M. Jean Peyper, secrétaire de la Confédération européenne des syndicats, M. Charzat a tiré, dimanche, quelques enseignements du colloque en observant notamment que, après une période marquée par une certaine tendance à l'industrialisme, le PS a aujourd'hui une vision plus globale de la société, des relations sociales redéfinies d'actualité. Les socialistes, quant à eux, après sept ans de gestion gouvernementale, peuvent tenir sur l'entreprise, a-t-il ajouté, « un langage sérieux (...), qui ne sacrifie ni à l'effet de mode ».

Le député de Paris a insisté sur l'idée que, contrairement à la vision néo-libérale, « les entreprises sont, moins que jamais, des entités isolées face au mar-

ché », et que « les deux archétypes de l'économie industrielle d'hier, c'est-à-dire l'usine et le marché, sont bousculés par les processus d'intégration technique et sociale des modes de production ». Quant au rôle de l'Etat, il doit être, selon M. Charzat, de « pallier les carences de l'initiative privée et de mutualiser les risques de la recherche et de l'innovation ».

M. Michel Rocard a présenté, en conclusion du colloque, un exposé précis de la politique industrielle de son gouvernement, en donnant notamment son analyse du déficit extérieur. Celui-ci sanctionne, selon le premier ministre, des écarts de compétitivité, mais il résulte aussi, en France, du fait que « notre croissance, tirée par l'investissement, sature actuellement nos capacités de production », et que les machines sont achetées à l'étranger.

Le rôle de l'Etat vis-à-vis du secteur public doit être d'abord « défensif », a dit M. Rocard, face aux convoitises étrangères, « compte tenu de la relative faiblesse de la capitalisation de nos entreprises, que le ministre des finances s'emploie d'ailleurs, avec légitimité, à redresser ». L'Etat doit avoir ensuite un rôle « offensif », consistant à favoriser le financement de ces entreprises. « Le secteur public », a souligné M. Rocard, est capable, tout comme le privé, d'exploiter les innovations financières. Il est enfin possible, a-t-il dit, de « mettre en œuvre d'importantes synergies entre groupes publics », sans expliquer plus précisément ce qu'il entendait par là.

M. Rocard a insisté aussi sur le nécessaire renforcement du « réseau des entreprises moyennes » à travers des aides à l'innovation, à la formation et au financement. Il a indiqué enfin les deux « orientations principales » de la stratégie industrielle du gouvernement : « Poursuivre notre engagement dans les secteurs où le soutien public constitue un élément indispensable de succès et où il a conduit à de réelles réussites commerciales » ; « Développer des secteurs moins traditionnels, ceux des produits de grande diffusion » tels que les produits alimentaires, les transports, les matériaux d'usage courant.

Faire applaudir par des socialistes une politique industrielle qui fait une telle part à l'initiative privée n'est plus une gageure. M. Rocard avait devant lui, ce week-end, le parti de ses vœux.

ERIC LE BOUCHER
et PATRICK JARREAU

An « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Bérégovoy : « il faut éviter la guerre des chefs au Parti socialiste »

M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, invité dimanche 24 septembre du « Grand Jury RTL-le Monde », s'est expliqué sur le soutien qu'il apporte à la contribution Fabius en vue du congrès socialiste. Après avoir rappelé qu'il avait soutenu la candidature de M. Fabius contre celle de M. Mauroy au poste de premier secrétaire du parti parce que M. Mitterrand le souhaitait, M. Bérégovoy a ajouté : « Ce que je souhaite, c'est l'unité profonde du parti socialiste et son ouverture. Je souhaite que le Parti socialiste soit capable de rassembler au-delà de ses propres rangs ».

« Le Parti socialiste, qui est l'axe principal de la vie politique française, ne le sera durablement que s'il est capable de rassembler 35 % à 40 % des électeurs. Pour cela, toutes les sensibilités doivent avoir leur place : les écologistes comme ceux que l'on appelle les gauchistes, des hommes d'union qui sont indéfinissables mais qui ont une volonté de transformation sociale. Voilà ce que je souhaite ! Et j'entends travailler à cela ».

« Nous n'allons pas faire — et c'est Laurent Fabius qui l'a dit — un congrès pour ou contre le gouvernement de Michel Rocard ; nous devons faire un congrès de clarification de nos objectifs — le gouvernement devra en tenir compte — et nous devons faire un congrès de rassemblement ».

M. Bérégovoy indique aussi : « Je n'ai aucune opposition — sur le plan des personnes et sans doute pas sur celui des idées — à l'égard de Pierre Mauroy, de Lionel Jospin, de Louis Mermaz, de Jean-Pierre Chevènement ou de Michel Rocard. Les choses étant ce qu'elles sont, il y a en effet des sensibilités différentes. Je souhaite que l'on évite la guerre des chefs. J'ai beaucoup regretté que l'on pose, au lendemain de mai 1988, le problème de la succession de François Mitterrand. Certains se sont opposés à l'accession de Laurent Fabius au poste de premier secrétaire sous prétexte qu'il pouvait être dans six ou sept ans un candidat à l'élection présidentielle. Je crois que c'était une erreur, qui n'incombe pas à Laurent Fabius ».

Les dirigeants du PS
devant la commission « femmes »

Le défilé des débutantes

Le vote féminin serait-il, au sein du Parti socialiste, un enjeu majeur à six mois d'un congrès ? On pouvait le croire en voyant, samedi 23 septembre, les « éléphantes » du PS défilé, à l'invitation de Mme Yvette Roudy et de la commission « femmes » du PS, pour, telle la débutante des comédies musicales américaines, passer une audition devant ce jury à la terrible réputation. Il est vrai que, en période de congrès, aucun appui ne doit être négligé. Surtout, nul ne peut prendre le risque d'être catalogué comme indifférent à une cause qui fut aussi « porteuse » pour le PS que celle des femmes.

Cela dit, 28 % seulement des militantes socialistes sont des militantes, et elles se répartissent, comme les hommes, entre tous les courants. Mme Roudy regrette cette dispersion. Lorsque la question avait été débattue, en 1974, elle s'était rangée parmi les adversaires de la formation d'un courant féministe dans le PS. « Je m'étais trompée », estime, aujourd'hui, l'ancien ministre des droits de la femme. La commission « femmes » présentera une contribution thématique, mais Mme Roudy aurait préféré que ce fût sinon une contribution générale, mise en concurrence avec celles des courants, du moins un texte « transcourants ».

Un quota de 40 %

Considérés par leurs hiérarchies comme responsables de la situation marginale des femmes dans le PS — ce qui est un peu court — les principaux dirigeants du parti, invités en tant qu'auteurs de contribution en vue du congrès, ont suivi des méthodes différentes. Les uns, d'abord, sont venus eux-mêmes : MM. Louis Mermaz, Lionel Jospin, Jean Poperen, Laurent Fabius, d'autres se sont fait représenter par une partisane : Mme Colette Defoerit pour les rocardiens, Mme Marie-Arlette Carliotti pour Socialisme et République, Mme Geneviève Domenach-Chich pour la composante « délabarienne » du courant Jospin. Mme Marie-Noëlle Lienemann échappait à ce dilemme, puisqu'elle présente sa propre contribution.

Certains, ensuite, ont choisi d'exposer leur démarche politique d'ensemble, sans faire un sort particulier à la « question féminine ».

M. Mermaz s'est attiré, en procédant ainsi, ce qu'il a préféré qualifier de « murmures sympathiques », d'où ressortaient des « Hors sujet ! » exaspérés et des « Et les femmes ? » indignés. M. Jospin, qui lui succéda, a jugé que le débat général doit avoir lieu « dans les structures habituelles du parti » et qu'une réunion spécifique féminine devrait être l'occasion, au contraire, de parler des problèmes féminins. La ministre de l'éducation nationale a commencé par des propos rétrospectifs et introspectifs sur son « rapport personnel au féminisme », qui ont été diversement accueillis.

M. Fabius a habilement marié les deux méthodes. Sa contribution ayant pour axe principal la modernisation du PS, il lui était plus facile qu'à ses concurrents d'expliquer que le renforcement de la place des femmes est un des aspects principaux de cette modernisation. « Le premier parti français qui comprendra que là est un des enjeux majeurs de l'évolution de la société, celui-là emportera la mise », a assuré le président de l'Assemblée nationale.

Mis en cause en tant que premier secrétaire, M. Mauroy est loin d'être le plus indifférent au problème de la promotion des femmes dans la société et dans la vie politique. Mme Roudy l'a rappelé, et le maire de Lille en a donné la preuve en reprenant à son compte la proposition de l'ancien ministre des droits de la femme d'établir au sein du PS un quota obligatoire de 40 % de femmes au comité directeur et sur les listes de candidats aux élections, lorsque celles-ci se font au scrutin proportionnel. Le quota de 40 % a été adopté par le SPD d'Allemagne fédérale. M. Mauroy estime que le parti français doit, lui aussi, l'instituer, car, a-t-il dit, « compte tenu de l'état d'aspérité actuel du parti, que je regrette, on n'avancera pas sans une puissante mécanique ».

Sympathisant de la cause des femmes, M. Mauroy, en même temps, ne perd pas... le nord. Il sait que Mme Roudy, même si elle dépose, à titre personnel, une contribution (distincte de celle de la commission « femmes »), est signataire de celle de M. Fabius. La place des femmes est une question trop importante pour être laissée par le premier secrétaire à un courant, surtout celui-là.

En Nouvelle-Calédonie

« Le rapport de vérification sur l'ADRAF révèle le pillage du bien public », souligne l'Agence kanak de presse

Dans son bulletin daté du 21 septembre, l'Agence kanak de presse (AKP), organe proche du FLNKS, a publié à son tour des extraits du rapport de vérification établi à la demande du premier ministre par l'Inspection générale des finances sur la gestion et les activités de l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier en Nouvelle-Calédonie, de 1986 à 1988 (le Monde du 22 septembre). Elle estime que ce document « révèle le pillage du bien public » et rappelle qu'à l'époque « les représentants du FLNKS (au sein du conseil d'administration de l'ADRAF) avaient dénoncé publiquement, à plusieurs reprises, l'injustice flagrante qui présidait aux attributions de terres et le mépris de l'Agence par rapport aux revendications foncières ancestrales ».

L'AKP indique qu'un exemplaire du rapport de M. François Asselineau — qui était en principe à usage administratif interne — lui est parvenu par l'intermédiaire d'une « main anonyme », tout comme il avait été adressé, de la même façon, à la station locale de RFO et à Radio-Djido, autre organe indépendantiste, mais elle précise que cet envoi était accompagné d'une « note » ainsi rédigée : « 1989-1989 : Bicentenaire de quoi ? ».

« Février 1989 : ce rapport est remis au gouvernement de la France qui s'apprête à fêter le Bicentenaire de la révolution, des Droits de l'homme et païan et patou... Il n'est pas publié, comme promis au départ ».

« Juillet 1989 : au lieu d'être sous les verrous (sinon guillo-

tinés !), les principaux voleurs de fonds publics sont élus à des mandats et au Congrès du territoire... A la première réunion de la nouvelle ADRAF, ce rapport n'est pas mis à l'ordre du jour ».

Conclusion : les accords de Matignon sont aussi une entente entre le gouvernement de la République et la mafia locale. Bel avenir qu'on nous prépare !

« 1789-1989 : Bicentenaire de quoi au juste ? »

« NDLR : Diffusez le plus rapidement possible ce rapport, la liberté ne s'use que si l'on ne s'en sert pas ».

La teneur de cette note confirme l'existence d'une tentative de déstabilisation des accords de Matignon, sans permettre, toutefois, de situer précisément l'origine de la fuite. En revanche, la divulgation de ce rapport ne suscite pas, sur le territoire, plus de commentaires politiques qu'en métropole. Notre correspondant en Nouvelle-Calédonie nous indique que les responsables du RPCR, y compris ceux mis en cause accidentellement dans le rapport, se sont jusqu'à présent abstenus de toute réaction après s'être concertés avec leur président, M. Jacques Lafleur, député RPR, actuellement en métropole. Radio-Rythme bien (RRB), proche du RPCR, s'est bornée à évoquer le rapport de M. Asselineau sans parler de son contenu et en se demandant « à qui profite le crime ». Quant au seul quotidien du territoire, les Nouvelles Calédoniennes, il s'est montré tout aussi discret sur la teneur de ce document officiel en parlant de « manipulation politique ».

Après son élection aux sénatoriales

Le groupe UDF désigne le successeur de M. Jean-Claude Gaudin

C'est au cours d'un scrutin à huis clos que les députés UDF devaient désigner, lundi 25 septembre, le successeur de M. Jean-Claude Gaudin à la tête de leur groupe parlementaire, fort de quatre-vingt-huit élus. Le président sortant avait souhaité que cette élection ait lieu dès le premier jour de ces journées parlementaires, qui se tiennent à Vichy — sur les terres de M. Claude Malhuret — de façon à ne pas porter tort à leur déroulement.

VICHY

de notre envoyé spécial

Trois candidats étaient officiellement en lice : M. François Léotard, président du Parti républicain, M. Charles Millon (bourgeois et renouveau), président du conseil régional Rhône-Alpes, et M. Philippe Mestre (ex-barriste, soutenu par les giscardiens). Chacun des trois candidats a pu présenter brièvement les raisons de sa candidature avant de répondre à des questions de la salle.

Même si M. François Léotard paraît favori sur le papier, les comptes et décomptes qui ont précédé ce scrutin démontrent parfois des résultats cocasses. « Si l'on prenait au pied de la lettre les promesses de vote faites par les uns et les autres, on était conduit à penser que le groupe UDF était fort d'un million cent cinquante députés », ironisait un observateur UDF des joutes de ces dernières semaines. Par prudence, certains élus ont, en effet, promis leur voix à chacun des trois candidats. Le scrutin étant secret (contrairement à la pratique habituelle du vote par

acclamation), une promesse ne coûtait pas grand-chose.

Ce vote du 25 septembre devrait marquer un tournant dans la vie de l'UDF, déjà affaiblie par le départ, l'année dernière, des députés centristes, regroupés depuis au sein de l'UDC. L'enjeu était d'importance : pour les électeurs (UDF aussi bien que RPR), qui voyaient dans la candidature de M. Millon une chance de porter la rénovation au cœur du système ; pour les giscardiens, qui souhaitaient contrer la candidature Léotard, « traître » à la cause UDF depuis ses déclarations fracassantes antiscandalesques du lendemain des élections européennes du 18 juin ; pour François Léotard, dont le crédit, passablement entamé ces derniers temps par des changements de pied à répétition, se pouvait se permettre un échec.

Il n'est pas sûr que les députés UDF aient vraiment, après ce vote, la tête à suivre le programme officiel de ces journées parlementaires. Une fois encore, les conversations de couloir, les rumeurs et les complots de salon auront plus d'importance que le programme de la tribune. Un débat de politique générale est inscrit à l'ordre du jour de l'après-midi de lundi. La journée de mardi devant être consacrée à plusieurs débats sur la politique économique, budgétaire et sociale, ainsi que sur l'Europe. Les parlementaires examineront également les principaux textes inscrits à l'ordre du jour de cette session d'automne, qui commence le lundi 2 octobre : actualisation de la loi de programmation militaire, financement des campagnes et des partis politiques, code pénal, etc.

PIERRE SERVANT

Le Monde

PLANTU

DES FOURMIS DANS LES JAMBES



L'ALBUM 89

164 PAGES — 250 DESSINS

La sélection de ses meilleurs dessins

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE PLANTU

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : LOCALITÉ : _____

PAYS : _____

NOMBRE D'EXEMPLAIRES : _____ x 55 F, frais de port inclus = _____ F.

Bulletin et règlement à retourner à : **le Monde**, service vente
au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09. France.

صكنا من الاميل

سكنا من الامل

SOCIÉTÉ/CULTURE

Le Monde • Mardi 26 septembre 1989 17

SECTION B

18 Prisons : vers une relance des revendications
19 Une agence pour l'évaluation médicale

21 Culture : l'orgue de Saint-Eustache exorcisé
— Les nouveaux Eclipses de Jean-Pierre Vincent

22 La magie Robbins au New York City Ballet
23 Formule 1 : coup de pouce de Mansell à Prost

La radicalisation d'une frange de l'extrême droite et les attentats contre les immigrés

Les vigiles de la « race blanche »

Qu'est-ce que le Parti nationaliste français et européen (PNFE), ce groupuscule dont le président, M. Claude Cornilleau, a été inculpé d'association de malfaiteurs, puis écroué, le 17 septembre (le Monde du 19 septembre), dans le cadre de l'enquête sur des attentats commis en mai et décembre 1988 contre les foyers Sonoma de Cannes et Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes). A lire la presse, feuilleter les bulletins internes, déchiffrer le programme et suivre le rituel de ce remuant nouveau venu, depuis 1987, dans la galaxie d'extrême droite, la réponse ne fait guère de doute : il s'agit d'un mouvement néo-nazi.

M. Cornilleau ne manque pas d'audace. Après l'interdiction par le préfet de police d'une manifestation parisienne du PNFE (1), en mai dernier, il écrit au Monde une lettre, publiée in extenso, où il précise notamment : « Le terme de « néo-nazi » n'a aucun sens en ce qui nous concerne (...). La parti que j'ai l'honneur de diriger n'a rien à voir avec l'extrême droite nationaliste des courriers allemands » (le Monde du 7 juillet). Quelques mois plus tôt, après les arrestations de militants du PNFE impliqués dans des attentats racistes, il avait déjà pris sa plume pour préciser : « Le PNFE s'oppose effectivement à l'invasion allogène, mais uniquement par les moyens légaux » (le Monde du 14 février).

Il ne faut donc voir aucune référence à des révolutions — historiques ou imaginaires — dans le choix des couvertures des numéros 24 et 38 de Tribune nationaliste, l'organe du PNFE. La première, datée de janvier 1988, sous le mot d'ordre fétichiste du parti, « France d'abord ! Blanche toujours ! », montre un groupe de jeunes gens effectuant « le salut au drapeau » à l'ouverture du deuxième congrès du PNFE. Le drapeau ? Une croix celtique blanche sur fond rouge. Le salut ? Des bras droits tendus, légèrement levés, autrement dit le salut hitlérien des livres d'histoire. D'avril dernier, la seconde couverture, montre de face une jeune militante du Combat nationaliste féminin, la branche féminine du mouvement, effectuant le même geste, qu'un PNFE l'on nomme publiquement « salut européen ». La jeune femme comme les jeunes gens sont vêtus de l'uniforme du parti : chemise beige, cravate noire, brassard rouge à croix celtique blanche au bras gauche.

La réalité semble donc plus inquiétante que ne le laissent entendre les opportunistes précisions de M. Cornilleau. Plongée dans l'abondance, quoique artisanale, prose du PNFE, souvent maladroïtement remaniée, parfois parsemée de fautes d'orthographe, la visite laisse un sentiment nauséux, de gêne et d'effroi mêlés. On aimerait croire que ce qui suit ne relève « que » d'un folklore douteux. Pourtant, la modeste, mais voyante, ascension du PNFE dans le petit monde de l'extrême droite témoigne d'une radicalisation, aux marges d'un Front national jugé trop sage et respectable, bien qu'il soit rendu hommage à son œuvre de désexcavement idéologique.

« Vive la race blanche »

« La seule bonne nouvelle, la voici : notre race s'est réveillée », annonce M. Cornilleau, en octobre 1985, dans le premier numéro de Tribune nationaliste. « Un combat, une race, un Etat fort, un parti », tel est l'essentiel du credo du PNFE, qui s'affirme résolument opposé à la démocratie et appelle de ses vœux une « deuxième révolution ». « La ligne de partage fondamentale, incontournable ? C'est la question raciale », écrit encore son président. Se considérant comme des « résistants » dans un pays occupé par les « allogènes », les militants du PNFE appellent de leurs vœux « la libération de la patrie par la destruction du régime hit, l'élimination de tous les pourvoyeurs et le rejet de tous les envahisseurs ».

« A bas la démocratie ! A bas la société multiraciale ! Vive l'Europe libre et saine ! Vive la race

blanche ! », proclame M. Cornilleau, le 4 avril 1987, à l'Eurocamp d'Anvers, rassemblement européen annuel de l'extrême droite la plus violente et la plus passionnée. « Nous ne reconstruisons pas le prétendu droit du sol, mais uniquement le droit du sang », écrit-il ailleurs, tandis que le programme en vingt-cinq points du PNFE prévoit le « renvoi progressif mais total des immigrés non européens », l'« élimination du grand capitalisme parasite », le « retrait de la France de l'ONU », la « suppression de tous aide au tiers-monde » et la « création d'une élite politique nouvelle sur la base de la sélection et du seul mérite ».

Outre une rubrique régulière, intitulée « Le génie de l'homme

III^e Reich, le premier sur « l'organisation du travail national-socialiste », le second sur « le problème racial dans l'Allemagne national-socialiste ». Ce second article est ainsi conclu : « L'Allemagne et l'Europe de cette époque ont vécu un beau rêve, celui de la transformation raciale. En observant ce qui se passe aujourd'hui, nous pouvons nous rendre compte à quel point ce rêve était nécessaire et combien d'êtres humains, à l'époque, les mesures prises ».

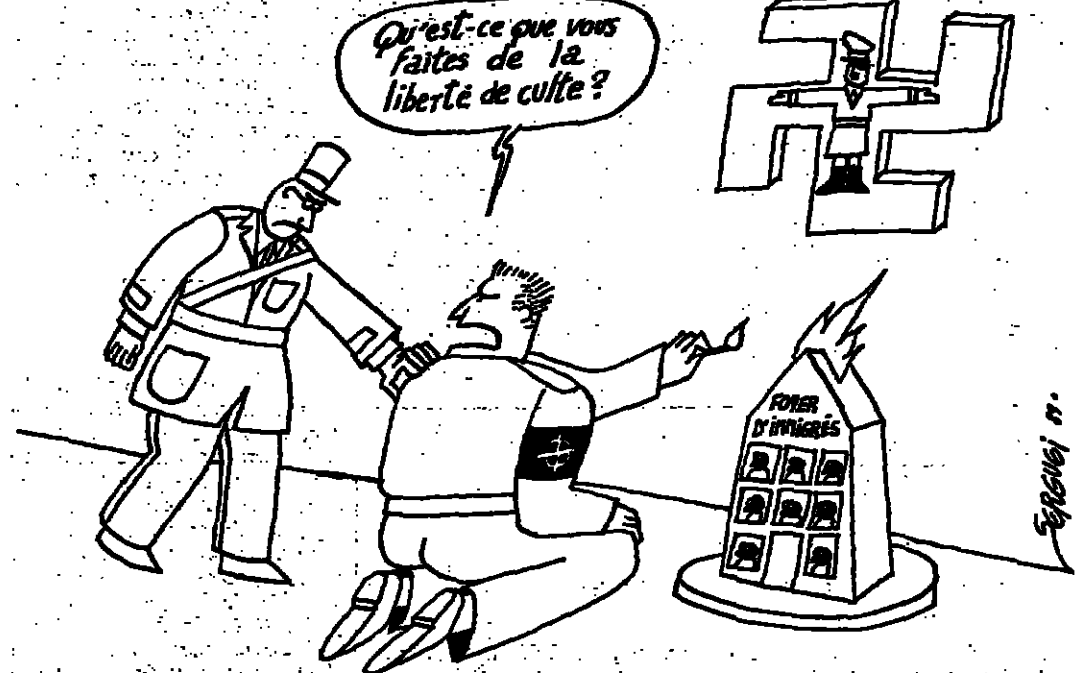
Les dates symboliques ne sont pas oubliées : l'anniversaire du 6 février 1934 (2) est régulièrement fêté par une « action militante », qui se réduit parfois à une cérémonie sur la tombe de Robert Brasillach, « tombé au champ

général, dans un bulletin bordelais, le Tomerre. Déjà certains camarades, par la force des choses, ont franchi le pas, mais il est encore trop tôt pour savoir ce chemin ». C'était au début de 1988. Le 28 mai suivant, un festival de rock « anticomuniste », à Brest, fut après interdiction de la municipalité l'occasion de quelques « razzamattes » ainsi décrites par Tribune nationaliste : « Alors qu'un groupe de jeunes skinheads scandait le slogan France d'abord ! France toujours ! en effectuant le salut européen, une voiture avec deux nègres à son bord s'arrêta à un feu rouge. La vision de ces deux individus fut pour certains un appel à la violence (...). Plus loin, ce fut au tour

expliqué « comment fabriquer un explosif efficace avec un mélange de désherbant et de sucre glacé placé dans une bouteille à air comprimé vidée de son contenu, le tout étant relié à un détendeur ». Ces liens entre le Corvior et le PNFE indiquent que, pour grossier qu'il soit, ce rassemblement d'activités comme une place moins marginale qu'il n'y paraît à l'extrême droite. L'animateur du château, M. Larrieu-Lafont, est en effet le principal responsable d'Ogmios, librairie parisienne abritant le plus important réseau de diffusion d'ouvrages et de journaux d'extrême droite. Ogmios est notamment le carrefour de la propagande dite « révisionniste ».

c'est-à-dire niant l'existence des chambres à gaz pour mieux laver le III^e Reich de l'un de ses crimes contre l'humanité, le génocide. La revue Révision n'a pas hésité à rééditer récemment le Protocole des sages de Sion, célèbre faux antisémite. Révision, dans des autocollants diffusés à la librairie Ogmios, se présente comme « le seul journal antijudaïque ». « Le christianisme, c'est la multiplication des peuples ; le génocide, celle des youpiens », y écrit, dans le numéro de ce mois, l'un des « auteurs-maison », Olivier Mathieu. Sans que cela fasse autant de remous que les aigreurs de M. Claude Autant-Lara.

EDWY PLENEL



blanc », les illustrations images de cette « politique » ne manquent pas. « Ne pas voir des juifs partout en 1986 ? Mais il faudrait pour ça ne jamais lire un canard, ni tourner un bouton de transistor, ni jeter un œil sur la télé, bref, être sourd et aveugle pour ne pas constater que, plus que jamais, ils sont partout ». C'est ce que l'on peut lire, sous le titre « Histoire juive », dans le numéro 6 (mars 1986) de Tribune nationaliste. Plus « exotique », le propos est parfois plus insidieux : « Boycottons Europe 1, la station la plus... (censuré) : la raciale antifrancophone Pleven ». Révisé d'un trait de marque, le mot « censuré » est néanmoins lisible : « enjûvé ». La loi Pleven de 1972, qui réprime la propagande raciste, est souvent utilisée par le PNFE pour suggérer l'insurmontable sans l'écrire. Ainsi, de ce passage du tout dernier numéro (juillet-août 1989) de sa revue : « Abrogation de l'œuvre qui est à l'origine de la matamuse de la... (censuré, loi Pleven) sur nos peuples ».

« Le mariage indélébile »

Les malades du sida sont promus aux indélébiles « sidéotiques », déjà suggérés par le Front national, mais agrémentés d'une autre mesure : « Marquage indélébile de tout sidéotique ». Quant à la maladie elle-même, M. Cornilleau s'y connaît : « Tout comme la syphilis a été transmise à la race blanche par des rapports entre Blancs et Indiens contaminés par des rapports zoophiles avec des lamais, le sida nous est venu d'Afrique et provient de copulations de Zairois avec le singe vert ».

S'agissant du passé, les références du PNFE ne souffrent guère d'ambiguïté. Le 8 janvier dernier, en région parisienne, une réunion « amicale » du mouvement se termina par une conférence de M. Pierre Rusco, auteur d'un ouvrage, Stal ! récit, sans remords, d'un engagement en 1942 au sein de la Légion des volontaires français (LVF). « Une conférence très appréciée sur les grandes lignes du combat idéologique des années 40 et son engagement sur le front de l'Est, en tant que soldat de l'armée européenne. Une conférence très applaudie par tous les militants », commente Tribune nationaliste.

C'est d'ailleurs à ce même M. Rusco que reviendra d'écrire dans les n^{os} 39/40 et 41/42 — les deux derniers de l'organe du PNFE deux articles sur l'œuvre du

d'honneur de notre cause : Le Docteur du fascisme, de Benito Mussolini, est un ouvrage recommandé aux militants tout comme Combat pour Berlin, de Joseph Goebbels, ainsi présenté par M. Francis Allouchery, secrétaire général du PNFE : « La légende de Combat pour Berlin est éminemment actuelle à une époque où le nationalisme est à un tournant de son histoire (...), où des choix doivent être faits, des sacrifices consentis par tous ! Combat pour Berlin nous indique la voie ».

Sang et honneur (Rassonne), Walkyries (Combat nationaliste féminin), Le Glaive (Paris), 732 Potiers (région Nord) : ces quatre bulletins de liaisons internes au PNFE sont agrémentés de « citations du mois » ayant souvent pour auteur Adolf Hitler. « Organes de la rébellion blanche », le Rebelle blanc a choisi pour exemple celle-ci, tirée de Mein Kampf : « Celui qui se refuse à lutter dans ce monde où la loi est une lutte incessante ne mérite pas de vivre ». Ce journal ronflette la propagande raciste, qu'il recrée par bandes entières. Entre deux interviews d'orchestres « skins », on peut y lire, à côté d'une francisque, « Béatité à Douvres », ou, en commentaire d'une caricature antisémite, « Boycott jew stores, drive the rats out of the town ». « Boycott des magasins juifs, chassez les rats de la ville. »

Des mots aux actes

Deux groupes de rock, Légion 88 et Bunker 84, sont liés au PNFE. L'un de leurs chansons : La race des seigneurs, l'autre, Révolte blanche. Victime des démocrates. Dans un entretien avec Tribune nationaliste d'octobre 1988, Légion 88 s'empare contre « la bouillie américano-négrite » et assure avoir trouvé au PNFE des militants « animés par une foi commune en un idéal nationaliste et socialiste ». Ce ne sont certes que des mots après tout, des mots détestables, mais rien que des mots. Pourtant leur provocation est telle qu'elle a conduit à la violence, entendue par des jeunes paumés, au chômage ou à la dérive. Le moyennage d'âge de la centaine de militants du PNFE serait de vingt-trois ans.

« Un jour ou l'autre, c'est la destination que nous devons lui fixer, radicalisant nos options », écrit Francis Allouchery, le secrétaire

de deux Juifs de subir la colère des skinheads. Une colère juste... Déjà, en 1987, des commerces tenus par des Maghrébins, à Caen et à Rouen, furent la cible d'attaques. Accusés d'en être les auteurs, arrêtés en décembre 1987, ils furent relâchés en janvier 1988. Christophe Aroini et Michel Lajoye furent soutenus par le PNFE : « Par leurs motivations profondes, ces deux garçons demeurent nos camarades ».

Enfin, deux militants du PNFE, Gilbert Hervochon et Nicolas Gouge, assez actifs pour avoir participé à son dernier congrès, en novembre 1988, sont aujourd'hui soupçonnés d'être les principaux responsables des attentats commis en mai et décembre 1988 dans le Midi, à Cannes et Cagnes-sur-Mer, contre des foyers d'immigrés. Avant de les rejoindre récemment en prison, M. Cornilleau écrivait à leur propos : « Sont-ils des résistants avant l'heure ? (...) Même s'ils se sont livrés à des actes indélébiles, ils restent nos camarades de combat (...). Partout les Blancs prennent conscience de la nécessité de s'organiser non pas pour se défendre, mais pour attaquer ! ».

Les deux militants ainsi défendus par M. Cornilleau sont présents sur la photo de famille du troisième congrès du PNFE, qui eut la couverture du n^o 33 de Tribune nationaliste (novembre 1988). Elle est prise sur le perron du château du Corvior, à Vouzon (Loir-et-Cher), où s'est tenue, samedi 23 septembre, une « cérémonie de l'équinoxe » organisée par le maître des lieux, M. Jean-Dominique Larrieu, alias Bertrand Lefranc. Le PNFE est un habitué du château du Corvior, où la formation ne serait pas qu'idéologique : selon la Nouvelle République du Centre-Ouest, qui a publié une enquête approfondie sur les activités des châtellains, l'un des inculpés, Nicolas Gouge, y aurait

Au château du Corvior Le feu sacré de l'équinoxe

ORLÉANS
de notre correspondant

Des gros bras, imperméables sur l'épaule, font les cent pas le long de la propriété. Des molosses piquent des sprints à l'appel de leur maître devant le perron du château. Des voitures immatriculées dans les régions parisiennes et marsoises et dans les départements voisins s'engouffrent dans le domaine dont l'entrée, barrée par une chaîne, est filtrée par deux plantons qui se cachent le visage. Cartons d'invitation et mot de passe sont de rigueur.

Le château du Corvior à Vouzon (Loir-et-Cher), un domaine de 40 hectares, enfoui dans les futaies de Sologne, a été le théâtre, ce week-end, d'une nouvelle fête. A quelques pas de la propriété, l'idéologue Olivier Mathieu pleurniche : « Vous avez devant vous la tête immonde ». Veste de jean, barbe légère et cheveux longs, âgé de vingt-neuf ans, cet ancien étudiant en lettres classiques soigne son look de bébé cool. La coupe de cheveux, la bimbeloterie celtique, les bottes de cuir sont réservées à son auditoire devant lequel il s'apprête, dans quelques instants, à prononcer une « conférence ».

En un tournemain, comme à l'entraînement, Olivier Mathieu développe « sa » théorie du « post-révolutionnisme » qui consiste à tirer les conclusions idéologiques du travail scientifique de M. Faurisson, c'est-à-dire réveiller la conscience du peuple européen qui croit aux mensonges qu'on raconte sur le national-socialisme. La « théorie » promise s'effondre rapidement pour laisser place à des phrases-couperets : « Les fous criminelles, il y en a à Paris-Lachaise », « il n'y a que le typhus pour provoquer l'ameublissement des corps que l'on constate sur les photos des

campes de concentration ». Olivier Mathieu est en correspondance avec Klaus Barbie, ce qui n'est pas une surprise, mais aussi avec Joëlle Aubron ; car il pense que « les gens d'Action directe sont des révisionnistes ».

Baroud d'honneur

L'air armé, Olivier Mathieu précise encore qu'il n'est ni membre du PNFE ni adhérent de l'association Feu qui organise les festivités du Corvior (lors que sa carte de visite mentionne le numéro de téléphone du château et que l'association l'a invité, « à titre personnel », à s'exprimer devant un parterre d'amis). « Des mesures de sécurité démentaires sont prises, mais, rassurez-vous, au Corvior, il n'y a pas de soldats qui défilent au pas de l'oeil, il n'y a que quelques gardiens, quelques chiens, rien de terrifiant. Le PNFE a tout le château. Comment voulez-vous que l'on fasse un cours de terrorisme devant deux cents personnes ? »

Tout au long de la nuit, sur fond de bûcher, se sont défilées des incantations repoussant « les chimères d'un monde en pleine décomposition » et appelant « à préserver le feu sacré de la race légué par les ancêtres ». Propriété d'une SCI, Al Manhal Palace, où figure le nom d'un émir arabe, le domaine du Corvior a été acheté début 1988 par une société en nom collectif qui se trouve aujourd'hui dans l'incapacité de rembourser ses emprunts. Le 9 novembre prochain, le château devrait donc faire l'objet d'une vente sur saisie immobilière à Blois. La fête de l'équinoxe qui s'est déroulée ce week-end pourrait être le baroud d'honneur de ces néo-nazis en mal de parties de campagne.

RÉGIS GUYOTAT

Le Monde

MARDI 26 SEPTEMBRE 1989 (DATÉ MERCREDI 27)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

36 pages d'offres d'emploi pour les cadres

Diffusé avec le quotidien sans supplément de prix.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Réunion à Fleury-Mérogis

L'intersyndicale des personnels pénitentiaires est prête à relancer l'action revendicative

Au cours d'une réunion prévue au mois de la prison de Fleury-Mérogis, les principaux syndicats représentant les personnels pénitentiaires devaient décider, lundi 25 septembre, en début d'après-midi, de la reprise d'un mouvement de protestation, qui serait ainsi le troisième depuis un an. Selon les syndicats, qui, depuis l'annonce des grandes lignes du budget, le 7 septembre, par le ministre de la justice, ont consulté leur base, le principe de nouvelles actions est acquis. Reste à en déterminer la date et les modalités. Certains établissements n'ont pas attendu cette réunion pour annoncer qu'ils relanceraient l'agitation dès ce lundi.

Le courant n'est jamais vraiment passé entre les syndicats de personnels pénitentiaires et le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange. Rénouant, le 7 septembre dernier, tous les syndicats pénitentiaires, mais aussi des fonctionnaires dépendant de son ministère et de magistrats, pour leur présenter son budget, le garde des sceaux ne put empêcher de montrer son exaspération face à la grogne des syndicats. Devant la presse, siôt après, il se faisait menaçant et déclarait que les personnels pénitentiaires

« auraient tort de repartir en guerre ».

La réponse ne se fit guère attendre. Le SNAPP (Syndicat national autonome des personnels pénitentiaires), pour qui ce budget est une « gifle », exige, « une reddition sans conditions » et demanda, avec FO, l'USAP, la CGT, le SPI et le SNPP (ensemble, ces syndicats représentent 85 % des quatorze mille pénitentiaires), l'ouverture immédiate de négociations. Iconisant sur les talents de « grand concertateur » du ministre, FO en appela de son côté au « garde des sceaux », dans des tracts peu amènes, affichés dans toutes les prisons françaises. Décidées à fonctionner en intersyndicale, quelles que soient leurs divergences et leurs luttes internes pour prendre la tête du mouvement, les organisations refusèrent, dès lors, de rencontrer leur ministre de tutelle séparément. Elles ne participèrent pas au comité technique paritaire au milieu du mois et se lancèrent dans une débauche de communiqués ironisant sur les capacités de M. Arpaillange à négocier.

Personne n'a oublié le rôle joué, l'an dernier, par M. Gilbert Bonnemaison au plus fort du conflit. Tous les syndicats ont reçu, cet été, comme un affront, l'annonce de la fermeture de vingt-cinq établissements pénitentiaires, considérés comme vétustes par le ministère. Ils savent que ce thème est porteur auprès de leurs troupes, très

inquiètes pour leur avenir. Ils ont aussi à l'esprit le mouvement rampanant des policiers et sont convaincus que si ces derniers obtiennent de substantielles augmentations de salaires, les pénitentiaires qui, depuis toujours, demandent la « parité » avec la police sont prêts à reprendre l'action.

Une plate-forme en sept points

« Au moment où les gendarmes et les policiers vont sans doute recevoir de substantiels avantages de carrière, il aurait fallu bien plus et bien mieux, monseigneur le Garde des sceaux, pour satisfaire notre légitime impatience. Devant les journalistes, vous n'avez su profiter que des menaces en cas de nouveaux mouvements. Voilà donc bien comment vous comprenez la concertation : l'aumône dans une main, le bâton dans l'autre. Vous ne pouvez pas mieux souder l'action syndicale », écrit M. Jacques Violette, secrétaire général de FO pénitentiaire, au ministre de la justice.

Focalisés l'an dernier sur le cinquième (une amélioration des conditions de retraite), les « pénitentiaires » définissent aujourd'hui une plate-forme de revendications en sept points : la création d'emplois, le pouvoir d'achat, la pension de retraite, les conditions de travail, le respect des droits et de la dignité, la non-fermeture des vingt-cinq établissements et la mise

en œuvre sans délai de tous les engagements pris lors des précédents mouvements. Depuis deux semaines, la base a été consultée. Ainsi, selon la CGT, dans la région de Lille, sept prisons se prononceraient à 98 % pour la reprise du mouvement. A Poissy, certains s'apprêtent à refuser de porter l'uniforme. A l'hôpital des prisons de Fresnes, l'action devait reprendre dès le lundi 25 septembre. A la Santé, à Paris, 68 % des personnels consultés se prononcèrent pour un « mouvement dur ». A Dijon, on se lancerait dans une « opération escargot ». Dans le même temps, des rumeurs, faisant état de projets de réduction d'effectifs dans les maisons d'arrêt, avivent l'inquiétude des surveillants. Certains syndicats annoncent que le mouvement qu'ils entendent déclencher serait « plus dur » que les deux précédents de l'automne et de l'hiver derniers. La menace de bloquer les parloirs des détenus avec leurs familles est évoquée par certains personnels.

Au-delà, nul ne peut préjuger l'ampleur du mouvement que déclencheront les surveillants de prison. Mais, cette fois, en public et en privé, les responsables de l'administration pénitentiaire à la chancellerie ont laissé entendre qu'ils prendraient toutes les mesures pour ne point se voir débordé comme l'an dernier.

AGATHE LOGEART

DÉFENSE

Après M. Valéry Giscard d'Estaing

Un réquisitoire du général Lacaze contre le service militaire

Le général Jeannou Lacaze part en guerre contre le service militaire et préconise, dans le dernier bulletin des *Cahiers de Mars*, de l'Association des amis de l'Ecole supérieure de guerre, l'institution, en France, d'une armée professionnelle.

Entre 1980 et 1985, le général Lacaze fut le chef d'état-major des armées françaises qui a assuré la transition entre le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing et celui de M. François Mitterrand. Député européen (groupe libéral), aujourd'hui, et testé de sa jeunesse par la présidence du Centre national des indépendants (CNI), le général Lacaze est donc relevé de son devoir de réserve. Le voilà qui se livre plus volontiers dans le camp de M. Giscard d'Estaing, qu'on étudie le passage à une armée professionnelle, que dans celui de M. Mitterrand, qui, à Valmy, vient de commémorer l'armée de la conscription.

Un processus inévitable

« L'armée professionnelle — le processus est d'ailleurs largement engagé — est inévitable (...), écrit le général Lacaze. La conscription me paraît un système peu compatible avec les rigueurs économiques de notre temps, tandis que l'armée de métier, point si coûteuse qu'on veut bien le dire, ne saurait être préjudiciable à l'esprit de défense et, encore moins, à la démocratie (...). Les nations en armes, dans les pays industrialisés, ont vécu. Il est possible de le regretter, comme on le fait de la marine à voile. Il n'est pas raisonnable d'ignorer les réalités de notre temps. »

Et l'ancien chef d'état-major des armées expose que les nouvelles menaces requièrent « des armées peu nombreuses pour y faire face, très techniques et aptes plus que jamais à réagir instantanément ». Les armées modernes doivent être prêtes à partir « sans état d'âme » et sans « les sujétions de la conscription » au premier signal que leur

adresserait le gouvernement. « Quel industriel, note le général Lacaze, pourrait supporter que la totalité de ses ouvriers spécialisés soit renouvelée tous les dix mois ? », puisqu'il faut amputer la durée normale d'un an du service militaire de la durée de toutes les permissions et autres absences. Du reste, « l'inégalité devant le service militaire aboutit le plus souvent à priver les unités des meilleurs recrues ».

Le député européen prévient l'argument financier, qui veut que le coût annuel d'une armée d'engagés est, aujourd'hui, évalué à 20 milliards de francs. « Les hommes, coûtant plus cher, observe-t-il, seraient plus rares, et les effectifs moins nombreux. » Il n'y a qu'à enlever aux armées leurs tâches non spécifiquement militaires et les confier à des civils. « Le regroupement des unités et des états-majors dans un nombre restreint de garnisons permettrait, ajoute-t-il, de sous-traiter commodément à des entreprises privées le soin de nourrir la troupe, d'entretenir ses casernements, voire certains de ses véhicules. » La crainte que la fin de la conscription entraîne une hausse du chômage est « un faux problème ». « Une armée moderne n'est pas un substitut au chômage. Une armée est faite pour défendre le pays, pas pour améliorer les statistiques sociales. »

On le constate : si toutes les idées émises ne sont pas révolutionnaires, parce qu'elles sont souvent avancées, le réquisitoire du général Lacaze est ferme, venant d'un ancien officier de la Légion étrangère qui, devenu chef militaire, a dû se plier à la thèse officielle de la conscription.

Le nouveau député européen risque de relancer, dans l'opinion, le débat que l'ancien chef de l'Etat avait amorcé en mai dernier. Mais le cas du général Lacaze illustre la difficulté — M. Chevènement a parlé de « schizophrénie » — pour des cadres militaires de devoir, en activité, soutenir des doctrines qu'ils ne partagent pas. C'est cela l'esprit de discipline.

JACQUES ISNARD

L'état de santé de Paul Touvier compatible avec son maintien en détention

L'état de santé de Paul Touvier, ancien responsable de la Milice à Lyon, est compatible avec la détention, indique le professeur Gabriel Arvis, dans un rapport d'expertise confidentiel qui vient d'être remis à la chambre d'accusation de Paris. D'autre part, le juge d'instruction Jean-Pierre Getti a saisi plusieurs documents dans les archives de l'archevêché de Lyon.

Jeudi prochain, vendredi au plus tard, la chambre d'accusation de Paris décidera s'il convient ou non de remettre Paul Touvier en liberté. La longue bataille juridique de cet été devrait ainsi rapidement trouver sa conclusion : le 28 septembre dans la matinée, les avocats des différentes parties civiles et le conseil de l'ancien responsable du 2^e service de la Milice lyonnaise durant l'Occupation plaideront à nouveau, essayant de convaincre les juges (*Le Monde* du 26 août).

Les différents moyens juridiques soulevés par M. Trémollet de Villers, avocat de Paul Touvier — comme la portée réelle de la grâce signée en 1971 par le président Georges Pompidou, ou la rétroactivité de l'incrimination de crimes contre l'humanité — seront bien sûr étudiés et débattus une nouvelle fois. Mais au-delà de ce débat, les différentes parties pourrout aussi se référer au rapport d'expertise médicale du professeur Gabriel Arvis, urologue à l'hôpital Saint-Antoine de Paris, remis il y a quelques jours. Un rapport particulièrement clair — qui fait le point sur la santé d'un détenu dont la rumeur indiquait jusqu'alors que la santé était particulièrement dégradée.

Le professeur Arvis indique en effet que Paul Touvier a bien un cancer, mais exclusivement limité à la prostate. « Il n'y a pas d'extension extraprostatique, donc pas de métastase de ce cancer », note l'expert. Cela est évidemment une constatation capitale pour l'attitude thérapeutique. Autre constatation, M. Touvier, actuellement âgé de soixante-quatre ans, est en excellent état général du point de vue physique : il ne présente aucune tare cardiaque, pulmonaire ou autre (...).

Après avoir présenté plusieurs options thérapeutiques, le professeur Arvis indique que le pronostic de la maladie « n'est pas sombre — surtout si la prostatectomie totale est choisie puisqu'elle peut guérir définitivement la maladie. Dans l'alternative médicamenteuse, M. Touvier a aussi, probablement,

bien des années devant lui ». Enfin, l'expert conclut que « l'état de santé actuel de l'inculpé est compatible avec la détention telle qu'il la subit ».

Deux confrontations

Parallèlement à ces expertises et à ces débats juridiques, l'instruction judiciaire, conduite par M. Jean-Pierre Getti, devrait déboucher dans les trois prochains semaines, au minimum, sur deux confrontations : entre Paul Touvier et M. Robert Nant, partie civile, d'une part, et entre l'ancien milicien et M. Rosa Vogel, partie civile, de l'autre. M. Nant, résident, arrêté par la Milice de Lyon en 1944, et torturé, a longuement déposé devant M. Getti, vendredi 22 septembre, assisté de M. Alain Lévy.

M. Vogel, pour sa part, a été entendu par le juge d'instruction à l'occasion de son déplacement à Lyon du 18 au 21 septembre.

Agée de treize ans en 1943, Rosa Vogel a raconté ce qu'elle avait vu, le 10 décembre de cette année-là, lorsque deux miliciens étaient entrés dans la principale synagogue de Lyon pour jeter deux grenades à l'intérieur du temple. « Je suis sûre que c'est Touvier qui a lancé les grenades », a déclaré M. Vogel aux journalistes à l'issue de son audition. Je l'ai vue comme je vous vois en face. C'était un homme blond, avec des yeux terribles. Croyez-moi, un homme comme Touvier, on ne l'oublie pas, même trente ans après. M. Getti, M. Vogel et son avocat, M. Ugo Iannucci, ont pu se rendre sur les lieux, quel que soit le juge d'instruction à Lyon, le juge d'instruction a aussi entendu M. Louis Goudard, ancien résistant

et responsable FTP, arrêté à Lyon par l'équipe de Paul Touvier. M. Goudard a pu raconter au juge le départ — dont il fut l'un des rares témoins — des sept otages juifs fusillés à Rillieux en juin 1944.

Le juge d'instruction a, d'autre part, été reçu à l'archevêché par Mgr Decourtray. Durant une journée, M. Getti, aidé d'un archiviste, a consulté les archives du diocèse pouvant l'intéresser pour mieux comprendre les soutiens dont Paul Touvier a bénéficié au sein du clergé. Le juge aurait saisi les originaux de plusieurs dizaines de pièces, laissant sur place des copies afin que la commission d'historiens chargée par Mgr Decourtray puisse travailler valablement. Présidée par l'historien René Rémond, celle-ci se réunira pour la première fois à Lyon le 27 septembre.

LAURENT GRELSAMER

FAITS DIVERS

Auteur, avec deux complices de la prise d'otages de Tiff (Belgique)

Philippe Delaire s'est suicidé

BRUXELLES

de notre correspondant

« L'autopsie a révélé, de façon formelle, que Philippe Delaire s'est donné la mort en se tirant une balle dans la tête », a précisé, dimanche 24 septembre, à Liège, M. Anne Bourguignon, procureur du roi. Les circonstances dans lesquelles s'est terminée la prise d'otages de Tiff (*Le Monde* du 24-25 septembre) sont désormais mieux connues.

En se précipitant, samedi vers 22 heures, dans le plus haut immeuble de Liège, une tour de vingt-huit étages du quartier de Drouxhe, Philippe Delaire et ses deux complices, qui venaient de libérer leur dernier otage, M. Marie-Madeleine Jovis, sont repérés par des gendarmes. Les forces de l'ordre avaient, en effet, surveillé les différentes « planques » possibles de Delaire.

La tour est alors cernée par les gendarmes des brigades spéciales d'intervention et les policiers de l'escadron spécial d'intervention (ESI). Une fusillade éclate au cinquième étage. Tony Wagemans, l'un des complices de Delaire, est blessé mais réussit à gagner le toit en compagnie d'Edouard Dolecki, le troisième malfaiteur. Quant à Delaire, il monte au huitième étage et se suicide. Les hommes de l'ESI

découvrent le corps mais ont du mal à l'identifier, le visage de Delaire est, en effet, défiguré. Ses deux complices, après avoir menacé les forces de l'ordre avec une grenade, finissent par se rendre vers 0 h 15.

« Il a joué, il a perdu ; cela correspond bien à son caractère de se donner la mort », estimait un policier belge qui avait connu Philippe Delaire.

Après la libération de M. Jovis et de ses deux filles, saines et sauvées, et la mise hors d'état de nuire des deux complices de Delaire, il reste maintenant aux autorités belges à tenter de récupérer une partie de la rançon, que les malfaiteurs avaient jetée du haut de la tour par poignées, quelques minutes avant d'être arrêtés.

JOSÉ-ALAIN FRALON

□ Inculpation d'un commerçant meurtrier d'un cambrioleur. — M. Lucien Lemardel, quarante-huit ans, commerçant à Neufbourg (Manche), qui avait tué vendredi, un cambrioleur, a été inculpé, samedi 23 septembre, de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner et de la tentative de meurtre judiciaire. Vendredi matin, M. Lemardel avait mortellement blessé d'un

A Marseille

Un surveillant de grand magasin tué par un malfaiteur

Un homme surpris aux Galeries Lafayette de Marseille, peu avant 14 heures, samedi 23 septembre, en train de dérober des bleu-jeans a fait feu sur deux surveillants du grand magasin, tuant l'un d'eux d'une balle en pleine tête et blessant le second à la jambe. Profitant de la confusion, le malfaiteur a ensuite réussi à prendre la fuite.

Les services de police ont pu rapidement identifier le meurtrier, grâce à une fausse carte d'identité retrouvée dans les sous-sols du magasin et portant sa photo. Il s'agit d'Olivier Bernard, vingt-huit ans, né en Suisse mais de nationalité française.

Sous le coup de deux mandats d'arrêt internationaux, Olivier Bernard est recherché par les polices de France et de Suisse. Il serait impliqué dans cinq ou six affaires criminelles, des meurtres et des vols à main armée notamment, commis aux Amériques et en Suisse.

L'état-major de l'armée de terre appelle ses personnels « à la réserve et à la discipline »

L'état-major de l'armée de terre demande à ses personnels d'observer « la réserve et la discipline » dans un texte non signé, paru en première page de son mensuel *Terre Information* destiné aux cadres.

C'est un texte anonyme, à la rédaction duquel on affirme que le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Gilbert Fory, a veillé personnellement. « L'état-major de l'armée de terre, est-il écrit, composé de cadres qui viennent des corps de troupe et qui y retournent, travaille concrètement sur ces différents points et fait des propositions au ministre. Le chef d'état-major de l'armée de terre vient, en outre, de prendre des décisions sur l'allègement des charges de la vie quotidienne. Mais elles ne pourront être suivies d'effets que si elles sont prolongées par l'action de tous, à leur échelon. »

« Il faut être bien conscient que Paris ne s'est pas fait en un jour ». Aussi est-il indispensable que chacun continue à observer la réserve et la discipline propres à l'état militaire. Toutes choses sans lesquelles serait détruite une armée à laquelle ses cadres sont passionnément attachés, une armée qui vient en quelques semaines de montrer à la fois sa compétence et son dévouement », est-il conclu.

EN BREF

□ Synode à Rome des évêques ukrainiens. — Une semaine après le rassemblement sans précédent de cent mille catholiques ukrainiens à Lvov (*Le Monde* du 17 septembre), un synode de dix-neuf évêques originaires d'Ukraine (où l'Eglise catholique est interdite) s'est ouvert au Vatican le 24 septembre.

Le cardinal Lubachivsky, archevêque de Lvov, exilé à Rome, a affirmé : « Nous avons le ferme espoir que, bientôt, notre Eglise jouira d'une nouvelle liberté religieuse, que nos évêques, nos prêtres, nos fidèles pourront sortir de la clandestinité. » Cet espoir est lié à la prochaine visite à Rome de M. Gorbatchev, fin novembre. Dans son récent échange de lettres avec Jean-Paul II, le numéro un soviétique se serait déclaré disponible pour examiner la question de la reconnaissance de l'Eglise ukrainienne.

□ Création d'un diplôme de psychologue scolaire. — Un diplôme de psychologue scolaire a été créé par un décret paru au *Journal officiel* du 23 septembre. Ce décret, très attendu par la profession, donne corps à la loi de 1985 sur le statut des psychologues. Seront admis à suivre une formation d'un an, dans les futurs instituts universitaires de formation des maîtres, les enseignants titulaires du premier degré pouvant justifier d'une licence en psychologie et de trois ans d'enseignement effectif. Le recrutement des psychologues scolaires était suspendu depuis 1987.

صلى الله عليه وسلم

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Lyon déchiré par sa Grande Mosquée

« Je ne voulais pas d'un ghetto »

nous déclare M. Michel Noir

Sur l'affaire de la Grande Mosquée, M. Michel Noir, maire de Lyon, répond à nos questions.

« S'agit-il d'une bataille entre le Front national et Michel Noir, maire RPR ?

— Non. Nous savons très bien que certains extrémistes, dans une démarche purement politicienne, pour agrandir leur petit fonds de commerce électoral, tirent les ficelles de l'agitation actuelle. Ce sont eux qui disent que la mosquée de Lyon va devenir le nouveau quartier général des bandes d'Abou Nidal...

« Cette récupération gêne les associations de riverains, qui ne veulent pas livrer un combat politique, mais seulement exprimer leurs interrogations, leurs inquiétudes et leurs peurs, que je ne juge pas illégitimes, mais que nous pouvons désarmer par un effort de pédagogie. Il faut le moins d'interférences politiques possible. Surtout, moi, je suis la cible privilégiée de certains extrémistes. Même quand, en chrétien, j'ose dire que l'islam n'est pas forcément la religion de l'expansionnisme, on ne

m'écoute pas. Pour expliquer et rassurer, j'ai besoin de relais en dehors du monde de la politique.

— Des inquiétudes qui ne sont pas illégitimes, dites-vous. Même en France, où la tradition de l'islam est modérée ?

— Au-delà des réflexes de xénophobie, il existe de fait, dans un pays aux racines chrétiennes puissantes, une difficulté réelle à prendre en compte, l'originalité d'une culture et d'une religion si différentes. Je n'ignore pas qu'il y a deux lectures du Coran : celle des musulmans modérés et celle des islamistes intégristes. Mais que les choses soient claires : la France est un pays laïc et entend le rester. C'est un État de droit et tous volontés d'islamiser la société française est inacceptable, car contraire à notre tradition républicaine et pluraliste, à la tolérance, au respect des droits de l'homme. L'expansionnisme de l'islam en France ne sera pas toléré.

« Mais l'islam de France, celui de la mosquée de Paris, celui de l'ACILF (l'Association culturelle lyonnaise islamo-française) n'a rien à voir avec celui de Kho-

meini, et je ne vois pas au nom de quoi j'aurais refusé à une minorité religieuse, dans une stratégie d'intégration culturelle, d'avoir les moyens d'exprimer sa spécificité culturelle.

Un minaret de 24 mètres

Mais qu'est-ce qui garantit que les modérés seront toujours à la tête de la mosquée de Lyon ?

Cela fait partie du dialogue que nous avons avec l'ACILF. Nous allons mettre en place un dispositif qui, tout en respectant l'indépendance des musulmans lyonnais, offrira un système de garanties. Nous n'avons aucun pouvoir de nous ingérer dans le fonctionnement de la future mosquée, mais par exemple, le maire n'admettra pas d'appeler à la prière du haut du minaret. Il veillera à ce que, dans les statuts, des prises de pouvoir abusives ne soient pas possibles. Ce sont les éléments d'une discussion qui vont faire l'objet d'une convention dont je ne sais pas encore quelle sera la nature juridique.

— Les associations de riverains craignent la mort prochaine d'un quartier traditionnel et d'identité de Lyon. L'environnement de la future mosquée sera-t-il « déstabilisé » ?

— Même si cinq cents ou mille voitures arrivent pour la prière du vendredi, je ne vois pas quel type de nuisances il peut se produire dans un quartier qui sera très prochainement desservi en mai 1991... par un minaret, qui compte et comptera encore de nombreuses places de parking. C'est précisément parce qu'il s'agit d'un site bien desservi par les transports en commun, banalisé dans l'espace urbain, que je l'ai choisi pour construire la mosquée. Je ne voulais pas d'un ghetto. Le site va absorber ce nouvel édifice. La hauteur du minaret (24 mètres) ne dépassera pas celle de l'immeuble voisin le plus élevé. Ces raisons d'environnement, données par les associations hostiles au projet, servent en fait de paravent à d'autres préoccupations qui, par un effort de pédagogie, je le répète, pourront être déjouées.

Propos recueillis par HENRI TINGO.

L'Islam sous Fourvière

Suite de la première page.

A l'heure où des villes comme Rome, Genève ou Milan accueillent des minarets, celle qu'on appelle à Lyon la « mosquée baladeuse » ou l'« Ariéenne islamique » des bords de Saône finissait par donner le tournis et ridiculiser une ville qui affiche des ambitions internationales.

Le dossier était depuis longtemps ficelé. Après un premier échec, moyennant quelques aménagements (recours à des places de parking), le tribunal administratif, en juin 1986, avait confirmé le permis de construire. L'affaire n'avait même plus à être débattue au conseil municipal. A part M. Soulier qui demandait qu'on y mette un peu les formes, aucun élu n'a élevé la voix contre la décision de faire construire, boulevard Pinel, une mosquée digne d'une communauté de cent mille fidèles pour l'agglomération lyonnaise, trois cent mille pour la région Rhône-Alpes.

Un conseiller général en djellabah

Aujourd'hui, le quartier Pinel et la commune limitrophe de Bron sont comme assommés. Pendant des années, les habitants avaient été anesthésiés par les promesses et les redondances de leurs élus. « Parole d'homme ou parole de mâle ? », avait demandé M. Camille Joux, assureur, adversaire de la première heure, à M. Francisque Collomb, lorsqu'en 1986 l'ancien maire lui eut promis un autre site pour la mosquée. « Parole d'homme », lui avait-il été répondu.

Ancien séminariste né à Alger, M. Vincent Guittard, un centriste, s'était présenté en djellabah et en babouches au conseil général. Familier des formules à l'emporte-pièce, il dit aujourd'hui : « Si Paris vaut bien une messe, Lyon ne vaut pas une mosquée. Nous sommes pour la France, pas pour Allah ! » Dépit aussi de M. Robert Batailly, langage vert et épaisse moustache noire, qui, lorsqu'il était maire, déclarait : « Du haut du minaret, nous allons pouvoir contempler tout l'arrondissement », mais qui, aux élections suivantes, devant la montée du mécontentement, a tout fait pour expédier la mosquée à l'autre bout du huitième.

Les riverains de la future mosquée estiment avoir été floués. Un site de rechange avait bien été trouvé à l'extrémité de l'arrondissement, près de la rue de Surville : un terrain plus grand (13 000 mètres carrés), mais mal desservi par les transports en commun, encadré par un boulevard de ceinture autoroutière, une voie de chemin de fer et l'hôpital psychiatrique Saint-Jean-

de-Dien. « Il aurait fallu prendre un 4x4 pour aller dans cette mosquée », ironise M. Alain Jakubowicz, avocat, membre du comité directeur de la LICRA, en charge du dossier de la partie civile lors du procès Barbie. C'est à ce juif, aux yeux rieurs derrière des lunettes à la Woody Allen, que M. Noir, qui en a fait son adjoint, a demandé de régler ce casse-tête de la mosquée.

« Allez la construire à Alger ! »

Vite réglé. La rue de Surville était en fait une voie de garage. Et pourtant, les négociations avaient été très avancées, jusqu'à la déviance d'un nouveau permis de construire et la cession de ce terrain départemental à la ville de Lyon. Mais alors que le site du boulevard Pinel était immédiatement constructible, il fallait racheter le deuxième, le viabiliser, prévoir les aménagements de lutte contre le bruit, indemniser les riverains employés de la SNCF.

Sûres de leur fait et du démantèlement du projet de mosquée, les associations de défense du boulevard Pinel n'avaient pas bronché de toute la campagne municipale. Le bruit semblait être le candidat Michel Noir, vantant les vertus de la concertation, le « goût du terroir qui fait le charme de notre ville », avait fini de les rassurer. Pourtant, dès le lendemain de son succès, le nouveau maire annonçait sa décision de faire construire la mosquée et de revenir au site initial.

« Je suis cocu, j'adhère. Que faut-il faire ? », téléphone aussitôt un militant RPR à M. Raymond Girod, président de la principale association de riverains du huitième et de Bron. En six ans, cette association a doublé ses effectifs (deux mille huit cents membres environ). Près de quatre mille personnes ont signé une motion de protestation. Le Front national se frotte les mains. Il a investi une assemblée de cinq cents mécontents, le 5 septembre, et s'est fait applaudir à tout rompre. Dans les tracts et les slogans, la xénophobie devient inflationniste : « Votre mosquée, allez la construire à Alger » ; « Partez, la France ne vous veut plus » ; « L'Europe aux Européens et aux harkis ». M. Michel Noir est accusé d'avoir touché de l'argent, pour sa campagne municipale, de l'Arabie saoudite à laquelle, aujourd'hui, il rendrait la monnaie de sa pièce.

M. Camille Joux, qui se défend d'être lepéniste, passe aux menaces : « M. Noir a fait le coup de force. Il a voulu nous faire passer pour des extrémistes. Nous avons au contraire conseillé tous les mécontentements, mais, à présent, je ne réponds plus de rien. Même vivacité chez M. Girod :

« A vouloir construire une mosquée dans un quartier qui la refuse viscéralement, on va tout droit vers des affrontements. Quand le maire dit qu'il suffit d'éduquer les gens, il se conduit comme un enfant de chœur. »

Le huitième arrondissement de Lyon est devenu le microcosme d'une France profonde paniquée par l'intégration de l'islam. Personne n'est contre la construction d'une mosquée, mais à condition que ce soit chez le voisin. Rumeurs de la construction de la mosquée d'eau tout proches et déjà usagés (« Ce sera pire que la rupture du barrage de Malpasset ! », disent les Cassandres), effondrement de la valeur locative des immeubles, embouteillage des voies d'accès aux hôpitaux voisins, envahissement des rues, des parcs de stationnement, des marchés, « islamisation » d'un quartier traditionnel, avec le cri du muezlin à l'anbe, le bruit des fontaines en djellabah et le chahar : « des scénarios d'apocalypse circulent dans les pavillons de Bron et les HLM de la rue Guillaumet-Martin. »

« Dans la France chrétienne, on a commencé par faire des chapelles, avant de construire des cathédrales. Aujourd'hui, aux musulmans, on donne d'abord des cathédrales », regrette M. Marcel Goirand, élu du huitième, partisan des petites mosquées de quartier. Le terme de « cathédrale » fait sourire les dirigeants de l'Association culturelle lyonnaise islamo-française (ACILF), promotrice de la mosquée : celle-ci ne pourra pas contenir plus de deux mille cinq cents fidèles. Elle ne sera remplie que le vendredi et les deux jours de fête de l'Aïd.

Le financement (50 millions de francs) sera assuré par les musulmans de la région : « Nous acceptons bien sûr des concours étrangers, mais nous refusons celui des pays non modérés », affirme le professeur Lahouche, universitaire, médecin au centre anticancéreux Léon-Bérard, président de l'ACILF.

Un islam de taudis

L'Islam à Lyon vit encore à l'ère des catacombes. Sur quatre-vingts lieux de culte environ recensés dans l'agglomération, le plus grand est... une petite église désaffectée de Bron qui ne compte pas plus de quatre cents places et déborde chaque vendredi. Les autres ont été aménagés dans des caves, des immeubles en démolition, des forêts Sonacotra. Les jours de prière, dans le quartier Gabriel-Péri, près du pont de la Guillotière, des centaines de musulmans se pressent dans les trois minuscules salles de prière aux murs moisis, nauséabondes, sans aération, squattées dans un ancien bar qui fut un haut lieu de la criminalité. A chaque fête religieuse, fâste de place, les musulmans de Lyon sont obligés de louer le stade des Iris ou le gymnase du Grand-Clément.

« Cet islam de taudis est le seul que connaissent mes enfants, dit

Mme Hasnia Ahmouda, installée depuis 1965 en France. « N'ont-ils pas droit, eux aussi, comme leurs camarades catholiques, à des lieux de culte et à une instruction religieuse décente ? » Aux Miniguettes, les policiers assurent que si on avait construit à temps des salles de prières correctes, jamais la délinquance maghrébine n'aurait atteint ce quartier de Vénissieux. La construction d'une mosquée à Lyon est une question de dignité et de sécurité, disent en chœur le maire, les musulmans défenseurs du projet, qui sont majoritairement des Français déjà intégrés et reconnus, les partis de gauche, les autorités catholiques, protestantes, le consistoire israélite, etc.

Parmi ses principaux adversaires, on ne compte pas moins de trois pieds-noirs : la présidente de l'association de défense, M. Girod, née en Kabylie, son secrétaire général, M. Miraclics, originaire d'Oran, M. Vincent Guittard, élu de l'opposition à Bron. Leur action ne porte-t-elle pas le tracé de blessures passées ? M. Girod nie farouchement : « Je ne règle pas de comptes avec l'Algérie. Si je pouvais y retourner, j'irais tout de suite. Dès que j'entends parler arabe, je suis folle de joie. Mais l'islam a changé. Il n'a plus rien à voir avec celui que j'ai connu là-bas. »

Les défenseurs de la mosquée ne souhaitent pas non plus que Lyon devienne une sorte de Beyrouth-sur-Saône. Mais un islam officiel, transparent, ayant pignon sur rue, est pour eux la meilleure garantie contre les infiltrations intégristes, les pressions étrangères, les prédications incontrôlées, l'incompétence des imams, qui sont presque toujours la conséquence d'un islam de cave.

M. T.

Anschwitz

Le cardinal Macharaki autorise le transfert du cimetière

La décente se confirme dans l'affaire du cimetière d'Anschwitz. Le cardinal Macharaki, archevêque de Cracovie, a annoncé, dimanche 24 septembre, que le soutien financier du Vatican et du gouvernement polonais rendait possible le début de la construction d'un centre de prières, à cinq cents mètres du camp d'Anschwitz (sur un terrain déjà acquis), où seront relogés les religieux. Il n'a cependant donné aucune précision sur le montage financier de l'opération ni sur les délais de construction. L'ordre des carmes à Rome a également publié, samedi 23 septembre, un communiqué de son supérieur général, le Père Philippe Seix de Baranda, déclarant que les accords de Genève devaient être honorés, c'est-à-dire que les carmélites devaient quitter leur actuel convent.

MÉDECINE

Pour améliorer la qualité des soins

Le gouvernement crée une agence pour le développement de l'évaluation médicale.

M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, devait annoncer lundi 25 septembre la création d'une agence pour le développement de l'évaluation médicale. Cette structure, dotée de moyens relativement importants, sera dirigée par le docteur Yves Matillon.

M. Evin a donc enfin tranché. Après quatre longues années d'errements, la France va se doter d'une structure capable de contribuer au bon usage des soins et d'assurer à chaque patient la meilleure prestation possible au meilleur coût. Réclamée par de très nombreux spécialistes, en particulier de santé publique, la création de l'agence pour le développement de l'évaluation médicale — puisque tel est le nom retenu par M. Evin — était suggérée par le docteur Jean-François Armogathe, le président de l'Union nationale des associations de formation médicale continue (UNAFORMEC) dans le rapport qu'il avait remis en mai dernier au ministre de la santé (Le Monde du 24 mai) (1).

Ainsi que le proposait le docteur Armogathe, l'agence sera créée « à côté et en liaison avec l'actuel comité national pour l'évaluation médicale ». Ce dernier pourrait cependant voir sa représentativité élargie à des représentants des professions paramédicales, des usagers, de la magistrature, etc. Ainsi renforcé, ce comité national se consacrerait essentiellement à un rôle « politique ». Il aurait à définir, en particulier, les orientations à moyen terme de la politique d'évaluation et à diffuser auprès des corps médicaux les résultats des différentes évaluations.

L'agence, pour sa part, aura un rôle plus opérationnel, visant à impulser et à conduire les programmes d'évaluation proprement dits. Dotée de moyens propres (on parle d'un budget de fonctionnement de l'ordre de 3 millions à 5 millions de francs et de 15 millions à 20 millions de francs provenant de « commandes » de la Sécurité sociale), elle devrait comprendre un conseil scientifique de haut niveau, nommé par le ministre de la santé, un conseil d'administration et une équipe technique.

L'agence sera dirigée par le docteur Yves Matillon, qui faisait partie du groupe de travail ayant contribué à l'élaboration du rapport Armogathe. Né à Lyon le 26 septembre 1948, le docteur Matillon, après avoir été chef de clinique en médecine interne, a obtenu successivement un DEA d'économie de la santé et un diplôme de docteur en droit. Après avoir étudié les différents systèmes d'évaluation aux Etats-Unis et au Canada, il revient en France, à Lyon, pour tenter de mettre en œuvre de tels systèmes. Suppléant de M. Dominique Jolly au comité national de l'évaluation médicale, c'est à l'évidence l'un des meilleurs spécialistes français des problèmes d'évaluation. « Le corps médical doit bien comprendre quel est mon

objectif », nous a-t-il déclaré. L'évaluation ne doit en aucune façon servir de prétexte à un quelconque contrôle ou à des pénalisations. Il s'agit avant tout d'améliorer tant la profession médicale que les soins. »

« Il est temps, écrivait le docteur Armogathe dans son rapport, de définir et, surtout, de promouvoir en France une véritable politique d'évaluation médicale. » Cette politique, ajoutait-il, « est une nécessité dont la mise en œuvre, inéluctable, doit se faire sans plus tarder. Sans exagération, on peut dire que c'est le maintien et, surtout, le développement de la capacité de notre système de soins qui en dépendent. » Prudemment, le docteur Armogathe parlait de la nécessité d'une politique « ambitieuse mais réaliste, consensuelle mais dynamique ».

Le meilleur résultat au moindre coût

Consensuelle, en effet, l'action du docteur Matillon devra l'être. Ne serait-ce que pour ne pas provoquer de conflit entre le comité national et l'agence. Et pour que ne se répète pas le triste épisode de 1987 où l'on avait vu capoter avant même qu'elle ait vu le jour la fondation pour l'évaluation des pratiques et techniques médicales que devait diriger le professeur Emile Papiernik. A l'époque, le réflexe corporatiste avait joué à plein, comme si la profession médicale avait eu peur de devoir se remettre en question.

Aujourd'hui, la volonté affichée par M. Evin de mettre en œuvre une politique d'évaluation ambitieuse, qui concernerait non seulement les techniques et stratégies diagnostiques et thérapeutiques, mais aussi la qualité des soins, serait-elle suffisante ? On rendra en tout cas justice au ministre de la santé d'avoir, parmi les solutions que préconisait le rapport, choisi celle qui semble garantir la meilleure crédibilité scientifique.

Reste maintenant aux différents acteurs, à commencer par le corps médical lui-même, à mettre en pratique la définition que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) donne de l'évaluation de la qualité des soins : elle doit « permettre de garantir à chaque patient l'assortiment d'actes diagnostiques et thérapeutiques qui lui assurent le meilleur résultat en termes de santé, conformément à l'état actuel de la science médicale, au meilleur coût pour un même résultat au moindre risque iatrogénique (2), et pour la plus grande satisfaction en termes de procédure, de résultat et de contacts humains à l'intérieur du système de soins ».

Vaste programme... FRANCK NOUCHI

(1) Ce rapport, intitulé *Pour le développement de l'évaluation médicale*, vient d'être édité par La Documentation française. 204 pages, 120 F.

(2) Le risque iatrogénique est le risque lié à l'action des médicaments eux-mêmes (effets secondaires).

Les exemples étrangers

Plusieurs pays, parmi lesquels les Etats-Unis, le Canada, les Pays-Bas, la Suède et le Danemark, ont depuis longtemps mis en place des structures d'évaluation médicale. Le plus souvent, le type d'évaluation varie d'un pays à l'autre en fonction des systèmes sanitaires et de protection sociale. Ainsi, dans certains pays l'évaluation a un caractère plus économique, alors que dans d'autres c'est davantage la lutte contre les inégalités qui est l'objectif primordial. Ailleurs, en Scandinavie par exemple, toutes les évaluations tournent autour de la notion de meilleure qualité des soins.

Partout se pose le problème de la diffusion de l'information en direction du corps médical et de l'acceptation des résul-

tats de l'évaluation par celui-ci.

Aux Etats-Unis, où elle a connu un développement important à partir des années 70, l'évaluation des techniques médicales est réalisée par une quarantaine d'organismes différents. Certains comme l'Office of Technology Assessment, dépendent directement du Congrès ; d'autres, comme le Council on Health Care Technology, sont indépendants. Afin d'assurer la diffusion des résultats des évaluations, un hebdomadaire, le JAMA, journal de l'association médicale américaine, a créé une rubrique spécifique. Pau enclos dans un premier temps à se conformer aux résultats des évaluations, les médecins américains semblent depuis quelques années mieux en accepter l'idée.

LE GALA DU SIÈCLE

VENDREDI 6 OCTOBRE 1989

EN PRÉSENCE DE MADAME DANIELLE MITTERRAND
PRÉSIDENTE DE LA FONDATION FRANCE-LIBERTÉS
À L'OCCASION DES 100 ANS DU

BAL DU MOULIN ROUGE

Monsieur JACKI CLÉRICO
Président-Directeur Général, présente sur scène :

Charles Aznavour
Lauren Bacall
Anita Baker
Ray Charles
Debbie De Coudreaux
Tony Curtis



Ella Fitzgerald
Savion Glover
Barbara Hendricks
Gipsy Kings
Dorothy Lamour
Jerry Lewis

Greg Louganis
Mireille Mathieu
Donald O'Connor
Jane Russell
Charles Trenet
Esther Williams
Extraits du spectacle "Formidable" avec les Doriss Girls

AU PROFIT DE

FRANCE-LIBERTÉS - FONDATION DANIELLE MITTERRAND

RESERVATIONS (1)46.06.00.19

MOULIN ROUGE - MONTMARTRE - PLACE BLANCHE 75018 PARIS : TEL. 46.06.00.19

صلى الله عليه وسلم

CULTURE

MUSIQUES

L'orgue de Saint-Eustache exorcisé

Depuis deux siècles, l'histoire de cet orgue tient du scénario-catastrophe. L'instrument qui vient d'être inauguré saura-t-il vaincre la malédiction ?

Une grande foule fêtait, le 21 septembre, l'heureuse naissance d'un orgue à Saint-Eustache, l'église chère à Lully, Rameau, Mozart, Berlioz et bien d'autres ; un événement que l'on pouvait suivre de l'extérieur sur un écran géant, depuis le jardin des Halles. C'était l'ouverture du Festival d'art sacré et, en présence du maire de Paris, le cardinal Lustiger a béni l'instrument tout neuf, construit par deux jeunes facteurs hollandais, les frères Van Heuvel.

Au cours de la cérémonie religieuse, le curé de la paroisse, le Père Henri Delatouche, appela à la vie, sur le ton de l'Exultet, le « nouveau-né » qui répondit docilement et déploya peu à peu ses registres sous les doigts de Jean-Paul Imbert, avant que ne s'avance le grand patron de l'orgue Jean Guillon, regard de feu, coiffure gothéenne.

Titulaire de Saint-Eustache depuis 1963, voici douze ans

qu'il est privé de son instrument, marqué depuis si longtemps par la guigne (voir notre encadré).

Aussi a-t-il veillé de près, avec l'expert de la Ville, Jean-Louis Coignet, à la conception et à la réalisation de celui-ci, qui compte cent un jeux et huit mille tuyaux, appelés par cinq claviers et le pédalier, à l'intérieur du splendide buffet sculpté de Baldard. Des tuyaux qui mesurent de 1 centimètre aux 10 mètres de la « montre » sous les tourelles.

Un orgue, respectueux de l'histoire, mais ultramoderne, selon la conception que prône Jean Guillon dans son livre, flamboyant et futuriste qui vient d'être réédité (1). Il comporte en particulier six cents combinaisons possibles pour les registrations, que l'on peut préparer à l'avance, et un enregistrement digital à l'aide d'un appareil vidéo : ce dernier permet à

l'orgue de reproduire « tout seul » une interprétation, mais aussi à l'organiste d'y superposer de nouvelles parties, c'est-à-dire de jouer avec quatre mains et quatre pieds.

Il y a surtout, comme à la Tonhalle de Zurich (le Monde du 18 janvier 1988), deux consoles, l'une mobile au sol, à transmission électronique, pour les récitals et concerts avec orchestre, l'autre dans la tribune, dont tous les claviers sont à traction mécanique, avec la possibilité, pour deux organistes, de concorder sur les deux consoles.

Jean Guillon n'a pu malheureusement, pour des raisons de commodité, utiliser les claviers de la tribune. Le Récit de tierce en taille de Grigny, par exemple, semblait bien lourd et stéréotypé. La Fantaisie en fa mineur de Mozart s'écroulait dans son bruissement échoué, et les timbres étaient nimbés d'une aura électronique surprenante, tandis que le flot torrentiel de la Fantaisie et fugue en sol mineur de Bach, au contraire, débordait allègrement de couleurs sur cette palette gargantuesque.

Mais le nouvel instrument donnait toute sa mesure, d'abord avec le 3^e Choral, de Franck, exaltant la beauté de ses fonds, le relief des timbres et des plans sonores, la profondeur du lyrisme ; puis l'Hypérion ou la Rétorique du jeu, de Jean Guillon, œuvre fulgurante et visionnaire, zébrée d'éclairs, qui a quelque mal à se couler dans un développement rigoureux ; enfin la Fantaisie et fugue sur le nom de Bach de Liszt dans une vue « synchrétique » de l'interprétation accumulant les prestiges et les difficultés des deux rédactions successives pour orgue et pour piano.

JACQUES LONCHAMPT

(1) L'orgue, souvenir et avenir, Ed. Buchet-Chastel, 1989, 288 pages, 180 francs. Ce livre à la fois technique et lyrique cheville à l'orgue, l'histoire de la facture et de l'esthétique, et ouvre de larges perspectives pour un instrument auquel il prêtait de nouvelles métamorphoses.

Chronologie

L'église Saint-Eustache avait possédé plusieurs instruments depuis le seizième siècle. En 1802, elle reçoit dans sa tribune, via depuis le début de la Révolution, l'orgue de l'abbaye Saint-Germain-des-Près ; neuf ans après, il est gravement endommagé par un orage (1).

Un nouvel instrument est commandé en 1841 au facteur Callinet, qui devient fou. Il est remplacé par Charles Barker (l'inventeur de la fameuse machine pneumatique) dont l'orgue est inauguré le 19 juin 1844. Neuf ans plus tard, Barker, ruiné, vend l'orgue à un négociant qui le fait démanteler et le fait transporter en 1854, et massacré par la mitraille et les incendies de la Commune en 1871.

Remis en état par Merklin en 1878, il connaît une vie assez paisible jusqu'en 1925, où le facteur Rinckenbach, chargé de le restaurer, fait faillite. Sept ans après, Victor

Gonzalez construit un orgue de quatre-vingt-quatre jeux, très admiré et très contesté.

Aussi un nouveau facteur, Jean Hermann, est choisi en 1963, ce qui provoque la démission d'André Marchal, le célèbre organiste ; Hermann meurt, et l'orgue revient à la maison Gonzalez pour une restauration complète, inaugurée dans l'enthousiasme, le 7 décembre 1967, par Jean Guillon, mais la dégradation est rapide et, dix ans plus tard, Saint-Eustache est réduit au silence.

Un autre organiste est désigné, qui achève à l'été 1977 l'instrument, selon Guillon. En 1985, la Ville de Paris choisit la firme hollandaise des frères Van Heuvel, qui construisent un orgue entièrement neuf, à l'exception du buffet avec ses tuyaux de mortre et d'un petit nombre de jeux réutilisés.

(2) Voir l'étude chronologique de Jean-Paul Imbert dans le programme de l'inauguration.

J.L.

THÉÂTRE

Les nouveaux Œdipe de Jean-Pierre Vincent

A Nanterre, dans la petite salle du Théâtre des Amandiers, il reprend et modifie son double spectacle créé à Avignon, « Œdipe Tyran » et « Œdipe à Colone »

Œdipe Tyran et Œdipe à Colone, double spectacle mis en scène par Jean-Pierre Vincent, créé au dernier Festival d'Avignon au gymnase du lycée Anabiel (le Monde du 18 et du 25 juillet) est repris en alternance à partir du 3 octobre au Théâtre des Amandiers à Nanterre, dans la petite salle. Dans une version modifiée. Le décor s'étale toujours sur la longueur, les spectateurs étant placés de chaque côté, face à face. Mais à Nanterre, la petite salle a 3 mètres de moins en longueur et 65 centimètres de plus en largeur. Surtout, metteur en scène, dramaturge, décorateur, acteurs, ont pris trois semaines de vacances, ont répété à nouveau pendant trois semaines et commencé à travailler sérieusement sur l'adaptation des Œdipes, d'Aristophane, qui à partir de novembre, complètera le spectacle.

« Nous lions beaucoup avec Aristophane », raconte Jean-Pierre Vincent, et nous avons affiné les Œdipes. Les spectacles se sont enrichis, calmés. Colone est très beau, même si par rapport à Tyran c'est un peu comme Cymbeline par rapport à Hamlet, une romance. Une pièce idéaliste en tout cas, dans le sens où elle chante la gloire d'Athènes, à un moment où la ville traversait une période épouvantable, à la fin des guerres avec Sparte. Sophocle était alors très vieux, et sans doute, a voulu donner aux citoyens un espoir auquel se raccrocher.

Sophocle a écrit pour un public, et il est sans doute le premier à avoir mis dans son théâtre quelque chose de lui. Notamment ici, ce qui montre très bien la « Compagnie Due de Parme. Elle a monté la trilogie dans l'ordre chronologique de l'écriture, c'est-à-dire d'abord Antigone, révolte de la jeunesse contre les mauvaises lois et les adultes, puis la découverte de la naissance et l'obsession de la mort (Tyran), enfin la déchéance et la fin (Colone).

Avec le Mariage de Figaro à Chaillet et en travaillant sur la Mère coupable, je me suis aperçu que Beaumarchais, c'est la révolte de Robespierre contre les mauvaises lois qui permettent au vieux Bartholo de l'épouser. La Mère coupable,



Aurélien Recoing dans « Œdipe Tyran »

c'est la dernière aventure d'Almaïva avant l'apaisement du quatrième âge. Dans le Mariage, Figaro — qui à un moment s'est de botter, alors qu'Œdipe boie — apprend le secret de sa naissance ; il a failli tuer son père, Bartholo. Et Marceline, sa mère, en toute ignorance, veut l'épouser. Tandis que pour Jocaste, en étudiant soigneusement les textes, on se dit qu'elle sait...

Naturellement, il n'y a pas chez Beaumarchais de passage à l'acte, pas de hasard non plus. Cet affolé superactif voyait dans la tragédie grecque les germes d'un théâtre neuf. Nous n'avons pas pour autant, dans le Mariage, assimilé Figaro à Œdipe. « On va au théâtre pour se divertir », disait Brecht, et il ajoutait que les divertissements sont plus ou moins complexes.

Nous essayons de laisser au public la liberté de rêver, après la représentation. Un spectacle, de même qu'un roman, ne dit pas tout. On va au théâtre pour se divertir, et aussi pour être déconcerté... L'inconfort n'est pas le même chez tous les metteurs en scène. Certains sont cyniques, d'autres se placent au bord de la provocation, d'autres encore s'en tiennent à une stricte morale. C'est une affaire

d'angoisses personnelles. Pour moi, elle me saisisse aux deux tiers du travail, pendant deux ou trois nuits je ne suis plus où j'en suis. Mais j'ai l'habitude, donc je prends un euphorisant et j'attends que ça se passe. Le pire, c'est avant les répétitions. J'ai beaucoup travaillé, j'ai des masses de notes à ma disposition, et je ne suis plus rien. L'horreur de la page blanche. Seulement, j'ai un avantage sur les écrivains, ou les poètes : je ne suis jamais seul, je n'ai jamais été. J'ai toujours travaillé avec Jourdain, ou Deutsch, Müller, Charpentier... Je suis dramaturge autant qu'eux, ils sont metteurs en scène autant que moi.

Je n'ai pas fait de service militaire, j'ai été réformé pour « angoisses », tendances névrotiques... Sur le moment, ça m'a fait rire, et finalement, je me demande... De toute façon, je suis très libre avec les comédiens, quand je ne comprends plus rien, je le dis. Il y a toujours une solution. Soit on la trouve, soit on ne la trouve pas, preuve qu'il n'y a pas de problème.

PROPOS RECUEILLIS PAR COLETTE GODARD

Théâtre des Amandiers, Nanterre, en alternance à partir du 3 octobre. Tél. : 47-21-18-51

Naissance de l'Orchestre de Bretagne

Une formation très attendue dans une région longtemps coupée des circuits

Esperé depuis de nombreuses années par les mélomanes (et les musiciens de la région), l'Orchestre de Bretagne vient enfin de voir le jour. Fruit de la collaboration de la région, des villes de Rennes et de Brest, de la direction de la musique, cet ensemble de quarante-cinq musiciens (formation Mozart) a donné son premier concert, le mercredi 20 septembre, sur la scène du Quartz, le centre culturel de Brest, avant de partir jouer à Rennes et dans quelques villes de Bretagne.

Pour sa première apparition publique, cet orchestre était dirigé par Claude Schnitzler, son directeur musical. Il avait choisi un programme exigeant — trop sans doute — et pas tout à fait raisonnable pour des raisons de difficultés techniques et d'effectifs.

N'est-il pas présumé que de se produire dans l'Ouverture des Noces de Figaro, le Concerto pour piano et orchestre n° 22 de Mozart (soliste Anne Quémener, harpicienne par un Bénédictin sec comme un coup de trique et lourd à la faire patiner dans les tailles, malgré de fort beaux moments) ? Et mal venu de programmer la Symphonie rhénane, de Schumann, composée pour une grande formation, alors qu'il reste encore des postes à pourvoir et que quinze jours avant ce concert l'orchestre n'existait purement et simplement pas ?

Dans ces conditions, nous n'aurons pas la cruauté d'insister sur la qualité insuffisante (cobélation, justesse) d'un Orchestre de Bretagne qui n'est encore que virtuel, mais dont on devine les possi-

bilités : jolies cordes, clarinettes, hautbois et flûtes ; mais cors fragiles ; trombones et trompettes très faibles.

A qui la faute ? Aux élus qui veulent rentabiliser le plus vite possible un lourd investissement (18 millions de francs de budget par an) et qui ne donnent pas la possibilité à l'Orchestre de travailler dans une salle de répétitions à la hauteur de leurs légitimes ambitions (avant de songer à les envoyer aux Etats-Unis, qu'on leur en construise donc une qui ne soit pas un réduit de 150 mètres carrés).

On bien la faute est-elle à imputer au chef qui pose le toit de la maison avant de creuser les fondations, en programmant des œuvres qui n'appartiennent pas au répertoire de ce type de formation ? Dans les mois qui viennent, Claude Schnitzler a programmé la Troisième symphonie, de Bruckner, ce qui nécessitera l'embauche d'un minimum de quarante supplémentaires, ce qui grèveront le budget alloué aux répétitions et viendront se greffer sur des permanents encore fragiles. On croit rêver.

L'Orchestre de Bretagne serait-il déjà dans la spirale infernale qui a détruit dans l'œuf les espoirs placés dans des projets analogues ? Le talent des musiciens, dont la moyenne d'âge doit se situer aux alentours de la trentaine, permet néanmoins d'espérer.

ALAIN LOMPECH

NOTES

Albert Hadjiganev lauréat de l'Académie des beaux-arts

L'Académie des beaux-arts a décerné mercredi 20 septembre son premier Grand Prix de peinture à Albert Hadjiganev. Agé de trente-cinq ans, cet artiste d'origine bulgare recevra une bourse de 240 000 francs, soit 20 000 francs par mois pendant un an. Il pourra ainsi préparer une exposition qui sillonne la France et l'Europe. Les œuvres des finalistes du premier Grand Prix de peinture de l'Académie des beaux-arts seront exposées à la mairie du seizième arrondissement jusqu'au 7 octobre, 71 avenue Henri-Martin.

« L'Ami du peuple » menacé de démolition

L'imprimerie où Marat fit paraître l'Ami du peuple jusqu'à son assassinat, le 13 juillet 1793, est menacée de démolition. Situé près du carrefour de l'Odéon à Paris, le bâtiment est à l'abandon depuis huit ans. L'association Pour Robespierre a indiqué, vendredi 22 septembre, qu'un « entrepreneur, ou un particulier, ou l'ignare encore, a obtenu un permis de construire ». Un petit immeuble et un magasin de prêt-à-porter devraient remplacer cette imprimerie, où fut également

publiée la Déclaration des droits de l'homme. « On peut très bien ne pas partager l'idéologie de Marat, mais respecter les quelques rares édifices qui évoquent la révolution dans la France celtique », ajoute le communiqué. L'association Pour Robespierre avait déjà alerté l'opinion, il y a quelques mois, sur l'occupation du cachot de Robespierre lors des travaux de restauration de la Conciergerie, à Paris (le Monde du 7 juillet).

Le masque de Napoléon au Musée de l'armée

Le masque mortuaire de Napoléon, également connu sous le nom de masque Antonin, sera remis le 28 septembre au Musée de l'armée par la Fondation Napoléon. Moussé le 7 mai 1821 par le chirurgien de Napoléon quelques instants avant la mise en bière de l'empereur, ce masque fit l'objet d'une polémique mettant son authenticité en doute. Il a séjourné pendant très longtemps en Grande-Bretagne avant d'être racheté par la Fondation Napoléon.

Le prix du photo-reportage. — Le Visa d'or du premier Festival international de photo-reportage, « Visa pour l'image », de Perpignan a été attribué samedi 23 septembre à Pierre Perrin pour son reportage sur « Le dernier gaillard en URSS » (le Monde du 22 septembre).

Un laboratoire irradiant

« Les Palmes de M. Schutz » sont un très joyeux vaudeville fondé sur la rencontre de Pierre et de Marie Curie

Sous la verrière crasseuse d'un hangar où seuls se sentent bien moutons et courants d'air débauchés, un jour d'hiver, une Polonoise qui a quitté son pays écrasé par la Russie. Sous une robe très stricte, derrière une paire de bécotilles, Marie Skłodowska entre sans frapper dans la vie d'un père d'ami, Pierre Curie et Gustave Bémont, chargé de cours à l'Ecole supérieure de physique et de chimie industrielles de Paris. Cette drôle de petite bonne femme s'en va bientôt bouleverser l'amitié des deux hommes et, en épousant le premier, donner une nouvelle dimension à sa vie et réaliser une œuvre avec la découverte de la radioactivité et du radium.

Les Palmes de M. Schutz, pièce d'un jeune auteur français, Jean-Noël Fenwick, écrite à la demande du directeur du Théâtre des Mathurins, Gérard Cailleux, se saisit de cette rencontre féconde pour l'histoire de la science et la métamorphose en un vaudeville plein d'esprit, de rythme, de gaieté. Mais à cette légèreté qui fait le charme du genre il ajoute habilement, sans prétention mais sans faiblir, une sorte de rumeur plus sombre, plus grave, que l'on entend quand la porte du laboratoire s'ouvre sur une ruelle : la conservation et la forfanterie de l'Université au tournant du siècle, l'organisation de la rébellion des Polonois réfugiés en France, les menaces du mercantilisme appliqué à la recherche scientifique. Et quelle n'est pas la surprise de découvrir alors qu'un jeune homme d'aujourd'hui peut

reprendre la plume là où l'avait laissée Labiche !

Si bien que l'on ne s'ennuie pas aux Mathurins. Mieux, on s'y amuse franchement à accompagner l'amour naissant et les travaux d'Hercule d'un couple qui, à tous, nous a rendu la vie plus supportable, d'autant que Sonia Volterra et Stéphane Hillel, qui personnifient les deux héros, sont à un niveau de jeu, et de plaisir dans le jeu, qu'on ne leur connaissait pas. Ils le doivent certainement au regard manifestement chaleureux qu'a porté sur eux Gérard Cailleux, tonitruant M. Schutz, rugissant et rondouillard directeur de l'Ecole (et des Mathurins), metteur en scène du spectacle.

Non seulement il a eu le temps de retaper entièrement la grande et la petite salles, d'aménager un foyer-restaurant, mais, ayant reçu — et lui ! — plusieurs centaines de manuscrits d'auteurs contemporains, il a produit de nombreux spectacles et décidé de passer à la mise en scène pour ce M. Schutz. Voilà longtemps que l'on n'avait pas vu sur la scène d'un théâtre privé un spectacle aussi soigné, intelligent, inventif, qui nous console de tant de soirées manquées sous la signature de faiseurs injustement plus connus et toujours demandés.

OLIVIER SCHMITT

Théâtre des Mathurins, Du lundi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 heures. De 80 F à 200 F. Tél. : 42-45-90-00. Le foyer-bar est ouvert du mardi au vendredi, de 15 h 30 à minuit, et le samedi à partir de 15 h 30.

CULTURE

DANSE

La magie Robbins au New York City Ballet

Avec les idées que Jerome Robbins jette sur scène en cinq minutes d'autres feraient quinze ballets

Ce ne sont plus des ballets américains, ce sont des montages russes ! Déjà le premier soir, ravi de la deuxième, on retombait le troisième soir au niveau de la mer devant un programme balanchinien dansé sans élan intérieur, sans conviction, sans inspiration. Et voici que, pour le quatrième soir, on remonte aux nues avec un programme Jerome Robbins d'un bout à l'autre enchanteur...

Et si c'était Robbins le chorégraphe du siècle ? Mais cessons d'assimiler l'art aux Jeux olympiques et disons simplement que le génie créateur de Robbins n'a rien à envier à celui de Balanchine. Celui-ci le savait bien, qui, dès 1949, associait son cadet, alors âgé de trente et un ans, à la direction artistique de l'heureux New York City Ballet...

L'art de Robbins est des plus difficiles à cerner. A cause, d'abord, de la multiplicité de ses sources : classique, moderne, post-moderne, espagnole, orientale, il connaît tout. Il transmue le tout, dans son creuset d'alchimiste, dans un langage hautement personnel. A

cause, ensuite, de sa faculté de renouvellement : ses ballets ne se ressemblent pas, essayer d'en décrire un ne dirait rien des autres. A cause, surtout, d'une subtilité extrême, quelque chose comme une fragrance à la fois violente et volatile, qui enivre mais échappe à l'analyse. Rien ne pèse ni ne pose : avec les idées que Robbins jette sur scène en cinq minutes, sans s'asseoir dessus, d'autres feraient quinze ballets.

Au jeu du portrait chinois si Balanchine était Mozart, Robbins serait Debussy - dont la fluidité tint toujours Balanchine à distance. Sur la musique de Debussy, justement, voici les *Epigraphes antiques* où huit danseuses vêtues de longues tuniques transparentes (les costumes, comme les éclairages, sont toujours sobres et beaux chez Robbins) évoquent la Grèce antique avec une poésie et une grâce qui font s'écouler les larmes...

Dans *Glass Pieces*, sur des musiques capitales de Phil Glass, des gens en vêtements quotidiens se croisent en marchant simplement ;

parmi eux apparaissent, comme des Martiens, un couple, puis un autre, puis un troisième gainé de soie pastel ; ceux-là dansent (merveilleusement) et leur danse va bientôt détraquer subrepticement la marche des autres qui vont danser à leur tour. *Moves* (ballet dans le silence) exalte, avec une invention infinie, la puissance du mouvement livré à lui-même. Qu'y a-t-il de plus proche à la vulgarité que le comique ? L'élégance de Robbins l'empêche d'y tomber une seconde dans *The Concert*, hilarante évocation des fantasmes et divagations qui saisissent les auditeurs d'un récital Chopin.

Tout cela laisse le cœur fêlé et l'âme étreinte heureuse. Après le départ du NYCB, on devrait retrouver Robbins au palais Garnier, à partir du 26 novembre ; il devait y monter une soirée entière (dont *Moves* et *Glass Pieces* justement). Aux dernières nouvelles, il ne monterait plus que *Dances at a Gathering* qui est, par bonheur, l'une de ses œuvres les plus ensorcelantes.

SYLVIE DE NUSSAC

CINÉMA

La chatte et le lion

Katia (Maximova) et Volodia (Vassiliev) sont comme tout ce qui danse, passés devant la caméra de Dominique Delouche. Ballets et confidences

Elle était fille de bourgeois, lui fils d'ouvriers. C'est la danse qui nous a réunis, disent-ils la main dans la main. Katia et Volodia : Ekaterina Maximova et Vladimir Vassiliev, le couple le plus célèbre du monde du ballet. La chatte et le lion. Vingt-huit ans de mariage, et trente ans d'appartenance au Bolchoï de Moscou... S'il y a eu des nuages dans l'une ou l'autre de ces unions, personne n'en sait rien. L'amour et la gloire ont fait bon ménage.

Is se sont connus à l'Ecole de danse du Bolchoï, ils avaient neuf et dix ans (c'est lui le benjamin). Katia était une enfant prodige, une graine d'étoile, déjà filmée dans ses variations d'examen (on en voit une ici, époustouflante). Le petit Volodia était plus obscur, il avait le « complexe du moujik ».

Dominique Delouche est un vrai cinglé de danse (tout ce qui danse bien par le monde est passé ou passera devant sa caméra), mais il ne résiste pas à la tentation de nous

montrer aussi ses héros hors scène. Cela donne ici des séquences un peu sucrées, où Katia et Volodia emmitouffés se promènent dans la neige, à pied ou en traîneau, visitent le monastère de Novo Devitchi, nous montrent leur datcha toute constellée d'icônes.

Ces promenades sont au moins l'occasion de confidences, dont l'une au moins est frappante car elle est sans doute éternelle : il y a quatre ou cinq ans. Elle concerne la tentation, que le couple a connue, du « *saut de la liberté* » vers l'Ouest, comme l'ont fait Noureev, Makarova, Baryshnikov. « Nous gardons le regret d'avoir été coupés des grands chorégraphes étrangers, dit Vassiliev. Mais il nous a été impossible de partir, pour des raisons morales. » « Nous avons eu peur de souffrir si nous quittions la Russie, comme une personne coupée en deux », ajoute Maximova.

Et les extraits que l'on voit de leur répertoire « moderne » (Spar-

acus, *Antioia*, à côté des classiques *Don Quichotte*, *Casse-Noisette*, *la Belle au bois dormant*) montrent, en effet, à quel point la Russie manque de grands chorégraphes : Vassiliev et Maximova auront payé cher leur fidélité. Nés juste un peu trop tôt avant la perestroïka, ils n'auront connu de l'Occident que Béjart, dont ils dansent ici l'adage de *Roméo et Juliette*.

Mais la marque du grand danseur, de l'artiste opposé au virtuose, au gymnaste, réside aussi dans le fait qu'il réussit à transcender une chorégraphie médiocre. La virtuosité (et Dieu sait qu'il la possède), Vassiliev la méprise : « Quand tu es le meilleur de sauter haut, on te proclame génie », dit-il. Les moments les plus instructifs et les plus éprouvés du film sont ceux où Vassiliev et Maximova enseignent à quelques élèves (Eric Vu-An, Elisabeth Maurin, Richard Wilk) l'art de l'interprétation. Une autre façon d'incliner la tête, une mélodie dans les bras, une respiration, et tout est transfiguré. Merci à Katia et à Volodia de redire que la danse, c'est d'abord affaire d'âme.

S. de N.

Le palmarès du Festival de Saint-Sébastien. — *Homer et Eddie*, d'Andrei Konchalovski (Etats-Unis) et *la Nation clandestine*, du Bolivien Jorge Sanjinés, ont obtenu ex aequo samedi 24 septembre la Concha de oro du 37^e Festival international de cinéma de Saint-Sébastien. La Concha d'argent a été décernée au *Consul*, du cinéaste polonais Miroslaw Bork. Le prix spécial du jury est revenu à *la Mer et le Temps*, de Fernando Fernan Gomez (Espagne). Le prix de la meilleure interprétation féminine a couronné Milijana Jolovic pour son rôle dans *Everest New Jersey*, de Carlos Sorin (Argentine-Grande-Bretagne). Ari Bery a été sacré meilleur interprète masculin pour sa composition dans *Jours de fumée*, d'Anton Ezeiza (Espagne).



Mercredi 27 septembre 89 à 21h
UNE ABSENCE
de Loleh Bellon
avec Suzanne Flon
RENSEIGNEMENTS : 48.68.00.22

COMMUNICATION

La chaîne payante démarre le 27 septembre

Canal Plus Belgique joue l'alliance avec la télévision publique

Canal Plus Belgique a choisi la date symbolique du 27 septembre, jour de la fête de la communauté française de Belgique, mais aussi de la visite de M. François Mitterrand au premier ministre du royaume, M. Wilfried Martens, pour commencer à diffuser à Bruxelles et en Wallonie. Un pari risqué mais jouable.

BRUXELLES

de notre correspondant

Lancer une chaîne payante en Belgique est un pari risqué. Le royaume est le pays le plus câblé du monde : les Bruxellois, par exemple, disposent déjà de près de vingt-cinq chaînes. Accepteront-ils encore de débours 895 FB (environ 150 FF) mensuels (après avoir acquitté un droit d'entrée de 2170 FB, soit 350 FF environ) pour recevoir Canal Plus Belgique ? Ses promoteurs l'espèrent, qui ont tout simplement choisi d'adapter à la Belgique la formule qui a si bien réussi en France : quelques programmes en clair et beaucoup de cryptés.

Emettant vingt heures par jour - week-end compris -, la nouvelle chaîne diffusera donc un nombre impressionnant de longs métrages inédits à la télévision (le 27 septembre, ce sera le *Dernier Empereur*), mais aussi des films d'horreur, fantastiques ou « de charme », le vendredi et le samedi après 22 h 30 (avec une clé spéciale permettant aux parents pointilleux de débrancher le décodeur). Canal Plus Belgique réservera aussi une place non négligeable aux

sports, aux émissions pour enfants et aux reportages. Il n'y aura toutefois pas de journaux télévisés en bonne et due forme, mais une série de flashs « culturels » qui pourraient progressivement s'étoffer. Quant aux « Nuls », qui ont fait une partie de la renommée de la chaîne française, ils se sont transformés, outre-Quadrant, en « Smals », un mot de l'argot bruxellois.

Canal Plus Belgique qui ne sera pas diffusée en Flandre, ne pourra pas avoir accès au marché publicitaire belge, sans doute pour ne pas concurrencer son partenaire, la RTBF (chaîne publique), qui vient tout juste d'y accéder. Le capital de Canal Plus Belgique est en effet réparti entre Canal Plus France (33,3 %), RTBF (33,3 %), la Société générale de Belgique (16,6 %) et, enfin, DEFCOM (16,6 %), une maison bruxelloise de production.

La collaboration avec la RTBF sera multiple d'une centrale d'achat commune sera chargée d'approvisionner en films d'abord Canal Plus, puis la chaîne publique. Un comble est toutefois déjà apparu entre les partenaires puisque la RTBF, chargée de mettre au point les décodeurs, a falli dans sa tâche et Canal Plus a été obligée de s'adresser à Philips, tout en se refusant à poursuivre la RTBF en justice. Canal Plus Belgique tiendra aussi de ne pas concurrencer les programmes de la chaîne publique, notamment en matière de transmissions de manifestations sportives, encore que, le fait de diffuser, dès le 27 septembre, le match retour de Coupe d'Europe entre Liège et Akras, laisse prévoir quelques frictions.

JOSÉ FRALON

CORRESPONDANCE

Le conflit entre la SACEM et les discothèques

A la suite de l'article « La SACEM conteste la logique économique des instances européennes » (le Monde du 19 septembre), nous avons reçu de la SCP Fouroux et associés, avocats des discothèques, la lettre suivante.

M. Tournier s'élève contre les arrêts du 13 juillet de la Cour de justice, dont les effets seraient à son avis pervers et nuisibles aux auteurs, parce qu'ils mettraient en cause sa gestion. C'est reconnaître ce que chacun sait, et ce que M. Jean-François Lacan dans le Monde avait écrit, que la Cour de justice lui a donné tort. Déjà, la Cour de cassation avait dit que la SACEM, entreprise de gestion collective des droits d'auteurs, n'était pas les auteurs et n'avait pas un pouvoir discrétionnaire pour fixer la redevance à payer par les utilisateurs de musique, laquelle doit être équitable, c'est-à-dire conforme à la fois aux intérêts des auteurs et aux possibilités contributives des utilisateurs.

La SACEM, depuis l'arrêt de la Cour de justice, a reconnu implicitement qu'il y avait lieu de revoir ses exigences, qui portaient d'un tarif de base de 1,65 % sur le chiffre d'affaires TTC des établissements, jusqu'à ce que soit atteint un accord avec certains syndicats au sein desquels, au moins jusqu'à la fin de l'année, ils ne paieraient plus que 3,13 % du chiffre d'affaires hors taxes, jusqu'à ce que soit arrêté un taux équitable. Il est faux de faire croire que les discothèques, qui ont mené le combat, et leur organisation refusent de payer quoi que ce soit, puisque les comités qui ont été dissolus et qui sont appliqués consistent à régler l'ensemble des droits dus sur la base de 1,65 % à titre provisionnel, jusqu'à ce que la Commission de Bruxelles ait terminé ses travaux en achevant de comparer les taux pa-

tiés dans les autres Etats membres.

Car si les dirigeants de la SACEM tiennent des propos incoherents sur l'insupportable et l'incompétence de la Commission qui l'aurait diffusée (sic), la Commission poursuit son travail dans la ligne des directives données par la Cour de justice, qui s'est intéressée aux coûts de gestion des sociétés d'auteurs, c'est-à-dire à la redistribution des sommes encaissées. Comment la SACEM s'imaginait-elle que les quelques mois de présidence française permettraient d'arriver à un désaveu de la Cour de justice. On peut toujours rêver. Donner à croire, comme l'article le laisse entendre, que nos représentants ou le plus haut fonctionnaire européen, parce qu'il est de nationalité française, seraient susceptibles de s'employer à renverser les décisions de la justice européenne n'est pas sérieux. C'est au surplus rendre un mauvais service à l'image de la France auprès des autres Etats membres.

Redéfinir le contenu des droits d'auteur

Il faut souhaiter qu'un lieu de manifeste de façon peu convenable leur humeur face aux décisions de la plus haute autorité judiciaire de la Communauté européenne, au moment où tout le monde parle du marché unique et où il sera sans doute possible aux utilisateurs de musique de mettre en concurrence les conditions des sociétés d'auteurs des divers Etats membres, de vraies négociations s'instituent dans notre pays entre les sociétés de gestion de droits d'auteur et de droits voisins (car il faut apprécier le niveau commun de la charge à subir par les utilisateurs de musique) pour aboutir à déterminer la rémunération équitable correspondant à un équilibre entre les droits des auteurs et les moyens des utilisateurs.

A cette occasion, il faudrait redéfinir le contenu des droits d'auteur et des droits voisins, qui ne sont plus redistribués aux auteurs joués et aux artistes interprètes, mais pour une part considérable servent à subventionner l'industrie phonographique internationale, qui n'en a nullement besoin, alourdissant le conflit entre ceux qui devraient être les seuls bénéficiaires des prélèvements, c'est-à-dire les créateurs, et les utilisateurs, qui, comme les discothèques, les radios ou les télévisions, ont aussi leur part dans l'effort de promotion et dans le succès des œuvres musicales.

Et tout pourrait finir par des chansons.

La télévision haute définition aux Etats-Unis

Le gouvernement rechigne à soutenir les industriels

Le département du commerce américain, qui envisageait un plan en faveur des industriels préparant la télévision haute définition (TVHD) (le Monde du 15 août), serait en train de réviser sa position, selon des sources citées par la presse américaine et notamment l'*International Herald Tribune*. Le secrétaire au commerce, M. Mosbacher, souhaitait assouplir la fiscalité et les lois antitrust afin de maintenir l'industrie américaine dans une compétition technologique estimée cruciale par beaucoup d'experts. Mais l'administration Bush ne semble pas favorable à un tel plan de soutien spécifique. Promis pour l'été, repoussé à l'automne, il pourrait bien ne jamais voir le jour. D'une part parce qu'il s'apparenterait par trop à une « politique industrielle » qui est outre-Atlantique un concept démocrate dont une administration républicaine se méfie. D'autre part parce que les estimations de marchés minifines avancées par les industriels concernés (100 milliards de dollars en l'an 2000) sont contredites par celles du Congrès (30 milliards de dollars).

Dans ce nouveau contexte, l'administration Bush préférerait inclure des mesures en faveur de la TVHD dans un ensemble plus large, consacré à la compétitivité des industries de pointe. Aucune date n'est fixée pour cette initiative.

Le gouvernement argentin veut privatiser deux chaînes de télévision. — Le nouveau président argentin, M. Carlos Menem, a signé, jeudi 21 septembre, le décret de privatisation de deux chaînes de télévision publiques diffusant sur la capitale Buenos-Aires. Les chaînes seront attribuées à des intérêts privés, après une procédure d'appel d'offres qui sera lancée le 29 septembre prochain. C'est la deuxième fois depuis l'arrivée au pouvoir du président Menem, le 8 juillet dernier, que le gouvernement recourt à cette procédure, dans le cadre des privatisations d'entreprises publiques déficitaires. La première concernait la compagnie des téléphones, qui devrait passer au secteur privé en juin 1990.

SPORTS

AUTOMOBILISME : Grand Prix du Portugal

Coup de pince de Mansell à Prost

L'Autrichien Gerhard Berger a gagné, dimanche 24 septembre à Estoril, le Grand Prix du Portugal de formule 1 automobile. La course a été marquée par un incident rarissime : le Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda) a été sorti de piste par le Britannique Nigel Mansell (Ferrari), qui n'aurait pas dû se trouver là puisque le directeur de course lui avait montré le drapeau noir de la disqualification depuis trois tours.

Alain Prost (McLaren-Honda) a ainsi hérité d'une deuxième place inespérée, qui lui permet d'accroître son avantage au classement du championnat du monde. Pour conserver son titre, Ayrton Senna doit désormais impérativement gagner les trois derniers grands prix de la saison, quels que soient les résultats d'Alain Prost.

protoniques, le Français avait choisi de faire une course d'attente qui lui vaudrait, à l'arrivée, une deuxième place - la sixième de la saison - inespérée.

Résumé

En fait, le comportement d'Alain Prost a été presque aussi discret en course qu'aux essais. Après ses déclarations intempestives du Grand Prix d'Italie, où il avait à nouveau accusé Honda de favoriser Ayrton Senna dans la fourniture et la préparation des moteurs, puis son accrochage verbal avec son directeur sportif qui lui reprochait d'avoir fait cadeau aux tifosi de la coupe du vainqueur, le pilote français a été réduit au silence par un communiqué qu'il a dû co-signer, vendredi 22 septembre, avec Ron Dennis, directeur de McLaren International, et Yoshi Noguchi, project manager de Honda Motor Company en formule 1.

Dans ce communiqué, les trois cosignataires affirment « leurs intentions de créer le meilleur environnement de travail possible pour le pilote et l'équipe en fin de saison ». Honda et McLaren assurent à Prost qu'il sera traité sur un pied d'égalité avec son coéquipier, sans tenir compte de son passage

dans une autre équipe la saison prochaine.

De son côté, Alain Prost « regrette profondément la mauvaise publicité et le climat embarrassant qu'il a causés par ses actions ». Honda et McLaren acceptent que ces actions « aient résulté de la perception qu'il avait de son traitement au sein de l'équipe et n'étaient pas faites avec une intention malicieuse ». Le pilote promet à l'avenir de « discuter avec son ingénieur des doutes qu'il pourrait avoir sur l'égalité de performances de sa voiture avant d'en parler à la presse ».

Malgré le sentiment d'injustice qui continuera peut-être à l'habiter, Alain Prost ne devrait pas avoir grand mérite à tenir sa parole depuis le dénouement du Grand Prix du Portugal. Pour conserver son titre, Ayrton Senna doit désormais impérativement remporter les trois derniers grands prix : en Espagne (1^{er} octobre), au Japon (22 octobre) et en Australie (5 novembre). Mais il est aussi qu'il n'est plus seul à pouvoir battre son coéquipier et qu'il peut compter sur de redoutables alliés avec les Ferrari et, peut-être, les Williams-Renault, stoppés seulement à quelques tours de l'arrivée par des dépôts de gomme qui avaient obstrué les radiateurs de leur nouveau châssis.

GERARD ALBOUY

CYCLISME : le Grand Prix des nations

Le guidon de la victoire

Déjà vainqueur du Tour de France à deux reprises, du Tour d'Italie et de plusieurs épreuves en ligne dont Milan-San-Remo, Laurent Fignon a enrichi son palmarès en remportant, dimanche 24 septembre à Cannes le Grand Prix des nations au terme d'un contre la montre serré avec le Suisse Thomas Wegmüller et Charly Mottet, victorieux l'an passé. Pour la circonstance, Fignon - de même que ses rivaux directs - disposait d'un guidon de triathlonien. Autre nouveauté : il utilisait un vélo équipé non pas de boyaux conventionnels, mais de pneus légers Michelin spécialement étudiés pour la compétition cycliste.

CANNES

de notre envoyé spécial

Les experts du cyclisme ont toujours prétendu qu'une course contre la montre - en l'occurrence le Grand Prix des nations, considéré comme le championnat du monde de la spécialité - se gagnait avec la tête, les jambes et un super-bracket, à la condition de ne pas sacrifier la souplesse à la puis-

sance. Cela reste vrai, mais aujourd'hui la recherche de la performance passe par l'innovation technique, qui vient de connaître des développements spectaculaires après une longue période de stagnation.

Autrefois, on s'attachait principalement au problème de la légèreté. Maintenant, la priorité est accordée à l'aérodynamisme. Les coureurs s'efforcent d'améliorer leur coefficient de pénétration dans l'air (Cx) afin de pédaler plus vite. C'est ainsi que le « guidon-spaghetti » emprunté aux triathlons est en train de supplanter le cintre corne de vache et le guidon Delta en forme d'aileron employé naguère par les professionnels de l'équipe Renault-Gitane.

Ce guidon, d'un dessin bizarre, ne prétend pas à une esthétique des plus pures. Mais ceux qui l'ont expérimenté se disent convaincus de son efficacité. Mis au point par le champion de triathlon américain Mac Lagoni, il a été utilisé pour la première fois en Europe, il y a trois ans, par le triathlète britannique Glen Cook (deuxième du championnat du monde derrière Mark Allen), puis par les amateurs des Etats-Unis à Séoul. Et, surtout, il a été inauguré cette année au Tour de France par Greg LeMond l'occasion du contre la montre. Or c'est dans ces mêmes étapes chronométrées, tout particulière-

ment dans la dernière, que le coureur des montagnes Rocheuses a construit sa victoire. Alors, gadget ou bien accessoire miracle ?

Ce guidon soulève d'abord un point de droit. L'article 49 des règlements généraux de l'Union cycliste internationale stipule que toute modification apportée à la bicyclette doit faire l'objet d'un dossier complet à soumettre au congrès de l'UCI. De toute évidence, ce dossier n'a pas été transmis aux hautes instances fédérales. Le guidon à positions multiples n'est donc pas homologué.

Un règlement incertain

Dans un premier temps, Cyrille Guimard, directeur sportif de Super U, qui accessoirement conseille les triathlètes du Racing, ferma les yeux. Il n'aurait pas accepté qu'on lui reproche d'être un mauvais perdant, mais il ne voulait pas non plus faire les frais de la « guerre des guidons ». Il autorisa Laurent Fignon à participer au Grand Prix Eddy-Merckx contre la montre le 3 septembre, à Bruxelles, sur un vélo spécial type LeMond. C'était sans compter avec l'incertitude qui caractérise l'organisation du cyclisme professionnel. On refusa le départ au champion français.

Pourquoi deux poids deux mesures ? M. Nicolas Ledent, commissaire belge du Grand Prix Eddy-Merckx, a appliqué à la lettre le règlement que le jury du Tour de France s'était efforcé d'interpréter en reconnaissant qu'il n'y avait pas de tentative de fraude de la part de LeMond. Du coup, Guimard s'est fâché. Il a proclamé qu'on avait volé le Tour à Fignon, et il a menacé d'intenter un procès à l'UCI.

Cette mauvaise querelle aura comporté au moins un aspect positif : la liberté dans le choix du matériel pour le Grand Prix des nations, qui s'est terminée sur la Croisette par la victoire de Laurent Fignon. Les coureurs les plus performants de l'épreuve bénéficiaient d'un guidon de triathlonien.

En possession de cet instrument, dont les vertus restent toutefois à établir d'une manière scientifique, le routier parisien a obtenu le succès qu'il convoitait depuis ses débuts professionnels. Roulant à 45,660 kilomètres/heure de moyenne sur les 89 kilomètres du circuit de Cannes-Valbonne, il a battu le record de Charly Mottet (1 h 56 min 57 s, contre 1 h 58 min 46 s), et il est enfin parvenu à dominer son sujet.

« Ce guidon, a dit Fignon, m'a procuré une position mieux adaptée à l'effort de la course contre la montre. Je pense que dans les mêmes circonstances je n'aurais pas perdu le maillot jaune. »

MARC BALLADE

GOLF : la Ryder Cup

Un formidable match nul

Les équipes de golf d'Europe et des Etats-Unis n'ont pu se départager, dimanche 24 septembre, sur le parcours de Belfry près de Birmingham, pour la vingt-huitième édition de la Ryder Cup (14 points partout). Les Européens avaient entamé la dernière journée avec 2 points d'avance, mais l'équipe américaine a emporté, par 7 points à 5, la série des rencontres en simple, dont sept points se décideront à l'ultime trou.

Joué par un beau temps ensoleillé, devant trente mille personnes, ce deuxième résultat nul de l'histoire de l'épreuve permet à l'équipe européenne de conserver le trophée, remporté ici même en 1985 et défendu victorieusement à Columbus (Ohio) il y a deux ans. L'équipe américaine compte vingt et un succès dans l'épreuve, et l'équipe européenne cinq.

SUTTON, COLFIELD de notre envoyé spécial

Aucun joueur ne peut s'y préparer, car aucune autre épreuve ne lui ressemble. A la fin de ces trois journées de la Ryder Cup (le Monde du 22 septembre), après un concentré de match-play fait de courtes dramatiques d'un trou par trou, d'une tension sismique et d'un jeu de cache-cache, le plus fringant des grands chevaliers du golf à du plomb dans les bras, alors que les simples seconds coéquipiers se transforment en maîtres d'armes.

Ce fut encore le cas dimanche, au Belfry, au terme de trois journées d'une telle bravoure de part et d'autre que seul le match nul était équitable. L'écart entre les deux équipes, lors des quatre dernières éditions de l'épreuve, n'a jamais dépassé deux points. C'est bien dans cet équilibre, cette incertitude, fruit du renforcement du circuit européen et d'un nivellement des valeurs golfiques mondiales par le haut, que la Ryder Cup a trouvé son identité, une impulsion nouvelle et son formidable impact.

« Chaque fois que je sors sur le parcours, c'est comme si je m'apprenais à jouer en tête une dernière journée du tournoi du Grand Chelem », dit-il, samedi, l'Américain Mark McCumber. Il en fait, comme quatre de ses collègues, à sa première expérience. En revanche, le seul non-initié européen était l'Irlandais Rafferty. La moitié de la formation américaine, avec ses cinq vainqueurs de titres majeurs, découvrait donc les affres et les aïeux de la Cup.

Le capitaine américain Ray Floyd avait pourtant méticuleusement préparé son affaire. De crainte que ses joueurs ne saisissent pas la passion et la portée de l'événement pour leurs adversaires, il leur envoyait depuis six mois un courrier volumineux de coupures de presse britannique. Curtis Strange, pour sa quatrième sélection successive, voulait bien le reconnaître : « Personne ne nous a préparé de cette façon ; Raymond pense à tout. » Sur le papier, tout était réglé : l'équipe américaine, en profondeur et en valeur pure, semblait plus forte. Calavecchia, le vainqueur du dernier British Open, avait déclaré qu'il tenait la Ryder Cup lui importait plus que la victoire individuelle dans un tournoi majeur. Bref, l'intermède européen, cette mauvaise plaisanterie faite à la suprématie golfique américaine, avait assez duré.

Le propre des grandes équipes comme des grands champions est de terminer fort, là où la pression se fait la plus lourde. A domicile, il y a deux ans, les Américains galvanderent une victoire toute faite

en perdant leurs moyens en fin de parcours.

Même par beau temps, l'ultime trou au Belfry est un test terrible, un « dogleg » gauche avec une première portée par-dessus un obstacle d'eau en concourant, pour plus de longueur, des arbres. L'approche délicate d'un green à trois niveaux, protégé par des bunkers des deux côtés, se fait, elle aussi, par-dessus l'eau.

Renversement de situation

Samedi soir, le tandem britannique Clark et James y avait conclu une fameuse victoire contre les Américains Strange et Stewart, au bout de cinq heures et quart d'un des plus âpres combats de l'histoire de l'épreuve. Ce renversement d'une situation désespérée rétablissait au crépuscule l'avantage européen de deux points avant les rencontres en simple. Et il était décisif pour la suite.

Dimanche, en effet, sur le 18^e trou, trois Américains, Payne Stewart, Mark Calavecchia et Paul

Azinger, tentèrent d'imiter le coup immense de Clark, la veille. Ils allongèrent leur drive pour gagner quelques mètres. Et leurs trois balles retombèrent dans l'eau.

Stewart, dandy à l'élégance très étudiée, les pieds dans l'eau, sortit sa balle à la troisième tentative. Puis, trempé, le visage taché de boue, il marchera comme un somnambule vers le green du 18 et la défaite. Calavecchia s'y engoula par deux fois, perdant la sa rencontre. Azinger s'en sortira grâce à un bon 3 miraculeux et aussi à la défaillance soudaine, au bout de trois jours inspirés, de Severiano Ballesteros.

Les héros du 18^e trou, dimanche, s'appelaient Christy O'Connor et José Maria Canizares, les plus vieux et les moins cotés de l'équipe européenne. Canizares a réussi à un putt de 1,5 mètre pour conserver la Cup. O'Connor joua parfaitement un fer 2 pour déposer sa balle à 1 mètre du drapeau. Ce fut grâce à eux que le nul fut acquis et que les Américains ne récupérèrent pas la Ryder Cup. Ils avaient seulement sauvé l'honneur.

MARC BALLADE

Résultats

ATHLÉTISME

100 kilomètres de Millau (Aveyron)
Jean-Marc Bellocq a gagné, le 23 septembre la dix-huitième édition des 100 kilomètres de Millau, disputée par 100 coureurs. Parmi ceux-ci, deux Français ont concouru : le coureur de la Cofidis-Saint-Cloud (Yvelines) a couvert la distance en 6 h 50 min 29 s, établissant de 2 minutes le record qu'il avait établi en 1988 ; il a précédé de 9 minutes Bernard Roesti, d'Hagendaz (Moselle).

AUTOMOBILISME

Championnat du monde de Formule 1
à Estoril

1. G. Berger (Aut.), Ferrari, les 306,850 km en 1 h 36 min 48 s 546 ;
2. A. Prost (Fra.), McLaren-Honda, les 32 s 697 ; 3. S. Johansson (Sue.), Tyrrell, à 58 s 325 ; 4. A. Mansell (Gr.), Benetton-Ford, à 1 m 22 s 289 ;
5. P. Martin (Ita.), Minardi-Ford, à un tour.

Classement du championnat du monde des pilotes après treize épreuves. — 1. Alan Prost (Fra.), 76 pts ; 2. Ayrton Senna (Bré.), 61 pts ; 3. Nigel Mansell (Gr.), 36 pts ; 4. Riccardo Patrese (Ita.), 26 pts ; 5. Thierry Boutsen (Bel.), 24 pts.

Championnat international de Formule 3000
Grand Prix de Monaco

Engagé la saison prochaine dans le championnat du monde de formule 1 par Tyrrell, le pilote français Jean Alesi, âgé de vingt-cinq ans, a remporté le championnat international de formule 3000, dimanche 24 septembre, à la faveur d'une sixième place dans le Grand Prix du même nom, gagné par son compatriote Eric Comas, dont c'est la première victoire dans ce championnat.

Championnat d'Europe des rallyes
Rallye de Chypre

Vainqueur à Nicosie, le 24 septembre, du dix-septième Rallye de Chypre, sur Lancia Delta Intégrale, le pilote français Yves Loubet a remporté du même coup le titre européen pour la saison 1988-1989.

BASKET-BALL

Championnat de France
NATIONALE 1 A
(Troisième tour aller)

*Mulhouse bat Reims 96-85
*Villeneuve bat Caen 109-95
Ambois bat *Cholet 84-82
Nantes bat *Tours 80-88
Saint-Quentin bat *Metz 86-87
*Pau-Orthez bat Avignon 94-87
*Montpellier bat Gravelines 100-94
*CSP Limoges bat Rouen 100-97
*Racing-Paris bat Lorient 102-78

Classement. — 1. CSP Limoges, Pau-Orthez, Mulhouse, Ambois, 6 pts ;
2. Metz, Cholet, Villeneuve, Nantes, Saint-Quentin, Avignon, 5 pts ;
3. Lorient, Reims, Pau, Lorient, 4 pts ;
4. BCM Gravelines, Reims, Rouen, Tours, Caen, 3 pts.

NATIONALE 1 B
(Troisième tour aller)

Saint-Etienne partage le premier place du classement de ce championnat avec Cognac, à la suite du troisième forfait en trois tours (le Monde du 20 septembre) de ses adversaires : dimanche 24 septembre, c'est Dijon qui ne s'est pas présenté.

CYCLISME

Grand Prix des nations à Cannes

1. Laurent Fignon (Fra.), 89 km en 1 h 58 min 57 s ; 2. T. Wegmüller (Sui.), à 22 s ; 3. C. Mottet (Fra.), à 53 s ;
4. M. Wilson (Aust.), à 4 min 17 s ;
5. M. Lejaudet (Esp.), à 6 min 49 s.

FOOTBALL

Championnat de France
PREMIÈRE DIVISION
(Dixième journée)

*Saint-Etienne bat Auxerre 4-1
Lyon bat *Mulhouse 1-0
*Metz bat *Brest 2-0
*Nantes bat Bordeaux 2-0
*Cannes bat Paris-SC 3-1
Metz bat *Montpellier 2-1
*RST 1 bat Nîmes 5-1
*Sochaux bat Toulouse 1-0
*Lille bat Nantes 1-0
*Marseille bat *Toulon 4-0

4. Sochaux, 14 ; 5. Toulouse, 12 ;
6. Monaco, Saint-Etienne, Lyon, Toulon, 11 ; 10. Auxerre, Nantes, Nice, Caen, 10 ; 11. Mulhouse, Montpellier, Metz, Lille, 9 ; 12. Cannes, 8 ; 13. Brest, 6.

DELUXE DIVISION

Groupe A

*Avignon bat Red Star 1-0
Nîmes bat *Chamois 1-0
Bastia b. *Gueugnon 1-0
*Le Havre bat *Grenoble 2-0
*Nancy bat Orléans 1-0
Lorient bat *Aix 1-0
*Strasbourg bat Amnéville 3-1
*Dijon bat Mouscron 3-1
*Marseille bat Reims 1-0

Classement. — 1. Nancy, 17 pts ; 2. Aix, Martigues, 14 ;

Groupe B

*Angers bat Saint-Seurin 2-1
*Bordeaux bat *Tours 0-0
Lyon bat *Laval 0-0
*Lorient et Abbeville 1-1
*Rouen bat Guingamp 3-0
*Reims bat Le Havre 1-0
*Nîmes bat Créteil 1-0
*La Roche-sur-Yon et Dunkerque 1-1
*Valenciennes bat Quimper 2-0

Classement. — 1. Le Havre, 17 pts ; 2. Valenciennes, 15 ; 3. Laval, 14 ;

TRIATHLON

Triathlon de Paris

Le Néerlandais Rob Baré a gagné, dimanche 24 septembre, la quatrième édition du Triathlon de Paris (catégorie A) en 1 h 58 min 6 s, à la devanture Française Yves Cordier, champion d'Europe, de 8 s, le Belge Karel Blondeel de 1 min 20 s et deux cents autres concurrents.

VOLLEY-BALL

Championnat d'Europe
à Stockholm (Suède)

Vainqueur de la RDA 3 sets à 1, samedi 23 septembre, à Stockholm, l'équipe de France masculine de volley-ball a été nettement dominée par la Bulgarie (3-0), dimanche, lors de la deuxième journée du championnat d'Europe. Les vice-champions d'Europe 1987 occupent la quatrième place du groupe 1, où l'Italie et la Suède, premières ex aequo, sont invaincues.

RUGBY : la sélection pour affronter les Lions

Innovations

C'est bien une nouvelle équipe de France dont Jacques Fouroux a dessiné les contours en présentant, dimanche 24 septembre, la formation qui devra affronter le 4 octobre prochain, en nocturne, les Lions britanniques.

Carminati, Ondarts, Mesnel, Armary et Lorieux ne seront pas sur la feuille de match, où apparaîtront en revanche pour la première fois Bernard Lacombe, Philippe Benetton, Laurent Seigne et Marc Pujolle, tandis que revient comme buteur Didier Camberabero et que sont confirmés, après leurs prestations estivales en Nouvelle-Zélande, Dominique Bouet et Olivier Roumat. Le rajeunissement concerne aussi le banc de touche, où doivent se retrouver Thierry Maset, Thierry Lacroix et David Barty.

L'équipe aura donc la composition suivante : Blanco (Biarritz) - Lacombe (Agen), Sella (Agen), Andrieu (Nîmes), Lagisquet (Bayonne) - (o) Camberabero (Béziers) (m), Berbizier (Agen, cap.), Roumat (Dax), Rodriguez (Dax), Benetton (Agen) - Devergie (Nîmes), Bourguignon (Narbonne) - Seigne (Agen), Bouet (Dax), Pujolle (Nice).

AGENDA

LUNDI 25 SEPTEMBRE

CINÉMA

FILMS NOUVEAUX

CINÉMA PARADISO. Film franco-italien de Giuseppe Tornatore, v.o.: Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-28-12-12); Pathé Impérial, 2^e (47-42-25-39-83); La 7^e (47-05-12-15); George V, 8^e (47-62-41-48); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-68-92-82); 14 Juliet Bastille, 11^e (43-57-90-81); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Escurial, 13^e (47-07-28-04); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); 14 Juliet Bastille, 16^e (43-43-01-59); UGC Montparnasse, 17^e (47-48-06-08); v.f.: Rex, 2^e (43-36-83-83); Pathé Francis, 3^e (47-70-33-88); Les Nations, 4^e (43-43-04-57); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 16^e (45-22-46-01).

LA FOLLE JOURNÉE OU LE MARIAGE DE FIGARO. Film français de Roger Coggio: Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); Pathé Hautes-Seines, 2^e (45-33-79-38); George V, 8^e (45-62-41-48); Pathé Francis, 9^e (47-70-33-88); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Pathé Waple, 16^e (45-22-46-01); La Gambetta, 20^e (46-36-10-96).

KATIA ET VOLODIA. Film franco-soviétique de Dominique Delouche: Vendôme Opéra, 2^e (47-42-87-52).

ROUGE VENISE. Film franco-italien d'Etienne Perier, v.o.: Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); Pathé Hautes-Seines, 2^e (45-33-79-38); George V, 8^e (45-62-41-48); Pathé Francis, 9^e (47-70-33-88); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Pathé Waple, 16^e (45-22-46-01); La Gambetta, 20^e (46-36-10-96).

TOLÉRANCE. Film français de Pierre-Henry Salfer: Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
Relâche.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-23)
Hommage à Anatole Daumen: Programme de films sur l'art: J'ai peint des Vermeers (1985), de Jan Boterman et G.-A. Magnel, 14 h 30; Together (1985), de Lorenzo Mazzoni, Valseska Gert (1977, v.o. a.t.f.), de Volker Schlöndorff, 17 h 30; Du Côté de la côte (1988), d'Agnes Varda, Hiroshima mon amour (1985), d'Alain Resnais, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (46-28-34-30)
Relâche.

PARIS EN VISITES

MARDI 26 SEPTEMBRE

« Mémoire des fêtes de la Révolution au Champ-de-Mars », 15 heures, place Nord de la tour Eiffel (M. Gasquet-Romero).

« La rue des Gravilliers », 15 heures, devant l'église Saint-Nicolas-des-Champs (M. Duret).

« Quatre passages inconnus au cœur de Paris », 14 h 45, métro Palais-Royal, côté rue de Valenciennes (M. Benoit).

« La Salpêtrière », 15 heures, 47, boulevard de l'Hôpital (M. Heger).

« Fous et forçats à Bicêtre », 15 heures, entrée de l'hôpital, 78, rue du Général-Leclerc (Paris et son histoire).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles du Palais (M.-C. Lasserre).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (M. Caza).

« Le Palais de justice », 15 heures, métro Cité, sortie marché aux fleurs (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La Sorbonne et le quartier de l'Université », 15 heures, 47, rue des Ecoles (D. Bouchard).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures, entrée principale, boulevard de Ménilmontant, face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).

« L'art et l'argent au Père-Lachaise », 14 h 45, boulevard de Ménilmontant, face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).

« Hôtels et jardins du Marais (sud). Place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le Luxembourg et ses statues », 15 heures, entrée principale, boulevard Saint-Michel (Approche de l'art).

Dans les musées nationaux: « Une sculpture de sa conception à son achèvement », 12 h 30, Musée Rodin.

« Camille Claudel, une œuvre autobiographique », 11 heures, Musée Rodin.

« La Sainte-Chapelle », 15 heures, à l'entrée par le boulevard du Palais (M. Guiller).

LES EXCLUSIVITÉS

L'AMI RETROUVÉ (A. v.o.): Elysees Lincoln, 8^e (43-68-38-14).

L'AMOUR EST UNE GRANDE AVENTURE (A. v.o.): UGC Emittage, 8^e (45-63-16-18); Studio 28, 18^e (46-06-39-07); v.f.: UGC Montparnasse, 9^e (45-74-94-94).

APRÈS LA GUERRE (Fr.): Epée de Bois, 8^e (43-37-57-47).

ARIEL (Fr. v.o.): Saint-André-des-Arts 1, 8^e (43-26-48-18); La Bastille, 11^e (43-42-16-50).

L'ARME FATALE 2 (A. v.o.): Forum Orient Express, 1^{re} (42-33-42-28); UGC Normandie, 2^e (45-63-16-18); v.f.: Rex, 2^e (42-36-83-83); Paramount Opéra, 3^e (47-42-87-52); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 16^e (45-22-46-01).

ATTENDS-MOI AU CIEL (Esp. v.o.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-28-12-12); 14 Juliet Bastille, 12^e (43-43-01-59); UGC Montparnasse, 13^e (43-31-56-86); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 16^e (45-22-46-01).

AUSTRALIA (Fr.-Bel.): Ciné Beaubourg, 3^e (42-71-52-38); Pathé Hautes-Seines, 4^e (43-33-79-38); UGC Rotonde, 5^e (45-74-94-94); Saint-Lazare-Pasquier, 6^e (43-67-35-43); UGC Normandie, 7^e (47-42-87-52); Pathé Francis, 8^e (47-42-87-52); 14 Juliet Bastille, 9^e (43-43-01-59); UGC Montparnasse, 10^e (43-31-56-86); Pathé Montparnasse, 11^e (43-20-12-06); Gaumont Convention, 12^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 13^e (45-22-46-01).

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.): 14 Juliet Bastille, 8^e (45-62-41-48); La Bastille, 11^e (43-42-16-50); UGC Montparnasse, 12^e (43-43-01-59); Pathé Montparnasse, 13^e (43-31-56-86); Pathé Waple, 14^e (45-22-46-01); La Gambetta, 20^e (46-36-10-96).

BAL POUSSIERE (Fr.): 14 Juliet Bastille, 8^e (45-62-41-48); La Bastille, 11^e (43-42-16-50); UGC Montparnasse, 12^e (43-43-01-59); Pathé Montparnasse, 13^e (43-31-56-86); Pathé Waple, 14^e (45-22-46-01); La Gambetta, 20^e (46-36-10-96).

BAPTÊME (Fr.): Forum Orient Express, 1^{re} (42-33-42-28); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-87-52); Gaumont Ambassade, 3^e (43-58-19-08); Gaumont Parnasse, 4^e (43-33-79-38); Gaumont Opéra, 5^e (43-27-84-50); Gaumont Convention, 6^e (48-28-42-27).

BATMAN (A. v.o.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); Gaumont Les Halles, 2^e (40-28-12-12); Rex (La Grand Rue), 3^e (47-42-87-52); Pathé Francis, 4^e (47-42-87-52); Pathé Waple, 5^e (45-22-46-01); La Gambetta, 20^e (46-36-10-96).

BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

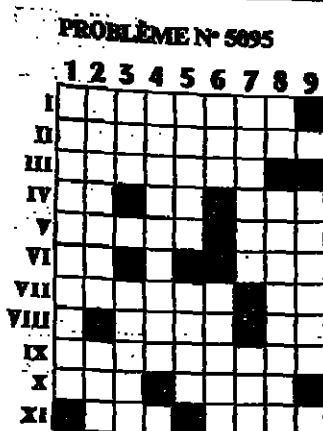
BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4^e (47-70-33-88); Les Nations, 5^e (43-43-04-57); UGC Lyon Bastille, 6^e (43-43-01-59); Fauvette, 13^e (43-31-56-86); Gaumont Opéra, 14^e (43-27-84-50); Sept Passions, 15^e (43-20-32-20); Boulevard Montparnasse, 16^e (45-22-46-01); Gaumont Convention, 17^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

BELLEVILLE (Fr.): Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-68-92-82); Pathé Francis, 4<

AGENDA

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
I. Edige parfois une grande marge. — II. Qui ne fait rien du tout. — III. Dédaignés quand elles tournent mal. — IV. Demi-tour. Pronom. Lieu de villégiature. — V. Pas de très bon goût. Utiles quand on ne peut pas envoyer parer. — VI. Pour bien tracer. Possessif. Dans une série de sept. — VII. On y brûle beaucoup d'essence. Ville. — VIII. Événement qui justifie le premier acte. — IX. Placé. Un prince de légende. — X. Asile de nuit. Utile pour calculer un quotient.

VERTICALEMENT
1. Peuvent sembler belles quand elles sont assises. — 2. Dis-

foiles à cacher. Sont fort. — 3. Tendu par celui qui renonce à lutter. Pris en main. — 4. Des coups durs. — 5. Claude, au verger. Parlé dans une lie. — 6. Le rage, autrefois. Qui va très bien. — 7. Qui ne forment qu'un petit volume. Pas vilaine. — 8. Préposition. Des aliments dignes de deux. — 9. Dans une position confortable.

Solution du problème n° 5894

Horizontalement
I. Glaneuses. Larme. — II. Ionone. Nubla. — III. Gha. Lettres. Nl. — IV. Uri. C64. Orage. — V. Cid. Hou. Café. — VI. Chicorée. Sec. — VII. Fragile. Noé. Hou. — VIII. Aimé. Bouchère. — IX. Rab. Evid. Sires. — X. Samson. Lsa. — XI. Epe. la. Géra. — XII. Ur. Uns. Augereau. — XIII. Sectionner. — XIV. Eau. En. Ennuis. — XV. Suite. Océ. Tes.

Verticalement
1. Gigue. Farouces. — 2. Loir. Crie. Préu. — 3. Antichambre. Cui. — 4. Noé. Lige. Eut. — 5. En. Céd. Es. Nide. — 6. Ué. Oliverson. — 7. Elre. Ems. — 8. Emitté. Bie. Aris. — 9. Sur. Cénologie. — 10. Brou. Ou. Nigron. — 11. Lier. Socé. Me. — 12. Alasca. Hilar. — 13. Rg. Gâcher. Élus. — 14. Nef. Éres. Apis. — 15. Épi. Emues. Nues.

GUY BROUTY

CAMPUS

Le minitel des BDE

Un nouveau service minitel est né grâce à la collaboration de la société de Conseil de gestion informatique et télématique COGITEL Forum et des associations d'étudiants de grandes écoles et d'universités. On peut ainsi se renseigner sur les activités de ces associations, les rencontres sportives ou les petites annonces, en interrogeant deux services : le 3615 code BDE, dont le menu comporte notamment un agenda et un accès aux services de chaque école, et le 3615 code BDE* avec le nom de l'école, qui permet au BDE de recevoir de l'argent en fonction du nombre d'appels : 25 % des connexions jusqu'à 50 appels et 50 % au-delà de 1 000 appels par mois. Pour le moment, le serveur reçoit environ 100 connexions par jour, réparties entre les 70 associations utilisatrices. L'objectif de COGITEL Forum est d'avoir d'ici la fin de l'année, 250 associations et 50 000 appels par mois.

Si la création d'un menu est gratuite, la saisie des données, qui se fait par le 3615, est payante et peut être payée par un BDE et les étudiants ne l'utilisent pas. C'est pourquoi ce service ne fait pas l'unanimité, surtout chez les écoles commerciales. Ainsi, le président du BDE d'HEC ne juge pas le minitel utile, les étudiants, qui vivent sur le campus de l'école, ayant d'autres moyens d'information à leur disposition. Il redoute, d'autre part, que les petites annonces ne servent aux recruteurs pour placer des offres d'emploi et de stages sans passer par les associations d'étudiants, ce qui leur ferait perdre de l'argent. Toutefois, dans l'ensemble, les associations sont satisfaites du serveur. L'Institut de management d'Alsace-Provence (IMAP) et l'Institut commercial de Nancy (ICN) ont reçu des versements qui leur permettent de couvrir les frais de saisie des données. Ce partenariat semble donc satisfaisant à la fois les BDE et la société dédiée au service qui l'utilise comme outil de promotion en milieu étudiant.

Cogitel Forum, 41, rue du Temple, 75004 Paris. Tél. : 42-77-19-72.

Ethique et entreprise

Un séminaire de formation continue « Ethique et vie de l'entreprise » est organisé par l'association Contraintes et l'Institut d'études socio-économiques dans les locaux de l'Institut catholique de Paris. Il s'ouvrira en novembre et s'adresse aux cadres d'entreprises ou d'administration, responsables syndicaux, consultants et formateurs. Sujets abordés : stratégies commerciales et publicitaires, gestion financière et gestion sociale, reconversion-exclusion, participation et conflit, conditions de vie au travail.

+ Renseignements et inscriptions auprès du directeur de l'IES, 24, rue Cassette, 75006 Paris. Tél. : 42-22-41-80.

Comptabilité et marketing

L'université de Paris-XII, Val-de-Marne, vient d'obtenir sa première habilitation de diplôme de gestion de troisième cycle sous la forme d'un DEA organisé en collaboration avec l'École supérieure de commerce de Paris. Deux options sont offertes : « comptabilité et marketing » et « comptabilité et marketing ». Inscriptions avant le 20 octobre.

+ Faculté de sciences économiques et de gestion, 58, avenue Didier, 94210 La Varenne-Saint-Hilaire. Tél. : 48-86-11-79 (67) Poste 611.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés en Journal officiel du samedi 23 septembre 1989 :

DES DÉCRETS

- N° 89-683 du 18 septembre 1989 portant création de la réserve naturelle de la forêt d'Erstein (Bas-Rhin).
- N° 89-684 du 18 septembre 1989 portant création du diplôme d'Etat de psychologie scolaire.
- N° 89-688 du 19 septembre 1989 portant publication de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'URSS dans le domaine de la lutte contre l'usage et le trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes, fait à Paris le 4 juillet 1989.
- N° 89-689 du 19 septembre 1989 portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'URSS sur la prévention des incidents en mer au-delà de la mer territoriale

(ensemble une annexe), fait à Paris le 4 juillet 1989.

DES ARRÊTÉS

- Du 31 août 1989 portant fixation du prix de vente en France continentale de certaines catégories de tabacs fabriqués.
- Du 14 septembre 1989 fixant le nombre des étudiants de première année du premier cycle des études médicales autorisés à poursuivre leurs études en médecine ou leurs études en odontologie à la suite des épreuves terminales de l'année universitaire 1988-1989.
- Du 14 septembre 1989 fixant le nombre des étudiants de première année de pharmacie admis à poursuivre leurs études pharmaceutiques au-delà de la première année à la suite des épreuves terminales de l'année universitaire 1988-1989.

UNAVIS

Relatif à l'index national Bâtiment « tout corps d'état » (symbole BT 01) qui s'établit à 441,7 en avril 1989.

CARNET DU MONDE

Naissances

— Sylvie BEUNEL-NESSON et Eric Gérard NESSON sont heureux de faire part de la naissance de

Alexandra,

le 6 septembre 1989.

5, rue Olivier-Noyer, 75014 Paris.

— Agnès et Roger VROUD sont très heureux d'annoncer la naissance de leur fils

Fransjo,

le 20 septembre 1989.

29, route de Livron, 74100 Veyrier-Menthon.

— Nadia et Marwan BOSS ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille

Paola,

le 21 septembre 1989.

62, avenue de Suffren, 75015 Paris.

— Roselyne, Olivier et Margaux de CRAY ont la joie d'annoncer la naissance de

Samuel,

le 25 août 1989.

Hôtel de la sous-préfecture, 07110 Largentière.

Décès

— M^{me} Paul Duronay, M^{me} Michèle Duronay-Kourganoff et ses enfants, M^{me} Bernard Duronay, M^{me} Philippe Duronay, M^{me} Jacques Duronay, M^{me} Guy Papouat, ses enfants et petits-enfants, Familles Kern, Dufourmet, Pouchet, Grigori, ont la douleur de faire part du décès de

Patrick DUROUSSY.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Ferdinand des Ternes, 27, rue d'Assolvi, Paris-17^e, mardi 26 septembre, à 10 h 30.

L'inhumation se fera dans l'intimité, à Talmont-Saint-Hilaire, en Vendée.

Pas de fleurs. Elles peuvent être remplacées par un don à la recherche médicale, Institut Pasteur.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

BENNETON

FAIRE PART DE MARIAGE

PAPIER À LETTRE

EX-LIBRIS

CHEVAUX

GRAVURES

75 bd Malesherbes

Paris 8^e - tél. 43.57.37-39

DEMAIN DANS

Le Monde

LE MONDE SCIENCES ET MÉDECINE

TRENTE ANS D'ARCHÉOLOGIE FRANÇAISE

LES HISTORIENS ET L'INFORMATIQUE

LES CANCERS DU COL DE L'UTÉRUS

SUPPLÉMENT EMPLOI-FORMATION

QUELS HOMMES POUR L'INDUSTRIE DANS L'EUROPE DE DEMAIN ?

— M. André Hano, M. et M^{me} Michel Hano, M. et M^{me} Pierre Selber, Daniel, Agnès, Sylvie, Alain, font part du décès de

M^{me} André HANO,

née Odette Jourde,

survenue le 21 septembre 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part.

40, rue Beuret,

75014 Paris.

1, rue Monticelli,

75014 Paris.

13, rue Lescure,

75012 Paris.

— M^{me} Michel Valory, Le docteur et M^{me} Fernand Valory, Les docteurs Alexander et Claude Lloyd,

M. Alexis Lloyd, M. et M^{me} Gérard Valory et leurs enfants Stéphane et Céline, M^{me} Robert Delmas, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Michel VALORY,

survenue le 20 septembre 1989.

Le service religieux sera célébré le mercredi 27 septembre, à 10 h 30, au temple de l'Étoile, 54-56, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes.

6, rue Théodore-Ribot,

75017 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

42-47-95-03

EN BREF

□ Cité de la Vilette. — La Cité des sciences et de l'industrie a modifié ses horaires d'ouverture. Ses portes sont désormais ouvertes tous les jours de 10 heures à 18 heures, sauf le lundi. La médiathèque accueille les visiteurs entre 12 heures et 20 heures (fermeture le lundi).

□ Palais de la découverte. — Des projections sont prévues en octobre au Palais de la découverte sur le thème : « Cholestérol, cœur et santé ». Trois types de programmes sont proposés : les Après-midi du cinéma à 14 h 30 et 16 heures, les Mercredis des jeunes... et des autres à 14 h 30, et le Mardi du mois (le 10 octobre) à 20 h 30. Le Club-club fonctionnera les vendredis 6, 13, et 20 à 18 h 15, les samedis 7 et 21 à 20 h 30, et le samedi 14 à 18 h 15.

★ Palais de la découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris (Châteaudeux).

□ « Les savants et la Révolution ». — Deux conférences auront lieu en octobre à la Cité des sciences et de l'industrie, dans le cadre de l'exposition « Les savants et la Révolution ». Samedi 7 octobre à 15 h 15, Bernard Bensaude, chargée de recherche en histoire des sciences et techniques au CNRS et à la Cité, traitera des « mouvements encyclopédiques ». Samedi 28 octobre à 15 h 15, Dominique

— M^{me} Marcel Lovain, son épouse, M^{me} Denise Lovain, M. Georges Lovain, M. et M^{me} Jean Lovain, ses enfants, Pauline, Alex, Albert, Elisabeth, ses petits-enfants, Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel LEVAIN, colonel de l'infanterie de Marine (s.r.), FFL, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, croix de la Résistance, médaille des services volontaires de la Résistance, croix de guerre TOE,

ancien directeur de la Compagnie industrielle et minière, société du groupe Rhône-Poulenc,

survenue à Paris, le 20 septembre 1989, à l'âge de quatre-vingt ans.

La bénédiction religieuse sera donnée en l'église Notre-Dame-de-Londres, à Chaville, le mardi 25 septembre, à 15 h 30. Elle sera suivie de l'inhumation en cimetière des Gonards, à Versailles. L'une et l'autre auront lieu dans l'intimité familiale.

Une messe du souvenir sera célébrée en la chapelle de l'hôpital du Val-de-Grâce, à Paris, le jeudi 28 septembre, à 15 h 30.

14, rue César-Franck,

75015 Paris.

Anniversaires

— le 26 septembre 1978

Louis GUIRAUDON, dit Louis GUIRAL,

nous quitte.

Une pensée est demandée à ceux qui restent fidèles à son souvenir.

— En ce troisième anniversaire de rappel à Dieu de

Gleam SOUHAM, officier de l'ordre souverain de Malte, membre du conseil consultatif du président des États-Unis,

M. et M^{me} Gérard Souham, M. Yan Souham, Philip et Vania Souham, demandent une pensée à ceux qui l'ont aimé, en union de prières avec les messes qui seront célébrées à son intention en France, aux États-Unis et en Suisse.

« We were especially proud to have Gleam's support... You can be sure that Gleam's spirit of cooperation, cooperation and commitment will long be remembered by all who knew him. » Ronald Reagan, President of the United States of America (Washington, October 7, 1986.)

Services religieux

— Une cérémonie à la mémoire de

Jean-Henri

DENOIX de SAINT MARC, mort, le 19 septembre 1989, dans l'explosion du DC-10, sera célébrée le vendredi 29 septembre, à 18 h 30, en l'église Saint-Marc, 76, rue de la Verrie, Paris-9^e.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le samedi 30 septembre, à 15 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7^e, à l'intention de

Henri ROSSIGNOL,

décédé le 10 juillet 1989, à Bois-le-Roi.

De la part de : M^{me} H. Rossignol, Et de ses enfants Rossignol, Wolfrom, Berthier, Péron, Bourgey.

□ Un colloque sur la charte sociale européenne. — Le Conseil d'Etat et le Comité du rayonnement français organisent les 3 et 4 novembre à Cannes un colloque — intitulé « Quel droit en Europe ? Quel droit pour l'Europe ? — dont le thème central sera « Comment concevoir la charte sociale européenne ? ». Ces journées se dérouleront sous le patronage du président de la République et sous la présidence de M. Marcenq Long, vice-président du Conseil d'Etat.

De nombreuses personnalités doivent intervenir, dont M. Francis Blanchard, ancien directeur général du Bureau international du travail (BIT), M^{me} Martine Aubry, directrice adjointe de Pechiney, M. Olivier Dutheil de La Rochelle, directeur des relations du travail au ministère du travail, M. Boyer, directeur des relations humaines de Colgate, M. Jean Lapeyre, secrétaire national de la Confédération européenne des syndicats (CES), M. Bernard Brunhes, consultant et le professeur Antoine Lyon-Caen.

★ Pour toute information, contacter le Comité du rayonnement français au (1) 45-27-46-17 ou le 45-27-41-20.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES FEMMES EN MARCHÉ

Avec notamment des articles de : Yvette ROUDY, Sébastien ROYAL, Benoît GROUT, Elisabeth BADINTER, Colette AUDRY.

Envoyer 60 F (santiers à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolot, 75014 Paris, ou spécifier le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

100.000 LIVRES EN STOCK

5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

9 RUE DE LA POMPE 75004 PARIS

سكس من الزهر

28 Mariage franco-soviétique dans la fourrure
29 Le conflit Peugeot

30 Sochaux, Peugeot-ville pour longtemps
32 La rémunération des comptes courants

33 à 36 Le Monde de l'économie
38 et 39 Marchés financiers, Bourse

BILLET

Les nationalisées
« livrées
aux banquiers »

M. Roger Fauroux persiste. Le ministre de l'Industrie estime que les 4,7 milliards de francs de dotations budgétaires au capital des firmes industrielles nationalisées pour 1990 sont largement insuffisantes. Il le dit et le redit : « Des occasions d'achat aux Etats-Unis ou ailleurs se présentent aujourd'hui pour les entreprises françaises. Il faut les saisir vite car cela ne durera pas. Dans un an, deux ans au maximum, tout va se refermer. Et pour vingt ans, il faut donc des moyens, et M. Fauroux, contredit M. Rocard sur ce point, pense que l'Etat ne fait pas son devoir.

Le premier ministre, au colloque du Parti socialiste sur « la France et ses entreprises », qui s'est tenu ce week-end, a indiqué que les banques trouvaient facilement des moyens nouveaux de financement. Une allusion aux nouveaux titres participatifs avec lesquels Rhône-Poulenc va payer ses dernières acquisitions américaines. M. Fauroux n'est pas de cet avis : « L'Etat a, ces dernières années, consenti des milliards [pour redresser les nationalisées]. Il ne financerait pas son effort se rétracte aujourd'hui et qu'elles soient livrées aux banquiers. » Car, poursuit le ministre, « les banques investissent en permanence des moyens infiniment élastiques de s'évader des anciennes disciplines ».

Meis s'ils prêtent aujourd'hui sans regarder, ils réclameront un jour en bloc leurs créances et traitaient alors les entreprises « comme ils le font aujourd'hui avec le Brésil ». « La France ne capitalise pas assez ses entreprises », conclut M. Fauroux, soulignant avec justesse l'une des grandes faiblesses de notre industrie. Mais si pour le secteur privé les remèdes sont difficiles, au moins peut-on attendre de l'Etat une stratégie de long terme. A quel sort de maintenir ces firmes dans le secteur public si l'Etat n'est pas un actionnaire plus clairvoyant, s'il ne comprend pas qu'une chance historique de rachats s'offre aux grandes firmes françaises ?

E.L.B.

Les Grands s'engagent à stopper la hausse du dollar

« Les ministres et les gouvernements ont considéré la hausse du dollar, ces derniers mois, incompatible avec les tendances économiques fondamentales à plus long terme. Ils sont tombés d'accord sur le fait qu'une hausse du dollar au-dessus des niveaux actuels ou un fléchissement excessif pourraient être préjudiciables pour les perspectives de l'économie mondiale. »

Il ne faut pas s'y tromper : cette fois, les ministres des finances des sept pays les plus industrialisés du monde (Etats-Unis, Canada, Allemagne fédérale, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon), réunis samedi 23 septembre à Washington, ont voulu parler fort et donner un vigoureux avertissement aux marchés des changes.

Lors de leur dernière réunion d'avril, ils s'étaient bornés à qualifier de « contre-productive » une hausse du dollar qui compromettrait les efforts pour l'équilibre des balances commerciales, à savoir une diminution du déficit américain et des excé-

dents allemands et japonais. Cette fois-ci, ils qualifient cette hausse d'« incompatible » avec les tendances fondamentales » donnant à entendre non seulement qu'elle ne doit pas se poursuivre, mais encore qu'elle doit être annulée pour une bonne part.

Afin de bien marquer leur détermination et signifier que ce ne sont pas là des paroles en l'air, les Sept ont fait donner la grosse artillerie de presque toutes les banques centrales, lundi matin en Asie, à la clôture des marchés des changes extrême-orientaux, et en Europe. Du coup, le dollar a chuté de 2 %, revenant de 1,95 DM à 1,90 DM, de 145,50 francs à 142,50 francs et de 6,59 F à 6,45 F, les opérateurs soulignant que « ce n'est pas fini ».

Tout le monde se demande à quel niveau devrait être stoppé un « fléchissement excessif » du dollar, qui annulerait les interventions des banques centrales, dans l'autre sens cette fois-ci : est-ce que ce sera à 1,90 DM,

à 1,80 DM ou même moins. On relève qu'à la veille de la réunion du G7 en avril, le dollar valait 1,86 DM, 130 francs et 6,31 F : il y aurait donc du chemin à faire pour retrouver ces cours. Cela contribuait, lundi matin, à inquiéter les marchés des changes, but recherché par les banques centrales qui veulent ainsi « casser » une psychose haussière et créer l'incertitude, même de prudence, donc de stabilité.

Cette fermeté soudaine manifestée par les Sept se nourrit d'une crainte, tout à fait fondée : celle de voir effectivement la remontée du dollar compromettre un réajustement des grands équilibres internationaux en train de s'accomplir. Ils s'alarment de constater que la correction du déséquilibre entre la RFA et le Japon se ralentit dangereusement.

Ainsi, souligne le Trésor américain, le rythme de la réduction du déficit commercial des Etats-Unis est inférieur de moitié à ce qu'il était en 1988. Bien plus, le Fonds monétaire international prévoit que le déficit outre-

Atlantique de la balance des paiements, qui devrait se contracter à 125 milliards de dollars cette année, pourrait de nouveau augmenter en 1990 pour atteindre 138 à 140 milliards de dollars.

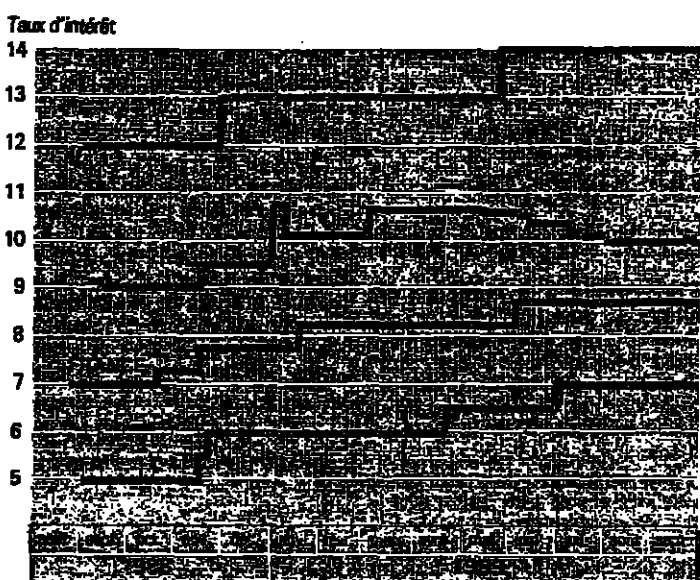
Instruite par l'expérience, les Sept savent fort bien que les grands mouvements de correction sont lents : il faut du temps pour renverser les grands courants commerciaux. Ainsi, il fallut près de trois ans, entre 1982 et 1985, pour qu'à Washington on réalise que l'ascension du dollar — en fait sa réévaluation excessive jusqu'au sommet du 26 février 1985 — mettait à bas des pans entiers de l'industrie américaine (1). Inversement, après l'accord du Plaza du 22 septembre 1985, qui imposa, avec succès, un fléchissement, donc une dévaluation, du dollar, il fallut attendre plus de deux ans pour en observer les effets, avec un redémarrage, au début de 1988, des exportations américaines.

Les Sept veulent donc agir dès maintenant, se rappelant que les phénomènes économiques ressemblent à ceux de la mer, où les vagues ne sont jamais si grosses qu'au moment où elles vont s'effondrer alors que revanche on ne les voit pas se former au loin. Il faut donc prendre ces phénomènes à leur source. La chose est évidemment plus facile à dire qu'à faire. A l'heure actuelle, les marchés des changes sont sous l'influence quasi exclusive des taux d'intérêt, arme toute-puissante lorsque aucune inquiétude réelle ne pèse sur les devises. En ce cas, c'est la monnaie offrant les rendements les plus élevés qui attire les capitaux avec, pour conséquence, la montée de ses cours.

FRANÇOIS RENARD

(1) Le dollar avait atteint alors 3,47 marks à Francfort et 10,61 francs à Paris.

L'évolution des taux d'intérêt



Le taux d'intérêt dans chaque pays :

- France : taux d'intervention Banque de France;
- RFA : taux Lombard;
- Etats-Unis : Federal Funds;
- Grande-Bretagne : taux moyen.

Les pays du tiers-monde réclament
« au moins le doublement des ressources » du FMI

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

En dehors des fermes résolutions prises sur l'évolution du dollar, la réunion du groupe des Sept a été marquée par une discussion sur la nécessité d'apporter, sous l'égide du FMI, des concours financiers à la Pologne et à la Hongrie.

Le plan Brady, qu'il serait plus juste de nommer plan franco-américain de réduction de la dette, est au centre de toutes les discussions. Dans son intervention au comité intermédiaire, dimanche, le secrétaire américain au Trésor s'est lui-même employé à tempérer les espoirs que les pays débiteurs comme les banques pourraient mettre en lui : « Des attentes excessives ne peuvent qu'augmenter le risque d'une rupture des négociations », a notamment déclaré M. Brady.

Le moins qu'on puisse dire est que les banquiers réunis à Washington ne font pas preuve à l'égard de ce plan d'un enthousiasme excessif. L'opinion la plus négative publiquement exprimée émane du président de la Commerzbank de Francfort. Le Dr Wal-

ter Seipp, dont les prises de position n'ont pas changé, a dit à la presse : « Dans sa première application, le Mexique, le plan Brady a donné un mauvais signal et suscité des espoirs qui ne pourront pas être réalisés. »

Du côté des banquiers français, d'innombrables sermons par M. Pierre Bérégovoy, on est infiniment plus discret. On doute tout autant qu'il y aura, dans la profession, beaucoup d'amateurs pour choisir la troisième option du plan Brady, à laquelle les pays débiteurs attachent une importance aussi grande qu'aux deux autres, l'une relative à la réduction du principal et l'autre à la diminution du taux de l'intérêt. Cette troisième option a trait à l'octroi de crédits nouveaux.

Une des moindres conséquences du plan franco-américain n'est pas que les seules banques vraiment intéressées à choisir cette troisième option soient celles qui, le plus mal ont provisionné leurs créances actuelles. Serait-ce donc surtout enclos à augmenter leurs risques sur les pays les plus endettés les établissements qui se sont le moins présumés contre la baisse de valeur des créances déjà accumulées.

Dans son communiqué, le groupe dit « des vingt-quatre », représentant les pays du tiers-monde, réclame « au moins un doublement des ressources du Fonds monétaire » et l'émission de nouveaux DTS (droits de tirage spéciaux), positions auxquelles la délégation française fait écho, sans insister sur la deuxième. Interrogé sur la question des arriérés, le président du groupe en question, le ministre des finances du Gabon, M. Jean-Pierre Lemboudou-Lepandou, a répondu aux journalistes que « la réduction de la dette n'est pas une panacée, l'important étant, pour les pays endettés, le retour de la croissance, laquelle dépend en partie de cette réduction, mais aussi d'autres facteurs, dont une plus grande ouverture des marchés des pays développés et le transfert de nouvelles ressources ».

A propos des arriérés accumulés par un certain nombre de pays qui ont laissé passer plusieurs échéances sans payer les intérêts dus, M. Lemboudou-Lepandou a dit qu'il n'y avait parmi eux « aucun pays de mauvaise foi ».

PAUL FABRA

Peugeot, la peur de la contagion

Le gouvernement et le patronat suivent attentivement le conflit, pourtant atypique, qui oppose M. Calvet à ses salariés

Etrange grève des « Peugeot » ! On ne l'attendait ni ici, dans le secteur privé, ni maintenant, dès le début septembre, ni même généralement peu conflictuel. Serait-ce parce qu'on a perdu l'habitude des grèves — dont la remontée, relative, au niveau des conflits localisés date du début de 1988 — ou qu'on est frappé d'amnésie, oubliant les grèves autrement plus importantes et fréquentes de l'avant-crise ? Toujours est-il que le gouvernement, accroché sur un « pilotage fin » de sorte de la rigueur, apparaît troublé et embarrassé. Le PS est en ébullition, faisant de l'intransigeant M. Calvet sa cible.

Les syndicats ont trouvé là où ils ne l'imaginaient pas leur conflit « test » de la rentrée. Le patronat déteste autour du PDG de PSA. Et un ministre se croit obligé de préciser qu'il n'y aura pas de « Grenelle social ». Le spectre de mai 68 plane, alors qu'il avait fallu, à l'époque, de 9 à 10 millions de grévistes pour que s'ouvrent de telles négociations !

La peur de la contagion rejaille insidieusement, ce qui fait dire à certains syndicalistes que le gouvernement fait des vœux pour que M. Calvet ne cède pas aux revendications salariales, craignant que la capitulation d'un patron aussi dur ne fasse tomber d'autres dignes dans le secteur privé et même dans le secteur public.

Pourtant, les conflits Peugeot de Mulhouse et de Sochaux sont aussi spécifiques qu'atypiques. Spécifiques à un groupe qui a réalisé d'importantes bénéfices, et surtout à une région proche de l'Allemagne et de la Suisse, où les salaires sont plus élevés.

Atypiques, non parce qu'ils sont le fait, pour l'ensemble des deux usines, d'une minorité de moins de cinq mille salariés, ce même schéma s'étant retrouvé dans des conflits récents (des non-grévistes assurés des grévistes de leur solidarité financière). Le côté atypique de cette grève est ailleurs. Les grévistes sont, pour la plupart, très peu qualifiés, affectés à des tâches pénibles et répétitives, à un moment où on ne parle que du « ras le bol » des personnels qualifiés. Ils n'ont pas de stratégie claire, hésitant au jour le jour entre le durcissement et l'apaisement, face à une direction qui campe sur une ligne nette de refus de toute négociation, la majorité des grévistes de Mulhouse n'ayant pas connu la précédente grève de 1972. Quand ceux de Mulhouse moment à Paris, ils laissent même dans le Donbass ceux de Sochaux...

Hors normes

A défaut d'une extension au sein même de leurs usines, ils risquent de se transformer en noyaux durs ou en avant-garde, des non-grévistes paisibles bénéficiant de toute façon de leur hypothétique succès. Ils ont avec eux l'ensemble des syndicats ouvriers, mais ceux-ci n'ont pas dérogé de revendications salariales communes, un tel front risquant même de se dissoudre à la première négociation. Ils n'ont pas davantage de « leader » un peu charismatique comme dans les grandes grèves de Talbot et de Citroën en 1984. Leur grève échappe aux normes.

Un conflit aussi atypique peut-il faire tache d'huile dans l'ensemble

de l'automobile et même au-delà ? Malgré sa volonté permanente d'élargir l'action et de dégager des revendications unifiantes — les 1 500 F pour tous chez M. Henri Krasucki, — la CGT ne se départit pas d'une certaine prudence. Certes, elle a appelé à des grèves dans l'ensemble des usines Peugeot — sans beaucoup d'échos, notamment à Poissy, encore traumatisée par la grève de 1984, — mais elle n'a pas trop poussé les feux. Au-delà, l'absence de contagion est encore plus nette.

Chez Renault, la CGT s'est renforcée électoralement, mais elle a joué la mauvaise carte en axant toutes ses actions autour des « dix de Billancourt », sans réussir à venir à bout de l'indifférence ou même de la lassitude des salariés.

La direction de la Régie a forcé son avantage en avançant habilement des hausses de salaires au 1^{er} septembre et au 1^{er} octobre.

La grève des soudeurs de RV1 à Ammonvilliers et les petits frémissements à Clichy sont là pour rappeler qu'en matière sociale il faut surveiller la moindre étincelle. Mais il serait surprenant que Renault embraye derrière Peugeot. La forteresse ouvrière, en pleine restructuration, agit de moins en moins. Même cas de figure chez Chausson, où, de surcroît, le long conflit de l'hiver 1988 à Gennevilliers et à Meudon a laissé des traces.

Même si la CGT fait plus que d'autres de Peugeot une grève symbole, elle ne semble pas croire que ce sera le détonateur de ce grand mouvement social qu'elle cherche à favoriser. Elle compte sans doute davantage sur la fonction publique ou le secteur public, où elle a davantage de forces, en recher-

chant, non sans résultats, un élargissement de la grève des impôts. Le 21 septembre déjà, elle s'est livrée à des coups de sonde aux PTT et dans les arsenaux. La CFDT, quant à elle, refuse toute globalisation des luttes sociales. M. Jean Kaspar ne veut pas entendre parler du « tous ensemble ».

Plus combative sous la direction de M. Marc Blondel, FO veut avant tout être présente dans les conflits actuels. Mais elle accompagne plus qu'elle ne suscite. L'attitude de la CFTC, peu implantée dans le privé, est proche. Quant à la CFE-CGC, les coups de menton de son président, M. Paul Marché, s'empêchent pas ses militants d'adopter à la base des positions bien peu va-t-en-guerre.

« Effet déclencheur »

En apparence, les risques sont plus élevés dans la fonction publique, où l'idée d'une « prime de croissance » ne semble pas avoir calmé les impatiences syndicales, et dans le secteur public. Une certaine tension est ainsi perceptible à la SNCF, où l'entreprise ne peut résister sur accord salarial 1989 en l'absence d'un feu vert de l'Etat et où elle ne pourra proposer un accord d'intéressement que lorsqu'une prochaine circulaire aura ouvert ce droit aux entreprises publiques déficitaires.

La SNCF reste socialement fragile, et les syndicats, portés à l'habitude surcroît qui précède les élections professionnelles, prévues en octobre et en décembre, guettent le moindre « effet déclencheur » d'un conflit.

MICHEL NOBLECOURT

Lire la suite page 29

INSOLITES

200 000 F le mètre carré
aux Champs-Élysées

Les adresses de prestige, à Paris, dans le fameux « triangle d'or » (avenue des Champs-Élysées, avenue Montaigne, avenue Marceau) atteignent des prix fabuleux. Le grand courtier Larvin vient de vendre un splendide « Hôtel des Maréchaux », rue de Tilsitt, avec fenêtres sur la place de l'Étoile au groupe japonais M&S pour la bagatelle de 250 millions de francs, qui met le mètre carré à 180 000 F.

Il y a eu mieux pourtant, en juillet dernier, quand le groupe d'assurances Axa a acquis, outre des sept hôtels des Maréchaux au prix jusqu'ici imbattu de 200 000 F le mètre carré. De telles transactions font paraître plus modestes

des achats de véritables immeubles de bureaux, comme le siège social de Philips, avenue Montaigne, promis en juin dernier au groupe immobilier et financier Arc Union à 114 000 F le mètre carré. Quant à l'acquisition par M. Guy Nriyian, PDG de Kaufman and Broad France et la Banque Indosuez, en février dernier, du siège social de la Shell, rue de Berri, tout près des Champs-Élysées, à 57 000 F le mètre carré, elle doit faire sourire ses opérateurs : la transaction avait fait sensation, mais aujourd'hui, après rénovation de l'immeuble, les deux partenaires peuvent s'approprier à dégoûter une confortable plus-value en en cédant tout ou partie...

JUAN RAMÓN JIMÉNEZ

Sonnets spirituels

Introduction et traduction de Bernard Sesé
L'œuvre poétique de Juan Ramón Jiménez brille comme une constellation solitaire et brûlante dans le panorama de la littérature du vingtième siècle.

BERNARD SESÉ

Collection bilingue

Aubier

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Le FMI exclut l'hypothèse d'une récession

Si le Fonds monétaire international prévoit, dans ses perspectives de l'économie mondiale publiées le dimanche 24 septembre à Washington, une poursuite de la croissance économique des pays industrialisés, ses experts émettent une mise en garde contre l'aggravation des déséquilibres financiers entre les pays industrialisés et le monde en développement, d'une part, et au sein des pays industrialisés, d'autre part.

Conformément à la plupart des autres prévisions économiques des organismes internationaux, celles du FMI tablent sur un ralentissement de la croissance économique des États-Unis, supérieur à celui que subira la plupart des autres membres de l'OCDE. Le taux de croissance du PNB outre-Atlantique sera limité à 2,9 % en 1989 et 2,1 % en 1990, alors qu'il a atteint 4,4 % en 1988. Le CEE devrait connaître un PNB en hausse de 3,4 % cette année, et 2,9 % en 1990, inférieur à celui du Japon (4,9 % en 1989 et 4,7 % en 1990).

Globalement, le rapport du FMI note que « les projections font état d'une modération graduelle du rythme de l'expansion en 1989 et 1990, après deux années de croissance rapide », et le responsable des recherches économiques au FMI, M. Jacob Frenkel, n'hésite pas à noter dimanche, devant la presse, qu'« il n'y a aucun signe de récession ».

Cependant, les perspectives de l'économie mondiale prévoient une aggravation des importants déséquilibres extérieurs des trois principales puissances industrielles, à savoir le déficit des paiements courants des États-Unis et les excédents enregistrés par la RFA et le Japon. Le premier devrait, selon le FMI, s'accroître de 10 % entre 1989 et 1990, passant de 125,1 à 138,7 milliards de dollars, soit 2,5 % du PNB des États-Unis. L'excédent japonais devrait s'élever à 89,7 milliards en 1990, tandis que celui de l'Allemagne fédérale devrait passer à 56,8 milliards en 1990 contre 53,4 milliards en 1989 (après 48,6 milliards l'an dernier).

Les grands s'engagent à stopper la hausse de la monnaie américaine

Suite de la page 29

Aussi longtemps qu'à New-York les investisseurs internationaux pourront obtenir deux points de plus qu'à Francfort et trois de plus qu'à Tokyo, il sera difficile d'inverser le flux.

A l'époque des accords du Plaza, le dollar, soufflé par des taux d'intérêt nettement surévalués, était mûr pour une forte correction à la baisse et les banques centrales n'eurent qu'à donner un coup d'épaule — une quinzaine de milliards de dollars au maximum — pour déclencher le mouvement. Cette fois-ci, ce sera plus difficile.

De toute façon, estime le Fonds monétaire, il serait peu vraisemblable dans les circonstances actuelles qu'une dépréciation du dollar ou une augmentation de la demande extérieure aient un impact important sur les positions commerciales des États-Unis.

Cela signifie, en clair, qu'à défaut d'un ralentissement plus accentué de l'économie américaine, la Réserve fédérale devra durcir sa politique, attitude qui serait jugée très sévèrement à Washington. Aujourd'hui, politiques et économistes adjoints, au contraire, la FED de desserrer les contraintes pour éviter une récession.

Au cas où les interventions des Banques centrales seraient inefficaces — on le saura dans les semaines ou les mois qui viennent —, un dispositif de secours a très vraisemblablement été prévu par les Sept : baisse des taux américains conjuguée avec une nouvelle hausse des taux allemands et japonais. La France, sans doute, devrait suivre le mouvement, c'est-à-dire s'aligner sur l'Allemagne, à la fois pour lutter contre une relative surchauffe et pour défendre la parité du franc vis-à-vis du mark, lorsqu'en janvier prochain, l'écart d'inflation avec l'Allemagne fédérale recommencera à se creuser.

A cet égard, il semble qu'il y ait eu quelques frictions entre M. Bérégovoy et son collègue allemand, M. Waigel. Le ministre français des finances a répété avec force, à Washington, que la France avait l'intention de suivre toute réévaluation du mark, ce que, a-t-il dit, la RFA sait et devra prendre en compte.

Apparemment, on n'est pas tout à fait de cet avis à Francfort, où la réévaluation du mark est sérieusement envisagée.

FRANÇOIS RENARD

AFFAIRES

Un mariage franco-soviétique dans la fourrure

Une PME parisienne s'allie à un combinat d'Alma-Ata

A la suite de la création d'une société mixte entre la société française Rifal et le combinat d'Alma-Ata (au sud-ouest de l'Union soviétique), pour la fabrication de vêtements de cuir et de fourrures, des responsables soviétiques du secteur sont actuellement en visite en France. Les pourparlers entre les Français et les Soviétiques avaient débuté en juillet 1988. L'accord définitif a été signé en juin 1989. Il aura fallu un an à M. André Jurado, directeur général de la société Rifal, pour mener à bien son projet.

Spécialisée dans la fabrication de vêtements de peau doublés de fourrure, cette petite entreprise parisienne réalise un chiffre d'affaires de 30 millions de francs par an. Comme toutes celles de ce secteur, elle est confrontée aux problèmes d'approvisionnement sur le difficile marché du cuir et des fourrures. Or le combinat de fourrures d'Alma-Ata traite 665 000 peaux par an. Sur 28 000 mètres carrés de bâtiments couverts, mille huit cents personnes travaillent dans un système totalement intégré : de l'abattage aux produits finis.

C'est bien évidemment cette capacité de production et ces

matières premières que les Soviétiques apportent dans le joint-venture Alma-Ata Fourrures. En échange, les Français offrent le savoir-faire, la propriété industrielle et les capitaux. Après un tour des banques, parmi lesquelles Paribas et la banque de l'Europe du Nord, M. Jurado a réuni une centaine de millions de francs. Ils seront investis dans la modernisation et l'agrandissement de l'usine, dont les capacités de production devraient être multipliées par deux. « Le but est d'arriver à 5 000 peaux et 700 vêtements par jour, et d'exporter un tiers de cette production », prévoit M. Jurado, qui a par ailleurs obtenu de faire acheter ses vêtements fourrés par une des plus grandes centrales d'achat soviétiques. Il a aussi reçu l'autorisation d'aménager un emplacement à Sovincentre, le centre commercial chic de Moscou.

Pour 1990, M. Jurado vise un chiffre d'affaires de 700 millions de francs, 900 millions en 1991. Depuis la création de cette société mixte, cinq de ses collaborateurs français sont installés en URSS, où ils veillent à la mise en place des installations en URSS et y supervisent les activités administratives et financières.

Une décision de la Cour européenne de justice Bouygues va obtenir réparation dans l'affaire du pont danois du grand Bealt

BRUXELLES
(Communautés européennes)
correspondance

Le consortium conduit par le groupe Bouygues va obtenir réparation dans l'affaire du pont du grand Bealt (6,6 km) qui reliera l'île danoise de Seeland au continent européen et dont le coût de construction est évalué à 400 millions de dollars.

A la suite d'une plainte du numéro un mondial du bâtiment de travaux publics, Bouygues, la Commission de Bruxelles a saisi, en juillet dernier, la Cour européenne de justice. Au cours de l'audience de vendredi 22 septembre, les autorités danoises ont reconnu que le libellé de leur appel d'offres n'était

pas conforme à la législation des Douze. Il prévoyait, en effet, que les soumissionnaires devaient privilégier l'embauche de ressortissants danois, ce qui est contraire au règlement sur la libre circulation des travailleurs dans la Communauté.

Les indemnités porteront sur le remboursement des frais engagés par Bouygues pour répondre à l'appel d'offres et les dommages dus au fait que le groupe français n'a pu être en mesure de rivaliser avec le consortium concurrent (ESG) qui a emporté le contrat. Au total, l'entreprise française devrait toucher des dommages compris entre 50 et 100 millions de francs.

MARCEL SCOTTO

Un décret et un arrêté pour de vrais soldes

Les soldes ? Deux fois par an, pas plus ; et pendant deux mois au plus, chaque fois. C'est ce que prévoit un décret paru au Journal officiel du 23 septembre, modifiant la réglementation de cette activité, inchangée depuis le 26 novembre 1962. Un arrêté, publié le même jour, stipule que les enseignes qui utilisent le mot « soldes » devront désormais employer d'autres termes (« dégrais », « dégrais choisis », etc.) et les entreprises auront six mois pour se conformer à cette disposition.

L'objectif est de mettre fin au « dérapage constant depuis des années », dit M. François Douhin, ministre du commerce et de l'artisanat. Il ne faut pas faire croire au

consommateur « qu'il peut bénéficier en permanence de prix cassés pour une qualité et un service maintenus », ajoute le ministre.

TRANSPORTS

Transmanche : le creusement du tunnel interrompu par une grève. — Faute de voussoirs, des plaques métalliques de soutènement, les trois travailleurs qui forment le tunnel sous la Manche, côté français, ont dû s'arrêter entre le 22 septembre au soir et le 23 septembre au matin. Depuis une semaine, 60 % des 450 salariés des ateliers de fabrication des voussoirs sont en grève et, à l'appel des syndicats CGT, FO et CFTD, réclament une revalorisation des salaires et des qualifications. Un stock de voussoirs est bloqué au sein de l'usine, et le tribunal de grande instance de Boulogne-sur-Mer devait rendre, lundi, son réferé après l'assignation de vingt-trois salariés pour entrave à la liberté du travail. 50 % des rémunérations des ouvriers du chantier lui-même sont liées à des primes de rendement.

Un plan national de TGV avant fin 1989. — En inaugurant, à Clermont-Ferrand, la première Semaine des arts, techniques et cultures de l'automobile et de la route (SATCAR), M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement et des transports, a annoncé qu'il présentera au gouvernement, « avant la fin de l'année », un projet de réseau national de train à grande vitesse. « Auvergne comprise », a-t-il précisé, « à examiner l'ensemble du schéma ferroviaire, de faire une préparation sérieuse et d'impliquer le plus possible les collectivités territoriales concernées, à l'image de ce qui s'est fait en région Nord-Pas-de-Calais ».

Deuxième société française de services informatiques

Sligos prend le contrôle de la société allemande Actis

Deuxième société française de services informatiques et numéro quatre en Europe, Sligos prend pied en République fédérale d'Allemagne. Un marché, le deuxième du Vieux Continent, auquel toutes les SSII françaises rêvent mais qui est particulièrement difficile d'accès.

La crise ? Les SSII françaises ne connaissent pas... à la différence de leurs collègues spécialisés dans le matériel, qui s'enfoncent dans le matériel dans la déprime. Ainsi, quelques jours après avoir affiché de beaux résultats pour le premier semestre (un chiffre d'affaires en hausse de 23 % et un bénéfice net en progression de 37,5 %), Sligos devait annoncer, lundi 25 septembre, qu'elle prenait le contrôle (75 %) d'une société allemande, Actis. Basée à Stuttgart, Actis travaille dans le domaine bancaire, avec une gamme de logiciels de gestion pour les banques petites et moyennes, et dans l'échange de données informatiques, développant entre autres un système permettant l'interconnexion des fournisseurs et sous-traitants automobiles.

Outre Stuttgart, Actis est implantée à Francfort et Berlin. Fondée en 1976 par le professeur Schneider, de l'université de Berlin, et le docteur Stibel (qui reste actionnaire à 25 %), elle réalise 27 millions de deutschemarks de chiffre d'affaires (une centaine de millions de francs) et emploie cent soixante personnes. Cette

taille semble modeste. Mais, en réalité, ce n'est pas selon ce seul critère qu'il faut mesurer l'importance de l'opération : le marché du service informatique allemand est en effet particulièrement difficile à pénétrer. Pour plusieurs raisons : infiniment plus atomisées que leurs collègues françaises, les SSII allemandes sont, à une ou deux exceptions près (dont la société Datav, propriété des experts comptables, numéro cinq européen), plutôt petites et vivent, installées sur une région, sans avoir de réel réflexe européen. En bonne santé, il est rare qu'elles soient à vendre. Et lorsqu'elles ouvrent leur capital, elles cherchent généralement des partenaires allemands... Il est donc fréquent d'entendre telle ou telle grande SSII française expliquer qu'elle souhaite s'implanter sur le marché allemand — le deuxième d'Europe après la France et juste avant la Grande-Bretagne, — sans que l'on voit grand-chose venir...

Sligos se fêlicite tout particulièrement de son rachat, qui illustre sa volonté d'internationalisation affirmée il y a un an. Elle ne réalise jusqu'à présent que quelques pourcentages de son chiffre d'affaires à l'étranger (Espagne, Italie, Maroc, Côte d'Ivoire et États-Unis). Ce chiffre montera à quelque 10 % après le rachat d'Actis. Cette entreprise, déjà tournée vers l'Europe, à la différence de ses concurrents allemands, est tout à fait florissante, et a souhaité, de son côté, cette opération afin de s'ouvrir sur ses voisins du Vieux Continent.

F. V.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MIDLAND BANK S.A.

L'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le 21 septembre 1989 a approuvé une réorganisation de la structure du Groupe Midland Bank S.A.

La Midland Bank S.A. apporte à la Banque Immobilière de Crédit, une filiale intégralement contrôlée, son secteur des crédits aux particuliers. Ce établissement bancaire dispose dès à présent d'un capital social de F. 350.250.000, de plus de F. 10 milliards d'actifs nets répartis sur environ 100.000 clients.

La Midland Bank S.A. conserve directement l'ensemble des activités de banque d'affaires du Groupe : activités de marché, gestion institutionnelle et privée, affaires financières et immobilières.

Le Groupe se trouve ainsi organisé en deux entités homogènes, ce qui clarifie son image et doit permettre une simplification de son fonctionnement.

Le Conseil de Surveillance présidé par Monsieur George London a approuvé les résultats du premier semestre qui ont été présentés par le Directeur et qui se traduisent par un bénéfice net de F. 6,5 millions (contre F. 5,7 millions).

Les activités de taux et de change, affectées par des conditions de marchés difficiles, ont pesé sur le résultat et expliquent largement le recul du bénéfice. En outre, un effort supplémentaire de provisions sur les risques de pays a été accompli. Les autres secteurs ont connu une progression satisfaisante.

Les résultats du deuxième semestre devraient refléter une amélioration par rapport à la première période de l'année.

La restructuration du Groupe ayant été réalisée et les conditions d'un développement futur dans la continuité des décisions prises, Monsieur Bressler a exprimé son désir d'abandonner la présidence du Directeur pour se consacrer à d'autres projets.

Monsieur Claude-Ric Paquin, Directeur Général et membre du Directeur a été nommé Président du Directeur.

Le Conseil de Surveillance et le Directeur ont rendu un hommage très chaleureux à Monsieur Léon Bressler et son engagement total et de sa contribution essentielle, sur une période de plus de dix ans, à la création et au développement des activités de la Midland Bank en France.

Monsieur Bressler qui est par ailleurs devenu conseiller de Midland Bank plc, a été nommé membre du Conseil de Surveillance.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Salas
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Telex MONDPA 650572 F; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

La réunion de l'OPEP à Genève

La discipline du cartel pétrolier se fissure

Le marché pétrolier, stabilisé depuis six mois, va-t-il connaître de nouvelles turbulences ? La réunion des pays membres du cartel de l'OPEP, assurée mal des mois à venir. En effet après deux jours de discussions animées samedi 23 et dimanche 24 septembre à Genève les trois principaux exportateurs mondiaux de brut paraissent profondément divisés sur la conduite à tenir d'ici la fin de l'année.

La réunion, chargée initialement de relever le plafond fixé en juin (19,5 millions de barils/jour), si les conditions du marché le permettent, semble s'achever, faute d'entente sur une reconduction du

statu quo jusqu'à la prochaine conférence ordinaire, prévue fin novembre. Mais cette solution de facilité ne réglant rien, il est à craindre que les grands producteurs comme l'Arabie saoudite et l'Irak ne reprennent d'ici la partiellement leur liberté, risquant de précipiter une nouvelle crise.

Le plafonnement de la production, et la répartition de quotas pays par pays, apparaît de plus en plus comme une fiction. L'OPEP produit actuellement environ 22 millions de barils/jour, soit 13 % de plus que le plafond défini en juin. Les quotas ne sont pas plus respectés, certains pays, au premier rang desquels le Koweït et les Émirats arabes unis, réclament avec insistance une nouvelle clé de répartition dépassant leurs parts de plus de 50 %.

La demande souterraine a permis jusqu'ici d'absorber l'excédent de production, et les prix se sont à peu près maintenus, bien qu'ils restent en moyenne peu au-dessus du prix-cible de 18 dollars par baril. La plupart des pays préfèrent donc le statu quo, soit qu'ils en profitent, soit qu'ils craignent de nouveaux dérapages. Tous sauf les « gros producteurs », comme l'Arabie saoudite et l'Irak, qui disposent de capacités inexploitées et s'agacent de plus en plus de la pagaille actuelle, insistent pour augmenter le plafond, de manière « équitable », c'est-à-dire de la même façon pour tout le monde. Minoritaires, le risque demeure toutefois qu'ils choisissent de l'imposer par la force d'ici à novembre, en rompant à leur tour la discipline.

V.M.

ÉCONOMIE

Le conflit chez Peugeot

M. Marchelli juge « honteux » d'utiliser les cadres comme « briseurs de grève »

En clôture du colloque organisé par le PS sur « La France et ses entreprises » le 24 septembre, M. Michel Rocard a fait allusion aux grèves chez Peugeot en affirmant : « Les conflits surgissent le plus souvent d'une insuffisance du dialogue social. C'est clair, y compris dans l'est de la France aujourd'hui. » M. Fabius s'était prononcé pour une négociation, et M. Mauroy avait de nouveau critiqué M. Calvet pour son refus de discuter : « Nous, nous acceptons de changer. Vous aussi, les patrons, vous devez changer. » « Je souhaite qu'à Peugeot comme ailleurs on puisse parler », a déclaré de son côté M. Pierre Bérégovoy le 24 septembre au « Grand Jury RTL-le Monde ». « C'est vrai, a ajouté le ministre de l'économie, qu'il ne faut pas compromettre le développement de cette entreprise. Je peux

comprendre l'état d'esprit de la direction de Peugeot : mais je me dois aussi de comprendre la réaction des salariés. »

Dans une interview aux Echos du 25 septembre, M. Paul Marchelli juge « honteux » qu'une direction générale d'une entreprise aussi importante que Peugeot, qui a une image de marque mondiale, se permette d'utiliser les personnels d'encadrement comme de véritables garde-chiourmes, comme des briseurs de grève. Pour le président de la CFE-CGC, c'est aussi « une faute » car, lorsque le travail aura repris, « le déshonneur causé par le comportement auquel on a obligé certains cadres et la mémoire qu'en auront les ouvriers porteront atteinte au climat social et à la capacité de Peugeot d'améliorer sa production ».

Au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Jean Kasper, secrétaire général de la CFDT, a souligné, le 24 septembre, « un compromis acceptable pour les salariés et l'entreprise ». Le même jour, au « Forum RMC-FR3 », M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, qui s'est par ailleurs déclaré hostile à une indultation des salariés sur le taux de croissance, a « invité » la direction à négocier. « Je ne crois pas que le gouvernement puisse intervenir », a-t-il poursuivi. Enfin, la CFTC organisera une grève nationale dans la métallurgie le 5 octobre.

Lire également l'article d'Anne Chénais, page 39

La première lettre de licenciement

MULHOUSE

de notre envoyée spéciale

La première lettre de licenciement envoyée par la direction de l'usine Peugeot de Mulhouse à l'un des grévistes est arrivée, lundi 25 septembre au matin. Omer Kunduraci, ouvrier de l'atelier de peinture, est licencié pour « fautes lourdes ». La direction lui reproche d'avoir entravé la liberté du travail par « sa présence physique sur une ligne de montage », d'avoir en outre « refusé d'obtempérer aux demandes d'un membre de l'encadrement » qui lui ordonnait de libérer la ligne, avant de « profiter des injures et des menaces sur sa vie ».

La direction accuse aussi M. Kunduraci d'avoir « délibérément lancé son véhicule à vive allure sur un groupe de membres du personnel qui assuraient la rentrée des salariés », ce qui « aurait pu des conséquences dramatiques si les intrus n'avaient pu s'échapper promptement ».

Omer Kunduraci admet avoir bloqué la ligne de montage « comme les autres grévistes », dit-il, « et avoir eu des mots avec l'encadrement, sans toutefois, ajoute-t-il, proférer des menaces de mort ». « Pour la voiture, c'est faux, réplique-t-il, mais je sais que je suis mal vu par mon chef à l'atelier. Au début du mouvement, il m'a proposé une augmentation si je renonçais à la grève, et j'ai refusé. » Omer Kunduraci, qui n'est pas un salarié protégé, se retrouve licencié sans préavis ni indemnité de licenciement et de congés payés. Ce qui ne l'empêchera pas, lundi, de se déclarer déterminé à « poursuivre la lutte ». Les quatre syndicats engagés dans le mouvement, la CGT, la CFDT, Force ouvrière et la CFTC dénoncent cette « mesure scandaleuse d'intimidation ».

A. C.

Quatrième semaine de conflit à Mulhouse Les grévistes bloquent la forge

MULHOUSE

de notre envoyée spéciale

Le camion sera à court de diffusion de la musique amicale. Lundi 25 septembre au matin, la CGT de Peugeot-Mulhouse a apporté ses propres cassettes, et l'assemblée générale de la « place de grève » — le parking de l'atelier de carrosserie — se déroule au son du « chiffron rouge de la liberté ». « Nous entrons dans notre quatrième semaine de grève, lance Joël Moreau, le responsable de la CGT. Ce matin, nous allons bloquer la forge. Parce que cet atelier fournit plusieurs entreprises de la région, mais aussi parce que c'est là qu'une certaine direction règne en maître et se comporte en seigneur. » De 700 à 1 000 personnes applaudissent avant de se diriger vers l'un des quatre ateliers de forge de l'usine Peugeot-Mulhouse. Le bruit, le feu, la pénombre, les forgerons travaillent les pièces dans un vacarme assourdissant. Le défilé circule dans les allées en clamant « La forge avec nous ! ».

Mais, autour des presses le travail continue. Casque aux oreilles, lunettes de protection sur les yeux,

les forgerons poursuivent l'ébarbage des pièces encore incandescentes qui tombent ensuite dans de grands conteneurs disposés le long de l'allée. « Si vous venez avec nous, c'est la victoire », explique un gréviste, au milieu du bruit des presses. Les forgerons, en bien de travail, restent sceptiques. « Ils regardent leurs camarades, commente le gréviste, ils n'osent pas se lancer s'ils sont seuls. »

Dans les conteneurs, les triangles de direction encore rouges s'entassent. Les grévistes attendent le changement de conteneurs pour agir : en restant dans les allées, ils bloquent l'arrivée des chariots qui viennent évacuer les pièces déjà posées et forcent ainsi, espèrent-ils, les presses à s'arrêter.

Mais, malgré la présence des grévistes, les forgerons poursuivent leur travail. Depuis le début du conflit, cette forge, qui produit 350 tonnes de pièces par jour, tourne à 80 %. « Les métiers du feu sont seuls, commente un agent de maîtrise. Ici, on travaille et c'est tout. »

A. C.

La peur de la contagion

Suite de la première page.

Dans le secteur privé, les dirigeants de grandes entreprises affichent une relative sérénité. « Même si Calvet lâchait 2 %, confie le responsable des affaires sociales d'un grand groupe, cela n'aurait pas d'effet sur la politique salariale de la plupart des entreprises. D'une manière réfléchie et volontariste, on a donné. On a donné à chaque société de faire le bilan sur le pouvoir d'achat afin que les salariés y trouvent leur compte sur 1989. »

Dans le groupe BSN, les augmentations générales de l'année oscillent entre 3 et 4 % (sans l'ancienneté et l'indemnité), et la plupart des sociétés ont anticipé en juillet des augmentations prévues pour la fin de l'année. « Calvet fait ce qu'il veut. Cela n'aura pas de répercussions sur nous, note un directeur des ressources humaines. Mais ce qui peut jouer c'est la durée de ce conflit, qui peut finir par donner des idées à nos salariés. »

Bien des entreprises semblent avoir appliqué à l'avance le conseil que donnait le patronat de la métallurgie en juillet : « La gestion des rémunérations devra garder un équilibre difficile entre des dérivés

inflationnistes et une attitude trop restrictive conduisant à des grèves particulièrement inopportunes. »

Bien des entreprises, sauf Peugeot... « Je ne crois pas au principe des vases communicants », note un directeur des relations sociales, tandis qu'un autre, dans un groupe où le total des augmentations a oscillé entre 4 et 5 %, se refuse à tout pronostic : « La contagion ou la non-contagion, cela échappe à toute rationalité. »

Attentif mais non paniqué, un responsable du personnel d'une grande entreprise publique remarque que la désindexation des salaires sur les prix fin 1982 a entraîné une autre désindexation, celle du secteur privé sur le secteur public : « Avant, la fonction publique donnait le ton et le secteur privé suivait. Il y a eu désalignement. Cela joue dans les deux sens. » Un haut dirigeant patronal attend que le conflit, dans lequel « il y a eu des excès des deux côtés », dure encore « une quinzaine ». « Ce conflit est embêtant parce qu'il est très médiatisé. Il y a quinze ans, il y en avait dix du même ordre d'importance. La contagion ? Elle est dans les faits. S'il y a un lâchage, d'autres

peuvent être tentés de lâcher. Mais on a dépassé cette année un peu avant l'été. »

En 1988 déjà, les entreprises privées avaient lâché un peu de lest : par des augmentations générales (dégageant un point de pouvoir d'achat), par une reprise de l'industrialisation, par l'indemnité, les heures supplémentaires et diverses primes de fin d'année. Cette année, la même tactique semble avoir été sensiblement amplifiée. Le salaire horaire ouvrier s'est accru au premier trimestre de 1989 (+ 1,3 % contre + 0,8 % au premier trimestre de 1988), ce qui est compensé par les gains de productivité. Le niveau moyen des accords négociés est d'environ 3 % sur l'année, contre 2,5 % en 1988. Les établissements de cotisations du régime général de Sécurité sociale sont sur un rythme annuel d'augmentation de 7 %, dont 5 % hors effet emploi. Et les primes d'intéressement viennent parfois s'ajouter à ces hausses salariales. Cela suffira-t-il à empêcher les « Peugeot » d'être contagieux ? Pour l'heure, la température demeure peu élevée dans le privé. Mais si le conflit dure trop longtemps...

MICHEL NOBLECOURT

A la BNP, on a prêté l'oreille quand on a vu les siennes.

Quand Euro Disneyland a dû choisir parmi les banques les plus prestigieuses pour financer son nouveau parc européen, elle a choisi la BNP. Pour mener à bien le montage d'un prêt multidevises de 7 milliards de francs et assurer le chef de filat d'un pool de 37 banques, la BNP a présenté les solutions les plus performantes, relevant ainsi le challenge qui lui était proposé. BNP, une banque leader dans le financement des grands projets à l'échelle de l'Europe, à l'échelle du Monde. C'est gagner.

BNP

BNP, La banque officielle du Magic Kingdom d'Euro Disneyland.

LES DEUX PREMIERES DES 10 MONNAIES OFFICIELLES DES XVI^{ES} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER D'ALBERTVILLE en 1992

LA MONNAIE DE PARIS vient d'émettre ces pièces de collection, en OR ou en ARGENT, qui contribueront au succès des XVI^{ES} Jeux Olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie, et au rayonnement du sport dans le monde.

UNE PREMIERE dans l'histoire monétaire française : chaque pièce en OR porte une valeur faciale de 500 F ; la valeur faciale de la pièce en ARGENT est de 100 F.

Devenez le possesseur privilégié des premières monnaies officielles olympiques. Chaque pièce en OR est vendue 3 000 F, chaque pièce en ARGENT, 250 F. Les autres pièces de la série seront disponibles, 2 par 2, tous les 6 mois.

Vous pouvez vous procurer les pièces :
• à la Monnaie de Paris : Galerie de vente
2 rue de Valenciennes - PARIS 5^e
• à l'Établissement Monétaire - Voie Romaine - PESSAC (Gironde)
• dans les agences de Crédit Lyonnais,

• à La Poste, dans tous les bureaux,
• à la Trésorerie Générale au chef-lieu de chaque département.
Vente par correspondance :
Monnaie de Paris, 11 quai de Conti 75270 PARIS Cedex 06
Métier : 36 14, code MODEPA.

Je désire recevoir gratuitement votre dépliant sur les 2 premières pièces olympiques en Or ou en Argent (écrire en capitales).
La MONNAIE DE PARIS 11, quai de Conti, 75270 PARIS cedex 06.

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____

سكس من النحل

AFFAIRES

Sochaux, Peugeot-Ville pour longtemps

Les magasins Peugeot (les « ravis ») ont été cédés à Casino, les « blocs des Peugeot » (ces foyers pour ouvriers célibataires) ont été détruits. Et pourtant, Sochaux continue de vivre au rythme de l'usine, une ville dans la ville

SOCHAUX

de notre envoyée spéciale

Sur les plans de la ville affichés dans les rues de Sochaux, l'usine Peugeot est une immense tâche grise. 265 hectares de bâtiments industriels plantés au bout de l'avenue du Général-Leclerc. Une ville dans la ville. Un tissu serré d'anciens et de parcs traversés par une large avenue bordée d'arbres que tous appellent encore « l'avenue Jean-Pierre-Peugeot ». Il y a une vingtaine d'années, cette route était la nationale qui reliait Sochaux à Montbéliard. Mais l'usine, ainsi partagée en deux, jugeait cette avenue bien malcommode. Elle fut déplacée. Aujourd'hui, la rocade qui mène à Montbéliard a la délicatesse de contourner le site Peugeot.

L'Allan, lui aussi, a dû déménager. Cette rivière bordée de peupliers, qui serpentait à travers l'usine, a été déplacée. Elle a aussi ses feux rouges, plantés à la sortie de la carrosserie afin d'éviter que les salariés n'embouteillent les voitures toutes neuves qui viennent de sortir de la chaîne de montage. Elle a même ses « Champs-Élysées », une large ave-

nuë qui sépare les ateliers de carrosserie de la « lètrie-Sud ». « Ici, c'est plus qu'une usine, dit un ouvrier. C'est plus grand que ça. C'est un peu un monde. Dans l'usine comme autour de l'usine. »

Car à Sochaux, tout, ou presque, porte le nom d'anciens collaborateurs du groupe, la coopérative des personnels, située avenue du Général-Leclerc, à deux pas de l'usine, et les passages routiers, qui indiquent la direction du centre de production ou le tout récent Musée Peugeot. Sochaux, qui était encore un village lorsque les fils d'Eugène Peugeot y achetèrent des marécages, en 1912, s'est « laissé déborder », disent certains. Une ville de 6 000 habitants ne résiste pas aisément à un centre industriel qui a employé jusqu'à 40 000 salariés, en 1979. L'adage dit qu'à Sochaux, tout le monde est, a été, ou sera un « Peugeot ». Selon le maire, M. Maurice Thivient, 75 % de la population active de la ville travaille pour Peugeot et, dans le pays de Montbéliard, qui compte 130 000 habitants, 30 000 personnes sont salariées soit d'Automobiles Peugeot, soit d'une des filiales de PSA. « Il suffit de regarder les parkings, note Danièle, il n'y a que des voitures Peugeot ! C'est normal, le personnel a des réductions dessus. Du coup, on achète tout ce qu'on produit. »

Danièle, qui habite à Audincourt, à quelques kilomètres de Sochaux, a deux sœurs et un frère à « la Peugeot », dit-elle. Ses parents,

eux aussi travaillaient à l'usine. « Quand on a dix-huit ans, on y va et on trouve ça normal, explique-t-elle. On le fait sans y penser. Quand j'étais petite, j'étais sûre que je travaillerais là-bas. De toute façon, quand on n'a pas de diplôme, on n'a pas vraiment le choix. » Il y a dix-sept ans, lorsqu'elle s'est présentée pour la première fois devant les grilles de l'usine, Peugeot embauchait encore facilement. « Il suffisait d'avoir deux bras, dit-elle. On n'allait pas voir plus loin. »

L'usine omniprésente

Mais, aujourd'hui, Peugeot lui pèse. Le bruit des ateliers, la surveillance des chefs, le gigantisme de l'usine, ont fini « par étouffer petit à petit ». Il y a encore quelques années, elle habitait dans les « blocs » des bâtiments HLM construits à la hâte dans les années 60 aux alentours de la ville. Elle vient de faire construire à Audincourt. « Je n'en pouvais plus, raconte-t-elle. Toute la journée, c'était l'usine avec le bruit, le mouvement, et ces milliers de gens qu'on croise tous les jours, et le soir, c'était le bruit des voisins. L'ennui, c'est que les blocs, et les mêmes visages qu'à l'usine. On était aussi emmêlés, aussi mal installés que là-bas. Et en plus, on se connaissait tous car on travaillait ensemble. Finalement, j'avais l'impression, le soir, d'être encore

au boulot. » Sa nouvelle maison a un petit jardin et, désormais, elle respire le soir. Mais là encore, les garages sont remplis de Peugeot. On n'échappe pas facilement au premier, et au seul « grand » employeur de la région.

Y compris pendant les élections. M. Louis Souvet, le nouveau maire RPR de Montbéliard, la grande ville voisine de Sochaux, est un ancien cadre de Peugeot. Son adjoint aux affaires sportives est le président de l'association sportive et culturelle d'Automobiles Peugeot, et son adjoint aux affaires culturelles s'occupe de la culture... au sein de cette même association.

« Même quand on vote, on voit les mêmes têtes, souligne Danièle. On finit par avoir au conseil municipal son chef d'atelier ou son directeur du personnel ! On a l'impression de ne jamais en sortir. » Le maire de Sochaux (depuis 1953), M. Maurice Thivient, est resté quinze ans adjoint dans les ateliers de l'usine. De 1929 à 1944. Aujourd'hui âgé de quatre-vingt-quatre ans, il a connu les anciens ateliers et les grandes grèves de 1936. « C'était extraordinaire, dit-il. Les gens vivaient à l'usine. On a cassé la croûte dans les ateliers occupés pendant des semaines. » À l'époque, M. Thivient construisait des Berlin 301 et les premières 402, vedettes du Salon de l'automobile de 1935, qui inauguraient la ligne aérodynamique des « fusées de Sochaux ». Le maire, qui s'est installé à son compte à la fin de la guerre, garde un bon souvenir de ce

passage chez un Peugeot encore « un peu artisanal ». « À l'époque, les châssis étaient en bois, raconte-t-il. Il n'y avait quasiment pas de travail mécanisé. Dans cette usine, mécanisée il y avait des menuisiers en quantité. Quelques perceuses, des fraiseuses, ou des presses, mais aucune machine spécialisée comme maintenant. » Cette époque, dit-elle, est bien finie, et depuis longtemps. Le centre de production compte 23 500 salariés, 315 robots de soudage, et une usine de montage qui emploie 5 570 personnes. Au 1^{er} novembre 1988, le centre produisait 1 800 voitures par jour.

Promiscuité et vie commune

Mais aujourd'hui, Sochaux efface à grand-peine un bout de son passé. Celui des « blocs », des foyers de travailleurs célibataires et des approvisionnements aux « ravis », les magasins de l'entreprise. « Quand je suis arrivé du Maroc, il m'a envoyé d'abord dans un de leurs hôtels, et ensuite dans un de leurs foyers, raconte Danièle. C'était une vie de camp. On ne prenait jamais aucune décision, on ne pouvait jamais avoir aucune initiative, on obéissait, c'est tout, résume un carvier. Plus on conteste, plus on se fait harceler. Alors on apprend à filer droit. C'est la seule manière d'être à peu près tranquille. » Les réflexes acquis chez Peugeot ne se perdent pas une fois les grilles franchies. « Cela se voit dans de nombreux domaines, explique Jean-Claude Graf, un responsable de la CFDT. Ici, par exemple, il est très difficile de faire des listes de parents d'élèves FCE. Les gens perdent l'habitude de s'engager. Tout cela vient des pressions exercées par Peugeot. »

Le centre de production lui-même finit par peser sur les mentalités. Peugeot produit, et produit encore. Sans « recul », disent certains. « C'est un monde permanent technique, explique Henri Desloges, un ancien cadre de Peugeot. Tout, ici, est organisé autour de la production. Sans que jamais, personne ne se demande à quoi ça sert. Sochaux est une grosse tête technique sans tête humaine. » La région compte peu d'« intellectuels », ajoutent certains, et le centre d'animation culturelle (CAC) attire plus facilement les enseignants que les cadres de l'usine. Peugeot, qui est maintenant dans le pays de Montbéliard depuis près d'un siècle, a employé, nourri et logé des milliers de familles et ici, personne ne l'oublie, jamais.

« J'ai vu père à grand-là-dessus, et moi aussi. Je sais bien que mes enfants n'y échapperont pas, explique un ouvrier. Même si l'usine disparaissait demain, on resterait tous des « Peugeot » pour longtemps. »

ANNE CHEMIN

Une enquête de la Fondation Nord-Entreprendre

L'aide aux créateurs d'entreprise est un investissement rentable pour l'Etat

Depuis trois ans, 38 créateurs du nord de la France ont reçu chacun 175 000 francs d'argent public en aides et subventions. Ils restituent, deux ans après, près de 250 000 francs à la collectivité. Rentables, les aides à la création ?

Le 18 septembre, devant une assemblée de patrons du Nord, la Fondation Nord-Entreprendre apportait un début de réponse à cette vieille question : Quand on mise 100 francs sur un créateur d'entreprise, combien peut-on en retirer ? La réponse intéressée, bien sûr, les aides publiques. Du moins les jeunes sociétés, souvent régionales, qui sont les seules à porter sur les créateurs d'entreprise. La réponse intéressée aussi les collectivités publiques. Les subventions à la création d'entreprises sont-elles utiles ou non ?

Non, répondait Jacques Kochanski l'an dernier au terme d'une étude intéressante (1), puis-que les résultats sont les mêmes : les entreprises aidées réalisent les mêmes performances que les autres ; elles les font plus vite, voilà tout. Donc les aides publiques ne servent à rien, mais il ne faut pas les supprimer pour autant ! Car le développement des PME en France reste beaucoup plus lent et plus fragile qu'en RFA, par exemple.

Où, c'est utile et rentable, rétorquait la Fondation Nord-Entreprendre le 18 septembre. Mais l'argent n'est rien sans la sélection des projets, l'accompagnement, les réseaux d'export et le parrainage. Et l'effet de levier des prêts d'honneur quand ils sont gérés dans ce cadre.

Cette fondation privée du Nord, aujourd'hui bien connue, en fait une belle démonstration. A partir des 38 créateurs d'entreprise à qui elle a prêté de l'argent depuis 1988, elle a fait faire, par Jean-Claude Sailly et son équipe du CRESGE (2), une étude très détaillée de leurs performances.

A chacun d'eux, la fondation a prêté environ 228 000 francs ; ces ambitieux avaient réuni, en moyenne, 368 000 francs et reçu 175 000 francs d'aides publiques. Il s'agit donc de créations lourdes et ambitieuses, souvent d'un bon niveau technologique, puisque l'investissement de départ était de l'ordre de 1,3 million de francs pour chacune.

En moyenne, ces nouvelles entreprises font un chiffre d'affaires de 2 millions le premier année et près de 3 millions la deuxième. Elles paient de la TVA, des taxes diverses, de l'impôt sur les sociétés,

Et des salaires, donc des charges sociales. Difficile de faire d'autres moyennes chiffrées, puisque, sur ces 38 entreprises, certaines se développent depuis 1988 et d'autres démarrent à peine, depuis l'été. Pourtant les chiffres sont clairs : en moins de deux ans, chacune d'elles a restitué aux collectivités publiques l'argent qu'elles avaient reçu en aides, en subventions diverses ou en préfinancements de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR).

Si l'on imagine ces 38 entreprises réunies dans une holding unique et souple, qui laisserait chaque équipe développer ses propres projets, voici les performances de cette holding. Elles ont mobilisé au total 51,4 millions de francs d'investissements de démarrage, dont 8,4 millions de la Fondation, 6,6 millions d'argent public et 18 millions d'emprunts bancaires. Et elles créent des richesses aussitôt. Elles cumulent en trois ans 121 millions de francs de chiffre d'affaires, ce qui

représente 55 millions de valeur ajoutée et un résultat après impôt de 1,5 million pour le dernier exercice (moins les pertes des exercices précédents, difficiles à chiffrer).

En outre, la plupart d'entre elles ont réussi à augmenter leurs capitaux. Mieux : indépendamment de leur chiffre d'affaires, elles ont confié 24 millions de francs de travaux à des sous-traitants. En plus des 225 emplois qu'elles ont créés directement, on peut estimer qu'elles ont généré l'équivalent de 65 emplois supplémentaires.

Un petit miracle

Et déjà, après trois ans d'activité, cette holding de rêve a rendu 13,7 millions de francs aux collectivités publiques sous forme de charges sociales sur les salaires (8,4 millions de francs), de TVA et d'impôts divers (5,3 millions de francs), alors qu'elle a reçu 3,5 millions d'argent public. En somme, le solde positif en faveur des collecti-

Des structures légères mais efficaces

La Fondation Nord-Entreprendre cumule toutes les qualités. Elle crée des richesses d'où découlent des emplois, nombreux et de bonne qualité. En outre, elle investit dans des créateurs innovants et ne craignent pas le poids des activités industrielles : bref, ils constituent l'élite...

Car les 140 000 créateurs environ qu'enregistre l'INSEE en un an (1) ne mobilisent au mieux que 100 000 francs d'investissements, n'embauchent que pour 40 % d'entre eux, et restent fragiles. Selon le rapport du Conseil national des impôts de 1987, 55 % des « petites entreprises » (dont le chiffre d'affaires est inférieur à 2 millions de francs) annoncent des résultats nuls ou déficitaires...

Pourtant leur nombre fait masse. Si chacun d'eux crée peu d'emplois (sur 800 000 artisans, la moitié travaillent seuls), ils sont nombreux à le faire. Sur un « stock » de 2,4 millions d'entreprises, 1,4 million ont moins de sept ans. Les entreprises de 1 à 20 salariés occupent aujourd'hui 39 % de l'ensemble des salariés. Et ces petites entreprises sont les seules dont le solde création-

destruction d'emplois soit positif.

Tout converge. Ce sont les mêmes qui créent des entreprises et des emplois — fragiles. Des « patrons » minuscules, anciens chômeurs souvent (380 000 depuis dix ans), issus d'un autre monde. Et qui ne s'expriment pas beaucoup. Car un actif sur dix, en France, est « patron », ou du moins travailleur non salarié.

Il est établi que les entreprises de moins de dix salariés « ont été le principal barrage au dérapage de l'emploi », reconnaît le rapport Riboud pour le X^e Plan, présenté en juillet. Alors, il serait utile de comprendre « comment des structures légères tirent d'importants résultats économiques d'investissements limités (2) ». En effet.

B.G.

(1) En « notant » la statistique (plus de 200 000 inscriptions enregistrées) de tout ce qui n'est pas création d'une activité économique.

(2) Rapport sur l'Europe technologique préparatoire au X^e Plan ; sous-commission présidée par Michel-Edouard Leclerc, juillet 1989.

Une mutation, pas un déclin

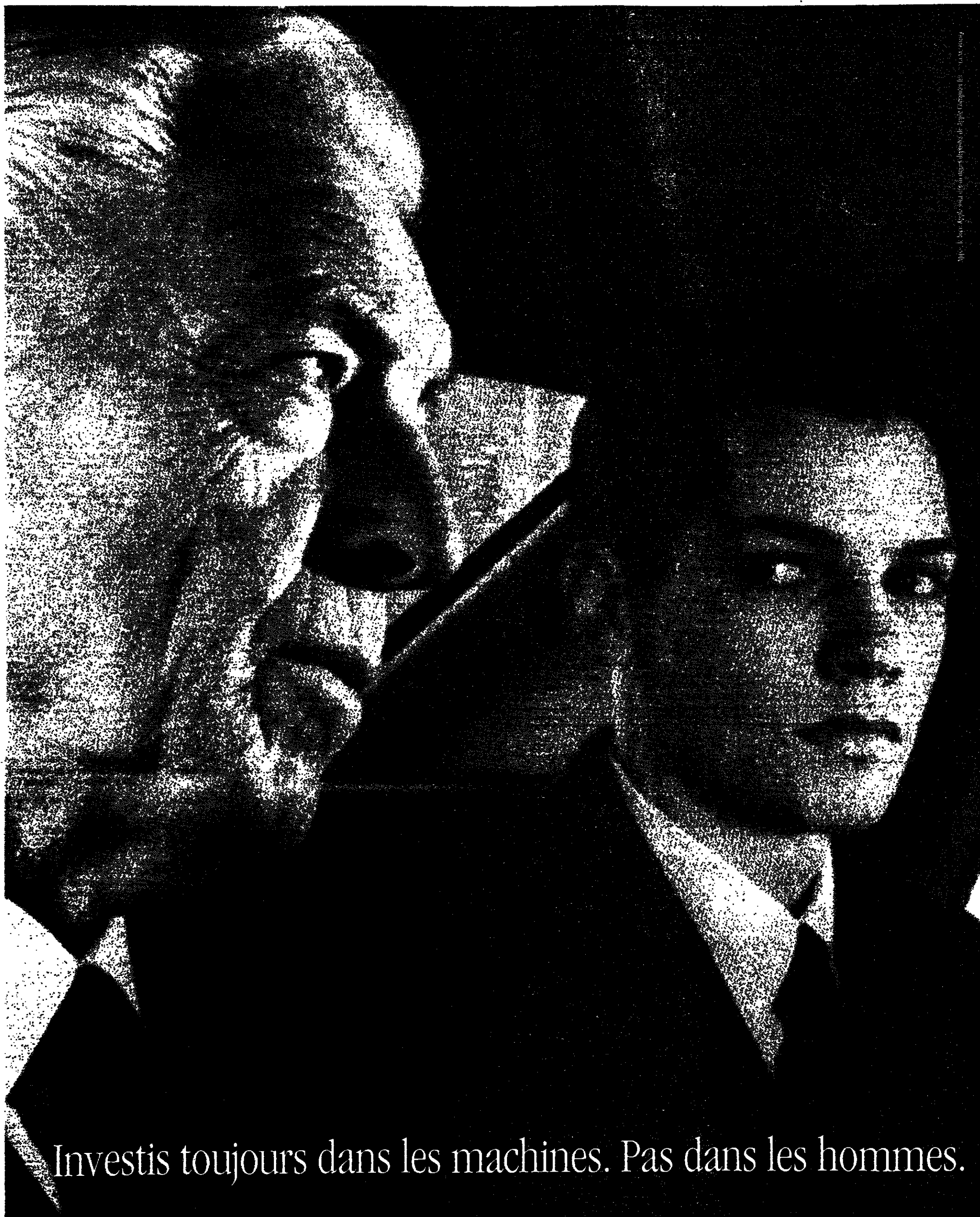
Le centre de production de Sochaux (CPS) a perdu près de vingt mille emplois entre 1979 et 1989, mais le pays de Montbéliard n'a pourtant rien d'un pays sinistré. Pas d'usines désertées, pas de villages abandonnés ou de chômeurs découverts. Peugeot n'a jamais procédé à un licenciement sec, et beaucoup de ses anciens employés ont quitté la région.

Une partie des immigrés venus travailler à Sochaux dans les années 50 sont repartis dans leur pays dans les années 80-81 et 84-85 grâce à des conventions avec l'Office national de l'immigration (ONI). En 1985, un peu plus de 20 % de la population immigrée ont quitté le district urbain du pays de Montbéliard. De nouveaux départs, moins nombreux, ont eu lieu en 1988-1989.

Sochaux a perdu mille cinq cents habitants entre les deux recensements, de 1975 à 1982, mais son budget n'a pas été affecté par la cure d'amalgamation subie par l'usine Peugeot : la taxe professionnelle de l'entreprise est « écartée » — une partie de ces sommes sont reversées au niveau national et départemental — et les sommes perçues par la ville sont donc plafon-

nées. L'usine est bien sûr le plus gros contributeur de Sochaux : ses contributions directes ont atteint 22 millions en 1988, soit 58 % du budget communal. « Regardez autour de vous, la ville n'a pas souffert, souligne Henri Desloges, un ancien de Peugeot, membre de l'Association d'études et d'action sociales de Belfort-Montbéliard. Les routes sont bien entretenues, et il y a des immeubles administratifs en construction. Il n'y a pas de déclin à Sochaux, il y a une mutation. »

Aujourd'hui, l'usine embauche moins, c'est vrai, mais elle embauche surtout différemment. Peugeot n'accepte plus de travailler sans au minimum un CAP, et souvent beaucoup plus. Les victimes de ce changement sont donc avant tout les jeunes qui sortent du système scolaire sans qualification, et notamment les « béurs », fils des anciens OS de Peugeot. Une difficulté d'autant plus grande que le pays de Montbéliard compte un pourcentage de travailleurs non qualifiés plus fort que la moyenne nationale : les ouvriers non qualifiés représentent 40,68 % des demandeurs d'emploi, contre 22,61 % en France.



Investis toujours dans les machines. Pas dans les hommes.

Certaines idées, dont on aurait tort de croire qu'elles ne sont plus d'actualité, prétendent que la rentabilité ne peut provenir que de choses que l'on maîtrise parfaitement.

Les machines, par exemple, dont on sait qu'elles produisent tant, à la vitesse de tant. Contrairement à l'homme, dont on sait qu'il est volontiers instable, irrégulier et désordonné.

Apple pense exactement le contraire. En effet, c'est dans l'homme qu'il faut investir, parce que c'est lui, avec son imagination, sa créativité et son désordre qui crée la richesse de toute société.

D'une machine, on ne peut rien attendre d'autre que ce pour quoi elle est programmée. D'un homme, on peut tout attendre.

Et c'est pour attendre un peu moins longtemps qu'Apple a choisi de l'aider en lui donnant les meilleurs outils.

A Apple Expo, vous rencontrerez les deux. L'homme et la machine. Et vous comprendrez que sans le premier, la seconde n'est rien.

Pour recevoir votre invitation ou connaître le calendrier des conférences : 36 14 Code Apple.



Apple Expo est au CNIT/La Défense, du 27 au 30 septembre 1989.

Apple Expo

AFFAIRES

CAPITAL ET INTÉRÊTS

En contournant astucieusement la réglementation

Les banquiers français commencent à rémunérer les dépôts

Sujet tabou jusqu'à présent chez les banquiers français, du moins parmi les dirigeants des grandes banques, la rémunération des dépôts risque d'entrer subrepticement dans les mœurs avant même que le débat ne soit posé sur la place publique, grâce à des initiatives isolées telles celles de la Société générale et du Crédit mutuel de Bretagne.

Sous le label flâneur « Une nouvelle génération de comptes en banque », la Société générale a lancé le

18 septembre la convention Galaxy, une formule qui associe quatre services : la rémunération automatique d'une partie du compte courant, une autorisation de découvert, une carte bancaire et une assurance-revenus pour les proches en cas de décès accidentel du souscripteur.

Ce « compte multiservices » permet, selon la première banque privée française, de « gérer les hauts et les bas de votre trésorerie ». La Société générale propose ainsi de transférer automatiquement chaque mois une somme convenue d'un compte courant à un Codeli ou un compte sur

livret, rémunérés l'un comme l'autre à 4,5 %. Cette formule baptisée Épargne Dédicée et créée en 1988, facturée normalement 48 francs par an, est offerte gracieusement la première année au souscripteur d'une convention Galaxy. Voilà pour la gestion du « haut » de votre trésorerie.

Pour le « bas », la banque vous propose un découvert, le Crédit Dépannage, représentant la moitié de votre salaire sur une durée maximum de 15 jours par mois et facturée à 17 %.

A ces deux produits, la Société générale adjoint la délivrance d'une carte bancaire — carte Eclair de la

Société générale, carte bleue nationale ou carte bleue internationale, dont les tarifs vont de 48 à 140 F — et la souscription à un contrat d'assurance Supplée, garantissant à la famille, selon la formule choisie, un revenu mensuel de 3 000 à 10 000 F pendant un ou deux ans en cas de décès accidentel. Pour le calcul de ce revenu, le contrat se fonde notamment sur le montant des dépenses réglées sur le compte bancaire par prélèvement automatique, carte bleue ou virement pour les loyers.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que Galaxy constitue un produit

quelque peu compliqué. Peut-être parce que la Société générale a voulu courir trop de lièvres à la fois. Il lui fallait d'abord concurrencer la législation française, qui interdit la rémunération des dépôts à vue. Elle a voulu ensuite inciter le client, par la délivrance d'une carte bancaire et le contrat Supplée, à s'orienter vers des moyens de paiement automatisés, moins onéreux pour elle (prélèvement automatique, virement) ou tarifés (cartes), éliminant ainsi le recours au chèque, frappé de grâtes malgré son coût d'exploitation.

Reste enfin à constater que si le client ne se décourage pas devant la sophistication du produit Galaxy, l'attractivité financière de lui paraît bien limitée : face à une rémunération de 4,5 % d'une partie de son compte courant, il se voit proposer un découvert à 17 %, sans compter le coût d'une carte bancaire et la souscription d'un contrat Supplée. Confiance, la Société générale a investi plus de 10 millions de francs dans la campagne de publicité Galaxy. Elle a engagé un mailing de cinq cent mille lettres parmi ses trois millions et demi de clients particuliers.

« Compte actif »

Le Crédit mutuel de Bretagne (CMB) a, quant à lui, concocté un produit plus simple, le « compte actif », qui sans l'être le 1^{er} octobre 1989, ne pose pas question d'efficacité. Il s'agit d'un compte courant rémunéré. Le CMB propose donc à tout titulaire d'un compte de virement automatique à son livret bleu de 4,5 % net d'impôt. En cas de compte débiteur, le CMB, plus logique que la Société générale, accorde un découvert à 4,5 %. Par ailleurs, le livret bleu sans découvert assorti d'un droit automatique à un crédit à la consommation au taux de 9,85 % pour un montant double de l'épargne (si

celle-ci a été maintenue au moins six mois). D'autres services (assurance, voyages...) pourront ultérieurement être associés au compte actif.

Outre la rémunération du compte courant, le CMB a cherché par cette formule à redonner un second souffle à son Livret bleu — dont la collecte, avec une progression de 3,2 % d'août 1988 à août 1989, se porte cependant des Caisse d'épargne, le Livret A — et à en fidéliser les détenteurs en prévision du jour où l'Europe de 1993 et ses produits d'épargne détaxés dévoreront au Livret bleu (tout comme au Livret A) son statut essentiel.

Profil du « compte actif » qui rapporte avec le compte Optimal de sa filiale Cortal lancé fin 1987, la Compagnie bancaire (du groupe Paribas) considère ces initiatives avec satisfaction. Ne bénéficiant pas comme les réseaux bancaires traditionnels de dépôts gratuits de la clientèle, et se procurant ses ressources sur les marchés financiers, cet établissement spécialisé dans le crédit à la consommation, le crédit immobilier, le crédit bail, ne peut que se réjouir de voir progressivement les conditions de financement de ses concurrents se rapprocher des siennes.

La multiplication d'initiatives identiques à celles de la Société générale et du CMB conduit finalement à remettre en cause la législation française et à repenser le problème sous son double aspect, rémunération des dépôts et tarification des moyens de paiement. L'année dernière déjà, M. Philippe Lagayette, sous-gouverneur de la Banque de France, avait évoqué la question (Le Monde du 2 décembre 1988) en déclarant qu'il était à terme, c'est-à-dire d'ici à 1993, « souhaitable et inéluctable que l'on substitue à la double interdiction [de tarifier les chèques et de rémunérer les dépôts] une double liberté ».

CLAIRE BLANDIN

Un débat qui se dépassionne

« Il ne nous semble pas que la rémunération des dépôts soit vraiment la panacée. Qui parle ainsi ? Un banquier se cramponnant à des marges bénéficiaires qu'il sent menacées ? Pas du tout ! C'est M^{me} Reine-Claude Mader, présidente de la Confédération syndicale du cadre de vie, organisation de consommateurs, qui s'exprimait au cours d'un débat sur le thème « L'usager paie-t-il ? » Ce débat se tenait, vendredi 15 septembre 1989, au Bischenberg (Alsace), dans le cadre des journées d'études qu'organisent chaque année Eurépargne et la Banque fédérative du Crédit mutuel.

Ce propos, qui contraste avec la vigueur des déclarations d'organisations de consommateurs dans la presse, indique clairement que le débat sur la rémunération des dépôts à vue se dépassionne et qu'il va laisser place à la possibilité d'un choix entre plusieurs traitements des dépôts à vue, comme

l'indiquent les solutions offertes dès maintenant (voir l'article ci-contre).

Cette dédramatisation n'est pas surprenante, dans la mesure où tout le monde doit prendre en compte un phénomène relativement récent : celui de l'explosion des SICAV court terme, dites de trésorerie, dont l'encours atteignait 722 milliards de francs au 31 août dernier, en progression de 20 % à 30 % par an. Ces SICAV court terme, rémunérées au jour le jour au taux du marché monétaire (un peu moins de 8 % à l'heure actuelle), sont distribuées généralement par les guichets de banques à leurs clients particuliers, qui les utilisent pour y placer une partie de leurs dépôts à vue et détiennent ainsi une bonne moitié des 722 milliards de francs en question.

La prise en compte de ce phénomène, confirmé par les services de la Banque de France, permet de

constater qu'aujourd'hui 70 % des liquidités des ménages sont rémunérées, 30 % seulement constituant des dépôts à vue « gratuits », ce qui se rapproche du « seuil » de précaution incompressible.

On ajoutera que l'interdiction de rémunérer des dépôts à vue, formulée par le Conseil national du crédit en 1967 (décret Debré), est déjà tournée légalement dans certaines professions, et même dans l'administration. Ainsi, depuis le 3 octobre 1988, les 430 000 agents des PTT ont obtenu la rémunération de leurs dépôts, au taux de 4,5 % actuellement, calculé au jour le jour, et soumise à l'impôt. Qualifiée de prime de fidélité, cette rémunération n'est accordée qu'aux titulaires de comptes chèques postaux et a pour objet à la fois d'offrir un complément de salaire et de freiner l'exode des déposants (un agent sur deux a son compte ailleurs qu'aux CCP).

Par ailleurs, les employés des banques bénéficient, depuis 1967, d'une rémunération de leurs dépôts à vue dans leur propre établissement, à un taux qui peut varier de 4,5 % (Société générale) à 7,50 % (Crédit lyonnais). Tout récemment, MM. Bérégovoy et Charasse n'ont pas proposé aux 200 000 agents du ministère des finances d'obtenir, sur leurs dépôts, la même « prime de fidélité » que celle de leurs collègues des PTT, avec la même obligation d'avoir un compte dans les établissements du Trésor ? Certes, le Conseil national du crédit avait, en 1967, formulé une dérogation en faveur du personnel des établissements de crédit, mais, au train où vont les choses, plus d'un million de ménages vont bénéficier d'une rémunération de leurs dépôts. Une belle faille dans le dispositif de 1967.

FRANÇOIS RENARD

1939 • 1940
L'ANNÉE TERRIBLELE FEUILLETON DE L'ÉTÉ
DISPONIBLE
EN UN SEUL
NUMÉRO

Rassemblés dans un seul journal illustré de nombreuses photos inédites, les 35 épisodes du feuilleton de l'été parus dans Le Monde racontent les moments-clés de cette année terrible.

De l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht à la bataille de Narvik, de la « drôle de guerre » au sabordage de la flotte à Mers-el-Kébir, de la rencontre Pétain-Hitler à Montoire aux lois antijuives de Vichy, Jean-Pierre Azéma retrace les mécanismes de l'effondrement militaire, politique et moral d'un pays qui était l'un des plus puissants de l'Europe.

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE — 40 pages — 22 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

1939-1940 : L'ANNÉE TERRIBLE

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

NOMBRE D'EXEMPLAIRES : _____ X 27 F, frais de port inclus

Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter. Bulletin et règlement à renvoyer à : Le Monde, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75437 Paris Cedex 03.

La France isolée

La France est de plus en plus isolée dans son interdiction de rémunérer les dépôts. Fervente propagandiste d'une telle rémunération, la Compagnie bancaire répertorie depuis quelques mois dans son Bulletin du Centre d'information sur l'épargne et le crédit (1) le processus de déréglementation engagé dans les autres pays européens.

— En RFA, la rémunération des dépôts est libre, mais, en raison de la cartellisation des banques, elle est maintenue à un niveau très faible, inférieur à 1 % ; les services bancaires sont facturés, mais la Dresdner Bank a créé le 1^{er} avril dernier une brèche dans le système en supprimant pour les comptes de ses clients particuliers la pratique des jours de valeur.

— En Grande-Bretagne, la Lloyd's Bank a été la première banque à rémunérer les dépôts à vue au début de 1989, bientôt imitée par les autres grandes banques et les banques moyennes, pour lutter contre la concurrence des « building societies », qui proposent des comptes rémunérés depuis 1987.

Les rémunérations s'échelonnent entre 3 % et 9 % :

— En Espagne, la rémunération des comptes à vue et des dépôts à court terme était interdite, et les opérations n'étaient pas facturées jusqu'en mars 1987. Un double mouvement de libération s'est produit depuis, sous l'impulsion du ministre de l'économie. Instaurée par les banques étrangères, la rémunération des comptes, limitée à des comptes courants bénéficiant d'un solde moyen minimal, s'est généralisée. Les rémunérations vont de 2,5 % à 13,25 %. La facturation des services financiers est également généralisée.

— En Italie, la rémunération a toujours été autorisée. Elle varie selon les banques et les clients. En pratique, elle est faible, de 3 à 5 % en majorité, alors que la facturation des services est assez élevée : entre 5 et 8 F par écriture, et plus de 1,50 F par chèque. Du coup, les dépôts à vue ont régressé au profit d'autres instruments (fonds de trésorerie notamment), conduisant les banques à lancer de nouveaux pro-

duits, comme des comptes courants associés à des fonds de trésorerie :

— En Belgique, jusqu'au début de 1989, il existait une entente entre établissements de crédit : dépôts rémunérés uniformément à 0,5 %, livrets d'épargne au maximum à 3,75 % net d'impôt et moyens de paiement non tarifés. Les banques ont essayé, sans succès, de négocier pendant l'été 1988, la tarification des chèques, puis la CGER (Caisse générale d'épargne et de retraite) a proposé un système de facturation des chèques qui n'a pas reçu l'aval des autorités de tutelle.

Depuis avril dernier, la situation a changé. Les caisses d'épargne se sont lancées dans une surenchère sur la rémunération des livrets à laquelle les banques ont répondu par une concurrence en matière de rémunération des dépôts. Certaines des caisses d'épargne les ont alors imitées mais en limitant cette rémunération à l'utilisation de cartes bancaires.

(1) Bulletin du CICE-mai, juin, juillet et septembre 1989.

JACQUES BOUCHÉ-REBAS

La chair de pierre
ROMAN

La "passion" d'un bâtisseur ;
l'homme qui,
au XVII^e siècle, fit Québec.

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

سكنا من الامم

ECONOMIE

Quand l'Europe renoue les fils

Ordinateur, coupe au laser, concentration financière... les entreprises textiles passent du XIX^e au XXI^e siècle

« CRISE ? Vous avez dit crise ? » Volontiers provocateur, Georges Jollès, ancien président de Biderman, pastiche Louis Juvet dans *Drôle de drame* pour commenter la situation du textile et de l'habillement. Chargé avec Jean Boumme d'un rapport sur la situation de ce secteur par Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, il préfère le mot d'adaptation à celui de crise.

Une adaptation qui a des allures de révolution. Car elle dure depuis quinze ans à l'échelle de la planète. Rythmée par des bouleversements technologiques et des concentrations financières, cette adaptation s'est traduite en Europe par de nombreuses fermetures d'usines et des millions d'emplois perdus. Le marché progresse d'à peine 1 % par an.

Présente dans presque tous les pays, l'industrie du textile et de l'habillement est la première au monde en matière d'effectifs. Dans les douze pays de la Communauté européenne, près de cent mille entreprises emploient plus de trois millions de personnes et réalisent un chiffre d'affaires de 145 milliards d'écus (1). Mais ils sont toujours loin de faire pencher la balance commerciale de leur côté. Les exportations textiles de la CEE vers le reste du monde s'élèvent à 19 milliards d'écus, alors que les chemises, tee-shirts et autres pantalons importés représentent 26 milliards d'écus.

Ces chiffres montrent bien l'enjeu des discussions qui se déroulent autour de l'accord multilatéral (voir encadré). De Cholet à Düsseldorf, en passant par Turin et Paris, la revendication d'un régime particulier pour ce secteur fait à peu près l'unanimité d'une filière

extrêmement diversifiée. Fils de coton ou fibres artificielles, tapis, linge de maison, textiles industriels, pyjamas, robes ou chandails : les métiers du textile et de l'habillement sont multiples et répondent à des contraintes souvent différentes.

Les industriels ont investi...

En 1988, DMC a dépensé plus de 200 millions de francs pour la modernisation de ses unités de production de l'est de la France. « Dans la filature de Saint-Nabord (Vosges), on passe d'un seul coup du dix-neuvième au vingtième siècle », résume un directeur. En l'espace de deux ans, 130 millions de francs auront été dépensés pour équiper cette usine des métiers les plus modernes et

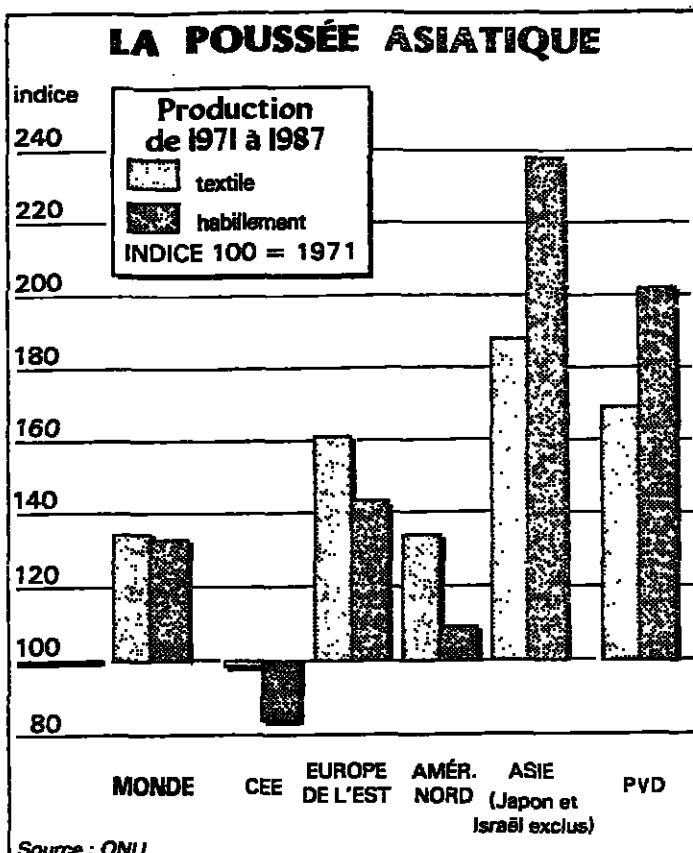
des ordinateurs les plus performants.

Les industriels du textile ont une autre ambition : atteindre la fameuse « taille critique ». Pour y parvenir, ils multiplient les acquisitions, de préférence à l'étranger. « Les vraies restructurations doivent se faire entre groupes internationaux et pas nationaux », estime Julien Charrier, PDG de DMC, qui a réalisé une vingtaine d'acquisitions en 1988. Avec le souci de prendre pied sur des marchés, comme le fait aussi le britannique Courtaulds en rachetant Georges Rech.

On pour se forger une image et une place de spécialiste. C'est, par exemple, la stratégie du groupe Chargeurs SA, dont l'activité textile est passée de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires à 13 milliards en l'espace de deux ans. Avec comme axes : l'ennoblissement, l'entoilage et les tissus élastiques pour les vêtements de sport et les sièges automobiles. Sans compter le négoce, le peignage et le tissage de la laine, dans lesquels le groupe de Jérôme Seydoux a agi très vite pour conforter ses positions.

« La spécialisation permet d'être le meilleur sur ses points forts », explique Édouardo Malone, directeur général de Chargeurs SA. « Procéder par acquisitions plutôt que par croissance interne permet d'aller plus vite. On ne peut plus se permettre de perdre du temps. »

Il est vrai que, dans ce domaine, l'industrie européenne a du retard. Les pays d'Extrême-Orient se sont déjà partagés les métiers du textile. Les Coréens sont plutôt filateurs, les Taïwanais tisseurs, et les Japonais sont forts dans l'ennoblissement et les fils synthétiques et polyester.



Frappée comme les autres pays industrialisés par la concurrence des pays en voie de développement, l'industrie textile japonaise a réagi plus vite. Entre 1962 et 1981, le textile-habillement nippon a perdu la moitié de ses effectifs. Outre la rationalisation de la production, les Japonais ont répondu par d'importantes investissements à l'étranger, notamment dans les pays du Sud-Est asiatique, où les groupes japonais ont créé des filiales. Sans parvenir pour autant à totalement endiguer le flot des importations en provenance de ces pays.

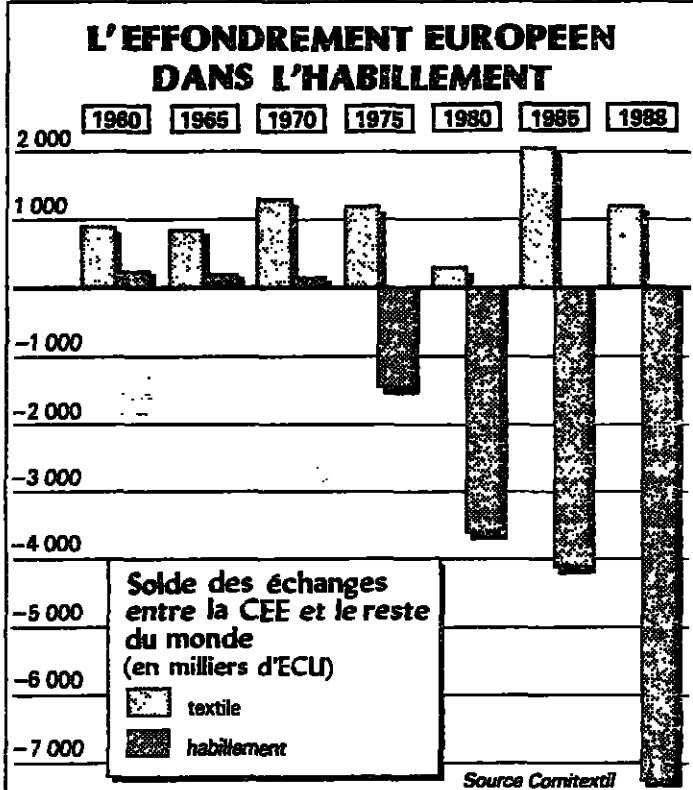
Longtemps protégée sur son gigantesque marché, l'industrie américaine doit elle aussi faire face, depuis 1980, à une forte pénétration des produits venant de Chine, de Corée, de Taïwan et de Hongkong. De 5 % au début des années 60, le taux de pénétration du marché américain atteint maintenant 27 % pour l'ensemble de la filière.

... pour faire face à la concurrence asiatique

Composé de quelques mastodontes, qui réalisent plus d'un milliard de dollars de chiffre d'affaires chacun, et d'une myriade de petites entreprises, l'appareil productif américain s'est lui aussi restructuré. Par ailleurs, au cours des deux dernières années, l'industrie américaine a profité d'une forte relance de la consommation intérieure. Peu coquets, les Américains aiment les vêtements confortables et standardisés, mais qu'ils renouvellent fréquemment. Une aubaine pour les industriels, qui peuvent produire en grandes quantités.

En Europe, la situation est radicalement différente. Les Français, les Allemands ou les Italiens n'ont pas les mêmes goûts et recourent à l'uniformisation. Mais ce n'est pas là le pire handicap des industries de l'habillement. Contrairement au textile, la restructuration et la modernisation de l'habillement se heurtent à un obstacle technologique.

FRANÇOISE CHIROT



Le déficit de la balance commerciale européenne est particulièrement important dans l'habillement. Toutefois, l'entrée dans la CEE de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal, qui sont d'importants producteurs textiles, a tendance à atténuer ce phénomène.

(1) 1 écu = 7 francs ; 1 DM = 3,37 francs ; 1 dollar = 6,61 francs.

Lire la suite page 34

L'économie française reste fragile

Sur fond d'inflation menaçante et de chômage incompressible il s'agit de vaincre les rigidités pour transformer l'embellie en croissance

par Alain Barrère

L'ESPOIR de la prochaine décennie se nommera-t-il sortie de crise, travail pour tous, retour de la croissance ? Des perspectives encourageantes apparaissent, une première démarche doit s'inscrire dans la conjoncture présente : les moyens de la sortie, de la relance, ou du retour à l'âge d'or que fut la grande expansion de 1948-1975.

Celle-ci, exceptionnelle, fut une croissance quasiment ininterrompue au taux de 5 à 5,5 %, se déroulant sereinement, sans perturbation majeure. Puis sont survenus, après vingt-cinq ans, les violents orages, laissant derrière eux une traîne faite d'écarts et de grondements menaçants, créant une instabilité permanente, tout en maintenant la récession chronique et le sous-emploi.

Dans son ouvrage *Business Cycles*, Joseph Schumpeter signale l'existence, environ tous les cinquante ans, d'une crise économique exceptionnellement sévère, suivie d'une reprise lente et inférieure. Il cite les alternances d'écarts et de perturbations et la dizaine d'années de chômage consécutives aux crises de 1820,

1873 et 1929. Il n'aurait pas manqué d'ajouter les conséquences actuelles de la crise de 1973-1974.

Les embellies qui surviennent depuis quelques mois sont encourageantes. Bien qu'on enregistre encore des poussées des prix, des licenciements, des déficits du commerce extérieur, toutefois un taux de croissance se maintenant au même niveau que les 3,7 % de 1988 serait à notre portée.

Un ciel de traîne

L'« économie de traîne » précise ainsi ses caractères : suite mouvementée de la crise, elle ne connaît ni le beau fixe ni l'horizon dégagé, mais une situation instable, faite d'écarts conjoncturels sur fond de croissance inférieure, menacée par les réurgences inflationnistes, dominée par un chômage se révélant incompressible.

Si un ciel de traîne se dégage de lui-même, l'économie de traîne ne peut transformer spontanément ses embellies en croissance. Tout au moins aujourd'hui. Car le jeu des variables et des automatismes ne suffit plus. Les leçons qu'on en voudrait tirer sont inapplicables à une

situation caractérisée par les rigidités conjoncturelles et structurelles.

Les rigidités à la baisse concernent les taux d'intérêt, les prix, le chômage. Les taux d'intérêt ont atteint un palier élevé, autour duquel ils fluctuent maintenant sans pouvoir s'orienter vers une baisse durable. Et cela en dépit, on peut-être en raison de l'abondance des liquidités, trop souvent canalisées vers les placements spéculatifs.

Jamais, sans doute, l'esprit de spéculation n'a aussi fortement contrarié l'esprit d'entreprise. La conséquence en est le coût élevé de l'investissement, qui freine la formation du capital productif, alors que les embellies pourraient favoriser les anticipations optimistes.

Le propos de Keynes sur les bulles d'air spéculatives revient à l'esprit : « Lorsque dans un pays le développement du capital devient le sous-produit de l'activité d'un casino, il risque de s'accomplir en des conditions défavorables (1). » Ce risque est actuel.

La rigidité des prix à la baisse s'est progressivement affirmée.

► Doyen honoraire, professeur émérite, université Paris-I.

Alors que leur déclin accompagnait traditionnellement les dépressions, la stagnation a été la consécration de cette rigidité. La lenteur des effets des politiques dites d'austérité ou de rigueur n'a fait que la confirmer. Elle a même longtemps résisté à la contraction de la demande globale que provoque la perte des revenus individuels, qui frappe un chômeur sur dix actifs.

Si, depuis peu, on semble être parvenu à un palier acceptable, les menaces inflationnistes, que font naître les récentes améliorations conjoncturelles, renouellent périodiquement l'inquiétude. En effet, les politiques d'austérité orientées vers la désinflation comportent un piège : de la désinflation à la déflation déclarée, la distance est courte ; un faux pas est toujours à craindre. Or l'expérience montre que la déflation n'est pas le correctif de l'inflation, en raison de l'asymétrie qui existe entre elles : l'inflation fait toujours monter les prix et parfois l'emploi ; la déflation fait parfois baisser les prix et toujours monter le chômage.

(1) Théorie générale, « Petite Bibliothèque Payot ».

Lire la suite page 37

VAE VICTIS

ne perdez pas votre latin dans la législation

La fonction «Dirigeant» est périlleuse :

- responsabilité vis-à-vis des salariés, des tiers, de la réglementation du travail, de l'environnement
- responsabilité financière, controverses fiscales, revendications d'associés.

«Savoir prévenir, savoir se préparer, savoir se défendre efficacement» tel est le thème de l'ouvrage de J.F. Bulle :

«LE STATUT DU DIRIGEANT»

Rédigé pour des Chefs d'Entreprise, ce guide est à consulter sans attendre et à garder à portée de main.

GRUPE REVUE FIDUCIAIRE LA VILLEGUERIN EDITIONS 54, rue de Chabrol 75480 Paris Cedex 10

Je commande exemplaires du «STATUT DU DIRIGEANT» au prix unitaire de 254 F franco de port. Joindre mon chèque à l'ordre de LA VILLEGUERIN EDITIONS.

Nom Prénom Société Code postal Ville Fourniture acquiescée jointe à l'ouvrage



ECONOMIE

Le Brésil aspiré par l'hyperinflation

Un scénario d'échec : les contrôles arrêtent la hausse des prix, mais les pénuries et le marché noir obligent à lever l'austérité

par Marie-Hélène Duprat

INEXORABLEMENT, l'inflation brésilienne n'atteint, semble-t-il, de nouveaux records que pour mieux les dépasser par la suite. Elle se joue des politiques de stabilisation concoctées. Les différents plans d'austérité mis en place n'ont fait que reproduire à l'identique le même scénario d'échec : la hausse des prix s'arrête immédiatement sous l'effet des contrôles imposés ; mais, parallèlement, la multiplication dans l'économie de pénuries et de marchés noirs — témoignage de la persistance des poussées inflationnistes — oblige le gouvernement à démanteler rapidement les mesures de gel des prix ; l'inflation reprend alors librement son envol.

Dettes et dévaluations

L'inflation est une caractéristique traditionnelle de l'économie brésilienne. Du début des années 50 jusqu'à la fin des années 70, la hausse des prix reste cependant relativement modérée (la période 1958-1964 tranche toutefois : en 1964 l'inflation annuelle atteint 92 % avant de redescendre par la suite à 15-20 %).

Le tournant des années 80 ouvre une nouvelle ère dans l'histoire de l'inflation brésilienne. La hausse des prix passe de 37 % en moyenne dans la seconde moitié des années 70 à 100 % en 1982 pour s'accroître encore par la suite.

Fin 1982, la crise de la dette internationale éclate. Le pays se trouve brutalement confronté à la nécessité de dégager de larges excédents commerciaux pour obtenir les devises nécessaires au remboursement de sa dette extérieure. Début 1983, le gouvernement dévalue massivement pour restaurer la compétitivité de l'économie. Ce faisant, il donne le coup d'envoi à la flambée des prix.

Dans une économie où les procédures d'indexation (des salaires, des titres financiers) sont largement répandues, le choc inflationniste créé par la dévaluation de la monnaie s'est rapidement propagé à l'ensemble des grandeurs nominales. Et l'insécurité d'un régime de parités glissantes, où le taux de change est déprécié au rythme de la hausse des prix internes, est venue valider automatiquement et intégralement les poussées inflationnistes.

Les finances publiques ont également pâti de la dépréciation de la monnaie. L'essentiel de la dette internationale est due par le secteur public. Les dévaluations ont gonflé le service de la dette exprimé en monnaie locale, élargissant alors à due concurrence le déficit budgétaire. Et le gouvernement, dans un contexte de tarissement des ressources extérieures, s'est largement reconverti sur des financements monétaires inflationnistes pour couvrir son déficit.

L'instabilité financière qui s'est ensuivie a directement alimenté les anticipations inflationnistes de la collectivité. Celles-ci sont alors devenues une force majeure d'accélération de la hausse des prix.

Les politiques de stabilisation appliquées n'ont semblé avoir aucune prise sur la dynamique des prix. La

levée des contrôles de prix s'est invariablement accompagnée d'une explosion du taux d'inflation. Enrayant l'escalade des prix passe nécessairement par la stabilisation des anticipations inflationnistes. Et le gouvernement n'a pas, à ce jour, réussi à rendre crédibles ses politiques anti-inflationnistes.

Les agents économiques associent généralement le phénomène inflationniste à un large déficit budgétaire. Or le déficit nominal du secteur public brésilien est très important : égal en 1985 à 27,1 % du PNB, il s'élevait en 1988 à 48,5 %. Ce déficit traduit dans une large mesure les paiements d'intérêts dus au titre de la dette publique interne et externe.

La réduction du déséquilibre des comptes de l'Etat impose donc de dégager une épargne publique au moins suffisante pour honorer ses engagements envers ses créanciers. Etant donnée l'importance des charges d'intérêt de l'Etat, l'ajustement nécessaire des impôts et des dépenses publiques est tout à fait colossal.

Inégalité et déficits

Pour combattre l'inflation, le gouvernement a généralement opéré des coupes sévères dans les dépenses publiques qui ont touché au premier chef les programmes d'investissement : en effet la marge de manœuvre pour relever les impôts a toujours été faible dans un pays où une infime fraction de la population acquitte des impôts sur le revenu.

Le Brésil, qui plus est, figure parmi les pays où la distribution du revenu national est extrêmement iné-

galitaire : 10 % de la population se partagent près de la moitié du revenu national, alors qu'à l'autre extrémité de l'échelle sociale, 10 % des Brésiliens reçoivent 1 % seulement des ressources du pays. Dans ces conditions, accroître massivement les tarifs du secteur public, les impôts sur le revenu ou la taxe sur la valeur ajoutée comporte un risque réel d'explosion sociale. Et les diverses tentatives d'ajustement du gouvernement ont toujours paru bien timides au regard de la profonde restructuration nécessaire.

Dès lors, la collectivité doute de la mise en œuvre des réformes budgétaires annoncées. Elle s'attend plutôt à la continuation des déficits, du laxisme monétaire et donc à la poursuite de l'inflation. L'insuffisance des ajustements budgétaires, la persistance des anticipations inflationnistes ont à ce jour voué à l'échec les différentes politiques de stabilisation appliquées.

Retarder l'inévitable restructuration des finances publiques ne fait qu'en accroître le coût. Pour honorer ses engagements vis-à-vis des créanciers, l'Etat accumule des dettes. Les charges d'intérêt ne cessent donc d'augmenter et viennent accroître d'autant le déficit budgétaire.

Le déséquilibre des comptes de l'Etat est dans une proportion grandissante le fruit des seuls déficits passés du secteur public. Aujourd'hui, la perspective d'une liquidation de la dette interne au moyen d'une vive inflation n'est peut-être pas tout à fait absente des esprits.

► **Chargée de recherche à l'IFRI (Institut français des relations internationales).**

Quand l'Europe renoue les fils

Suite de la page 33

Les fabricants de machines ont su réaliser des outils très performants pour couper des poches, des manches ou des cols. Mais en dépit des sommes importantes dépendantes, notamment aux Etats-Unis et au Japon, on en est encore loin pour l'assemblage des pièces. Or la main-d'œuvre représente 90 % du temps de fabrication d'un article. La plupart des experts estiment qu'une bonne dizaine d'années seront encore nécessaires avant de découvrir la solution miracle.

D'ici là, l'habillement restera une industrie de main-d'œuvre

confrontée à la concurrence des pays à bas salaires. Pour y faire face, certains seront toujours tentés de fabriquer à l'autre bout du monde une partie de leur production. Longtemps considérée comme responsable du chômage, la « délocalisation » a ses partisans et ses adversaires.

Certains estiment que l'importation de 1 000 tonnes de chemises « détruit » 1 200 emplois dans l'habillement, 300 dans le tissage et 160 dans la filature. D'autres ont pu penser qu'une sorte de division du travail s'opérerait entre pays pauvres et pays riches. Imbattables

sur les coûts de fabrication, les pays à bas salaires se seraient spécialisés dans les produits « basiques » fabriqués en grande quantité. Les pays industrialisés se seraient gardés les produits élaborés à forte marge.

La réalité n'est pas si simple. Grâce à l'automatisation et à l'informatisation de leurs équipements, certains industriels européens parviennent à être compétitifs dans la fabrication de produits tels que les sous-vêtements par exemple. A l'inverse, au fur et à mesure de leur développement, les pays à bas salaires viennent mordre sur le marché des pulls, vêtements de la mode.

Dans le Sud-Est asiatique d'autre part, le développement de certains pays a renchééri les coûts salariaux. Taiwan et la Corée du Sud, par exemple, ne sont plus compétitifs avec le Maroc et surtout la Chine ou le Bangladesh. Pour leurs implantations à l'étran-

ger, les industriels sont obligés de tenir compte de ces transformations. Numéro un européen avec 26 millions de vêtements fabriqués chaque année et un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de deutschemarks, le groupe allemand Steilmann fait fabriquer 2 millions de pièces par an dans ses sept usines chinoises.

« Mais nous conservons 55 % de notre production en Allemagne pour rester près du marché », précise Klaus Steilmann, lors du salon Igedo de Düsseldorf, un des plus importants pour le prêt-à-porter féminin. En l'espace de dix ans, en appliquant leurs éternelles recettes de qualité, de délais de livraison et de prix, les Allemands se sont fait une bonne place sur le marché européen de l'habillement. En matière de prêt-à-porter féminin, ils exportent déjà plus d'un tiers de leur production.

« Nos vrais concurrents sont les pays industriels et pas les pays à bas salaires », estime d'ailleurs Léon Cligman, PDG du groupe Devanlay (Lacoste, Yves Saint Laurent, Jil etc.), qui réalise 1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires. Et il est vrai que les Allemands, les Britanniques et les Italiens font des plans pour améliorer leurs positions, dans la perspective du grand marché de 1993. « Face aux problèmes de distribution notamment, la viabilité des entreprises se situera autour de 200 à 300 millions de deutschemarks de chiffre d'affaires », estime Hermann Irringer, président de la Fédération du prêt-à-porter féminin et de la société Ringier.

De l'autre côté des Alpes aussi, succès rime avec groupe. Benetton, avec ses pulls de toutes les couleurs, ou Ratti, spécialiste de la soie, ont construit de véritables empires. Mais ils ne sont pas les seuls. Gruppo GFT, une entreprise

turinoise centenaire, réalise un chiffre d'affaires supérieur à 1 000 milliards de livres (5 milliards de francs), en progression annuelle de 12 % depuis trois ans. 90 % de sa production est faite en Italie. « Le développement de notre groupe repose sur la notion de produit, explique André Koller, directeur général de GFT France. Or lorsqu'on délocalise, on perd le contrôle du produit. »

Les meilleurs atouts

La proximité et la maîtrise des produits sont les meilleurs atouts de l'industrie européenne, qui lui permettent de réagir vite aux caprices d'une mode de plus en plus changeante. « Pour les séries courtes, la délocalisation n'est pas la panacée. Entre la prise de décision et l'acheminement du produit, cela prend près d'un an », estime Paul Massmer. Grâce à la coupe au laser et à quelques autres innovations technologiques, il fabrique 500 000 vêtements par an dans son usine de Boulogne-sur-Mer. En

trois ans, il a multiplié par deux son chiffre d'affaires.

D'autres partisans du « *Small is beautiful* », ont aussi bien réussi. Les Creeks, Devonois, Koolha, Marcelle Griffon et quelques autres, installés à Paris dans le quartier du Sentier, ou les petits ateliers italiens, se sont découverts des « niches de produits » où ils réalisent de jolis chiffres d'affaires.

« Dans ces milieux, la fiabilité est extraordinaire », constate Georges Jolita. La pérennité des entreprises n'est jamais assurée. Mais c'est aussi là qu'on peut faire le plus rapidement fortune.

Cet optimisme contrecarre définitivement les esprits chagrins qui, à une époque, estimaient que le textile-habillement n'avait plus d'avenir en Europe. Ancien directeur du développement du groupe Devanlay, Dominique Jacomet, auteur d'un ouvrage sur le sujet, écrit : « Le principal problème de cette industrie est sa mauvaise image. Celle-ci est pire que la réalité. Or l'industrie du textile habillement a changé. Il ne reste plus qu'à le faire savoir. »

FRANÇOISE CHIROT

La domination américaine

ENTREPRISES	SECTEUR	PAYS	CHIFFRE D'AFFAIRES (en millions de dollars)
1. Burlington Holdings ..	Textile (coton)	Etats-Unis	4 252
2. Hyosung	Textile	Corée du Sud	4 225
3. Levi Strauss	Jeans	Etats-Unis	3 891
4. Coats-Vitalis	Textile (coton)	Grande-Bretagne	3 651
5. Kanebo	Textile (coton)	Japon	3 624
6. Interco	Habillement	Etats-Unis	3 390
7. V.F. Corp.	Jeans	Etats-Unis	3 338
8. Armstrong World Ind. ..	Textile	Etats-Unis	3 067
9. Westpoint Pepperell ..	Textile (coton)	Etats-Unis	2 880
10. Toyobo	Textile (coton)	Japon	2 618
11. Unitika	Textile	Japon	2 439
12. Springs Ind.	Textile (coton)	Etats-Unis	2 154
13. Sara Lee	Maille	Etats-Unis	2 115
14. Renow	Habillement	Japon	2 108
15. J.P. Stevens	Textile (coton)	Etats-Unis	2 094

Source : Textrends.

Une protection discutée

Les produits textiles doivent bénéficier d'un régime spécial dans le commerce international ? C'est la question posée par la renégociation de l'Accord multilatéral (AMF). Dérogatoire aux règles du GATT (l'accord général sur les tarifs et le commerce international), cet accord constitue le moyen trouvé par les pays industrialisés pour protéger leurs industries textiles contre la concurrence des pays à bas salaires.

Renoué trois fois depuis sa signature en 1974, l'AMF concerne une quarantaine de pays. Il stipule qu'à l'exception de la soie, de la ramie et du lin, la presque totalité des produits du textile et de l'habillement peuvent être soumis à limitation ou à réglementation des importations en cas de distorsions sur les marchés. La quatrième édition de l'AMF, actuellement en vigueur, vient à expiration en juillet 1991.

L'avenir du commerce du textile et de l'habillement est devenu un des quinze chapitres de la modernisation et de l'ajustement des règles du GATT discutée dans le cadre de l'Uruguay Round, qui a débuté en septembre 1985 à Punta-del-Este, et doit normalement s'achever à la fin de 1990 à Bruxelles.

Le respect de la discipline

En juin dernier, les pays de la CEE sont parvenus à présenter une position commune aux réunions qui se déroulent à Genève. Pour eux, un retour du textile et de l'habillement aux règles du GATT ne peut se faire qu'à trois conditions.

D'abord un commerce international loyal suppose un strict respect de la discipline en matière de subventions (aides à l'exportation, par exemple) et

des mécanismes anti-dumping plus efficaces. Actuellement, la longueur des procédures est telle que souvent le produit n'est déjà plus sur le marché lorsque débute l'enquête.

Les Européens réclament ensuite la liberté d'accès aux marchés. Puisque tout le monde peut vendre ses produits sur le Vieux Continent, les industriels européens veulent pouvoir faire la même chose sans se heurter à des barrières douanières.

Enfin, une clause de sauvegarde devrait assurer à l'industrie une période de transition avant son retour aux règles du GATT. « Après tant d'années de protection, on ne peut pas jeter le bébé dans l'eau froide d'un jour à l'autre », résume de manière imagée un négociateur de Bruxelles.

Les pays de la CEE ont décidé de garder l'initiative. Lors de la

réunion, qui s'est déroulée à Genève du 21 au 23 septembre, ils ont aussi abordé des problèmes tels que ceux des contre-façons et de la propriété industrielle que les pays en voie de développement ne veulent pas voir mis à l'ordre du jour.

En réalité, les négociateurs européens spéculent sur les divergences d'intérêts entre les pays du tiers-monde. En réglementant le marché, l'AMF a permis à chacun d'eux de prendre une part du gâteau européen. Et il n'est pas certain qu'une libéralisation totale des échanges permettrait à tous de conserver leurs positions.

Mais pour avancer davantage dans cette discussion, il manque encore la position d'un partenaire : les Etats-Unis. Elle devrait être connue d'ici à la fin de l'année.

F.C.

eslsca

3^e CYCLE SPÉCIALISÉ "INGÉNIERIE FINANCIÈRE"

Formation professionnelle de haut niveau aux montages d'opérations de haut de bilan et de financements spéciaux. Évaluation d'entreprise, Fusions-acquisitions, LMO, OPA... De la politique financière aux opérations spécifiques.

Pédagogie et corps professoral : Spécialistes experts et entreprises partenaires. Renseignements et inscriptions : Philippe GINSBERG

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Fondée en 1949 - reconnue par l'Etat
1, rue Bougainville - 75007 PARIS Tél. : (1) 45 51 32 59

MBA UNIVERSITY L'Excellence Franco-Américaine

Créé en 1986 par l'Institut Franco-Américain de Management et développé avec des universités américaines et canadiennes réputées.

Un Master in Business Administration en 11 mois : octobre à janvier (Paris), janvier à août (USA ou Canada).

Admission : étudiants diplômés des grandes écoles ou de l'université. Cadres des affaires et organisations. Renseignements, documentation :

MBA University

19 rue de Cépé, 75015 Paris
Tél. : (1) 42 73 26 53
Enseignement supérieur privé

ECONOMIE

Nous ne sommes pas sortis de crise

La progression de l'investissement a troublé les esprits
mais son taux demeure inférieur à la moyenne d'avant 1973

par Christian
de Saint-Étienne

Il y a dix-huit mois, le déclin de l'économie française dominait les débats publics. Aujourd'hui, certains parlent de sortie de crise. Est-ce vrai ? Est-ce seulement possible quand dix-huit mois mesurent à peine la durée du souffle d'une grande nation ?

La croissance économique française a été double de celle du Royaume-Uni sur la période 1960-1982 (4,3 % par an en France et 2,1 % par an au Royaume-Uni) ; le rapport s'est exactement inversé sur la période 1983-1988 (1,9 % par an en France et 3,5 % par an au Royaume-Uni). La croissance française s'est non seulement effondrée en valeur absolue mais aussi relativement à son concurrent écossais.

Le taux de chômage français devrait rester supérieur à 9,5 % en 1990 comme en 1988-1989 alors que l'OCDE prévoit, dans ses dernières *Perspectives économiques* (juin 1989), qu'après une baisse de trois points de pourcentage en 1988-1989, le taux de chômage anglais devrait rester en dessous de 7,5 % en 1990. Certes, l'économie française a recommencé à créer des emplois depuis 1987, mais pas suffisamment pour absorber les arrivées sur le marché du travail et réduire significativement le chômage.

La comparaison entre les évolutions des économies anglaise et française remet nos performances récentes en perspective. Même si le boom actuel de l'économie anglaise s'accompagne de déséquilibres, il faut se souvenir que le Royaume-Uni a une position idéologique nettement plus élevée sur le reste du monde et que son budget est excédentaire.

Si la situation française s'est incontestablement améliorée au cours des derniers trimestres, à quels indices peut-on se référer pour prédire une sortie de crise ? C'est la progression de l'investissement qui a tourné la tête de quelques observateurs. L'investissement productif des entreprises a fortement augmenté en 1987-1988... et l'on n'attendait d'oublier que l'investissement en volume de l'industrie retrouvait à peine en 1988 le niveau déjà atteint en 1980.

Une néfaste évolution

L'évolution du taux d'investissement des entreprises (rapport de l'investissement à la valeur ajoutée des sociétés et quasi-sociétés) est encore plus significative de l'effort réel d'équipement de notre appareil de production : après être tombé à moins de 17 % en 1984-1985, il est remonté à 18 % en 1988 et pourrait atteindre 18,5 % (de la valeur ajoutée) en 1989. Ce serait toujours moins qu'en 1978-1980 et 3,5 points de moins que la moyenne observée avant le premier choc pétrolier (22 %).

Élargissant l'analyse à l'investissement global de la nation (secteur productif, ménages et administrations publiques), il apparaît que le taux d'investissement du pays (rapport de l'investissement au produit intérieur brut (PIB)) devrait dépasser 20 % du PIB en 1988-1989 ; un tel taux est inférieur d'un cinquième au taux observé avant le premier choc pétrolier.

Cette évolution extrêmement néfaste est à l'origine des contraintes qui pèsent aujourd'hui sur les capacités de production et explique pour une large part la montée du chômage. Le constat

précédent n'est pas pour surprendre. Ce qui est intéressant, c'est de comprendre le choix collectif qu'il traduit.

Afin d'expliquer ce choix, le PIB a été décomposé en trois parties : la consommation finale plus la variation des stocks de la nation, l'investissement et le solde des exportations moins les importations. Que constate-t-on ?

Après l'effort exceptionnel d'investissement des années 60 jusqu'en 1974, un infléchissement du partage de la production s'effectue ensuite au bénéfice de la consommation. Avant tout bien que mal absorbé le premier choc pétrolier, notre économie, tout en maintenant l'équilibre extérieur, investit un peu plus de 22 % du PIB en 1978-1979 (voir tableau).

Survient le second choc pétrolier et la relance de l'économie en 1981-1982. La consommation, stimulée par le déficit budgétaire

inférieur d'un point au niveau moyen observé avant le premier choc pétrolier (15,5 %) après être tombé à moins de 10 % en 1981-1983.

Six années ont passé depuis mars 1983 et le secteur productif retrouve à peine le taux d'épargne lui permettant de faire face à la concurrence internationale. Mais les parts de marché cédées depuis 1980 se sont bel et bien envolées. La France a cessé de reculer mais n'a même pas commencé de reconquérir le terrain abandonné pendant la décennie 1980. Au-delà du rétablissement de la situation de ce qui reste de notre secteur productif, cette période de six ans n'a pas été celle de la remise en cause qui s'imposait du partage de la production nationale.

La part de la consommation et de la variation des stocks dans le PIB, qui avait explosé de 74,5 % du PIB en 1970-1974 à plus de 80 %

Le poids de la consommation

(en pourcentage)

(a)	Consommation finale plus variation des stocks	FBCF (b)	Exportations moins importations
1970-1974	74,5	25,0	0,5
1978-1979	78,6	22,4	1,0
1982-1983	80,2	20,8	-1,0
1984-1986	80,0	19,3	0,7
1987-1988	80,0	19,8	0,2

(a) Moyennes des périodes.

(b) Formation brute de capital fixe.

Source : Comptes de la nation, INSEE (1989).

taire et le relèvement des prestations sociales, fait un bond en avant pour atteindre 80 % du PIB en 1982-1983. L'économie dérape : le déficit extérieur est financé par un endettement qui alarme bientôt les responsables politiques.

La reprise en main de mars 1983 est ferme : elle vise à stopper la dérive des dépenses publiques qui sont stabilisées autour de 53 % du PIB de 1983 à 1986 avant de baisser à 51,5 % du PIB en 1988. L'application d'une norme salariale judicieuse et efficace et la baisse des prix des matières premières importées conduisent à une modification de la valeur ajoutée des entreprises en faveur des profits.

du PIB en 1982-1983, n'a pas été réduite puisqu'elle atteignait encore 80 % du PIB en 1987-1988. La part de la consommation seule dans le PIB a baissé d'un point de 1983 à 1987-1988 (de 80,3 % à 79,5 % du PIB) après une hausse de près de huit points de PIB de 1970-1974 à 1983.

Au-delà des changements politiques apparents, le choix collectif en faveur de la consommation et donc pour le présent contre l'avenir, effectué en deux étapes de 1975 à 1982, n'a été que très partiellement remis en cause depuis. Si ce choix n'est pas dénoncé bien avant 1992, le marché unique sera pour la France un marché de dupes.

On ne peut pas à la fois choisir le présent contre l'avenir en France et faire le choix inverse avec le marché unique qui va exiger un colossal effort national d'investissement matériel, une grande vigilance pour accroître les fonds propres de nos entreprises et de nos intermédiaires financiers sans en perdre le contrôle, et un développement considérable de notre capital humain.

► Maître de conférence à l'Institut d'études politiques de Paris.

Le présent contre l'avenir

Le taux de marge des entreprises hors monopoles publics (rapport de l'excédent brut d'exploitation à la valeur ajoutée) dépasse légèrement en 1988 le niveau moyen observé avant le premier choc pétrolier (29,5 %) après être tombé à 24 % en 1981-1983. Mais le poids des intérêts sur un endettement considérable limite le rétablissement du taux d'épargne des entreprises (rapport de l'épargne brute à la valeur ajoutée) qui reste en 1988

Déclencheurs du monde de l'Entreprise et de la Finance.

VOTRE NOUVEAU PARTENAIRE STRATÉGIQUE.

Peins faux sur la structure du capital des Entreprises en France.

DAFSA

LES LIAISONS FINANCIÈRES

Sans engagement de votre part, recevez une documentation complète, sur simple appel téléphonique au 40.60.40.60 ou sur envoi d'une carte de vœux professionnelle (référence L.F.M.).

Le plus utile des outils stratégiques, à l'heure des OPA, fusions, alliances diverses.

A chaque instant, une réponse immédiate et synthétique à toutes les questions que vous vous posez sur la structure du capital des Entreprises en France.

Qui détermine le véritable pouvoir ?

Quelle est la part des institutions, des "banques" dans le capital ?

Où investiront les étrangers ?

Qu'en est-il de la stratégie de développement des groupes ?

60 Ope Entreprises dont 20 000 étrangères, 180 000 liens financiers.

Actionnaires, filiales et participations, directs, indirects et croisés, mix à nos dans deux volumes, format 21 x 29,7 de 1.500 pages chacun.

DAFSA Service Commercial, le Pontant 25, rue Leblanc 75 510 Paris Cedex 15

L'économie française reste fragile

Suite de la page 35

On se heurte alors à une question essentielle : quel est le pire des maux, l'inflation ou le chômage ? Si l'on croyait pouvoir suivre encore l'analyse traditionnelle de l'équilibre s'accommodant d'un volant régulateur de chômage, on imputerait l'existence de trois millions de chômeurs (en comprenant les chômeurs déguisés en pré-traités, stagiaires en recyclage, TUC, etc.) à la rigidité à la baisse du salaire réel, provoquée par l'obstacle qu'oppose à cette baisse l'indemnité de chômage.

On reconnaît aujourd'hui que la réduction du chômage ne peut être obtenue que par les créations d'emplois, qui dépendent de certains types d'investissement et des valeurs que prend la fonction de l'emploi. On sait que la fonction de l'emploi permet de relier le volume de la production au volume de l'emploi nécessaire pour l'obtenir.

Elle indique donc la quantité d'emplois nécessaire pour atteindre, avec l'équipement disponible et la technique existante en chaque moment considéré, le volume de production entrepris. Elle est révélatrice de la capacité d'emploi d'une économie.

Trois types de chômage

En France, vingt-cinq ans de croissance au taux moyen de 5,5 % ont porté à 3 338 700 le nombre des créations d'emplois (2). En revanche, en quinze ans (1973 à 1988), on est passé du plein emploi à un taux de chômage de 10,1 % de la population active, qui, entre-temps, aurait augmenté de plus de 20 %.

Si la croissance reprenait au taux de 5 à 6 %, le plein emploi serait-il de ce simple fait rétabli ? La réponse est probablement négative, car il existe, en France, trois types de chômage, caractérisant deux types différents de sous-emploi.

● **Le chômage de fonctionnement** est la conséquence des désajustements momentanés et ponctuels survenant dans les mécanismes fonctionnels et régulateurs. Il est présent en toute situation et considéré comme incompressible en-dessous de 2 % à 3 %.

● **Le chômage de système** résulte de la combinaison de deux des déterminants de la croissance. Le premier est l'anticipation de la demande, qui permet d'espérer le profit maximal avec l'équipement et la main-d'œuvre disponibles. A partir de cette anticipation, la fonction de l'emploi détermine le volume de main-d'œuvre utilisable, et rien ne permet d'assurer qu'il sera suffisant pour que le plein emploi soit réalisé.

Car l'espoir de profit maximal ne correspond pas nécessairement au volume de production exigeant l'emploi maximal ; la demande globale anticipée peut être, à tort ou à raison, inférieure à l'offre maximale qui pourrait être obtenue avec la pleine utilisation de l'ensemble des ressources. Aussi le volume des créations d'emplois dépend-il de l'anticipation de la demande et des profits. C'est l'économie de sous-emploi du premier type, ou type keynésien.

Actuellement, la prévision de la demande demeure « infra-normale » pour deux raisons : les incertitudes de l'environnement international et surtout les conséquences du chômage sur la solvabilité des consommateurs : 2 500 000 personnes ne disposent pour tout revenu que d'une somme au plus équivalente à la moitié du SMIC. Bien que n'étant pas le seul, le chômage de système est un facteur important de l'insuffisance de la demande globale ; il est à l'origine de son propre processus d'auto-entretien.

Deux fortes mutations

● **Le chômage de mutation** est la conséquence des deux fortes mutations intervenues dans la longue période 1945-1973 et qui poursuivent leurs effets à moindre rythme jusqu'à ce jour. La première est l'extension du salariat provoquée par l'exode rural d'après-guerre, qui a concerné 2 700 000 personnes, l'accroissement de la population féminine nouvellement candidate à un emploi salarié, enfin l'entrée en activité des forts contingents issus des classes jeunes.

La seconde mutation est la modernisation des processus productifs élevant la productivité par substitution d'équipements plus

performants à la main-d'œuvre. Favorable à la compétitivité des entreprises, qui allègent ainsi leurs charges de salaires, elle se traduit, pour l'économie nationale, par des suppressions d'emplois que des créations de remplacement devraient combler. Or celles-ci se sont révélées insuffisantes lorsque apparaît la longue récession.

Depuis 1973, le chômage de mutation n'a cessé de s'aggraver sous les effets cumulés de l'accroissement de la main-d'œuvre active et de la modernisation élevant la productivité selon la formule : « plus de production avec moins de travail ». (Elle a pour conséquence les variations à la baisse de la fonction de l'emploi.)

Ainsi, de 1974 à 1980 (taux de croissance autour de 3 %), les créations d'emplois déclinent pour, finalement, laisser place à une chute des effectifs industriels de 620 000 personnes. Au début de 1981, on compte 1 680 000 chômeurs. De 1981 à 1986 (taux moyen de croissance inférieur à 2 %), les suppressions d'emplois l'emportent sur les créations. La France perd encore 650 000 emplois ; le chômage frappe 2 600 000 personnes en 1988 (non comptés les chômeurs déguisés).

Ainsi, le sous-emploi keynésien rend compte du chômage pour le court terme, en raison d'une anticipation insuffisante de la demande et d'une fonction de l'emploi donnée par l'équipement et la technique du moment. Le sous-emploi du second type correspond aux variations à la baisse de la fonction de l'emploi, provoquées dans le long terme par les innovations économiques du travail. S'y ajoutent : la continuation de la demande provoquée, d'année en année, par la masse croissante des chômeurs, cumulant ainsi sous-emploi de système et sous-emploi de mutation ; l'extension du volume du salariat, phénomène contradictoire dans une économie où l'innovation technologique entretient la décroissance de l'emploi.

Schumpeter et la destruction créatrice

Les innovations apportées par la modernisation correspondent à ce que Schumpeter avait appelé la « destruction créatrice », qui « révolutionne incessamment de l'intérieur la structure économique en détruisant ses éléments vieillissants et en créant continuellement des éléments nouveaux ». Mais Schumpeter n'avait pas prévu que la destruction créatrice détruirait aussi le processus de création d'emplois. Elle est à l'origine de l'économie de sous-emploi du second type, ou sous-emploi schumpétérien, lequel se renforce quand la productivité s'élève, sans pouvoir renforcer suffisamment la demande.

L'économie de trône livre des enseignements importants parce que, mieux que la crise qui est un phénomène excessif, elle permet, par sa longueur et sa lenteur, de saisir par le fond les faiblesses de notre économie, sur lesquelles nous devons nous interroger.

● Quelle est la part de régulation spontanée laissée aux mécanismes traditionnels par la rigidité de certaines variables ? La politique conjoncturelle dépend de la réponse donnée.

● Quand la main-d'œuvre salariée représente environ 80 % de la population active, n'a-t-on pas atteint le seuil de rigidité tolérable pour assurer le plein emploi par un partage équitable du revenu et du travail ?

● Le régime actuel du travail salarié peut-il être rendu compatible avec une garantie de l'emploi ? Sinon, comment assurer la permanence de la protection sociale indispensable ? Gouvernements, syndicats et chefs d'entreprise se trouvent interpellés.

● Comment dépasser la conception selon laquelle la productivité apparente du travail ne s'élève qu'en raison de la réduction du volume de main-d'œuvre employée ? Que peut-on attendre d'une politique de développement de l'infrastructure productive de la nation, qui serait créatrice d'effets externes productifs élevant les gains de productivité ? Ce que le plan Monnet avait réalisé pour surmonter les conséquences de la guerre peut servir d'exemple.

A près de trois ans de l'échéance européenne, il ne serait pas mauvais de chercher des réponses à ces quatre questions.

ALAIN BARRÈRE

(2) *Freque historique du système productif*, INSEE, 1974.

(Publicité)

Grande École de Commerce Région Parisienne

recherche

Directeur de comptabilité et de contrôle de gestion

Connaissance informatique nécessaire.

Expérience poste similaire 3 à 5 ans.

C.V. et prétentions à adresser à : M. AUDIBERT, 109, rue de Rennes - 75006 Paris.

LE REFLEXE INFORMATION

330 000 Entreprises Européennes
88 000 en France
500 000 Décisionnaires

Le reflet vivant des secteurs d'activités de l'industrie et des Services, accessible par Annuaire, Télématique, Compact Disc, Location ou vente de fichier.

Un outil de contact indispensable à la valorisation de votre entreprise et au choix de vos partenaires.

KOMPASS

S.N.E.I. SA - 22 Avenue Franklin-D. Roosevelt 75008 Paris
Tél. : (1) 43503759 - Fax : (1) 45638349 - Téléc. : 04911 F.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LE MONDE

Déclencheurs du monde de l'Entreprise et de la Finance.

VOTRE NOUVEAU PARTENAIRE STRATÉGIQUE.

Peins faux sur la structure du capital des Entreprises en France.

DAFSA

LES LIAISONS FINANCIÈRES

Sans engagement de votre part, recevez une documentation complète, sur simple appel téléphonique au 40.60.40.60 ou sur envoi d'une carte de vœux professionnelle (référence L.F.M.).

Le plus utile des outils stratégiques, à l'heure des OPA, fusions, alliances diverses.

A chaque instant, une réponse immédiate et synthétique à toutes les questions que vous vous posez sur la structure du capital des Entreprises en France.

Qui détermine le véritable pouvoir ?

Quelle est la part des institutions, des "banques" dans le capital ?

Où investiront les étrangers ?

Qu'en est-il de la stratégie de développement des groupes ?

60 Ope Entreprises dont 20 000 étrangères, 180 000 liens financiers.

Actionnaires, filiales et participations, directs, indirects et croisés, mix à nos dans deux volumes, format 21 x 29,7 de 1.500 pages chacun.

DAFSA Service Commercial, le Pontant 25, rue Leblanc 75 510 Paris Cedex 15

ECONOMIE

PAUL FABRA

CHRONIQUE

A sa manière, l'ardent et habile plaidoyer de Michel Camdessus en faveur d'une substantielle augmentation des quotas (contribution des Etats membres en monnaies convertibles) de cette institution explique pourquoi le monde, tel qu'il existe aujourd'hui, reste « dangereux et instable » comme il l'a dit.

Dans cette formule, le directeur général du FMI ramène l'argument qui lui paraît le plus propre à convaincre et qui a, en effet, le plus de chances d'être accepté. Cependant, si le diagnostic qu'il porte et surtout le remède qu'il propose pour ce qui concerne l'institution qu'il dirige sous le vigilant contrôle de ses membres les plus influents (les cinq pays disposant d'un siège permanent au conseil d'administration — Etats-Unis, Grande-Bretagne, RFA, France, Japon — auxquels on peut ajouter les deux autres Etats membres du groupe des Sept : Italie et Canada) sont tout à fait justes, rien de fondamentalement nouveau n'est venu, sur la scène monétaire et financière du monde, changer la situation depuis les débuts de la « crise » que l'on proclame « finie ».

On se rappelle comment Valéry Giscard d'Estaing définissait la mission d'un gouvernement devant un avenir particulièrement incertain et mouvant : gérer l'imprévisible. C'est bien ce que nous répète, dans les circonstances d'aujourd'hui, l'homme qui est depuis janvier 1987 à la tête du Fonds monétaire. Face aux chocs qui peuvent frapper l'économie mondiale, le FMI, pour remplir son rôle, doit être pourvu de ressources nécessaires pour parer à toute éventualité. Et de rappeler avec une inquiétante franchise que, au début des années 70, quand les Etats négociaient la réforme des quotas — on en est à la neuvième — aucun de leurs experts n'avait envisagé la possibilité d'un choc pétrolier. A la fin des années 70, quand eut lieu le septième révision, les mêmes experts furent aussi

Les gros bataillons du Fonds monétaire

incapables de pressentir la probabilité d'une crise de l'endettement.

En rapportant ce fait, le directeur général n'y voit la présomption d'un manque de perspicacité. Manifestement, il les présente comme des illustrations, parmi d'autres, de l'incertitude caractéristique de notre temps. Il en tire la conclusion que le moment est venu d'augmenter à nouveau fortement les primes d'assurance. Autrement dit, mais cela il ne le dit pas, il estime qu'il convient de recommencer ce qui fut fait dans un passé récent. Lors des précédentes révisions, malgré la cécité de leurs experts, les gouvernements avaient pris déjà la précaution d'accroître substantiellement la dotation du Fonds. Cela pourrait suggérer que, faute d'avoir mûrement réfléchi sur les dangers menaçants, ils avaient obéi à un réflexe.

TOUTE l'habileté sincère, sinon absolument convaincante, de Michel Camdessus, est de faire passer ce réflexe pour une réaction de prudence digne d'être imitée. Dans cette affaire, répétons-le, son opinion personnelle, tout en étant un élément de la situation, n'est pas véritablement en cause : elle reflète l'opinion déjà exprimée d'une majorité écrasante des pays membres, dont la France au premier rang, mais pas encore des droits de vote. Il n'est pas douteux qu'aux Etats-Unis elle rencontre aussi beaucoup d'échos favorables, notamment dans la presse.

C'est que, pour répondre à l'incertitude ambiante, le directeur général s'appuie sur des certitudes intellectuelles encore très largement partagées. N'épiloguons pas à nouveau sur la caractéristique imprévisible ou non des

« chocs » auxquels a fait allusion Michel Camdessus. Ce qu'il était impossible de prévoir dans les deux cas, c'était le détonateur, pas la catastrophe qui allait s'ensuivre. Il y eut des Cassandre, parmi lesquels des économistes éminents (Jacques Rueff, Robert Triffin), mais aussi quelques banquiers moins connus du public, l'un d'eux « éclairé » (je songe à l'Allemand Riescher, par exemple), des commentateurs (tel columnist britannique interdit de plume par la suite dans un des plus prestigieux journaux de la Cité). Tous avaient pour trait commun de ne pas inscrire leurs analyses respectives dans le courant de pensée dominant dont les thèmes sont orchestrés à l'avance par les moyens de communication modernes. On utilise ces derniers pour obtenir des effets de masse. Cela fait un ménage difficile avec la libre discussion.

Toute critique en profondeur du « système dollar » a été, par exemple, éliminée (on a préféré incriminer les émiss du pétrole). Je ne citerai ici qu'une seule illustration récente de la persistance du mode de pensée qui consiste à tenir pour une donnée intangible — et donc non susceptible d'être remise en cause — telle ou telle manifestation pathologique du fonctionnement de notre système.

On vient de publier les résultats d'une enquête selon laquelle les transactions de nature purement financière, sur les marchés des changes, s'élèveraient à quelque 500 milliards de dollars par jour, alors que le total des échanges internationaux sur biens et services « réels » est de l'ordre de 3 000 milliards par an. Comparée à la masse des capitaux dits flottants (dont la plus grosse partie représente des opérations de couverture contre les brusques variations de taux de change et de taux d'intérêt pour lesquelles ni les banques centrales ni le Fonds monétaire ne se

reconnaissent plus aucune responsabilité, sinon en termes « macro-économiques » très éloignés des marchés), la dotation au Fonds monétaire de quelque 30 à 50 milliards de dollars de devises convertibles supplémentaires paraît des plus raisonnables.

MAIS pour être tout à fait persuadé que, pour permettre au FMI de gérer l'imprévisible, il faut, à chaque révision, doubler à peu près la mise (M. Camdessus laisse entendre qu'une augmentation de 120 % pourrait être, dans l'absolu, le chiffre à retenir pour simplement revenir à la capacité d'intervention atteinte en 1979), on doit préalablement se convaincre encore d'autre chose. Que le Fonds monétaire agit, pour le compte de ses adhérents, comme une mutuelle des risques (« Notre mission », a dit le directeur général, est de promouvoir la confiance dans le système international des paiements). Mais, dans l'économie privée, une mutuelle n'assure pas ses membres contre les incendies que, par leur négligence ou par leur action, ils contribuent à allumer eux-mêmes.

Beaucoup a été fait par les différents gouvernements depuis dix ans et moins (cela dépend des pays) pour assainir la situation d'ensemble. Les mesures prises ont surtout consisté à permettre aux entreprises de se remettre à flot (en leur donnant, par exemple, le droit de fermer des usines, de licencier). Résultat : dans un grand nombre de pays, le secteur privé a refait ses muscles, et sa prospérité, au moins relative, contraste avec l'impécuniosité et les déficits persistants du secteur public.

Si vous voulez identifier les foyers possibles d'incendie, ne cherchez pas longtemps. Il est une règle de base qui ne trompe pas : à un taux d'intérêt élevé

correspond un risque élevé. Le haut niveau des taux, leur montée récente dans les pays réputés pour leur gestion prudente, Suisse et Allemagne fédérale, sont un signe que le monde, malgré la reprise de la croissance, est encore « dangereux et instable ». Il l'est précisément parce que, dans leur effort d'assainissement, les gouvernements ont laissé de côté l'appareil du crédit. Sous prétexte de déréglementation, ils lui ont laissé la bride sur le cou, dans le souci inavoué de permettre au marché d'absorber au mieux les titres de la dette publique (véritable raison d'être, en France, du MATIF).

Dans ce contexte, on comprend mieux le réflexe des gouvernements quand il s'agit de fournir des ressources nouvelles au Fonds monétaire : ils sont d'autant plus enclins à les lui accorder qu'ils n'ont rien fait dans la sphère financière et monétaire pour empêcher le retour des chocs « imprévisibles ». A titre de suprême argument, M. Michel Camdessus met en avant la nécessité, pour donner plus de résistance à l'ensemble du système, de renforcer la liquidité du Fonds. Cependant, depuis plus de douze ans, les Etats ont révisé, en réalité ont vidé de leur substance les statuts du FMI. En particulier, ils se sont affranchis de la lourde mais salutaire obligation de verser en or le quart de leurs quotas respectifs.

EN termes financiers, cela veut dire que toute augmentation des quotas n'est plus synonyme d'accroissement de la position liquide du système monétaire dont le Fonds est censé être la clé de voûte. Pourquoi ? Parce que beaucoup d'Etats membres, à commencer par les Etats-Unis, étant en déficit, financent sur emprunt leurs versements au FMI. Ce faisant, ils ajoutent à l'endettement global des Trésors publics, contribuant ainsi au maintien d'un niveau élevé des taux d'intérêt, signe le plus net d'une insuffisance de « liquidité » au sens fort du terme. La liquidité se mesure à la capacité de rembourser sans être forcé de recourir à de nouveaux emprunts.

LIVRES

La fonction et la forme

JOCELYN DE NOBLET, le chevrier servait de la culture technique, vient de nous offrir sous le titre *Design* un magnifique livre-album de plus de quatre cents pages. La mise en forme d'objets produits industriellement requiert l'attention d'un nombre de plus en plus important de personnes : professionnels qui cultivent avec passion un nouveau champ esthétique ; chefs d'entreprise qui, pour leurs usines ou ce qui en sort, veulent offrir à l'œil un objet de satisfaction ; consommateurs qui savent de mieux en mieux distinguer le beau du laid dans leurs achats.

Notre auteur va beaucoup plus loin que l'exploration de ce nouveau monde de l'usage, inspirateur de styles, porteur de symboles. Il recherche les relations complexes qui naissent entre les individus composant une société et les objets qu'elle produit, par des regroupements et des classifications qui s'inscrivent dans une histoire. La « regard sur le passé »

nous offre cent soixante-dix pages de rêves, des recherches artistiques au design d'aujourd'hui, en passant par les influences d'Eiffel, de Le Corbusier et du fonctionnalisme architectural, du futurisme, du pop art, etc.

Jocelyn de Noblet s'attarde ensuite sur les changements engendrés dans la configuration des objets par l'informatique et par la naissance de nouveaux matériaux, avant d'analyser les tendances qui se font jour, notamment en Italie, en Grande-Bretagne et en France. Enfin, notre auteur consacre des études à l'évolution des formes dans quelques domaines spécifiques : la maison du futur, l'espace de bureau, l'armement, les transports.

Ce livre n'a pas l'ambition de construire une théorie générale. Les paramètres sont trop nombreux. On peut dire seulement, avec André Leroi-Gourhan, cité ici, que « la relation de la forme à la fonction est d'un autre ordre que

celle de la forme à la décoration ». Il était déjà très ambitieux d'essayer d'expliquer les processus qui étaient à l'origine de l'évolution des formes et de faire comprendre que l'environnement socioculturel était aussi important que l'acte de création. Ce que Jocelyn de Noblet a tout à fait réussi.

Son texte est clair et dense, et il est abondamment illustré de dessins, de gravures ou de photos en noir et en couleurs. Très peu de pages sur l'ensemble sont vierges de reproductions, et c'est un véritable régal de feuilleter simplement l'ouvrage. La place de l'image n'a jamais été aussi bien justifiée, dans un monde où l'on a plutôt tendance à souffrir du dévergondage des sollicitations de l'œil.

PIERRE DROUIN

► *Design. La Gesté et la Conscience*, de Jocelyn de Noblet. Editions Almay Somogy (10, rue Oudinot, 75007 Paris), 410 pages, 480 F.

COURRIER

A propos de l'industrie des idées

A la suite de l'article sur l'industrie des idées publié dans le Monde du 18 juillet, Michel Leroy, secrétaire général du Club de l'Horloge, nous écrit :

Au nom du Club de l'Horloge, je tiens à préciser que celui-ci, fidèle aux valeurs libérales, nationales et démocratiques inscrites dans la tradition républicaine, récuse toute forme d'extrémisme, dans ses propositions comme dans ses méthodes. Il rassemble toutes les familles politiques de la droite française dans un esprit de coopération et de tolérance mutuelle.

Il propose d'accroître les espaces de liberté dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale, pour rendre aux Français la maîtrise de leur destin. Il souhaite l'approfondissement de la démocratie et l'élargissement de la procédure réfé-

rendaire pour remédier à la crise de représentation que traverse notre pays.

Par rapport aux fondations américaines citées dans l'article, nous nous situons dans la même mouvance doctrinale que l'Heritage Foundation, avec laquelle nous avons d'ailleurs mené des réflexions communes lors de deux universités organisées à Nice sur « La déculpabilisation de l'Occident » et sur « La démocratie directe ».

[Dont acte : le Club de l'Horloge n'est pas proche de l'extrême droite. Notre « confusion » provient certainement de la publication par ce club d'ouvrages de M. Jean-Yves Le Gallou (*Les Racines du futur* et *Le Préféré national*, notamment) ou de M. Yves Blot (*Les Racines de la liberté*), respectivement président du groupe Front national d'Ille-de-France (et secrétaire national aux élus) et député européen de la liste de M. Jean-Marie Le Pen.]

La gestion des entreprises

Les Editions Fayard publient le cours sur la gestion des entreprises que dispense Jean Peyrelevade, président de l'UAP, à l'Ecole polytechnique. Ce manuel de référence s'adresse, selon l'auteur, en priorité aux ingénieurs, mais peut être lu avec profit par tous ceux qui, dotés d'un petit bagage mathématique, veulent savoir, avec précision, ce qu'est un bilan, un coût, un financement ou l'effet de levier.

► *Economie de l'entreprise*, de Jean Peyrelevade. Fayard, 366 pages, 240 F.

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Le Monde



40 ANS DE CHINE POPULAIRE

NUMERO HORS SERIE
48 PAGES — 28 F

Le Monde a rassemblé dans ce numéro hors série un ensemble d'articles publiés dans ses colonnes. Des reportages sur le vif, des analyses et des commentaires de ses envoyés spéciaux au moment des faits restituent avec précision le climat de l'époque : de la réforme agraire à la planification, du libéralisme des « Cens Fleurs » à la révolution culturelle, de l'alliance soviétique à la guerre froide avec les Etats-Unis, de la disparition du « Grand Timonier » à l'ouverture sur le monde extérieur.

Le Monde consacre aussi 12 pages de ce numéro aux tragiques événements du printemps de 1989 en retraçant l'explosion populaire, l'arrivée des chars à Pékin et la répression qui suivit. L'histoire tourmentée de la Chine communiste, avec des portraits de toutes les grandes figures, une chronologie détaillée des événements et une carte en couleurs de la Chine.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

40 ANS DE CHINE POPULAIRE

NOM : _____ PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____
NOMBRE D'EXEMPLAIRES : _____ x 33 F, frais de port inclus = _____ F.

Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter. Bulletin et règlement à renvoyer à :
Le Monde, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08.

صلى الله عليه وسلم

RÉGIONS

Une enquête exclusive de TMO Consultants

Les responsables de la communication locale parlent de leur métier

En vue du deuxième salon de la communication des institutions des collectivités territoriales et des établissements publics, CAP COM, qui se déroulera du 27 au 29 septembre à Valence dans la Drôme, le Monde, le groupe Stratégie et la Fondation pour la communication locale ont

demandé à TMO Consultants de réaliser une enquête sur la communication au sein des collectivités locales.

Les objectifs de cette enquête étaient les suivants : cerner le profil des responsables de la

communication au sein des collectivités locales, ainsi que les moyens dont ils disposent ; identifier leurs priorités ; définir leur attitude face à l'avenir de leur métier. Ce métier est nouveau, encore mal défini quant à son contenu, la façon dont on y accède, les carrières qu'il offre... C'est

pour essayer d'apporter sur ces points sinon des réponses, du moins des amorces de réponses, que le Monde organise, à l'ouverture du Salon, le 27 septembre, à partir de 10 h 15, un débat auquel participeront spécialistes de la communication et élus locaux.

Qui sont-ils ?

Age	Base	Collectivité (en milliers)					Tendance politique	
		Ensemble interrogé	Ville 30 à 50 hab.	Ville 50 à 100 hab.	Ville 100 hab. +	Collect. territ.	Gauche	Droite
Age	De 20 à 30 ans	29	19	30	—	46	26	31
	De 31 à 35 ans	27	38	20	9	25	30	24
	De 36 à 40 ans	21	16	34	59	8	21	22
	Plus de 40 ans	23	27	16	32	21	23	24
Ancienneté dans le poste	Moins de 1 an	26	35	14	38	18	24	27
	1 an à 2 ans	20	11	34	9	24	23	17
	3 ans à 4 ans	22	19	31	—	28	18	26
	5 ans et plus	32	35	21	53	30	35	30
Salaire annuel	Moins de 75 000 F	8	11	—	12	9	7	9
	De 75 à 100 000 F	22	30	10	12	24	24	21
	De 101 à 125 000 F	23	24	35	9	19	26	20
	De 126 à 200 000 F	32	27	29	41	36	35	30
	Plus de 200 000 F	12	5	26	26	6	7	17
Frais réels ou forfait	Forfait	16	16	10	12	21	18	15
	Frais réels	47	38	55	47	51	36	55
	Pas de frais	34	41	30	41	28	44	26
	Refus de réponse	3	5	5	—	—	2	4

Plutôt jeunes et récents dans leur poste

Le titre de directeur de la communication ou de responsable de l'information prédomine : plus de la moitié des responsables des villes ont ce titre. En revanche, au sein des conseils généraux et régionaux, les responsables de la communication sont surtout des attachés de presse.

Plus de la moitié des responsables sont des contractuels. Dans les départements et les régions, ils représentent 64 % des effectifs.

On trouve davantage de fonctionnaires dans les collectivités de gauche (41 %) que dans celles de droite (31 %). Par ailleurs, dans les petites villes (de 30 000 à 50 000 habitants), la responsabilité de la communication est encore souvent directement exercée par des hommes politiques (13 % d'élus).

En moyenne, les responsables de la communication sont plutôt jeunes : 29 % entre vingt et trente ans, et 67 % ont moins de quarante ans. Il y a toutefois d'assez grandes disparités d'un type de collectivité à un autre :

— dans les conseils généraux et régionaux, presque la moitié d'entre eux ont de vingt à trente ans ;

— c'est dans les villes de 30 000 à 50 000 habitants que l'on trouve la plus forte proportion de responsables entre trente et un et trente-cinq ans (38 %) ;

— dans les villes, l'âge va croissant en fonction de la taille : 91 % des responsables des grandes villes et 50 % dans les villes de 50 000 à 100 000 habitants ont plus de trente-cinq ans.

Dans l'ensemble, les responsables de la communication des collectivités locales n'occupent leurs fonctions que depuis peu de temps : 46 % depuis deux ans ou moins.

Cette proportion est à peu près respectée pour toutes les collectivités :

— 46 % des villes de 30 000 à 50 000 habitants ;

— 48 % des villes de 50 000 à 100 000 habitants ;

— 42 % des collectivités territoriales.

À l'exception des grandes villes, où l'on trouve plus de la moitié des responsables ayant une ancienneté d'au moins cinq ans.

Cela confirme l'intérêt des grandes villes pour la communica-

tion, qui date des années 70, bien avant les autres villes.

Plus de la moitié des chargés de communication obtiennent une rémunération entre 100 000 F et 200 000 F annuels.

Cette proportion est respectée dans les petites villes (30 000 à 50 000 habitants) et dans les conseils généraux et régionaux. En revanche, dans les grandes villes, la rémunération est nettement plus élevée (67 % ont plus de 125 000 F, dont 26 % plus de 200 000 F). Les villes de 50 000 à 100 000 habitants se situent entre les petites et les grandes : 55 % des responsables de la communication gagnent entre 126 000 F et 200 000 F.

D'ailleurs, on trouve la même proportion de personnes rémunérées à plus de 200 000 F dans les villes de 50 000 à 100 000 habitants et dans les grandes villes (26 %).

Un tiers des responsables disent ne pas avoir de frais professionnels particuliers. Parmi ceux qui ont des frais liés à leur activité, la majorité sont remboursés aux frais réels.

La tâche qui prend le plus de temps est la même pour les responsables des collectivités de droite et de gauche : la rédaction et la mise en page des publications de la collectivité.

En revanche, on ne passe pas le même temps sur les autres tâches selon que la collectivité est de droite ou de gauche : à droite, les relations avec la presse et l'organisation des manifestations sont parmi les tâches qui leur prennent le plus de temps, alors qu'à gauche ces tâches se situent derrière les tâches administratives et la mise en place d'outils de communication ; à gauche, on passe beaucoup de temps à publier des informations destinées aux habitants, alors qu'à droite les campagnes de publicité et la promotion de la collectivité à l'extérieur sont plus dévoreuses de temps.

Que font-ils ?

Priorité aux relations avec la presse

Seulement la moitié des chargés de communication consacrent à celle-ci la totalité de leur temps professionnel, et un quart y passent seulement 50 % au moins de leur temps.

Les résultats concernant les tâches que les directeurs de la communication prennent en charge personnellement permettent de cerner le profil du poste selon le type de collectivité.

Dans les collectivités territoriales, les responsables de la communication s'occupent surtout des relations avec la presse (97 %) et des publications (95 %). En deuxième lieu, viennent l'organisation des réceptions et manifestations (82 %) et les campagnes de publicité extérieures (84 %), suivies de la mise en place d'outils de communications (76 %). L'information aux habitants (75 %) et assurer les relations avec les instances régionales et locales (73 %). En dernier lieu, viennent les tâches administratives (53 %), la réception des habitants (54 %) et conseiller le président (36 %).

Dans les villes de plus de 100 000 habitants, les tâches les plus stratégiques sont prises en charge par tous les responsables (les relations avec la presse, les campagnes d'informations aux habitants, la mise en place d'outils de communication, les campagnes de publicité extérieure et les réunions avec les instances régionales et locales). En revanche, ils assurent moins les tâches qui sont moins directement liées à la fonction « communication » (organiser des réceptions : 76 %, tâches administratives : 82 %, recevoir et rencontrer les habitants : 41 %, conseiller le maire sur le plan politique : 59 %).

Dans les villes de 30 000 à 50 000 habitants, les responsables assurent personnellement en priorité la publication des revues municipales (100 %), les relations avec la presse (92 %), les campagnes d'information aux habitants (92 %), la mise en place d'outils de communication (89 %) et les campagnes de publicité extérieures (87 %). Ils s'occupent nettement

moins de conseiller le maire (49 %), recevoir les habitants (49 %), organiser les manifestations et réceptions (51 %), et des tâches administratives (59 %).

Quant aux villes de 50 000 à 100 000 habitants, leurs responsables de la communication se rapprochent parfois de leurs homologues des grandes villes (la publication des journaux municipaux : 86 %, les campagnes d'information aux habitants : 96 %), et d'autres fois plutôt de leurs collègues des petites villes (mise en place d'outils de communication : 89 %, organiser des réceptions et manifestations : 51 %, conseiller le maire : 51 %).

Mais sur trois points, ils se distinguent à la fois des responsables de petites villes et de ceux de grandes villes : ils s'occupent moins des campagnes de publicité extérieures (65 %) que leurs collègues ; ils sont les moins encombrés de tâches administratives (49 %) ; mais ils reçoivent les habitants pour mieux cerner leurs préoccupations dans une proportion plus importante que leurs collègues des autres villes.

Information et publicité

Lorsqu'on leur demande quelles tâches ils considèrent comme prioritaires, tous les responsables, qu'ils soient de gauche ou de droite, s'accordent pour mettre la mise en place d'outils de communication en tête.

Après les outils de communication, on privilégie les tâches liées à la publication des journaux, à droite, tandis qu'à gauche on ne place cette activité qu'en quatrième position.

Par ailleurs, à gauche, on accorde beaucoup d'importance à la diffusion d'informations aux habitants (26 %), alors qu'à droite ce n'est prioritaire que pour 18 % des responsables.

Presque toutes les petites villes (97 %) ont un service de communication intégré aux services municipaux, alors que les villes moyennes n'en sont dotées qu'à 80 %. Les structures associatives responsables de la communication sont plus fréquentes dans les grandes villes (21 %) et les villes moyennes (25 %). Dans ces villes ainsi que dans les conseils régionaux, les associations coexistent avec les services municipaux chargés de la communication.

Dans les villes de gauche, les structures associatives, lorsqu'elles existent, remplacent le service municipal, alors que, dans 10 % des collectivités de droite, ces structures coexistent.

Il y a de très fortes disparités, au niveau des effectifs entre les différents types de collectivités. Les collectivités territoriales ont les structures les plus légères (69 % ont

moins de 4 personnes), suivies des petites villes (46 % ont moins de quatre personnes).

Les villes de 50 000 à 100 000 habitants se situent sur le même plan : 50 % des villes moyennes et 59 % des grandes villes ont des services de communication comportant des effectifs supérieurs à neuf personnes.

L'appartenance politique influe sur la taille du service : on constate en effet que plus de la moitié des collectivités de droite ont des petites structures de moins de quatre personnes, alors que cela est vrai pour seulement 28 % des collectivités de gauche. Celles-ci sont plus nombreuses à avoir des services de communication étoffés (47 % avec dix personnes ou plus).

Dans les deux-tiers des collectivités, le maire ou le président du conseil est l'autorité hiérarchique directe du directeur de la communication. L'influence du maire est particulièrement prédominante dans les villes de plus de 100 000 habitants (82 %).

En revanche, dans les conseils généraux et régionaux, l'autorité hiérarchique principale est le cabinet du président dans 34 % des cas (contre 6 % à 9 % dans les villes).

Dans les collectivités territoriales (régions et départements), la politique de communication est définie directement par le président du conseil (dans 88 % des cas), parfois aidé d'une commission d'élus (13 % des conseils).

En revanche, dans les villes, le maire est souvent aidé d'un adjoint (entre 25 % et 30 % des villes) ou d'un conseiller municipal.

Très souvent d'anciens journalistes

En moyenne, les deux tiers des responsables de la communication considèrent que leurs fonctions antérieures les ont préparés à leur rôle actuel. Cette conviction est plus répandue dans les villes que dans les conseils régionaux et départementaux, où seulement 58 % des responsables pensent que leurs fonctions antérieures les ont préparés à exercer le métier de la communication.

Plus d'un quart des responsables de la communication ont exercé le métier de journaliste.

On trouve un plus fort pourcentage de journalistes dans les petites et les grandes villes que dans les autres collectivités.

En ce qui concerne les petites villes, cela provient sans doute du fait que leurs services de communication sont moins étoffés et se contentent souvent à la publication de journaux municipaux. De ce fait, les compétences essentielles requises pour le poste sont des aptitudes journalistiques. En revanche, dans les grandes villes, le poste est plus complexe et comporte des tâches plus diverses.

Mais le rôle de la communication externe, par voie de publications et dans les rapports avec la presse en particulier, est tellement important que, là aussi, les compétences journalistiques apparaissent prioritaires.

Plus de la moitié des responsables de la communication, toutes collectivités confondues, ont suivi des stages de formation en rapport avec leur activité. Dans les villes de plus de 100 000 habitants où les

responsables ont le plus d'ancienneté et le plus de responsabilités, plus des deux tiers ont suivi des stages.

En revanche, dans les collectivités territoriales, où l'on trouve les chargés de communication les plus jeunes, moins de la moitié ont déjà suivi des stages de formation.

La moitié des responsables de la communication d'ont pas suivi des études qui les prépareraient directement à exercer leurs fonctions actuelles. Cette moyenne cache des disparités entre les villes (66 % des responsables dans les villes de 50 000 à 100 000 habitants) et les conseils généraux et régionaux (35 % seulement des responsables déclarent ne pas avoir suivi des études ayant un lien direct avec leur rôle actuel).

Les formations professionnelles, de journaliste et d'attaché de presse, ne sont pas davantage suivies que les études de lettres, tandis que les formations juridiques et de sciences politiques sont prédominantes (30 %).

Quant à la variable d'appartenance politique, elle ne semble pas intervenir puisque dans l'ensemble les mêmes formations ont été suivies par à peu près la même proportion de responsables des collectivités de droite et de gauche. La seule exception concerne les études d'attaché de presse qui ont été suivies par 15 % des responsables de communication de droite. Ce chiffre traduit le poids des conseils régionaux et généraux où le recrutement d'attachés de presse est plus élevé qu'au sein des villes.

Que veulent-ils ? Un métier en pleine évolution

La vaste majorité (85 %) des professionnels de la communication ont le sentiment que leur métier va beaucoup évoluer dans l'avenir. Dans les petites villes, cette perception est encore plus aiguë (89 %) que dans les autres collectivités.

Quant aux changements qui sont perçus, ils évoquent surtout les moyens matériels et humains qui seront mis à leur disposition, couplés d'une véritable reconnaissance de leur métier et de leur statut.

Les responsables de la communication dans les petites villes se distinguent des autres collectivités par leur préoccupation plus soumise à l'égard des moyens supplémentaires et de la mise en place de services télématiques, de matériel vidéo et services de télévision par câble. Pour eux, il s'agit surtout de changements souhaités que réellement attendus.

Si l'intensification de l'action publicitaire ressort comme objectif prioritaire pour la moitié des responsables de la communication, cette moyenne cache de fortes disparités entre les différentes catégories de collectivités.

En effet, cet objectif est cité par 91 % des responsables de grandes villes mais seulement par 32 % de leurs collègues dans les petites villes. Les responsables de la communication des conseils régionaux et généraux placent également beaucoup d'importance sur l'action publicitaire, ainsi que sur la promotion de l'image de la collectivité (43 %) auprès du grand public.

En revanche, l'obtention de moyens techniques supplémentaires se situe beaucoup plus particulièrement (14 %). Les responsables de la communication dans les petites villes sont plus préoccupés par l'amélioration du service (46 %) et des informations locales, destinées aux habitants de la ville (49 %).

Les responsables des collectivités de gauche se distinguent de leurs collègues de droite par un souci plus important de développer les informations locales (45 % contre 30 % à droite) et le service communication (37 % contre 26 % à droite).

Dans les collectivités de droite, l'action publicitaire est le principal objectif. Par ailleurs, les responsables de droite avouent plus sincèrement que la réélection du maire est pour eux une priorité : 19 % d'entre eux citent la réélection du maire ou du président du conseil comme un objectif prioritaire, contre seulement 3 % des responsables de gauche.

Les réponses à la question : « Êtes-vous bien armés pour votre métier ? », révèlent que les responsables de la communication dans les petites et moyennes villes sont plus nombreux à se sentir « parfaitement armés » pour faire face à leurs missions que leurs collègues des grandes villes et des conseils généraux et régionaux.

Le tri gauche-droite démontre que la quasi-totalité (92 %) des responsables de la communication de gauche se sentent bien armés, alors qu'à droite on trouve 19 % qui ne se sentent pas tellement armés.

Fiche technique

La méthode d'enquête adoptée était celle d'interviews téléphoniques à partir d'un fichier de noms et d'adresses de professionnels de la communication fourni par la Fondation de la communication locale.

Le questionnaire comportait une trentaine de questions, dont deux ouvertes, et durait environ une demi-heure.

Une phase pilote préalable consistant en une dizaine d'interviews a eu lieu entre le 31 mai et le 7 juin 1989. Au terme de ces premiers entretiens, le questionnaire a été légèrement modifié et amélioré.

L'enquête sur le terrain a ensuite été menée du 7 au 18 juin, en respectant une dispersion géographique. Au total, 100 interviews ont été effectuées.

Un échantillon stratifié par type (et taille) de collectivité et par appartenance politique a été constitué à l'aide de la méthode des quotas.

Des budgets très variables

Assez logiquement, ce sont les grandes villes qui obtiennent les budgets-communication les plus élevés (50 % des villes de plus de 100 000 habitants ont un budget de 10 millions de francs et plus).

Les collectivités territoriales ont des budgets le plus souvent compris entre 1 million et 10 millions (pour 72 % d'entre elles) alors que les villes connaissent une plus grande dispersion dans les montants du budget (à l'exception des grandes villes).

Si l'on compare les budgets de communication avec les budgets totaux des collectivités, on constate que, en dépit du fait que les collectivités de droite ont les budgets les plus importants (43 % d'entre elles ont un budget supérieur à 1 000 millions de francs), elles ne dépensent pas plus pour la communication que les collectivités de gauche.

MARCHÉS FINANCIERS

Absorbée par la BNP, la Banque de Bretagne conservera son identité

Le rapprochement est contesté par le Crédit mutuel de Bretagne

BREST ET REMES
de nos correspondants

Pour M. Louis Lichou, président du Crédit mutuel de Bretagne (CMB), candidat malheureux à la reprise de la Banque de Bretagne, face à la BNP, la décision « prise à l'Elysée » de ne pas marier les deux établissements est un « énorme gâchis ». L'autorité de tutelle « bloque », au moment où se profile 1993, « l'expansion des sociétés qui se développent et aide les entreprises qui n'ont pas su le faire depuis des années ».

Pour le président du CMB, qui s'exprimait le 22 septembre à Brest, c'est faire un mauvais procès au réseau mutualiste que d'arguer de sa prépondérance en Bretagne. Si le Crédit mutuel couvre dans cette région 25 % du marché bancaire, il faut restituer sa place en France qui n'est que de 4,5 %. M. Lichou voit dans ce dossier « deux éléments choquants » : d'une part, l'Etat cède la totalité de sa participation dans la Banque de Bretagne à la BNP, excluant ainsi tout éventuel processus de privatisation, sauf à privatiser la BNP ; d'autre part, en dépit de toutes les déclarations d'apaisement, il est évident, selon lui, que le pouvoir de décision ne sera plus entre les mains de la Banque de Bretagne à Remes, mais entre celles de la BNP à Paris.

La veille, à Brest, M. Xavier de Villeneuve, président de la Banque de Bretagne, au côté de M. René Thomas, président de la BNP, avait exprimé sa confiance dans la seconde jeunesse qu'allait s'offrir son établissement octogénaire en entrant dans le giron de la BNP. Malgré ses 131 433 comptes et ses 4,4 milliards de francs de crédits (3,5 % du marché), la Banque de Bretagne « s'essouffait » et éprouvait des difficultés à suivre les investissements de son portefeuille de PME pour des opérations dépassant les 10 millions de francs.

La BNP, en la personne de son président, n'a pas caché son intention de mener une offensive contre la position des réseaux mutualistes (Crédit mutuel, Crédit agricole et caisses d'épargne) en terre d'Armorique où ceux-ci détiennent 80 % du marché bancaire. Avec 250 000 comptes en Bretagne et

6,7 milliards de francs distribués, la BNP ne représente que 7 % des crédits et 3,5 % des dépôts.

La mise en œuvre de cette stratégie passe par la préservation de l'identité propre de la Banque de Bretagne. Elle conservera en effet son autonomie de gestion, son enseigne et son siège social rennais. Seuls les moyens logistiques disparaîtront de réels vases communicants entre les deux institutions bancaires. « C'est une expérience que nous avons déjà faite en Espagne où les agences de nos deux banques sont maintenues dans un climat de coexistence concurrente », explique René Thomas. Mais les effectifs de la Banque de Bretagne (1 100 salariés) devraient poursuivre leur tendance à la baisse. 10 % des postes ont déjà été supprimés en quatre ans sur ses 78 guichets.

Quant au montant de la transaction, il sera précisé lorsque la commission d'évaluation du secteur public aura fixé la valeur de la Banque de Bretagne. Il devrait avoisiner les 300 millions de francs. L'Etat apportera à la BNP 100 % de la Banque de Bretagne après avoir procédé récemment à une dotation en capital de 140 millions de francs qui ont porté les fonds propres de la banque régionale à 320 millions de francs. La BNP paiera l'Etat par une augmentation de capital réservée équivalente à la valeur de la Banque de Bretagne.

GABRIEL SIMON
et CHRISTIAN TUAL

La cour d'appel de Douai confirme la reprise de Finabel par le groupe britannique Renaissance. Le jeudi 21 septembre, les magistrats ont déclaré irrecevable l'appel du groupe suisse EIH, l'ancien propriétaire de Finabel, qui voulait assurer la relance de cette entreprise. Le fabricant de chemises, qui emploie mille deux cents personnes dans le nord de la France, qui accusait 27 millions de francs de pertes en 1988, avait été mis en règlement judiciaire en juin dernier. Depuis cette date, une bataille judiciaire oppose les deux candidats repreneurs. Elle n'est pas achevée puisque les représentants du groupe suisse ont manifesté l'intention de porter l'affaire devant la Cour de cassation.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAINT-GOBAIN

RÉSULTAT NET DU PREMIER SEMESTRE :
2 MILLIARDS DE FRANCS (+ 15 %)

Le résultat net consolidé (par le Groupe), après avoir fortement progressé au cours des trois dernières années, a encore augmenté de 15 % au premier semestre 1989. Il atteint 2 005 millions de francs, contre 1 745 millions de francs pour le premier semestre 1988.

La différence de l'an dernier, il ne comprend que pour un faible montant (95 millions de francs) des résultats sur cessions d'actifs, qui au premier semestre 1988 s'élevaient à 443 millions de francs.

La progression du résultat net traduit donc la marche satisfaisante des activités industrielles du Groupe. Celle-ci est confirmée par l'augmentation de 17 % du résultat d'exploitation, qui atteint 4 750 millions de francs, contre 4 057 millions de francs. Elle s'explique principalement par le maintien d'une forte demande dans presque tous les pays où le groupe est implanté et dans la plupart des métiers qu'il exerce.

Les ventes ont atteint 33,2 milliards de francs contre 29,6 milliards de francs au premier semestre 1988. Elles progressent de 12 % à structure réelle et à structure comparable, les entrées et les sorties du périmètre de consolidation se compensant au 30 juin.

Le résultat net s'entend après dotations aux amortissements de 1 612 millions de francs et aux provisions de 606 millions de francs, en hausse de 12 %, après des frais financiers nets de 672 millions de francs et des charges hors exploitation de 284 millions de francs, en baisse respectivement de 8 et 25 %, et après des impôts de 1 576 millions de francs, en forte augmentation (+ 42 %).

Le Groupe poursuit, cette année encore, l'exécution d'importants programmes d'investissements dans ses usines. Les dépenses comptabilisées à ce titre ont atteint 2 835 millions de francs contre 2 086 millions de francs au premier semestre de l'an dernier. Elles dépassent nettement les investissements qui ont été de 3 959 millions de francs (+ 17 %).

Les investissements en titres du Groupe sont restés significatifs : ils atteignent au total 3 386 millions de francs au cours du semestre. Ils ont permis notamment l'acquisition de plusieurs sociétés italiennes, Valco-Vetri, Sisa, Sima, etc. ainsi que la participation du Groupe à plusieurs opérations financières (Compagnie Générale des Eaux, Baxilor, etc.).

Le total des fonds propres du Groupe s'est accru de 2,7 milliards de francs, s'élevant de 25 milliards au 31 décembre 1988 à 27,7 milliards au 30 juin 1989, tandis que l'endettement net augmentait simultanément de 2,1 milliards de francs, passant de 8,7 à 10,8 milliards de francs.

L'analyse des résultats des activités industrielles fait apparaître le maintien des bonnes performances des Branches Vitrage, Conditionnement, Isolation qui étaient déjà à un niveau élevé ; de nouveaux progrès notables pour les Branches Céramiques Industrielles, Fibres de Renforcement et Papier-Bois ; une forte amélioration pour la Branche Construction.

L'examen par zone géographique montre un accroissement sensible de la part de l'Europe dans l'investissement et dans le résultat net. Elle en assure 77 % contre 64 % pour la période correspondante de 1988. Les activités françaises contribuent désormais à hauteur de 37 % à l'autofinancement et au résultat net du Groupe.

La Compagnie de Saint-Gobain, Société Mère du Groupe, dégage un résultat courant de 468 millions de francs contre 444 millions de francs au premier semestre 1988.

Service des Relations avec les Actionnaires
(1) 47.62.33.33 - Minitel 3615 Code GOBAIN

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

15 sept. 22 sept.

Valeurs	15 sept.	22 sept.
Valeurs françaises à rev. variable	124,3	127
Valeurs étrangères	124,2	128,2
Valeurs européennes	118,7	118,4
France-Europe	142,5	147,1
Chimie	114,6	117,6
Métallurgie	104,5	108,7
Electronique, électronique	112,7	116,1
Industrie et services	123,3	127,2
Industrie et services	118,9	118,8
Industrie et services	126,7	127,3
Industrie et services	126,5	146
Industrie et services	122,9	137,9
Industrie et services	103,5	103,6
Industrie et services	114,2	116,5
Industrie et services	102,7	102,9
Industrie et services	113,1	114,7
Industrie et services	122,2	122,9

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	15 sept.	22 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	99	99,5
Valeurs étrangères	99,4	99,1
Valeurs européennes	99,3	99,3
Valeurs étrangères	99,3	99,3

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	15 sept.	22 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5	119,9
Valeurs étrangères	119,9	119,9
Valeurs européennes	120,2	119,9
Valeurs étrangères	121,1	117,7

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	15 sept.	22 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5	119,9
Valeurs étrangères	119,9	119,9
Valeurs européennes	120,2	119,9
Valeurs étrangères	121,1	117,7

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	15 sept.	22 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5	119,9
Valeurs étrangères	119,9	119,9
Valeurs européennes	120,2	119,9
Valeurs étrangères	121,1	117,7

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	15 sept.	22 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5	119,9
Valeurs étrangères	119,9	119,9
Valeurs européennes	120,2	119,9
Valeurs étrangères	121,1	117,7

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	15 sept.	22 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5	119,9
Valeurs étrangères	119,9	119,9
Valeurs européennes	120,2	119,9
Valeurs étrangères	121,1	117,7

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	15 sept.	22 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5	119,9
Valeurs étrangères	119,9	119,9
Valeurs européennes	120,2	119,9
Valeurs étrangères	121,1	117,7

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	15 sept.	22 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5	119,9
Valeurs étrangères	119,9	119,9
Valeurs européennes	120,2	119,9
Valeurs étrangères	121,1	117,7

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	15 sept.	22 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5	119,9
Valeurs étrangères	119,9	119,9
Valeurs européennes	120,2	119,9
Valeurs étrangères	121,1	117,7

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	15 sept.	22 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5	119,9
Valeurs étrangères	119,9	119,9
Valeurs européennes	120,2	119,9
Valeurs étrangères	121,1	117,7

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	15 sept.	22 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5	119,9
Valeurs étrangères	119,9	119,9
Valeurs européennes	120,2	119,9
Valeurs étrangères	121,1	117,7

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	15 sept.	22 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5	119,9
Valeurs étrangères	119,9	119,9
Valeurs européennes	120,2	119,9
Valeurs étrangères	121,1	117,7

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	15 sept.	22 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5	119,9
Valeurs étrangères	119,9	119,9
Valeurs européennes	120,2	119,9
Valeurs étrangères	121,1	117,7

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	15 sept.	22 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5	119,9
Valeurs étrangères	119,9	119,9
Valeurs européennes	120,2	119,9
Valeurs étrangères	121,1	117,7

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	15 sept.	22 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5	119,9
Valeurs étrangères	119,9	119,9
Valeurs européennes	120,2	119,9
Valeurs étrangères	121,1	117,7

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	15 sept.	22 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5	119,9
Valeurs étrangères	119,9	119,9
Valeurs européennes	120,2	119,9
Valeurs étrangères	121,1	117,7

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	15 sept.	22 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5	119,9
Valeurs étrangères	119,9	119,9
Valeurs européennes	120,2	119,9
Valeurs étrangères	121,1	117,7

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

14 septembre 1989

Valeurs	14 sept.
Total actif	679 655
dont	
Or	200 414
Disponibilités à vue à l'étranger	88 339
ECU	65 726
Avances au Fonds de stabilisation des changes	16 753
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	66 426
Concours au Trésor public	28 870
Titres d'Etat (bons et obligations)	24 024
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	310
Effets privés	145 788
Effets en cours de recouvrement	19 442
Total passif	679 655
dont	
Billets en circulation	242 036
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	56 526
Compte courant du Trésor public	17 352
Préparations de liquidités	27 574
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes	150
Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux	8 931
ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	66 077
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	230 678

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	14 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	99
Valeurs étrangères	99,4
Valeurs européennes	99,3
Valeurs étrangères	99,3

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	14 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5
Valeurs étrangères	119,9
Valeurs européennes	120,2
Valeurs étrangères	121,1

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	14 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5
Valeurs étrangères	119,9
Valeurs européennes	120,2
Valeurs étrangères	121,1

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	14 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5
Valeurs étrangères	119,9
Valeurs européennes	120,2
Valeurs étrangères	121,1

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	14 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5
Valeurs étrangères	119,9
Valeurs européennes	120,2
Valeurs étrangères	121,1

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	14 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5
Valeurs étrangères	119,9
Valeurs européennes	120,2
Valeurs étrangères	121,1

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	14 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5
Valeurs étrangères	119,9
Valeurs européennes	120,2
Valeurs étrangères	121,1

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	14 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5
Valeurs étrangères	119,9
Valeurs européennes	120,2
Valeurs étrangères	121,1

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	14 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5
Valeurs étrangères	119,9
Valeurs européennes	120,2
Valeurs étrangères	121,1

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	14 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5
Valeurs étrangères	119,9
Valeurs européennes	120,2
Valeurs étrangères	121,1

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	14 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5
Valeurs étrangères	119,9
Valeurs européennes	120,2
Valeurs étrangères	121,1

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	14 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5
Valeurs étrangères	119,9
Valeurs européennes	120,2
Valeurs étrangères	121,1

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	14 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5
Valeurs étrangères	119,9
Valeurs européennes	120,2
Valeurs étrangères	121,1

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	14 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5
Valeurs étrangères	119,9
Valeurs européennes	120,2
Valeurs étrangères	121,1

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs	14 sept.
Valeurs françaises à rev. fixe	120,5
Valeurs étrangères	119,9
Valeurs européennes	120,2
Valeurs étrangères	121,1

Base 100:

BOURSE DU 22 SEPTEMBRE

**Cours relevé
à 17 h 35**

[illegible]

Comptant (réflection)

SICAV (collection)

22/9

VALEURS		% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraia incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraia incl.	Rachet net
Obligations																		
8.00 0.50 77	122 16	2 941		C.I.C. (Financ. del	223 80		Magnat S.A.	84 30		Virex	189 80		A.A.A.	1121 41	1094 05	Patco-Genève	208 21	257 67
5.00 0.50 78/80	101 50	1 323		C.I. Martine	570		Martine Part.	431		Whitman S.A.	866		Actifon	247 80	111 64	Patco-Index Slow	115 01	111 64
10.80 70/84	104 80	0 033		Chaux	2050		Chaux (Dépôt)	881		Bess. du Marais	308		Actifon	501 78	570 40	Patco-Invest.	476 47	464 85
13.25 70/80	92 80	4 029		Calsedil (Ly)	1390		Mont. Ste. del	212 50					Actifon	601 72	609 90	Patco-Oblique	461	464 44
16.20 50/80	102 08	11 105		Compagnie	798		Wazir	436					Actifon	671 52	647 06	Patco-Oblique	513 74	458 78
14.00 70/80	104 70	8 440		C.I. Industrielle	1440		Orsay	2190		A.E.C.	570		A.E.C. Actifon-CP	1280 52	1280 52	Patco-Oblique	19 12	115 85
14.00 50/80	107 28	9 830		Comp. Lyon-Ann	444		Orsay (L.T.C.)	1111		Alcon	385	385	A.E.C. Actifon	1036 48	1055 62	Patco-Oblique	1313 48	1275 22
13.40 50/80	115 59	10 080		Comp. Lyonn.	1709		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
12.20 50/80	113 65	6 618		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
11.50 50/80	108 76	5 412		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.25 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395	A.E.C. Actifon	124 33	121 20	Patco-Oblique	30 18	26 65
10.12 50/80	107 17	5 649		C.I.P.	15		Palma Newmarket	2186		Alcon Alcan	395	395</						

Cote des changes

Marché libre de l'or	C. Ounce, Forsterling ..	180
	Coperta	362
	Gachot	183

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

La catastrophe du DC-10 d'UTA

L'enquête a été confiée à un magistrat spécialiste des affaires de terrorisme

Pour le gouvernement français comme pour la compagnie aérienne, il ne semble plus y avoir de doute : l'explosion en vol du DC-10 Brazzaville-Paris, mardi 19 septembre, au-dessus du désert du Ténéris, est due à un attentat.

Le procureur de la République, M. Pierre Bezaud, a ouvert, samedi 23 septembre, une enquête d'information contre X... L'instruction a été confiée au juge Jean-Louis Bruguière, spécialiste des affaires de terrorisme, qui va travailler en relation avec la quatrième section du parquet, spécialisée dans ce genre d'affaires, et l'enquête policière doit être notamment effectuée par la sixième division de la direction centrale de la police judiciaire, chargée de la « répression des atteintes à la sûreté de l'Etat et des menées subversives », en même temps que par la DST.

L'examen des « boîtes noires » de l'appareil a en effet donné la certitude que l'explosion s'est produite alors que l'appareil volait normalement. D'autre part, des traces d'explosif ont été relevées sur les débris de l'appareil. Le président de la commission d'enquête, M. Louis Pailhas, a confirmé,

dimanche 24 septembre sur RTL, que « des traces d'explosif ont été localisées dans un des compartiments cargo : l'une des soutes situées à l'avant de l'appareil ». A l'effet direct de l'explosion, a-t-il indiqué, s'est ajouté celui de la décompression, qui peut expliquer la dispersion des débris de l'appareil.

Pièces et débris recueillis sur les lieux de la catastrophe par les militaires français sont envoyés à Paris, où ils seront analysés pour tenter de découvrir la nature de l'explosif utilisé. Au cours du week-end, une quarantaine de corps ont été rapatriés à Paris. Ils ont été transportés à l'Institut médico-légal où l'on va entreprendre leur identification, a annoncé le ministre des affaires étrangères dans un communiqué. Le ministre des transports, M. Michel Delebarre, est venu s'incliner devant les dépouilles mortelles.

Une centaine de corps au total ont été localisés, dont ceux du pilote et de quatre membres d'équipage découverts dans le cockpit. Mais il semble que certains corps ne pourront pas être retrouvés, l'explosion ayant complètement dispersé les restes, réduits à l'état de débris.

En dépit de la « journée de deuil » organisée par le SNPL (Syndicat national des pilotes de ligne), le SNOMAC (Syndicat national des officiers mécaniciens) et le SNPNC (Syndicat du personnel navigant commercial), tous les vols d'UTA ont été assurés samedi 23 septembre, malgré certains retards. Les syndicats avaient appelé à l'arrêt de toute activité au sol et en vol pour protester contre la « politique laxiste du chef de l'entreprise en matière de sécurité et de sûreté ».

Environ quatre cents membres du personnel d'UTA se sont réunis en silence pendant trois quarts d'heure, samedi après-midi, devant un des bâtiments de la compagnie aérienne, à l'aéroport de Roissy, en hommage aux victimes de la catastrophe.

□ A Ndjamena. — Le secrétaire d'Etat français à la défense, M. Gérard Renon, a été reçu, dimanche, par le chef de l'Etat tchadien, M. Hissène Habré, auquel il a transmis les condoléances du gouvernement français pour les victimes tchadiennes de l'accident.

Il a également présenté les « remerciements » de Paris pour la manière dont les autorités tcha-

diennes avaient aidé à mener les recherches.

M. Renon a, d'autre part, annoncé un léger allègement du dispositif militaire français « Epervier », mais en faisant en sorte que cet allègement n'empêche pas de continuer à apporter notre soutien au Tchad.

□ A Beyrouth. — La Résistance clandestine tchadienne (RCT), une organisation jusque-là inconnue, a revendiqué l'attentat contre le DC-10. Dans un communiqué dactylographié en français et parvenu au bureau d'une agence de presse occidentale à Beyrouth, cette organisation affirme que « la lutte continuera jusqu'au départ total des troupes militaires coloniales de l'Afrique ».

A Beyrouth toujours, le guide spirituel des intégristes iraniens au Liban a accusé, dimanche, les autorités françaises de « vouloir nuire à l'image de l'islam en pointant du doigt les milieux chiites en Afrique ». Pour le cheikh Fadlallah, « les combattants de l'islam ne peuvent pas avoir commis un tel acte, car Dieu leur interdit de s'en prendre aux innocents. Nous ne luttons pas contre les peuples américains et européens, mais contre leurs gouvernements oppresseurs ».

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Esbroufe

Q'EST-CE que c'est que ce cirque ? Cet énorme tam-tam autour des tests que passent cette semaine les élèves de CE 2 et de 6^e. Ces parents effrétés : c'est quand ça truc, c'est quoi, qu'ils doivent réviser ? Ces profs paumés : on en sait pas plus que vous. Ces gamins qu'on a obligés à bachoter pour rien. Grotesque !

Moi, à huit ans, je suis passé d'une école Montessori (scolaire-huitième avant la lettre) à l'école primaire, méthode globale, expression corporelle, enfin la cata ! à la communale. Dès la rentrée, ma maîtresse, M^{lle} Perdrigot, nous avait évalués vite fait : les quatre opérations, l'exercice de grammaire, la dictée. Je me suis distingué. Faut dire, j'ai pas hésité à me noircir les mains. Gauchère mal contrainte, j'ai su quoi faire de mes dix doigts : quatre-vingt-trois fautes d'orthographe en douze lignes. Pas une de moins ! On a communiqué ce brillant résultat à mes parents, à eux seulement, et, bon, on m'a pas jeté, on m'a forcé à bosser pour rattraper mon retard.

Je veux bien que, depuis, certains enseignants débordés par la marée montante des cancracs

dans mon genre aient renoncé à ces devoirs sur table destinés à se faire une idée du niveau de la classe. Pas la peine. Leur petite idée, ils l'avaient déjà, précise, correcte à un point près, vérifiée dans les quinze jours !

Il aurait suffi de leur demander de s'y recueillir. Tout bêtement. Sur de simples copies. Sans pousser le cri de Tarzan. Sans déboursier pour plus de 7 millions de francs de cahiers. Un pour le calcul. Un pour le français. Ouzis, 700 millions de cahiers ! Si on les avait renvoyés aux instituteurs — même revalorisés, ils gagnent moins qu'un flic, — ça les aurait peut-être un peu motivés.

Is sont vraiment impayables, mes copains ! Ils s'interrogent dans le Monde daté samedi : apprendre à lire, comment et pourquoi ? Il n'y a pas de bibliothèque dans les écoles. Ça, ça vaut mille ! Vous voudriez tout de même pas qu'on mette des bouquins à la disposition des collégiens, alors que mon frère est en train de s'offrir la plus grande bibliothèque du monde, pour y dévorer la moitié des livres de la Nationale, ou qu'elle serve deux mois logeables... Ah mais !

L'ESSENTIEL

SECTION A

Détente au Liban

Beyrouth a vécu un week-end calme, après cent quatre-vingt-dix-sept jours de calvaire 4

La fédération pour la démocratie en Chine

Des dissidents chinois, réunis pendant le week-end dans la région parisienne, ont fondé la première organisation d'opposition au régime de Pékin 6

Phnom-Penh entre les Vietnamiens et les Khmers rouges

Les Cambodgiens conservent la hantise de Pol-Pot 6

Les socialistes et l'entreprise

Un colloque souligne l'aggiornamento du PS sur les entreprises et la mise en œuvre d'un système d'économie mixte 15

SECTION B

Gardiens de prison : relance ?

L'intersyndicale des personnels pénitentiaires, réunie le 25 septembre à Fleury-Mérogis, devait décider d'une reprise d'un mouvement de protestation. Elle critique le budget du ministère 18

Touvier : saisies d'archives

Le juge d'instruction de l'affaire Touvier a saisi plusieurs documents dans les archives de l'archevêque de Lyon 18

Une grande mosquée contestée à Lyon

Le projet de construction d'une grande mosquée à Lyon soulève la colère des riverains, qui devaient manifester, lundi 25 septembre, devant l'hôtel de ville 19

Une agence nationale pour l'évaluation médicale

Le ministre de la santé annonce la création d'une « Agence nationale pour l'évaluation médicale », à la satisfaction générale des professionnels de la santé 19

Un nouvel orgue à Saint-Eustache

Après deux siècles de malheurs, inauguration d'un instrument magnifique dans l'église Saint-Eustache à Paris 21

Canal Plus en Belgique

La chaîne payante démarre le 27 septembre dans un pays où les téléspectateurs disposent déjà de vingt-cinq chaînes 22

Champ libre à Prost

Nigel Mansell qui accroche Ayrton Senna au quarantième-huitième tour, et voilà la piste qui se libère pour Alain Prost. Le pilote français termine deuxième derrière Gerhard Berger et possède maintenant 24 points d'avance sur son coéquipier Brabson au Championnat du monde 23

SECTION C

La grève chez Peugeot

Le gouvernement et le patronat suivent attentivement le conflit qui oppose M. Calvet à une partie de ses salariés. Un test ou un mouvement atypique ? 27

Regroupement dans les services informatiques

Sligos prend le contrôle de la société allemande Actis 28

Régions

Les responsables de la communication locale parlent de leur métier. Un sondage exclusif 37

La Banque de Bretagne absorbée par la BNP

L'établissement gère son autonomie mais le rapprochement n'en est pas moins contesté par le Crédit mutuel de Bretagne 38

ECONOMIE

Quand l'Europe renoue les fils

Ordinateurs, coupes aux lasers, concentration financière... Les entreprises textiles passent du XX^e au XXI^e siècle 33

Les faiblesses de l'économie française

Sur fond d'inflation menaçante et de chômage, il s'agit de transformer l'embellie en croissance 33

Hyperinflation au Brésil

Les contrôles arrêtant la hausse des prix, des prix qui permettent obligent à lever l'austérité 34

Services

Abonnements	8
Campus	25
Carnet	25
Loto, loto sportif	25
Météorologie	25
Mots croisés	25
Radio-Télévision	25
Spectacles	24
La télématique du Monde :	
3615 LEMONDE	
3815 LM	

Six explosions en vol depuis 1976

Depuis 1976, six avions de ligne ont été détruits par des explosions en vol dues à des attentats revendiqués ou dont les auteurs présumés ont été arrêtés :

● 6 octobre 1976 : Un DC-8 des lignes aériennes cubaines, assurant la liaison Bridgetown (Barbade) - La Havane (Cuba), avec 73 passagers à bord, s'abîme en mer peu après son décollage de Bridgetown à la suite d'un attentat à la bombe. L'attentat, qui fait 73 morts, est revendiqué par un groupe anticubain.

● 11 août 1982 : Une bombe placée sous le siège d'un passager, un jeune japonais, explose à bord d'un Boeing-747 de la PANAM venant de Tokyo, au moment d'atterrir à Honolulu. Le jeune homme est tué et quinze passagers sont blessés. Le pilote réussit à poser son appareil. Un Palestinien, Mohamed Rachid, arrêté en mai 1988 à l'aéroport d'Athènes est accusé de cet attentat.

● 23 juin 1985 : Un Boeing-747 d'Air India, assurant la liaison Toronto-Londres-Bombay, s'abîme en mer d'Irlande avec 329 personnes à bord. Il n'y a pas de survivants. L'enquête menée par une commission gouvernementale indienne conclut en

octobre 1986 à un attentat commis par des militants sikhs.

● 2 avril 1986 : Explosion dans un Boeing-727 de la compagnie américaine TWA effectuant la liaison Athènes-Rome-Le Caire au-dessus de Corinthe (Grèce) due à une bombe dissimulée à la dixième rangée des sièges. Elle ouvre un trou béant dans le fuselage de l'appareil. Quatre passagers sont précipités dans le vide. Bilan : 4 morts, 9 blessés. L'attentat est revendiqué par les « Cellules fedayines arabes - cellules révolutionnaires Al-Kassem ».

● 29 novembre 1987 : Un Boeing-707 de la compagnie sud-coréenne KAL, reliant Bagdad à Séoul, disparaît en mer au large de la Birmanie avec 115 personnes à bord. Séoul accuse Pyongyang d'avoir piégé l'avion. Une Coréenne, Kim Hyun-Hee, admit en janvier 1988 avoir posé une bombe dans l'avion sur incitation des autorités nord-coréennes afin de saboter les Jeux olympiques de Séoul.

● 21 décembre 1988 : explosion en vol d'un Boeing-747 de la PANAM au-dessus de la ville de Lockerbie (Ecosse). Provoqué par un engin explosif, cet attentat fait au moins 268 morts. — (AFP.)

En mer du Nord

L'incendie à bord du car-ferry danois « Tor-Scandinavia » a pu être maîtrisé

L'incendie qui s'était déclaré, lundi 25 septembre, tôt dans la matinée, à bord du car-ferry danois « Tor-Scandinavia » a pu être maîtrisé, a indiqué son armateur, la compagnie DFDS. Il n'y a pas de victimes. Le navire, qui transportait cinq cent quarante passagers et cent vingt membres d'équipage, avait quitté Göteborg, en Suède, dimanche soir et se rendait vers le port britannique d'Harwich. Quand l'incendie s'est déclaré, il était en mer du Nord, à environ 130 kilomètres à l'ouest du port danois d'Esbjerg. Plusieurs navires et hélicoptères se sont rendus sur les lieux pour assister le Tor-Scandinavia.

Le car-ferry appartenait à DFDS depuis que cet armateur (l'un des plus importants au Danemark et l'un des spécialistes européens du transport de passagers et de véhicules) a pris le contrôle de la société suédoise Tor Line AB en 1981. Il a été construit en 1974. — (AFP.)

Le numéro du « Monde » daté 24 25 septembre 1989 a été tiré à 622 104 exemplaires

MODE, LA SOLUTION "IDEALE" EXISTE !

Vous appréciez la Mode, mais vous exigez la qualité + la création + les prix... RODIN vous les offre sur des quantités époustouflantes de tissus, présentés dans son immense magasin. Une variété prodigieuse, l'abondance des couleurs, le plaisir des fantaisies, et toujours les prix, des prix qui permettent vraiment d'acheter « décontracté ». Chez RODIN, depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

(Publicité)
Vous cherchez à vendre ou à acheter une boutique, un local commercial, une alimentation, un café, une librairie ou tout autre commerce C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIALISÉ « LES ANNONCES » EN FOND DE COMMERCE que vous trouverez tous les leads les toutes dernières affaires. En vente par lots 6,20 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. : (1) 48.85.30.38

Après son passage sur le sud-est des Etats-Unis

Le cyclone Hugo s'est transformé en « tempête tropicale »

Une semaine après le passage du cyclone tropical Hugo, la Guadeloupe présente toujours un spectacle de désolation. La vie est totalement désorganisée, les services publics de l'Etat ou des communes ne fonctionnent pratiquement pas. Si bien que le recensement précis des sinistrés n'a toujours pu être fait.

Le dynamisme des habitants des communes épargnées contraste cependant avec l'immobilisme et la prostration des sinistrés : d'un côté, on s'agite pour aider ; de l'autre, on s'assoit pour attendre, peut-on constater en parcourant l'île. A pied d'œuvre depuis plusieurs jours, les quatre cent vingt hommes de la sécurité civile, qui devaient recevoir, lundi, un renfort d'une centaine de personnes, ont souvent dû se consacrer seuls au déchargement des routes et à la récupération des maisons sans toit avec des bâches. Déjà, avec des tôles ondulées tordues, des bouts de planches déchiquetées et des clous rouillés, on tente ici ou là de rendre habitables des cases désarticulées. Il faut faire vite car la saison des pluies est proche.

L'économie de l'île, qui, avant Hugo, semblait connaître une timide reprise, n'est plus qu'un champ de ruines. Un chiffre résume tous les dégâts : 100 % de destruction dans les plantations de bananes, de canne à sucre, de même pour les fleurs, peut-être un peu moins dans les cultures vivrières. Des centaines d'entreprises, à la trésorerie traditionnelle fragile, sont actuellement totalement sinistrées.

Les versements des secours d'urgence ont commencé le samedi 23 septembre à annoncer M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM. « Il faut signaler que la brèveté des délais est sans précédent », a-t-il souligné. Ces secours seront en majorité distribués par chèques non barrés, que les bénéficiaires pourront encaisser.

□ ESPAGNE : excuses de l'ETA après un attentat « par erreur ». — L'organisation séparatiste basque ETA s'est excusée samedi 23 septembre d'avoir envoyé « par erreur » une lettre piégée qui a causé la mort d'un policier de Bilbao, une dizaine de jours auparavant. Dans les colonnes du journal basque Egit, qui reproduit régulièrement ses communiqués, l'ETA affirme qu'il y a eu méprise, le policier portant le même nom qu'un policier de la région. — (Reuter.)

BENJAMIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Une suggestion de M^{me} Simone Rozès

Téléviser les procès des chauffards ?

Au cours de l'émission Reportages diffusée le 23 septembre sur TF 1, et consacrée à la délinquance routière, M^{me} Simone Rozès, présidente honoraire de la cour de cassation, s'est déclarée favorable, « pour l'inspiration », à la diffusion télévisée des procès d'automobilistes responsables d'accidents graves.

M^{me} Rozès estime que cette diffusion pourrait sensibiliser les automobilistes au fait que « chacun d'entre nous peut, demain, par simple inattention, être l'auteur d'un accident aux conséquences extrêmement regrettables ».

Raffinée...
Les meilleures tables de Paris ont choisi VOLVIC, l'eau qui respecte le goût des vins et des mets.
La liste complète en est sur le site : www.volvic.com
N° de l'Eau de VITALITÉ : 4339 VITALITÉ

VOLVIC

صوتنا من الاجل